

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 204

[C - 99/27003]

3 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du Troisième âge;

Vu l'arrêté royal du 2 mai 1972 fixant les conditions particulières à l'octroi de subsides pour la construction ou le reconditionnement de maisons de repos pour personnes âgées;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1984 fixant les normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées, modifié par les arrêtés des 6 décembre 1989 et 13 septembre 1991;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1984 fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements visés à l'article 1^{er} du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées, modifié par l'arrêté du 3 septembre 1990;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 avril 1989 fixant les normes de sécurité auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées, modifié par l'arrêté du 9 juillet 1991;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 décembre 1990 relatif au minimum de connaissances utiles à la gestion de maisons de repos pour personnes âgées;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 avril 1991 réglant, à titre expérimental, l'agrément et la subsidiation des services d'accueil de jour pour personnes âgées;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juillet 1992 fixant les modalités d'octroi de l'accord de principe visé à l'article 2^{bis} du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} février 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 février 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 février 1998;

Vu l'avis du Conseil consultatif du troisième âge du 16 avril 1998;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 21 avril 1998;

Vu la notification des normes contenues à l'annexe I au présent arrêté à la Commission européenne;

Vu la délibération du 9 juillet 1998 du Gouvernement de la Région wallonne sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 28 octobre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 § 1^{er} de celle-ci.

Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

CHAPITRE Ier. — *Définitions*

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

— le décret : le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge;

— le Ministre : le Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions;

— l'administration : la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne;

— Le fonctionnaire délégué : le fonctionnaire général ayant reçu délégation du Ministre pour accomplir les actes prévus par le décret et le présent arrêté.

CHAPITRE II. — *De la publicité des maisons de repos, des résidences-services et des centres d'accueil de jour pour personnes âgées*

Art. 3. La publicité visant à informer le public à propos d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour comporte obligatoirement les éléments suivants :

— le nom et l'adresse de l'établissement et son numéro d'agrément ou d'autorisation provisoire de fonctionnement par la Région wallonne;

— la forme juridique, l'adresse et l'identification exacte du gestionnaire;

— le nombre de lits s'il s'agit d'une maison de repos, de logements s'il s'agit d'une résidence-services ou de places s'il s'agit d'un centre d'accueil de jour.

Les informations écrites délivrées au candidat résident ou à son représentant mentionnent obligatoirement :

— le nom, l'adresse de l'établissement et son numéro d'agrément ou d'autorisation provisoire de fonctionnement par la Région wallonne;

— la forme juridique, l'adresse et l'identification exacte du gestionnaire.

- En outre, sont mentionnés,
- s'il s'agit d'une maison de repos :
 - le nombre de lits et leur répartition par chambre;
 - le prix journalier ou mensuel suivant le type de chambre choisie ou proposée;
 - les suppléments et leur prix;
 - s'il s'agit d'une résidence-services :
 - le nombre de logements;
 - le prix mensuel du logement suivant le type de logement;
 - les services proposés aux personnes âgées et leur prix;
 - les liaisons fonctionnelles existant avec des maisons de repos, des maisons de repos et de soins ou tout autre établissement ou service.
 - s'il s'agit d'un centre d'accueil de jour :
 - le nombre de places d'accueil;
 - le prix journalier d'accueil et des suppléments éventuels;
 - les modalités de liaison établies avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins;
 - les activités proposées aux résidents;
 - les jours et heures d'ouverture du centre.

Une copie du règlement d'ordre intérieur ainsi qu'un exemplaire de la convention d'hébergement ou d'accueil type sont également remises en même temps que ces informations.

CHAPITRE III. — Programme d'implantation et de la capacité des maisons de repos, des résidences-services et des centres d'accueil de jour

Art. 4. Le programme relatif au nombre de lits de maison de repos est fixé pour l'ensemble de la Région wallonne à 6,8 lits par 100 habitants âgés de 60 ans au moins.

La programmation se réalise par arrondissement afin de permettre à chaque arrondissement de disposer de 6,3 lits par 100 habitants âgés de 60 ans au moins.

Dans ce programme, 29 % au minimum des lits sont réservés au secteur public, 21 % au minimum au secteur privé non lucratif et 50 % au maximum au secteur privé commercial.

Art. 5. Le programme relatif au nombre de logements particuliers dans les résidences-services est fixé à deux logements pour 100 personnes âgées de 60 ans au moins pour chaque arrondissement.

En outre, dans ce programme, 40 % des logements sont réservés au secteur public, 30 % au secteur privé non lucratif et 30 % au secteur privé commercial.

Art. 6. Le programme relatif au nombre de places d'accueil des centres d'accueil de jour est fixé à 2 places pour 1000 personnes âgées de plus de 60 ans au moins pour chaque arrondissement.

En outre, dans ce programme, 40 % des places sont réservées au secteur public, 30 % au secteur privé non lucratif et 30 % au secteur privé commercial.

CHAPITRE IV. — De l'octroi de l'accord de principe en vue de l'ouverture et de la réouverture d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour

Art. 7. Toute demande d'accord de principe relative à un projet d'ouverture d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour, ou à une extension de ceux-ci ou à une réouverture après une interruption d'exploitation est introduite auprès du Ministre et est accompagnée, outre les éléments prévus par l'article 4, § 2, du décret, d'un dossier contenant les éléments suivants :

- le questionnaire d'identification délivré par l'administration dûment complété et signé;
- une description de la construction envisagée et de son environnement, sa capacité d'accueil et son accessibilité aux personnes âgées handicapées;
- une description du projet de vie de l'établissement projeté s'il s'agit d'une maison de repos.

Art. 8. L'administration instruit la demande et communique le dossier complet accompagné de ses observations au Conseil wallon du troisième âge dans un délai de trois mois suivant l'introduction de la demande à partir du moment où celle-ci est complète.

Le Conseil transmet, dans les deux mois, son avis au Ministre, lequel statue dans le mois.

Art. 9. Lorsque l'administration notifie une décision de refus d'accord de principe au gestionnaire, elle l'informe également qu'il dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception de la notification pour introduire un recours.

Lorsqu'un recours est introduit, le fonctionnaire délégué complète le dossier de recours par tout renseignement et document utiles et puis le transmet au Ministre dans les 15 jours.

Art. 10. Le recours contre une décision de refus d'accord de principe est introduit par lettre recommandée, dans le mois de la notification de la décision querellée, auprès du Ministre qui le soumet au Gouvernement.

Le recours contient :

- les nom, qualité, demeure ou siège de la partie requérante;
- l'objet du recours et un exposé des faits et des moyens.

Le recours est complété par une copie de la décision querellée.

Le Gouvernement statue dans un délai de trois mois à dater de l'introduction du recours. Le Ministre notifie la décision du Gouvernement au gestionnaire.

CHAPITRE V. — *De l'agrément et de l'autorisation provisoire de fonctionnement des maisons de repos, résidences-services et centres d'accueil de jour*

Art. 11. La demande d'agrément doit être préalable à l'ouverture. La demande de renouvellement d'agrément doit être introduite au plus tard six mois avant l'expiration de l'agrément en cours, dans les mêmes formes et suivant la même procédure que la demande d'agrément.

Art. 12. Pour être recevable, la demande d'agrément d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour est adressée au Ministre et est accompagnée des documents suivants :

- une copie de la décision d'accord de principe sauf en cas de demande de renouvellement d'agrément;
- le questionnaire d'identification délivré par l'administration dûment complété et signé accompagné, si le gestionnaire est une personne morale de droit privé, des statuts de la société ou de l'association sans but lucratif ainsi que de la liste des administrateurs;
- un plan reprenant, par niveau, les différents locaux, leurs dimensions et leur destination ainsi que, par chambre, le nombre de lits destinés aux personnes âgées et le cas échéant les sanitaires y attenants;
- une attestation de sécurité incendie délivrée par le Bourgmestre de la commune où est situé l'établissement ou chaque site, basé sur un rapport du service d'incendie territorialement compétent, conformément au modèle prévu à l'appendice 1 de l'annexe I ou à défaut la preuve qu'une demande d'attestation de sécurité a été introduite depuis au moins deux mois;
- les certificats de bonnes vie et moeurs datant de moins de six mois du directeur et, s'il s'agit d'une personne physique, du gestionnaire de la maison de repos ou de la résidence-services ainsi que la preuve que le directeur répond aux conditions de formation déterminées par le chapitre 4 de l'annexe II au présent arrêté;
- lorsque le gestionnaire est une personne morale de droit privé, le dossier comporte également le certificat de bonnes vies et moeurs de la personne physique déléguée pour la représenter.

Art. 13. Pour être recevable, la demande d'agrément d'une résidence-services comporte en outre :

- la liste des services facultatifs proposés aux résidents et les conditions d'exécution de ces prestations;
- une copie de la convention établissant la liaison fonctionnelle avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins ainsi que la copie de la convention éventuelle avec tout autre service ou établissement;
- la description des modalités suivant lesquelles une permanence est organisée pour intervenir auprès des résidents en cas de nécessité. Cette description précise les modalités d'appel du personnel de garde, sa qualification, le lieu de permanence et le délai moyen d'intervention.

Art. 14. Dans les six mois au plus tard de la demande d'agrément de la maison de repos, de la résidence-services ou du centre d'accueil de jour, celle-ci est complétée par :

- la convention d'hébergement ou d'accueil-type conforme aux annexes II, III ou IV;
- le règlement d'ordre intérieur conforme aux annexes II, III ou IV.

Art. 15. Si la demande n'est pas accompagnée de tous les documents ou de toutes les données prévus par les articles 12 et 13 ou que le dossier n'est pas complété dans le délai visé à l'article 14, le demandeur en est avisé endéans le mois.

Art. 16. Le Ministre octroie une autorisation provisoire de fonctionnement à la maison de repos, à la résidence-services ou au centre d'accueil de jour qui a introduit une demande d'agrément recevable et pour lequel :

- un avis de l'administration a été délivré, après inspection;
- une attestation de sécurité, conforme au modèle de l'appendice 1 de l'annexe I, a été établie par le bourgmestre.

L'autorisation provisoire de fonctionnement mentionne sa date d'entrée en vigueur, le nom et l'adresse de la maison de repos, de la résidence-services ou du centre d'accueil de jour ou des différents sites de la maison de repos, la capacité d'hébergement ou d'accueil, en ce compris les niveaux et locaux autorisés, le nom et l'adresse du gestionnaire. L'autorisation provisoire de fonctionnement est notifiée par l'administration au gestionnaire dans les quinze jours de son octroi.

Elle prend cours, au plus tôt, à la date de la visite actée au procès verbal du service d'incendie constatant que l'établissement remplit les normes de sécurité ou que les défauts constatés ne font pas obstacle à sa mise en activité, à condition que les autres conditions d'octroi de l'autorisation provisoire de fonctionnement soient remplies à cette date.

Art. 17. L'octroi d'une autorisation de fonctionnement provisoire pour une maison de repos est subordonné au respect des normes visées à l'annexe I et aux normes visées au chapitre 2, section 1 et 2 et aux chapitres 3, 4, 5, 6 et 8 de l'annexe II.

L'octroi d'une autorisation de fonctionnement provisoire pour une résidence-services est subordonné au respect des normes visées à l'annexe I et aux normes visées aux chapitres 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10 et 11 de l'annexe III.

L'octroi d'une autorisation de fonctionnement provisoire pour un centre d'accueil de jour est subordonné au respect des normes visées à l'annexe I et aux normes visées aux chapitres 1 et 2, section 1, 2 et 3, et aux chapitres 3, 4, 5, 6 et 7 de l'annexe IV.

Art. 18. Dans l'hypothèse prévue à l'article 7, alinéa 2 du décret, l'autorisation provisoire de fonctionnement peut être prolongée sur production d'une attestation de sécurité délivrée par le Bourgmestre, conformément au modèle prévu à l'appendice 1 de l'annexe I, limitée dans le temps et précisant que les travaux de sécurité requis devront être réalisés dans le délai prévu, et après production d'un devis relatif aux dits travaux et indication de la date de commencement et de la fin probable des travaux.

Art. 19. Lorsque l'administration formule une proposition de refus, de retrait, de suspension ou de non renouvellement d'agrément ou de retrait d'autorisation provisoire de fonctionnement, elle la notifie au gestionnaire.

L'administration l'informe également qu'il dispose d'un délai de 15 jours à dater de la réception de la notification pour adresser ses observations écrites.

Le fonctionnaire délégué complète le dossier par les observations écrites du gestionnaire, par tout renseignement et document utiles qu'il recueille et par le procès-verbal d'audition du gestionnaire.

A cette fin, il convoque le gestionnaire par lettre recommandée à la poste ou par pli déposé contre accusé de réception, en indiquant les lieu et heure de l'audition.

La convocation mentionne la possibilité de se faire assister d'un conseil.

Le fonctionnaire délégué rédige un rapport et transmet, dans les quinze jours, le dossier au Conseil wallon du troisième âge qui formule son avis.

Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès verbal d'audition.

Le fonctionnaire délégué transmet le dossier complet au Ministre pour décision dans les quinze jours de l'avis du Conseil wallon du Troisième âge.

Art. 20. Le recours contre une décision de refus, de retrait, de suspension ou de non renouvellement d'agrément ou de retrait d'autorisation de fonctionnement provisoire est introduit par lettre recommandée, dans le mois de la notification de la décision querellée, auprès du Ministre qui le soumet au Gouvernement.

Le recours contient :

- les nom, qualité, demeure ou siège de la partie requérante;
- l'objet du recours et un exposé des faits et des moyens.

Le recours est complété par une copie de la décision querellée.

Le Gouvernement statue dans un délai de trois mois à dater de l'introduction du recours. Le Ministre notifie la décision du Gouvernement au gestionnaire.

Art. 21. L'arrêté d'agrément mentionne le nom et l'adresse de la maison de repos, de la résidence-services ou du centre d'accueil de jour, sa capacité d'hébergement ou d'accueil, en ce compris les niveaux et locaux autorisés, le nom et l'adresse du gestionnaire, la date d'entrée en vigueur et, si l'agrément est accordé pour six ans, la date d'échéance de l'agrément.

L'arrêté est notifié par l'administration au gestionnaire dans les quinze jours de la décision d'agrément.

CHAPITRE VI. — *De la fermeture d'urgence*

Art. 22. Lorsque l'administration formule au Ministre une proposition de fermeture d'urgence d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour conformément à l'article 22 du décret, elle lui adresse un rapport justifiant la fermeture urgente, un rapport d'inspection récent ainsi que, le cas échéant, tous autres renseignements et documents utiles.

La décision de fermeture est immédiatement notifiée au gestionnaire et au Bourgmestre par le Ministre.

Art. 23. Le recours contre une décision de fermeture urgente doit être introduit par lettre recommandée, dans les 15 jours de la notification de la décision querellée auprès du Ministre.

Le recours contient :

- les noms, qualité, demeure ou siège de la partie requérante;
- l'objet du recours et un exposé des faits et des moyens.

Le recours est complété par une copie de la décision de fermeture.

Le Gouvernement statue dans un délai de deux mois à dater de l'introduction du recours.

Lorsqu'un recours est introduit, le Ministre convoque le gestionnaire par pli recommandé à la poste en indiquant les lieu, jour et heure de l'audition par le fonctionnaire délégué.

La convocation mentionne la possibilité de se faire assister d'un conseil.

Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès-verbal.

CHAPITRE VII. — *Dispositions communes aux chapitres IV, V, VI*

Art. 24. Les demandes d'accord de principe, d'agrément ou de renouvellement d'agrément sont adressées au Ministre par le gestionnaire, sous pli recommandé à la poste, avec accusé de réception ou déposé contre accusé de réception.

Les décisions ministérielles et celles du Gouvernement en matière d'accord de principe, d'agrément, d'autorisation provisoire de fonctionnement et de fermeture sont adressées au gestionnaire sous pli recommandé.

Art. 25. L'administration communique, à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, toutes les décisions relatives à l'agrément, à l'autorisation provisoire de fonctionnement et à la fermeture des maisons de repos.

CHAPITRE VIII. — *Des normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos, résidences-services et centres d'accueil de jour pour personnes âgées*

Art. 26. Les normes fixées dans les annexes II, III et IV sont applicables respectivement aux maisons de repos, aux résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées.

CHAPITRE IX. — *Dispositions relatives aux attestations de sécurité*

Art. 27. Les normes relatives à la protection contre l'incendie et la panique fixées à l'annexe I sont applicables aux maisons de repos, aux résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées.

Si l'établissement ne répond pas de manière satisfaisante aux normes de sécurité précitées, l'attestation de sécurité mentionne, de façon détaillée et précise, toutes les dispositions de la réglementation auxquelles il n'est pas satisfait. Dans tous les cas, le bourgmestre joint à l'attestation précitée une copie du rapport de visite du service d'incendie territorialement compétent.

Sauf décision contraire motivée, cette attestation est valable pour une durée de six ans.

Art. 28. Pour obtenir l'attestation précitée, le gestionnaire de l'établissement adresse, par lettre recommandée à la poste une demande au bourgmestre de la commune où est situé l'établissement. Le bourgmestre transmet cette demande pour rapport au service d'incendie territorialement compétent.

Sur base du rapport qui lui est transmis par ledit service d'incendie, le bourgmestre est tenu de délivrer au demandeur l'attestation susvisée au plus tard dans les deux mois de l'introduction de la requête visant à l'obtention de ce document.

Art. 29. Tout réaménagement du bâtiment tel que défini à l'article 40 doit être soumise à l'examen préalable du service d'incendie territorialement compétent, et doit faire l'objet d'une attestation du bourgmestre de la commune où est situé l'établissement.

Art. 30. § 1^{er}. A la demande du gestionnaire d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour pour personnes âgées, le Ministre peut accorder des dérogations aux normes de l'annexe I, sur avis de l'Inspection des services d'incendie créée par l'article 9 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile. Cette dérogation peut être précédée d'une concertation entre le gestionnaire et la direction de la maison de repos, de la résidence-services ou du centre d'accueil de jour, l'administration, le bourgmestre et le service d'incendie territorialement compétent à l'initiative d'une de ces parties.

Cette dérogation ne pourra être accordée que :

— s'il est matériellement impossible de réaliser les travaux nécessaires à la mise en conformité de l'établissement aux normes;

— si le coût des travaux à mettre en oeuvre pour assurer la mise en conformité est démesurée par rapport au complément de sécurité apporté par ceux-ci au bâtiment.

La dérogation devra tenir compte :

— des circonstances spécifiques;

— d'éventuelles mesures alternatives permettant de conférer au bâtiment un niveau de sécurité équivalent à celui prévu dans l'annexe I;

— des possibilités d'accès des véhicules du service d'incendie territorialement compétent;

§ 2. Les dérogations octroyées en vertu du présent article sont caduques en cas d'interruption d'exploitation.

CHAPITRE X. — *Des normes spécifiques relatives à l'accueil et à l'hébergement des personnes âgées désorientées*

Art. 31. L'accueil et l'hébergement des personnes âgées désorientées est réalisé conformément aux normes fixées dans le chapitre 7 de l'annexe II.

CHAPITRE XI. — *Des normes d'agrément complémentaires auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées implantées sur plusieurs sites*

Art. 32. Les normes d'agrément complémentaires visées à l'article 5, § 4, du décret et auxquelles doit répondre la maison de repos implantée sur plusieurs sites sont les suivantes :

1. Chacun des sites constituant la nouvelle entité doit être agréé ou en autorisation provisoire de fonctionnement non expirée au moment de la demande d'agrément unique ou faire l'objet d'une demande d'agrément recevable.

2. Les différents sites doivent être situés dans la même commune ou dans des communes contiguës; chacun des sites est distant de chacun des autres de 10 Km au maximum par voie routière.

3. La capacité minimale d'hébergement est fixée à 10 lits par site et à 40 lits pour l'ensemble des sites.

4. La capacité maximale est fixée à 100 lits par site et à 150 lits pour l'ensemble des sites.

5. La présence d'au moins un membre du personnel de soins visé au point 10.3 de l'annexe II est exigée 24h/24h sur chaque site.

6. L'organisation de la maison de repos prévoit le temps de présence du directeur et des membres du personnel sur chaque site et les modalités visant à assurer la continuité du service.

7. Sur chaque site, un registre des appels est tenu à jour. Il mentionne la nature de l'appel (appel de résidents, de visiteurs, urgence médicale ou technique...), l'heure précise et le délai d'intervention pour chaque appel.

CHAPITRE XII. — *Du subventionnement des centres d'accueil de jour pour personnes âgées*

Art. 33. Dans les limites des crédits budgétaires, les centres d'accueil de jour gérés par une personne morale de droit public ou une personne morale de droit privé sans but lucratif et agréés pour 8 places d'accueil au moins et 15 au plus bénéficient d'une subvention de fonctionnement pour couvrir les frais de personnel, d'animation ou de coordination avec d'autres services ou des frais d'évaluation.

Un montant forfaitaire fixé à 100 francs est accordé par jour et par résident effectivement présent et répondant aux critères de dépendance fixés par le Ministre.

Le Ministre fixe le nombre de places subventionnables dans l'arrêté d'agrément.

Le Ministre est habilité à revoir le montant forfaitaire visé à l'alinéa 2.

Art. 34. Ce subside est accordé au centre d'accueil de jour sur base d'une demande écrite conformément au modèle et dans les délais arrêtés par le Ministre.

La demande est accompagnée des pièces suivantes :

— la liste de présence des résidents;

— un rapport d'activités portant sur l'année écoulée;

— le compte d'exploitation du service.

Les modalités de liquidation du subside sont fixées par le Ministre.

CHAPITRE XIII. — *Dispositions abrogatoires***Art. 35.** Sont abrogés :

— l'arrêté royal du 12 août 1967 fixant les conditions en matière de protection contre l'incendie, de dispensation des soins, de surveillance médicale et de capacité en lits, auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées pour bénéficier d'une autorisation provisoire;

— l'arrêté royal du 22 mars 1968 concernant la procédure d'agrément et de fermeture des maisons de repos pour personnes âgées;

— l'arrêté royal du 20 août 1968 relatif à la désignation des fonctionnaires et agents du Ministère de la Santé publique et de la Famille chargés de la mission prévue à l'article 6 de la loi du 12 juillet 1966 relative aux maisons de repos pour personnes âgées;

— l'arrêté royal du 2 mai 1972 fixant les critères d'élaboration d'un programme national pour les maisons de repos pour personnes âgées;

— l'arrêté royal du 5 novembre 1976 fixant les règles qui déterminent le caractère indispensable des travaux de sécurité en matière d'incendie dans les maisons de repos pour personnes âgées;

— l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1984, fixant les normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées, modifié par les arrêtés de l'Exécutif du 6 décembre 1989 et du 13 septembre 1991;

— l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1984 fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements visés à l'article 1 du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées, modifié par les arrêtés des 3 septembre 1990 et 27 juillet 1992;

— l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 avril 1989 fixant les normes de sécurité auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées, modifié par l'arrêté du 9 juillet 1991;

— l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 décembre 1990 relatif au niveau minimum de connaissances utiles à la gestion de maisons de repos pour personnes âgées;

l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 avril 1991 réglant, à titre expérimental, l'agrément et la subsidiation des services d'accueil de jour pour personnes âgées;

— l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juillet 1992 fixant les modalités d'octroi de l'accord de principe visé à l'article 2bis du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées, modifié par l'arrêté du 1^{er} février 1996.

CHAPITRE XIV. — *Dispositions transitoires et diverses*

Art. 36. L'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 2 mai 1972 fixant les conditions particulières à l'octroi de subsides pour la construction ou le reconditionnement de maisons de repos pour personnes âgées, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juillet 1992, est remplacé par le texte suivant :

« 3^o avoir obtenu l'accord de principe visé à l'article 4 § 2 du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge ».

Art. 37. Les autorisations de fonctionnement qui ont été délivrées à des maisons de repos et sont applicables à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ne sont pas prises en compte pour l'application de l'article 7, alinéas 2 et 3 du décret.

Art. 38. Sans préjudice des dispositions transitoires relatives au bâtiment, les maisons de repos en activité lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté, disposent d'un délai d'un an pour se conformer aux normes fixées dans l'annexe II du présent arrêté.

Sans préjudice des dispositions plus favorables contenues dans l'annexe I, les maisons de repos agréées ou bénéficiant d'une autorisation provisoire de fonctionnement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, disposent d'un délai de deux ans pour se mettre en conformité avec les normes de sécurité qui y sont fixées.

Durant ces périodes, les maisons de repos sont soumises aux normes qui leur étaient applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 39. Les établissements qui correspondent à la définition de la résidence-services ou du centre d'accueil de jour et qui sont en activité à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté disposent d'un délai d'un an à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour se conformer respectivement aux normes de l'annexe III et IV.

Art. 40. Les dispositions transitoires précisées aux articles 38 à 40 ci-avant et concernant le bâtiment ou les normes de sécurité ne sont pas applicables à une extension de capacité, à une réouverture ou au réaménagement de bâtiments existants d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour.

Par réaménagement, il faut entendre toute transformation qui modifie l'affectation ou la dimension des locaux sur base desquels l'agrément ou l'autorisation de fonctionnement provisoire a été accordé ou existants et en activité à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté pour les résidences-services.

CHAPITRE XV. — *Entrée en vigueur*

Art. 41. Le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 42. Le Ministre de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur le 3 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Annexe I

Réglementation de la protection contre l'incendie et la panique dans les maisons de repos, résidences-services et centres d'accueil de jour pour personnes âgées.

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

0. Généralités

0.1. Objet de la réglementation

La présente réglementation fixe les conditions auxquelles doivent satisfaire la conception, la construction et l'aménagement des établissements ou parties d'établissements utilisés pour servir de maison de repos, résidence-services ou centre d'accueil de jour pour personnes âgées et les règles à respecter en ce qui concerne l'occupation de ces établissements ou parties d'établissements, ainsi que l'entretien et le contrôle de leurs installations afin :

- a) prévenir la naissance, le développement et la propagation d'un incendie;
- b) d'assurer la sécurité de leurs occupants;
- c) de faciliter l'intervention des services d'incendie.

0.1.1. Bâtiments nouveaux au sens de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de bases en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion.

Les bâtiments nouveaux doivent satisfaire :

- aux normes fixées par l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion (*Moniteur belge* : 26 avril 1995), telles qu'adaptées ou complétées par l'arrêté royal du 19 décembre 1997 (*Moniteur belge* : 30/12/97);
- au chapitre 3 de la présente annexe fixant les normes d'entretien, de contrôle et les prescriptions d'occupation;
- aux normes fixées dans les chapitres 1^{er} et 2 de la présente annexe dans la mesure où elles apportent des précisions ou sont, soit plus contraignantes que les normes de bases, soit spécifiques aux maisons de repos, aux résidences-services ou aux centres d'accueil de jour.

0.1.2. Bâtiments non visés aux 0.1.1.

Les normes fixées par la présente annexe sont intégralement applicables sans préjudice des dispositions transitoires visées aux chapitres 4 et 5.

0.2. Classement des établissements.

Les établissements sont classés en deux types :

- type 1 : les établissements dont les locaux destinés aux résidents sont situés au maximum un niveau au-dessus du niveau d'évacuation tel que défini à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire;
- type 2 : les établissements dont des locaux destinés aux résidents sont situés deux niveaux ou plus au-dessus du niveau d'évacuation.

Lorsqu'un établissement est composé de plusieurs bâtiments appartenant à des types différents, la présente réglementation s'applique à chacun de ces bâtiments en fonction du type de bâtiment auquel ils appartiennent.

0.3. Terminologie

0.3.1. Définitions générales

Elles sont celles de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire tel que modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 1997.

0.3.2. Résistance au feu

Les dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 en matière d'agrément « BENOR-ATG » et de placeurs agréés ne sont applicables qu'aux portes placées ou remplacées après la date de parution au *Moniteur belge* de la présente réglementation.

0.3.3. Porte sollicitée à la fermeture : porte munie d'un dispositif la sollicitant en permanence à la fermeture totale dans les conditions normales de fonctionnement. Une telle porte doit, en tout cas, pouvoir s'ouvrir sous un effort normal. Elle ne peut être bloquée en position ouverte.

0.3.4. Porte à fermeture automatique en cas d'incendie : porte munie d'un dispositif automatique qui, en cas d'incendie, la sollicite à la fermeture. Dans tous les cas, une telle porte ou une partie de celle-ci doit encore pouvoir s'ouvrir sous un effort normal. Le système de fermeture de la porte devra être muni d'un frein ou de tout dispositif similaire assurant un mouvement lent, de manière à ce que la fermeture automatique de la porte ne constitue pas un danger pour les occupants. Il est conseillé de placer ce type de porte dans des voies régulièrement fréquentées.

0.3.5. Eclairage artificiel normal : éclairage artificiel utilisé en exploitation courante.

0.3.6. Sécurité positive : Les installations sont considérées comme fonctionnant en sécurité positive si la fonction de sécurité de ces installations ou appareils reste assurée lorsque la source d'énergie et (ou) le dispositif d'alimentation et (ou) le dispositif de commande est (sont) défaillant(s).

0.3.7. Portes à âme pleine : Portes réalisées et posées suivant les règles de l'art et constituées :

- soit de panneaux en aggloméré de bois présentant une masse volumique d'au moins 600 Kg/m³ et ayant la même épaisseur que le cadre;
- soit en bois dur présentant une masse volumique d'au moins 650 Kg/m³, composée d'un châssis et de panneaux. Les panneaux ont en tout point une épaisseur minimale de 12 mm.

0.3.8. Cuisine :

Local dans lequel on prépare et fait cuire des aliments pour les repas.

0.4. Numérotation des niveaux - Signalisation

0.4.1. Un numéro d'ordre est attribué à chaque niveau en respectant les règles suivantes :

- les différents niveaux forment une suite ininterrompue;
- un des niveaux d'évacuation porte le numéro 0;
- les niveaux situés en dessous du niveau 0 portent un numéro d'ordre négatif;
- les niveaux situés au-dessus d'un niveau 0 portent un numéro d'ordre positif.

0.4.2. A chaque niveau, le numéro d'ordre de celui-ci :

- est inscrit sur au moins une des parois des paliers des cages d'escalier et des paliers d'accès des ascenseurs, à l'attention des personnes qui empruntent ces paliers;

- doit pouvoir être lu depuis la cabine des ascenseurs lors de l'arrêt de ceux-ci.

0.4.3. Dans les ascenseurs, le numéro d'ordre des niveaux est inscrit à côté du bouton de commande correspondant. De plus, les mots « sortie » ou « sortie de secours » figurent à côté des numéros d'ordre des niveaux où se trouvent des sorties ou des sorties de secours.

0.4.4. L'emplacement ainsi que la direction des sorties et sorties de secours sont clairement signalés par des pictogrammes conformément aux prescriptions du « Règlement général pour la protection du travail ».

0.4.5. Les avis relatifs à la protection contre l'incendie sont conformes aux prescriptions citées à l'alinéa précédent.

0.5. Méthodes d'essai et de classification de produits dans un autre Etat membre de la CEE.

S'il est établi au moyen de documents probants qu'un produit satisfait aux exigences du présent arrêté selon des méthodes d'essai et de classification équivalentes en vigueur dans un autre Etat membre de la Communauté économique européenne, ce produit est considéré comme satisfaisant aux spécifications techniques fixées par la présente annexe.

CHAPITRE 2. — *Implantation, construction et équipement*

1. Implantation et chemins d'accès.

1.1. Accès :

L'établissement est accessible directement et en permanence aux véhicules des services d'incendie, de telle façon que ces services soient normalement en mesure d'y lutter contre le feu et d'y exécuter les sauvetages.

En particulier, le nombre et l'implantation de la (des) voie(s) d'accès sont déterminés en accord avec le service d'incendie territorialement compétent, compte tenu de l'étendue de l'établissement considéré, du nombre de résidents, du nombre de niveaux occupés et des dispositions du (des) bâtiment(s).

1.2. Caractéristiques des voies d'accès :

Sur la (les) voie(s) précitée(s), un chemin maintenu libre à tout moment, c'est-à-dire où le stationnement est interdit, répond aux caractéristiques suivantes :

- largeur libre minimale : 4 m;

- hauteur libre minimale : 4 m;

- rayon de courbure minimal : 11 m à l'intérieur et 15 m à l'extérieur;

- pente maximale : 6 %, sauf accord du Service d'Incendie territorialement compétent en fonction des circonstances locales;

- capacité portante : suffisante, pour que des véhicules dont la charge par essieu est de 13 t maximum, puissent y circuler et y stationner sans s'enliser, même s'ils déforment le terrain.

Lorsque les voies d'accès sont en impasse, leur largeur est portée à 8 m et leurs caractéristiques sont, sur toute cette largeur, conformes à celles prescrites ci-avant, dans ce cas, la disposition des lieux doit être soumise à l'accord du Service d'Incendie territorialement compétent.

Les espaces libres : jardins, parcs, cours intérieures, vestibules présentant des garanties analogues à celles dont question dans le présent paragraphe, ainsi que dans le § 1.1., peuvent être considérés comme voies d'accès.

Les constructions annexes, avancées de toiture, auvents, ouvrages en encorbellement ou autres adjonctions, ne peuvent compromettre ni l'évacuation ou la sécurité des occupants, ni la liberté d'action des services d'incendie.

1.3. Distances des bâtiments :

La distance horizontale, dégagée de tout élément combustible séparant chaque bâtiment de l'établissement de tout bâtiment voisin, est de 8 m au moins, sauf si les parois qui les séparent présentent :

- pour les bâtiments de type 1 : Rf 1 h;

- pour les bâtiments de type 2 : Rf 2 h.

Dans ces parois, une communication entre les bâtiments est autorisée pour autant qu'elle présente les caractéristiques suivantes :

1. ne pas déboucher dans une cage d'escalier.

2. être fermée par une porte sollicitée à la fermeture présentant :

- pour les bâtiments de type 1 : Rf 1/2 h;

- pour les bâtiments de type 2 : Rf 1 h.

1.4. Passages couverts et fermés :

Lorsque des bâtiments distincts d'un établissement sont reliés par des passages couverts et fermés, ils sont séparés de ces derniers par des parois Rf 1 h. Les ouvertures pratiquées dans les parois précitées sont pourvues de portes sollicitées à la fermeture ou de portes à fermeture automatique en cas d'incendie Rf 1/2 h.

2. Principes de base.

2.1. Compartimentage des locaux :

2.1.1. Les niveaux des bâtiments sont divisés en compartiments de la hauteur d'un étage. La superficie d'un compartiment, mesurée entre les faces intérieures des parois délimitant celui-ci, est inférieure à 1 250 m².

2.1.2. Tout ensemble de 20 lits répartis sur un même niveau est ceinturé par des parois intérieures répondant aux prescriptions suivantes :

- Pour les bâtiments de type 1 : Rf 1/2 h;

- Pour les bâtiments de type 2 : Rf 1 h;

- Les baies pratiquées dans ces parois sont fermées par des portes Rf 1/2 h sollicitées à la fermeture.

2.1.3. Moyennant l'avis favorable du Service d'Incendie territorialement compétent, ces prescriptions peuvent ne pas s'appliquer aux bâtiments de type 1 dont l'occupation totale est inférieure à 20 personnes.

2.2. Situation des locaux destinés aux résidents :

Les locaux destinés aux résidents ne peuvent être situés à plus de 25 m du sol environnant le bâtiment considéré.

2.3. Locaux situés sous le niveau d'évacuation le plus bas :

En dessous du niveau d'évacuation le plus bas :

- aucune chambre à coucher individuelle ou collective ne peut être située;
- seul le niveau le plus proche de ce niveau d'évacuation peut comporter des locaux destinés à être utilisés, de jour, par les résidents.

2.4. Nombre de cages d'escalier :

Le nombre de cages d'escalier est fixé, compte tenu :

- du nombre de résidents pouvant se trouver au-dessus du niveau d'évacuation le plus proche;
- des dispositions de l'alinéa 4.3.3. concernant les distances maximales d'accès à la cage d'escalier la plus proche et à une éventuelle deuxième cage d'escalier.

Aux niveaux d'évacuation, les escaliers conduisent à une sortie, soit directement, soit par un chemin d'évacuation aussi court que possible et satisfaisant aux dispositions du § 4.3.

3. Eléments structurels.

3.1. Eléments structurels :

Les éléments structurels, tels que colonnes, murs portants, poutres principales et autres parties essentielles constituant la structure du bâtiment, à l'exception des planchers finis, ont une résistance au feu d'au moins deux heures dans les bâtiments du type 2, cette exigence étant ramenée à une heure s'il s'agit d'un bâtiment du type 1.

Dans tous les cas, les planchers finis ont une résistance au feu d'au moins une heure.

3.2. Parois de façade

3.2.1. A chaque étage, les parois de façade comportent un élément de construction satisfaisant durant au moins une heure au critère d'étanchéité aux flammes. Cet élément est réalisé d'une des manières suivantes (voir figures en annexe 2) :

a) une saillie horizontale et continue de largeur (a) égale ou supérieure à 0,60 m (soixante cm), raccordée au plancher;

b) un ensemble constitué par une saillie horizontale et continue de largeur (a) raccordée au plancher :

- à l'étage supérieur, par une allège continue de hauteur (b);
- à l'étage inférieur, par un linteau continu de hauteur (c).

La somme des dimensions a, b, c et d (épaisseur du plancher) est égale ou supérieure à 1 m, chacune des valeurs a, b ou c pouvant éventuellement être nulle.

3.2.2. Les parements extérieurs des parois de façade sont constitués de matériaux appartenant au moins à la classe A2 suivant l'annexe 5 de arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire. Cette disposition ne concerne pas les menuiseries, ni les joints d'étanchéité.

3.2.3. Les montants constituant l'ossature des façades légères sont fixés à chaque étage à l'ossature du bâtiment. L'allège et le linteau sont fixés au plancher de telle manière que l'ensemble satisfasse durant au moins une heure au critère d'étanchéité aux flammes. La même exigence est applicable aux parties non transparentes ou non translucides de la façade situées entre les baies.

3.3. Parois verticales intérieures

Les parois verticales intérieures, limitant une chambre ou un appartement, ont une résistance au feu d'au moins une demi-heure.

Pour les parois intérieures des chemins d'évacuation, il y a lieu de se référer à l'alinéa 4.3.6.

3.4. Portes

Les vantaux de toutes les portes en verre portent une marque permettant de se rendre compte de leur présence. Les portes éventuellement placées dans les chemins d'évacuation reliant, soit deux sorties ou plus, soit des accès à deux sorties ou plus, s'ouvrent dans les deux sens.

Les tourniquets et portes à tambour sont interdits.

Les portes des voies d'évacuation de même que les portes donnant accès à l'extérieur du bâtiment doivent pouvoir être ouvertes à tout moment en vue de l'évacuation de l'établissement.

Ces portes peuvent être verrouillées moyennant le respect des conditions suivantes :

- Déverrouillage électrique commandé à partir d'un endroit accessible en tout temps (bureau de garde, accueil, etc...);
- Déverrouillage automatique en cas de détection incendie, alarme et de coupure de courant;
- Installation réalisée suivant les principes de la sécurité positive.

3.5. Plafonds et faux plafonds

3.5.1. Les plafonds, les faux plafonds et leur revêtement sont constitués de matériaux dont la classe de réaction au feu est déterminée en conformité avec l'annexe 5 de arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire. Pour les chambres, un classement A1 est exigé.

3.5.2. Les faux plafonds ont au minimum une stabilité au feu d'une demi-heure. Toutefois, ceux qui limitent des espaces contenant des risques particuliers d'incendie satisfont à un critère de résistance au feu adapté à ces risques.

3.5.3. Les éléments de suspension des appareils et autres objets suspendus (luminaires, conduites d'air, canalisations, etc.) sont conçus pour résister à une température ambiante de 100 °C minimum.

3.5.4. L'espace entre le plancher haut et le faux plafond est divisé par le prolongement de toutes les parois verticales présentant une résistance au feu d'au moins une demi-heure. En tout cas, cet espace est découpé par des cloisonnements verticaux d'une résistance au feu d'au moins une demi-heure, de façon à former des compartiments dont la plus grande dimension soit inférieure à 25 m.

3.6. Revêtements non flottants utilisés à des fins d'isolation thermique, phonique ou décorative.

3.6.1. Les matériaux de revêtement des parois verticales ont une classe de réaction au feu déterminée en conformité avec l'annexe 5 de arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire. Toutefois, la classe de réaction au feu ne peut en aucun cas être A4. Pour les chambres, un classement A1 est exigé.

3.6.2. Les revêtements de sol ont une classe de réaction au feu déterminée en conformité avec l'annexe 5 de arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire. Toutefois, la classe de réaction au feu ne peut en aucun cas être A4. Pour les chambres, un classement A2 est exigé.

3.6.3. Aucune matière combustible ne peut exister dans l'intervalle séparant éventuellement les matériaux de revêtement et parois.

3.7. Toitures.

Dans les bâtiments du type 2, à défaut de planchers finis, des éléments de construction d'une résistance au feu d'au moins une heure isolent de la toiture les locaux destinés aux résidents et les chemins d'évacuation. Il en est de même dans les bâtiments du type 1 où sont hébergés plus de vingt résidents.

Le revêtement étanche à l'eau, élément de la couverture est constitué d'un matériau appartenant au moins à la classe A1 suivant l'annexe 5 de arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire ou rendu tel.

Moyennant l'avis favorable du Service d'Incendie territorialement compétent, ces dispositions peuvent ne pas s'appliquer aux lanterneaux d'éclairage disposés en toiture, s'ils sont de classe A1 et situés à au moins 3 m de toute façade les surplombant. Cette distance est mesurée horizontalement.

4. Prescriptions constructives relatives aux compartiments et aux espaces de circulation à emprunter en cas d'évacuation.

4.1. Compartiments.

Les compartiments dont question au § 2.1 sont délimités par des parois qui, à l'exception de celles qui sont en façade, ont une résistance au feu d'au moins une heure.

Les éventuelles baies de communication entre deux compartiments sont munies de portes sollicitées à la fermeture ou à fermeture automatique en cas d'incendie d'une résistance au feu d'au moins une demi-heure.

Si elles sont en façade, les parois des compartiments répondent aux dispositions des § 3.2. et § 1.3.

4.2. Cages d'escalier et escaliers.

4.2.1. Nombre d'escaliers.

Dans tous les cas, tout niveau occupé doit disposer d'au moins deux voies d'évacuation distinctes.

Dans tous les cas, les cages d'escalier sont établies de telle façon et en tel nombre que les dispositions des alinéas 4.3.3. et 4.3.5. soient respectées.

Dans tous les cas, les niveaux sont desservis par au moins un escalier intérieur. Les escaliers établis en supplément peuvent être extérieurs.

Dans les bâtiments de type 2, le nombre de cages d'escalier desservant un compartiment est au moins égal à deux.

Dans les bâtiments de type 1, moyennant l'avis favorable du Service d'Incendie territorialement compétent, les niveaux où moins de 20 résidents sont hébergés peuvent n'être desservis que par une cage d'escalier pour autant qu'une deuxième voie d'évacuation existe.

4.2.2. Conception des cages d'escalier.

4.2.2.1. Les cages d'escalier accèdent obligatoirement à un niveau normal d'évacuation.

4.2.2.2. Dans les bâtiments du type 2, sauf si elles sont en façade, les parois des cages d'escalier ont une résistance au feu d'au moins deux heures.

Ces parois peuvent être vitrées à condition que chaque point de celles-ci soit éloigné d'au moins 1 m de toute baie ou partie vitrée du reste du bâtiment ou d'un autre bâtiment.

Dans les bâtiments du type 1 pouvant héberger plus de vingt résidents, les cages d'escaliers doivent être cloisonnées. Dans ce cas, les parois des cages d'escalier ont une résistance au feu d'au moins une heure. Toutefois, ces parois peuvent être vitrées à condition de faire partie de la façade et pour autant que chaque point de celle-ci soit éloigné d'au moins 1 m de toute baie ou partie vitrée du bâtiment ou d'un autre bâtiment de l'établissement.

4.2.2.3. Les accès aux cages d'escalier sont pourvus de portes sollicitées à la fermeture ou de portes à fermeture automatique en cas d'incendie d'une résistance au feu d'au moins une demi-heure, s'ouvrant dans le sens de l'évacuation et dont la largeur minimale de passage est de 0,90 m.

Les portes des chambres ou appartements donnant accès aux chemins d'évacuation peuvent s'ouvrir dans le sens opposé à l'évacuation et leur vantail doit avoir, au minimum, 0,90 m (nonante cm) de largeur.

4.2.2.4. Si des compartiments sont en liaison dans un même plan horizontal, ils peuvent comporter une cage d'escalier commune à condition que les accès soient conformes aux exigences de l'alinéa 4.2.2.3.

4.2.2.5. Les cages d'escalier desservant les niveaux situés en dessous du niveau d'évacuation ne peuvent être dans le prolongement direct de celles desservant les autres niveaux. Toutefois, ces cages peuvent se superposer à condition qu'elles soient séparées par des parois d'une résistance au feu d'au moins deux heures s'il s'agit d'un bâtiment du type 2, cette exigence étant ramenée à une heure, dans le cas d'un bâtiment du type 1. Le passage d'une cage à l'autre se fait par une porte sollicitée à la fermeture ou à fermeture automatique en cas d'incendie d'une résistance au feu d'au moins une demi-heure s'ouvrant dans le sens de l'évacuation.

4.2.2.6. A l'exception des extincteurs, des colonnes humides pour la lutte contre l'incendie, des canalisations électriques de l'éclairage de sécurité, des appareils d'éclairage et de chauffage, aucun autre objet ne peut se trouver dans les cages d'escalier, ni gêner l'accès à celles-ci.

Cette disposition s'applique également à l'installation de sièges auto-élévateurs.

4.2.2.7. Escaliers extérieurs.

Si un escalier extérieur est entouré de parois, au moins une d'entre elles permet le libre passage d'air. La communication entre un escalier extérieur et le niveau desservi est assurée par une porte munie d'un dispositif de rappel automatique.

Les escaliers extérieurs sont construits en matériaux qui appartiennent à la classe A0 suivant l'annexe 5 de arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire et sont pourvus, de chaque côté, d'une main courante fermement fixée longeant également les paliers et les plates-formes. Une lisse intermédiaire et une plinthe d'une hauteur minimale de 10 cm seront prévues aux endroits où il y a un risque de chute.

La pente des volées d'escalier ne peut dépasser 75 % (angle de pente maximal de 37°).

Aucun point des escaliers extérieurs ne peut être situé à moins de 1 m de toute baie ou partie vitrée des bâtiments, sauf si ces escaliers sont protégés par des écrans étanches aux flammes. Le Service d'Incendie territorialement compétent peut toutefois imposer la pose de portes et d'écrans étanches aux flammes devant toute baie ou partie vitrée des bâtiments, si la charge calorifique contenue dans les locaux jouxtant cette cage d'escalier l'exige.

Les escaliers extérieurs et chemins y conduisant sont munis de l'éclairage de circulation et de sécurité.

4.2.3. Ventilation des cages d'escalier intérieures.

Une baie débouchant à l'air extérieur est prévue à la partie supérieure de chaque cage d'escalier de manière à assurer l'évacuation facile des fumées. Cette baie, qui peut être normalement fermée, a une section aérodynamique d'au moins 1 m². Son dispositif d'ouverture est pourvu d'une commande manuelle placée à un niveau d'évacuation. Ce dispositif est clairement signalé en accord avec le Service d'Incendie territorialement compétent. L'ouverture de la baie peut être commandée automatiquement par l'installation de détection incendie.

4.2.4. Escaliers intérieurs.

4.2.4.1. Dispositions constructives.

Les escaliers sont construits en matériaux appartenant au moins à la classe A0 suivant l'annexe 5 de arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire. Les revêtements de sol des escaliers appartiennent au moins à la classe A2 suivant l'annexe 5 précitée. Les escaliers sont pourvus de chaque côté d'une main courante solide et fermement fixée longeant également les paliers. Toutes les marches comportent un nez antidérapant. Une lisse intermédiaire et une plinthe d'une hauteur minimale de 10 cm, ou tout dispositif présentant une protection équivalente, seront prévus aux endroits où il y a un risque de chute.

La pente des volées d'escaliers ne peut dépasser 75 % (angle de pente maximal de 37°). Les volées d'escalier sont du type droit, mais les types tournants ou incurvés sont admis, s'ils sont à balancement continu et si, les exigences citées ci-avant étant remplies, les marches ont une largeur minimale de 24 cm sur la ligne de foulée. Le nombre de marches dans chaque volée est limité à 17.

4.2.4.2. La largeur utile des volées d'escalier et des paliers est la largeur libre de tout obstacle permanent sur une hauteur d'au moins 2 m. Toutefois, il n'y a pas lieu de tenir compte de la saillie des mains courantes placées le long des parois bordant les escaliers et les paliers, à condition qu'elle n'excède pas 10 cm et qu'elle ne soit pas à plus de 1 m au-dessus du nez des marches ou de la face supérieure des paliers. Il en est de même des plinthes, limons et soubassements installés le long des parois.

La largeur utile des volées d'escalier et des paliers est au moins égale en centimètres, au nombre de personnes appelées à les emprunter en cas d'évacuation, multiplié par 1,25 ou par 2, suivant qu'il est prévu que ces personnes descendent ou montent l'escalier considéré pour atteindre un niveau normal d'évacuation. Ce nombre est arrondi au multiple de 60 cm immédiatement supérieur.

Sans préjudice de ce qui précède, la largeur utile minimale des espaces de circulation précités est fixée à 1,2 m dans les bâtiments du type 2 et à 1 m dans les bâtiments du type 1.

4.3. Chemins d'évacuation.

4.3.1. La communication vers et entre les cages d'escalier se fait par des chemins d'évacuation.

Les plans inclinés d'une pente inférieure à 10 % peuvent être considérés comme des chemins d'évacuation.

4.3.2. Les portes d'entrée des chambres, appartements et autres locaux, destinés aux résidents donnent directement accès au chemin d'évacuation desservant ces locaux. Le vantail de ces portes a une largeur minimale de 0,90 m.

4.3.3. Dans les compartiments situés à un niveau qui n'est pas d'évacuation, tout point des locaux destinés aux résidents se trouve à une distance maximale de 30 m de l'accès d'une cage d'escalier. De plus, si le compartiment considéré doit être desservi par plus d'une cage d'escalier, tout point des locaux précités se trouve à une distance maximale de 60 m de l'accès à une cage d'escalier autre que la plus proche. Le chemin d'accès à une des cages d'escalier ne peut passer par le palier d'une autre cage d'escalier.

4.3.4. La largeur utile des chemins d'évacuation se définit comme celle des volées d'escalier et des paliers (voir alinéa 4.2.4.2.).

La largeur utile des chemins d'évacuation est au moins égale en centimètres, au nombre de personnes appelées à les emprunter en cas d'évacuation, pour atteindre un escalier ou une issue vers l'extérieur. Ce nombre est arrondi au multiple de 60 cm immédiatement supérieur. Sans préjudice de ce qui précède, la largeur utile minimale des espaces de circulation précités est fixée à 1,2 m.

4.3.5. La longueur des chemins d'évacuation en cul-de-sac ne peut dépasser 15 m.

4.3.6. Les parois verticales intérieures des chemins d'évacuation ont une résistance au feu d'au moins une heure. Les portes donnant accès à ces chemins sont des portes en bois à âme pleine.

Aux niveaux d'évacuation, ces prescriptions ne s'appliquent pas aux chemins d'évacuation conduisant des cages d'escalier vers l'extérieur, pour lesquels les parois et portes intérieures sollicitées à la fermeture présentent le même degré de Rf que celui prescrit pour les éléments correspondants des cages d'escalier qu'ils desservent.

5. Dispositions constructives relatives à certains locaux et espaces techniques.

5.1. Lingerie de plus de 2 m², buanderies, réserves d'archives et ateliers.

Ces locaux sont situés en dehors des compartiments accessibles aux résidents.

En cas d'impossibilité, moyennant l'accord du Service d'Incendie territorialement compétent et le respect des prescriptions suivantes, ces locaux, pourront être situés dans les compartiments accessibles aux résidents :

Le local concerné est ceinturé par des parois intérieures répondant aux prescriptions suivantes :

- Rf 1 h;

- Les baies pratiquées dans ces parois sont fermées par des portes Rf 1/2 h sollicitées à la fermeture;

- Lorsqu'ils ne sont pas occupés, ces locaux sont fermés à clef.

5.2. Chaufferies et leurs dépendances.

Les chaufferies équipées de générateurs de chaleur dont la puissance est inférieure à 70 KW sont, ainsi que leurs dépendances, isolées des autres bâtiments et locaux par des parois d'une résistance au feu d'au moins une heure.

Depuis les autres locaux des bâtiments où elles sont situées, chaque accès aux chaufferies dont question et à leurs dépendances se fait par une porte sollicitée à la fermeture d'une résistance au feu d'au moins une demi-heure s'ouvrant dans le sens de l'évacuation.

Ces chaufferies sont pourvues d'une ventilation haute et d'une ventilation basse efficaces. Les chaufferies équipées de générateurs de chaleur dont la puissance calorifique utile totale est égale ou supérieure à 70 KW sont, ainsi que leurs dépendances, conformes à la norme belge NBN B 61-001.

5.3. Postes de transformation raccordés à un réseau à haute tension.

5.3.1. Dispositions générales.

Les postes de transformation sont réalisés conformément aux prescriptions du « Règlement général sur les installations électriques » ainsi qu'à la norme belge NBN 449.

De plus :

- suivant que le bâtiment où est situé le poste de transformation considéré appartient au type 2 ou au type 1, les parois de ce poste qui ne sont pas en façade ont une résistance au feu d'au moins deux ou une heure;

- des dispositions sont prises pour que le niveau de l'eau (quelle qu'en soit la provenance, y compris l'eau utilisée pour la lutte contre l'incendie) demeure en dessous de celui des parties vitales de l'installation électrique.

Lorsque la contenance, en diélectrique combustible, de l'ensemble des appareils atteint ou dépasse 50 L, les mesures de protection prévues par la norme belge NBN C 18-200 sont d'application.

5.3.2. Poste assemblé sur place.

Le poste assemblé sur place est aménagé dans un local qui lui est réservé. A moins d'être extérieur, l'accès à ce local est pourvu d'une porte sollicitée à la fermeture d'une résistance au feu d'au moins une demi-heure. Les disjoncteurs sont du type sec ou à faible volume d'huile.

5.3.3. Postes préfabriqués.

Un poste préfabriqué formant un bloc entièrement blindé tel que défini au Règlement Général pour la Protection du Travail ne doit pas obligatoirement être installé dans un local qui lui soit exclusivement réservé.

Tout accès au local dans lequel se trouve ce poste répond aux conditions fixées à l'alinéa 5.2.2.

5.3.4. Transformateurs contenant du P.C.B.

Le transformateur sera placé dans une cuve étanche ou dans un local formant une cuve étanche. Le volume de la cuve sera égal à 1,2 fois le volume de PCB enfermé dans le transformateur.

5.4. Garages et parkings intérieurs.

Les garages et parkings intérieurs sont isolés des autres bâtiments et locaux par des parois d'une résistance au feu d'au moins deux heures ou une heure suivant que ces bâtiments et locaux sont du type 2 ou 1.

Depuis les autres locaux des bâtiments où ils sont situés, chaque accès aux garages et parkings se fait par une baie munie d'une porte sollicitée à la fermeture et ne pouvant s'ouvrir que dans le sens de l'évacuation, d'une résistance au feu d'au moins une heure si le bâtiment dont question est du type 2, cette résistance au feu ne devant être que d'au moins une demi-heure si ce bâtiment est du type 1.

5.5. Vide-ordures

Sont interdits.

5.6. Gaines.

5.6.1. Gaines verticales.

Sauf dans les cas visés ci-après, les parois des gaines verticales contenant des canalisations ont une résistance au feu d'au moins une heure. Les panneaux d'accès et les portillons de visite ont une résistance au feu d'au moins une demi-heure.

Dans les bâtiments du type 2, les gaines précitées sont compartimentées au niveau de chaque étage par des écrans horizontaux réalisés en matériaux de la classe A0 suivant l'annexe 5 de arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire, occupant tout l'espace laissé libre par les canalisations.

Lorsque la nature ou la destination des gaines verticales interdisent le placement d'écrans à chaque niveau, les parois de ces gaines présentent une résistance au feu d'au moins deux heures, celles des panneaux d'accès et des portillons de visite devant être d'au moins une heure. De telles gaines sont largement aérées à leur partie supérieure.

Les accès normaux aux gaines servant à la descente du linge et à la circulation des monte-plats sont munis de volets d'une résistance au feu d'au moins une demi-heure. Ces volets sont équipés d'un système automatique qui en assure la fermeture permanente en dehors des moments d'utilisation.

Les gaines dont les parois sont, en ce qui concerne la résistance au feu, conformes aux dispositions qui précèdent peuvent être placées dans les cages d'escaliers à emprunter en cas d'évacuation, mais ne peuvent s'y ouvrir.

En ce qui concerne les gaines utilisées comme conduites d'air ou pour la circulation des ascenseurs, il y a lieu de se référer aux dispositions relatives aux équipements correspondants.

5.6.2. Gaines horizontales

Le degré de résistance au feu des parois des gaines horizontales est au moins égal au degré de résistance au feu le plus élevé imposé aux parois qu'elles traversent. Les gaines horizontales ne peuvent, en aucun cas, déformer le degré de Rf initial des parois qu'elles traversent. Toutes les gaines sont réalisées en matériau de la classe A0 suivant l'annexe 5 de arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

5.7. Cuisines collectives

5.7.1. Les cuisines et les ensembles cuisines-restaurants situés dans des bâtiments comportant d'autres locaux destinés aux résidents sont isolés de ces locaux par des parois d'une résistance au feu d'au moins une heure.

A moins de donner directement vers l'extérieur des bâtiments considérés, les ouvertures pratiquées dans ces parois sont munies de portes sollicitées à la fermeture ou de portes ou de volets à fermeture automatique en cas d'incendie d'une résistance au feu d'au moins une demi-heure. Les portes précitées doivent s'ouvrir dans le sens de l'évacuation.

5.7.2. Les appareils de cuisson et les appareils de chauffage de liquides sont placés sur des supports de classe A0 suivant l'annexe 5 de arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire. De plus, si les parois à proximité desquelles ces appareils sont installés ne sont pas construites ou revêtues à l'aide de matériaux de la classe A0 suivant l'annexe 5 de arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire et mauvais conducteurs de la chaleur, les appareils précités sont écartés de ces parois de telle façon que la température de celles-ci ne puisse dépasser 90 °C.

5.7.3. Conduits d'évacuation des gaz de combustion et des vapeurs.

Les conduits d'évacuation des gaz de combustion et des vapeurs sont constitués de matériaux de la classe A0 suivant l'annexe 5 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire. L'étanchéité de ces conduits est assurée jusqu'à une température de 800 °C.

Les conduits évacuent les gaz de combustion et les vapeurs à l'extérieur des bâtiments et ne peuvent être raccordés à aucun autre conduit.

Les conduits non isolés sont distants d'au moins 45 cm de tout matériau combustible non protégé.

La surface intérieure des conduits est lisse et résiste à l'action chimique des matières normalement présentes dans les gaz de combustion et vapeurs à évacuer.

Les conduits peuvent être facilement nettoyés.

A cet effet, des ouvertures sont éventuellement pratiquées dans ceux-ci.

En dehors des cuisines collectives, les conduits venant de celles-ci sont soit placés à l'extérieur des bâtiments et solidement fixés, soit placés en gaines ne contenant pas d'autres conduits et dont les parois ont une résistance au feu d'au moins deux heures. Dans ce dernier cas, les portillons ou portes d'accès aux points d'inspection et de nettoyage ont une résistance au feu d'au moins une heure.

5.8. Local de stockage des ordures

Ce local répond aux prescriptions suivantes :

- il est largement ventilé directement vers l'extérieur;
- les parois intérieures sont Rf 1 h;
- les portes d'accès intérieures sont Rf 1/2 h et sont sollicitées à la fermeture;
- le local est muni d'un système d'extinction automatique hydraulique.

Ces prescriptions peuvent ne pas s'appliquer aux établissements moyennant le respect des conditions suivantes :

- les ordures sont stockées dans un conteneur métallique muni d'un couvercle sollicité à la fermeture;
- le conteneur est uniquement réservé à cet effet et est disposé dans la propriété à au moins 5 m de toute baie de tout bâtiment.

6. Equipement des établissements

Généralités concernant la certification des équipements et des installations :

Vu la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires d'essais et l'arrêté royal du 6 septembre 1993 portant création d'un système d'accréditation des organismes de certification conformément aux critères des normes de la série NBN- EN-45000 :

Pour autant que la certification des installateurs, des installations et (ou) du matériel concernés existe dans un délai de deux ans précédant la réalisation de l'installation ou la mise en uvre du matériel :

- Les installations et (ou) le matériel mis en uvre, ou remplacé, dans l'établissement, doivent être certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de produits conformément au système BELCERT ou selon une procédure de certification reconnue équivalente dans une autre Etat membre de l'Union Européenne, ou à défaut d'accréditation, satisfaire aux critères généraux inscrits dans la NBN EN 45011;

- Les installations et (ou) le matériel mis en uvre, ou remplacé, dans l'établissement, doivent être placés par des installateurs certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de personnel conformément au système BELCERT ou selon une procédure de certification reconnue équivalente dans une autre Etat membre de l'Union Européenne, ou à défaut d'accréditation, satisfaire aux critères généraux inscrits dans la NBN EN 45013.

6.1. Ascenseurs et monte-charges.

6.1.1. Prescriptions générales applicables aux ascenseurs et monte-charges :

6.1.1.1. Les installations, gaines, locaux des machines sont réalisés conformément aux dispositions du Règlement Général pour la Protection du Travail. Cette prescription est étendue, en complément des dispositions de l'article 28 du Règlement Général pour la Protection du Travail, à tous les établissements visés par le présent arrêté, que du personnel y soit occupé ou non.

6.1.1.2. L'ensemble constitué par une ou plusieurs gaines et par leurs paliers d'accès, qui doivent former le sas, est limité par des parois d'une résistance au feu d'au moins une heure.

6.1.1.3. Les portes d'accès aux paliers qui doivent former le sas sont Rf 1/2 h sollicitées à la fermeture.

6.1.1.4. Les ensembles de portes palières ont une résistance au feu d'au moins 1/2 heure, comme déterminé par la norme NBN 713-020 et son addendum sans que l'on tienne compte du critère d'isolation thermique.

6.1.1.5. Les portes palières sont pourvues d'un système de fermeture automatique et de sécurité tel que leur fermeture ne puisse être empêchée par la présence de fumée.

6.1.1.6. Aucun dispositif d'extinction ne peut se trouver dans la gaine.

6.1.1.7. La gaine doit être convenablement ventilée. Elle ne peut pas être utilisée pour assurer la ventilation de locaux étrangers au service des ascenseurs. Il doit être ménagé, en partie haute de la gaine, des orifices de ventilation, d'une surface minimale de 1 % de la section horizontale de la gaine, vers l'extérieur, soit directement, soit à travers le local des machines ou des poulies.

6.1.1.8. En cas d'alarme, les ascenseurs sont rappelés automatiquement au niveau d'évacuation et sont immobilisés. Les portes des ascenseurs à ouverture automatique sont maintenues ouvertes.

6.1.1.9. Si des détecteurs d'incendie y sont installés, ils doivent être appropriés au matériel électrique, stables dans le temps et convenablement protégés contre les chocs accidentels.

6.1.2. Prescriptions générales pour les ascenseurs électriques définis par la NBN E 52-014 et monte-charges à cabine suspendue :

6.1.2.1. Les locaux de machines se trouvent à la partie supérieure, au-dessus des gaines ou à côté de celles-ci. Les parois séparant ces locaux de machines des autres locaux ont un Rf d'au moins une heure.

6.1.2.2. Si la porte ou la trappe du local des machines donne accès à l'intérieur du bâtiment, elle est au moins Rf 1/2 h sollicitée à la fermeture. Elle est normalement verrouillée. Il faut prévoir, à proximité, un coffret vitré qui en contient la clef.

6.1.2.3. Les locaux de machines et les gaines d'ascenseurs doivent être pourvus d'une ventilation naturelle avec prise d'air extérieur. Les orifices de ventilation présentent une section minimale de 1 % de la section horizontale de la gaine correspondante.

6.1.2.4. Lorsque des locaux de machines sont situés à des niveaux différents, les gaines d'ascenseurs correspondant à chacun d'eux sont séparées par des parois présentant un Rf d'au moins 1/2 h.

6.1.3. Prescriptions particulières pour les ascenseurs hydrauliques définis par la norme NBN E 52-018 :

6.1.3.1. Le local des machines est séparé de la gaine d'ascenseur et situé au bas de celle-ci (au-dessous, sur le côté ou derrière). Ses parois ont une résistance au feu d'au moins une heure. L'accès se fait par une porte Rf 1/2 h sollicitée à la fermeture. Elle est normalement verrouillée. Il faut prévoir, à proximité, un coffret vitré qui en contient la clef.

6.1.3.2. Le local des machines doit être pourvu d'une ventilation naturelle avec prise d'air extérieur. Les orifices de ventilation présentent une section minimale de 1 % de la section horizontale du local.

6.1.3.3. Le seuil des portes d'accès au local des machines est relevé de façon que la cuvette ainsi réalisée égale 1,2 fois au moins la capacité d'huile des machines.

6.1.3.4. L'appareillage électrique ainsi que les canalisations électriques et hydrauliques passant du local des machines vers la gaine de l'ascenseur, sont situés à un niveau supérieur à celui que peut atteindre l'huile répandue dans le local des machines.

6.1.3.5. L'espace autour du trou de passage de ces canalisations est obturé par un dispositif présentant au moins le même Rf que la paroi correspondante.

6.1.3.6. Une thermo-coupe est prévue dans le bain d'huile et dans les enroulements du moteur d'entraînement de la pompe.

Les caractéristiques minimales de l'huile :

- point d'éclair en vase ouvert : 190 °C;
- point d'auto inflammation : 350 °C.

6.1.3.7. Un extincteur fixe, d'une capacité en rapport avec la quantité d'huile mise en oeuvre et avec le volume du local des machines, est installé au-dessus de la machine. Il est commandé par détection de température. Une transmission de l'information du déclenchement de l'installation est réalisée vers l'installation de détection incendie.

6.1.4. Prescriptions particulières aux monte-charges :

6.1.4.1. L'installation d'un sas d'accès n'est pas nécessaire si une porte Rf 1/2 h, sollicitée à la fermeture, est appliquée contre la baie d'accès en regard de la porte palière.

6.1.4.2. Moyennant l'avis favorable du Service d'Incendie territorialement compétent, il pourra être dérogé à l'obligation de réaliser une prise d'air extérieur pour la ventilation des gaines et locaux de machinerie pour autant que les prescriptions de l'alinéa 6.1.1.2 restent respectées si une prise d'air intérieur doit être réalisée.

6.2. Installations électriques de force motrice, d'éclairage et signalisation.

6.2.1. Généralités.

6.2.1.1. Les installations sont réalisées conformément aux prescriptions du « Règlement Général sur les Installations Electriques », ainsi qu'aux dispositions contenues dans le présent § 6.2.

6.2.1.2. Les éclairages artificiels sont obligatoirement électriques.

6.2.2. Les canalisations alimentant :

- l'éclairage de sécurité (sauf les blocs autonomes);
- les installations d'annonce, d'alerte et d'alarme;
- la machinerie des ascenseurs à appel prioritaire;
- les équipements de désenfumage;
- les pompes d'approvisionnement en eau des installations de lutte contre l'incendie sont, si possible, placées de telle façon que les risques de mise hors service soient répartis. De plus, ces canalisations sont éloignées de locaux présentant des dangers particuliers d'incendie, tels que chaufferies, cuisines, débarras, etc.

Les canalisations précitées sont :

- soit de classe F3 suivant la norme belge NBN C 30-004;
- soit protégées pour satisfaire pendant une demi-heure aux conditions d'essai de la résistance au feu de la norme belge NBN 713-020;
- soit répondre pendant une demi-heure à l'addendum n° 3 de la norme NBN 713-020, c'est-à-dire assurer pendant une demi-heure l'alimentation des appareils électriques.

Moyennant l'avis favorable du Service d'Incendie territorialement compétent, ces dispositions peuvent ne pas s'appliquer pour les installations de désenfumage fonctionnant en sécurité positive.

Ces exigences ne s'appliquent pas aux câbles reliant les détecteurs d'incendie et les éventuels boutons-poussoirs à une centrale de détection incendie.

6.2.3. Appareils.

6.2.3.1. L'appareillage et les appareils d'utilisation présentent des garanties suffisantes de sécurité.

Cette exigence est considérée comme satisfaite en ce qui concerne entre autres l'appareillage et les appareils d'utilisation conformes à des normes belges.

6.2.3.2. Les appareils assurant l'éclairage artificiel normal des espaces de circulation à emprunter en cas d'évacuation sont fixés. S'ils sont asservis à une minuterie, il y a lieu de prévoir une coupure progressive de l'éclairage de manière à permettre un nouvel allumage sans être, à aucun moment, plongé dans l'obscurité.

6.2.4. Sources autonomes de courant.

L'éclairage de sécurité, ainsi que les installations électriques d'alerte et d'alarme, sont alimentés par une ou plusieurs sources de courant autonomes dont la puissance est suffisante pour alimenter simultanément toutes les installations qui y sont raccordées.

Dès que l'alimentation normale en énergie électrique fait défaut, les sources autonomes :

- assurent automatiquement l'alimentation des installations qui y sont raccordées;
- fonctionnent à pleine charge dans un délai d'une minute et ce durant une heure au moins après l'interruption de l'alimentation normale en énergie électrique.

6.2.5. Eclairage de sécurité

Des points d'éclairage de sécurité doivent être installés aux endroits suivants :

- dans les chemins d'évacuation où ils doivent également éclairer la signalisation relative à l'évacuation et aux moyens de lutte contre l'incendie;
- paliers;
- cabines d'ascenseur et machineries d'ascenseur;
- grands locaux communs (réfectoires, salles de réunions, salles de culte...);
- chaufferies;
- cuisines;
- cabines haute tension, tableaux électriques principaux de chaque niveau et de détection incendie;
- locaux abritant les sources autonomes de courant, les installations et le matériel de lutte contre l'incendie.

L'installation et la disposition des appareils seront conformes aux prescriptions de la norme NBN L 13-005 « Eclairage de sécurité dans les bâtiments : prescriptions photométriques et calorimétriques », NBN C 71-100 « Règles d'entretien et consignes pour le contrôle et l'entretien ».

Dès que l'alimentation en énergie électrique du réseau fait défaut, la (les) source(s) autonome(s) assure(nt) automatiquement et immédiatement le fonctionnement des installations susdites pendant une heure.

L'éclairage de sécurité peut être fourni par des blocs autonomes moyennant le respect des conditions suivantes :

- Les blocs autonomes sont raccordés sur le(s) circuit(s) d'éclairage desservant le local concerné;
- Les blocs autonomes sont conformes à la CEI EN 60598-2-22 « Blocs autonomes d'éclairage de sécurité ».

6.3. Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par des canalisations.

6.3.1. Les installations sont conformes :

- à l'arrêté royal du 28 juin 1971, déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de distribution de gaz par canalisation;
- aux normes belges NBN D 51-003 et D 51-004, Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, transporté par canalisation;
- à la norme belge NBN D 51-001. Locaux pour postes de détente de gaz naturel;
- aux dispositions figurant ci-après dans le présent § 6.3.

6.3.2. Raccordement au réseau de distribution

Un obturateur est placé à l'extérieur des bâtiments et en dehors de leurs accès sur chaque conduite de raccordement de l'établissement au réseau de distribution. L'emplacement de cet (ces) obturateur(s) est aisément repérable.

6.3.3. Fourreaux

Les fourreaux sont continus et possèdent une résistance mécanique suffisante. Ils sont obligatoires pour toutes les tuyauteries, dans la traversée des parois.

Aucune autre canalisation ne peut emprunter le fourreau d'une tuyauterie de gaz.

6.3.4. Appareils d'utilisation

La tuyauterie des appareils d'utilisation ne comprend que des éléments rigides. Sans que cela dispense de l'obligation de poser un robinet d'arrêt sur la tuyauterie d'alimentation de chaque appareil d'utilisation, lorsque plusieurs appareils d'utilisation sont groupés dans un même local, un robinet de sectionnement est posé sur la tuyauterie alimentant l'ensemble de ces appareils. Ce robinet, aisément accessible, se trouve à moins de 15 m du premier appareil desservi.

Toutes mesures voulues sont prises afin que ce robinet ne puisse être utilisé qu'en cas de nécessité.

Les appareils sont conformes à l'arrêté royal du 3 juillet 1992 relatif à la sécurité des appareils à gaz. Tous les appareils de chauffage et de cuisson raccordés à l'installation de gaz sont munis de thermocouples de sécurité.

6.4. Installations aux gaz de pétrole liquéfiés.

6.4.1. Généralités

6.4.1.1. Les installations aux gaz de pétrole liquéfiés satisfont aux prescriptions, aux normes, aux règles de l'art et aux conditions techniques de bonne pratique les concernant.

6.4.1.2. Les accessoires tels que robinets, vannes, clapets, soupapes de sûreté, détendeurs, etc., conviennent pour l'utilisation de gaz de pétrole liquéfiés.

6.4.1.3. L'utilisation de butane commercial en récipients mobiles est interdite.

6.4.1.4. A l'intérieur des bâtiments, la pression maximale de service admissible est de 1,5 bar.

6.4.1.5. A l'intérieur des bâtiments, l'installation est réalisée de telle façon que la pression dans les tuyauteries ne puisse accidentellement dépasser de plus de 50 % la pression de service.

6.4.1.6. Un dispositif, permettant d'interrompre la distribution de gaz, est placé sur les tuyauteries à proximité de leur entrée dans les bâtiments. Ce dispositif doit se trouver à l'extérieur des bâtiments et en dehors des accès à leurs issues. L'emplacement du dispositif précité est aisément repérable.

6.4.1.7. Les opérations de placement ou de remplacement de récipients mobiles s'effectuent dans les conditions de sécurité suffisantes. Après ces opérations, l'étanchéité de la tuyauterie de raccordement est assurée et vérifiée.

6.4.2. Installation utilisant du gaz en réservoirs fixes

6.4.2.1. Quelle que soit leur capacité, les dépôts en réservoirs fixes de gaz de pétrole liquéfiés satisfont aux prescriptions de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant ces dépôts.

6.4.2.2. Les dépôts en réservoirs fixes, d'une capacité (en litres d'eau) de 300 l et plus, doivent être autorisés en application du « Règlement général pour la protection du travail ». Sans préjudice des dispositions du paragraphe précédent, ces dépôts doivent répondre aux conditions éventuellement imposées par les arrêtés d'autorisation.

6.4.2.3. Les bâtiments comportant des locaux destinés aux résidents sont isolés ou séparés des éventuelles installations de vaporisation comme ils doivent l'être des constructions et locaux occupés par des tiers.

6.4.3. Installations utilisant du gaz en récipients mobiles.

6.4.3.1. Les récipients mobiles satisfont aux prescriptions du « Règlement général pour la protection du travail ».

6.4.3.2. Les dépôts de récipients mobiles, d'une capacité totale (en litres d'eau) de 500 l et plus, doivent être autorisés en application du « Règlement général pour la protection du travail » et répondre aux conditions éventuellement imposées par les arrêtés d'autorisation.

6.4.3.3. Mesures de sécurité concernant les récipients mobiles.

6.4.3.3.1. Les récipients mobiles ne peuvent être placés à l'intérieur des bâtiments. A l'extérieur des bâtiments, ils sont placés à 1,50 m au moins des fenêtres et à 2,50 m au moins des portes.

6.4.3.3.2. Les récipients mobiles sont toujours placés debout, à un niveau qui ne peut être en contrebas, par rapport au sol environnant et à 2,50 m au moins de toute ouverture de cave ou d'une descente vers un lieu souterrain. Leur stabilité doit être assurée.

6.4.3.3.3. Il est interdit de laisser séjourner des matières facilement combustibles, y compris des herbes sèches et des broussailles, à moins de 2,50 m des récipients mobiles.

6.4.3.3.4. Les récipients mobiles ainsi que leur appareillage sont protégés des intempéries. Tout abri ou local dans lequel ils sont éventuellement installés :

- ne peut être construit qu'à l'aide des matériaux non combustibles;
- est convenablement aéré par le haut et par le bas.

6.4.3.3.5. Raccordement des récipients mobiles à la tuyauterie de distribution.

Un dispositif destiné à éviter la vidange des tuyauteries lors du remplacement d'un récipient vide par un plein est placé sur la tuyauterie propre à chaque récipient mobile. Ce dispositif peut consister soit en une vanne, soit en un clapet anti-retour, soit en un coupeur inverseur dans le cas où l'alimentation est assurée par deux récipients.

6.4.4. Tuyauterie

6.4.4.1. La tuyauterie est réalisée à partir de tubes en acier sans soudure, en cuivre ou en alliage de cuivre, conçus pour une pression d'utilisation de 20 bars.

Les tronçons qui constituent la tuyauterie sont assemblés :

- par soudure autogène;
- par brasure au moyen d'alliages dont le point de fusion est au moins égal à 500 °C.

Toutefois, dans la mesure compatible avec les nécessités de démontages et de remontages éventuels, l'utilisation de raccords mécaniques spécialement conçus pour les gaz de pétrole liquéfiés est autorisée.

6.4.4.2. A l'intérieur des bâtiments, mais à l'exception des endroits où en vertu de l'alinéa 6.4.4.5., elles doivent être placées dans un fourreau, les tuyauteries sont posées de façon à pouvoir être visitées sur tout le parcours. Des mesures efficaces sont prises afin de les protéger contre la corrosion.

6.4.4.3. Les tuyauteries ne peuvent être placées :

- dans les conduits, même inutilisés, destinés à l'évacuation des fumées ou des gaz de combustion;
- dans les gaines des ascenseurs, monte-charge et monte-plats;
- dans les gaines servant à la descente du linge;
- dans les gaines de ventilation ou de chauffage.

Les tuyauteries ne peuvent non plus traverser les gaines et conduits précités, les caniveaux d'eau et regards d'égouts. Les tuyauteries sont posées à une distance minimale de 5 (cinq) cm d'autres canalisations et ne peuvent être en contact avec les conduits destinés à l'évacuation des fumées ou de gaz de combustion.

6.4.4.4. Les tuyauteries ne peuvent traverser un espace où une fuite serait spécialement dangereuse, soit du fait de la destination de cet espace, soit du fait de sa ventilation insuffisante. Toutefois, si une telle traversée ne peut être évitée, la tuyauterie ne comporte aucun raccord mécanique sur tout le parcours considéré.

6.4.4.5. Fourreaux

Les fourreaux sont continus et possèdent une résistance mécanique suffisante. Ils sont obligatoires pour toutes les tuyauteries, dans la traversée des parois.

Aucune autre canalisation ne peut emprunter le fourreau d'une tuyauterie de gaz.

6.4.5. Appareils d'utilisation

6.4.5.1. La tuyauterie d'alimentation des appareils d'utilisation ne comprend que des éléments rigides.

Un robinet d'arrêt est posé sur la tuyauterie d'alimentation de chaque appareil d'utilisation. Ce robinet, aisément accessible, se trouve à proximité immédiate de l'appareil desservi.

Lorsque plusieurs appareils d'utilisation sont groupés dans un même local, un robinet de sectionnement est posé sur la tuyauterie alimentant l'ensemble de ces appareils. Ce robinet, aisément accessible, se trouve à moins de 15 m du premier appareil desservi.

Toutes mesures voulues sont prises afin que ce robinet ne puisse être utilisé qu'en cas de nécessité.

6.4.5.2. Tout appareil d'utilisation est adapté à la nature et à la pression du gaz d'alimentation. Les appareils sont conformes à l'arrêté royal du 3 juillet 1992 relatif à la sécurité des appareils à gaz. Tous les appareils de chauffage et de cuisson raccordés à l'installation de gaz sont munis de thermocouples de sécurité.

6.4.5.3. Dans les locaux où sont installés un ou des appareils d'utilisation, toutes mesures utiles sont prises afin que soient assurées en plus de la ventilation normale du local considéré :

- l'arrivée d'air frais destiné à remplacer celui qui a été absorbé par la combustion de gaz;
- l'évacuation, jusqu'à l'extérieur des bâtiments, des produits de cette combustion.

Des conduits, répondant aux dispositions de l'alinéa 5.6.3., assurent obligatoirement l'évacuation des produits de combustion provenant des appareils utilisés dans les cuisines.

6.5. Installations de chauffage et de conditionnement d'air.

6.5.1. Généralités.

6.5.1.1. Terminologie.

6.5.1.1.1. Installation de chauffage central : installation de chauffage dont le(s) générateur(s) de chaleur augmente(nt) l'énergie d'un fluide qui est ensuite transporté vers les différents locaux à chauffer.

6.5.1.1.2. Appareil local de chauffage : appareil comprenant un générateur de chaleur et installé dans le local qu'il est destiné à chauffer.

6.5.1.1.3. Installation centrale de conditionnement d'air : installation de conditionnement dans laquelle l'air traité est ensuite transporté vers les différents locaux à climatiser ou à ventiler.

6.5.1.2. Les installations de chauffage central et les installations centrales de conditionnement d'air satisfont aux prescriptions, aux règles de l'art, aux conditions techniques de bonne pratique les concernant et aux normes relatives au chauffage central, à la ventilation et au conditionnement d'air en vigueur à la date de réalisation des installations.

6.5.2. Installations de chauffage central.

6.5.2.1. Les générateurs de chaleur sont installés dans des chaufferies répondant aux dispositions du § 5.2.

6.5.2.2. Les générateurs de chaleur à allumage automatique utilisant un combustible liquide sont équipés des dispositifs de sécurité prévus par la norme EN 230 « Brûleur à fioul à pulvérisation de type monobloc - dispositifs de sécurité, de commande et de régulation - temps de sécurité », EN 264 « Dispositifs de sécurité pour installations de combustion fonctionnant aux combustibles liquides - exigences de sécurité - essais ».

6.5.2.3. Les générateurs de chaleur à allumage automatique utilisant un combustible gazeux sont équipés de dispositif coupant automatiquement :

- l'alimentation en combustible du brûleur, pendant l'arrêt de celui-ci ainsi que dès surchauffe ou surpression à l'échangeur;

- toute alimentation en combustible, dès l'extinction accidentelle de la flamme de la veilleuse.

Les appareils sont conformes à l'arrêté royal du 3 juillet 1992 relatif à la sécurité des appareils à gaz.

6.5.2.4. Installations de chauffage central à air chaud.

6.5.2.4.1. Dans les générateurs de chaleur, l'air est constamment à une pression supérieure à celle des gaz circulant dans le foyer.

6.5.2.4.2. Sont interdits :

- le chauffage à combustion directe dans l'air de pulsion;

- le chauffage par échange de chaleur avec un liquide ou une vapeur dont la température dépasse 180 °C.

6.5.3. Appareils locaux de chauffage.

Les appareils locaux assurant le chauffage complémentaire ou d'appoint sont électriques et répondent aux conditions suivantes :

- tout contact même fortuit d'un objet quelconque avec les résistances chauffantes est exclu;

- la température de l'air à l'orifice de sortie ne dépasse en aucun cas 80 °C;

- la température des surfaces extérieures accessibles des appareils ne peut en aucun cas dépasser 70 °C.

6.5.4. Installations centrales de conditionnement d'air.

Les groupes de traitement de l'air sont installés dans les locaux réservés à cet usage et répondent aux dispositions du § 5.2. concernant les chaufferies.

En outre, toutes dispositions sont prises afin d'éviter que les vapeurs du liquide réfrigérant ne puissent par une voie directe ou indirecte pénétrer dans les autres locaux de l'établissement.

6.5.5. Dispositions communes :

Ces dispositions sont applicables aux installations de chauffage par air chaud et aux installations centrales de conditionnement d'air.

6.5.5.1. Les conduits utilisés pour la circulation de l'air sont constitués de matériaux de la classe A0 suivant l'annexe 5 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

6.5.5.2. L'air distribué ne peut être pris dans les chaufferies ni dans les locaux présentant des dangers particuliers d'incendie.

6.5.5.3. Des dispositifs adéquats sont installés en vue d'éviter qu'en cas d'incendie, la fumée puisse, en empruntant les conduits destinés à la circulation de l'air, pénétrer dans les locaux qui ne sont pas encore attaqués par le feu.

6.5.5.4. A l'endroit où les conduits utilisés pénètrent dans les locaux desservis, la température de l'air distribué ne peut dépasser 80 °C.

6.5.5.5. En cas d'élévation anormale de la température du fluide chauffé, un dispositif de sécurité assure automatiquement l'arrêt des ventilateurs et suivant le cas :

- l'extinction ou la mise en veilleuse des générateurs de chaleur;

- l'interruption de l'alimentation en énergie électrique des groupes de traitement de l'air.

Ce dispositif automatique est doublé par des commandes manuelles placées judicieusement en au moins deux points de l'établissement. Ces commandes manuelles sont placées à l'extérieur des locaux où sont installés, suivant le cas, la chaufferie ou les groupes de traitement de l'air.

De plus, une des commandes se trouve obligatoirement dans un local ou un espace directement accessible de l'extérieur des bâtiments. Des inscriptions faites à l'aide de caractères ou de signes de couleur rouge sur fond blanc :

- signalent l'emplacement des commandes manuelles précitées;

- fournissent les indications nécessaires relatives à la manuvre de ces commandes et aux éventuelles autres actions à accomplir.

6.5.5.6. Les parties du circuit d'air telles que chambres de filtres, conduits, etc. où l'air est en dépression, sont suffisamment étanches pour ne pas laisser s'infiltrer les fumées ou gaz pouvant provenir des locaux traversés.

6.5.5.7. Les moteurs électriques sont aisément accessibles en vue de leur entretien.

Lorsqu'un moteur est placé dans le circuit d'air, il a au moins une protection IP4 X (NBN C 20-001). En outre, ses bobinages sont protégés par une protection thermique incorporée coupant l'alimentation en énergie électrique du moteur en cas de surchauffe anormale de celui-ci.

La protection thermique incorporée n'est pas requise pour les moteurs de 0,36 KW et moins.

6.5.5.8. Les orifices de prises et d'évacuation d'air à l'extérieur sont placés de manière à éviter la pénétration de matières combustibles solides et à prévenir les risques d'incendie en provenance de l'extérieur.

Ces orifices sont protégés par un grillage ou un treillis métallique résistant à la corrosion.

6.5.5.9. Les bouches d'évacuation, d'extraction ou de reprise d'air sont placées à une hauteur minimale de 0,08 m au-dessus des planchers finis. Ces bouches sont protégées comme prévu à l'alinéa 6.5.5.8.

Toutefois, les dispositions du précédent alinéa ne concernent pas les bouches qui, dans les salles de réunion, de spectacle, de conférence, etc. peuvent être placées dans le plancher fini. Dans ce dernier cas, les bouches sont munies, en plus du grillage ou treillis, dont question ci-dessus, d'un panier métallique de même surface que les bouches protégées.

6.6. Installations de détection d'incendie, annonce, alerte, alarme et moyens d'extinction des incendies.

6.6.1. Généralités

6.6.1.1. Tous les établissements sont équipés d'une installation de détection d'incendie, ainsi que d'appareils ou de moyens d'annonce, d'alerte, d'alarme et d'extinction des incendies.

6.6.1.2. Les installations de détection qui équipent les établissements sont des installations généralisées de détection automatique d'incendie par détecteurs ponctuels conformes à la norme belge NBN S 21-100.

6.6.1.3. Nombre, choix et emplacement des appareils et moyens d'annonce, d'alerte, d'alarme et d'extinction.

6.6.1.3.1. Le nombre et le choix des appareils et moyens sont déterminés compte tenu, entre autres, de l'implantation de l'établissement considéré, du nombre de niveaux occupés, des dimensions des lieux, ainsi que de leur situation et de leur affectation et ce en accord avec le service d'incendie territorialement compétent. Les appareils et moyens sont répartis de telle façon que tout point du lieu considéré puisse être desservi.

6.6.1.3.2. Les appareils et moyens nécessitant une intervention humaine sont placés en des endroits visibles ou réparables et facilement accessibles en toutes circonstances.

Les appareils et moyens sont installés de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas être détériorés ou renversés. Les appareils et moyens placés ou installés à l'extérieur sont, au besoin, mis à l'abri des intempéries.

6.6.2. Annonce.

6.6.2.1. De chaque compartiment, l'annonce de la découverte ou de la détection d'un incendie doit pouvoir être transmise sans délai aux services d'incendie.

6.6.2.2. Les liaisons nécessaires sont assurées à tout moment par des lignes téléphoniques ou électriques ou, encore, par tout autre système présentant les mêmes garanties de fonctionnement et les mêmes facilités d'emploi.

6.6.2.3. Chaque appareil par lequel la liaison peut être établie en nécessitant une intervention humaine porte un avis indiquant sa destination et son emploi.

S'il s'agit d'un appareil téléphonique, cet avis indique le numéro d'appel à former, sauf s'il y a liaison directe ou automatique.

6.6.3. Alerte

Les signaux ou messages d'alerte doivent pouvoir être perçus, à tout moment, par toutes les personnes intéressées, notamment le personnel de garde et le personnel appartenant au service intérieur de sécurité, s'il existe. Ces signaux ou messages ne peuvent prêter à aucune confusion avec d'autres et notamment avec les signaux ou messages d'alarme.

6.6.4. Alarme

6.6.4.1. Les signaux ou messages d'alarme sont perceptibles par toutes les personnes se trouvant dans les locaux à évacuer. Ces signaux ou messages ne peuvent prêter à aucune confusion avec d'autres et notamment avec les signaux ou messages d'alerte. Dans tous les cas ils doivent pouvoir assurer le réveil des résidents.

6.6.4.2. Compte tenu de l'importance de l'établissement, les installations d'alarme permettent de donner l'ordre d'évacuation partielle ou totale de celui-ci.

6.6.5. Moyens d'extinction.

6.6.5.1. Généralités.

6.6.5.1.1. Le nombre et le choix des moyens d'extinction de chaque type sont déterminés en accord avec le Service d'Incendie territorialement compétent qui peut en ce qui concerne les moyens d'extinction et d'approvisionnement en eau, accepter que les dispositions qui suivent ne soient que partiellement exécutées.

6.6.5.1.2. Les appareils et installations présentent des garanties suffisantes de bon fonctionnement. Cette exigence est considérée comme satisfaite en ce qui concerne, entre autres, les appareils et installations conformes à une norme belge.

6.6.5.2. Extincteurs.

Suivant leur type et leur capacité, les extincteurs sont conformes à une des normes belges NBN S 21-011 à 19.

Un extincteur portatif est placé aussi près que possible de chaque dévidoir à alimentation axiale dont l'installation est éventuellement imposée. Dans tous les cas, au moins un extincteur portatif doit être placé à chaque niveau.

Compte tenu des risques particuliers présentés par certains locaux, espaces, techniques ou installations tels que chaufferies, cabines d'électricité haute tension, machineries d'ascenseurs, friteuses, etc. des extincteurs, en nombre suffisant, sont placés ou installés en des endroits judicieusement choisis.

Les extincteurs dont question dans le présent paragraphe sont de capacité et de type approprié au risque considéré.

6.6.5.3. Dévidoirs muraux à alimentation axiale et hydrants muraux.

6.6.5.3.1. Les appareils dont question sont conformes à la norme qui les concerne, c'est-à-dire soit à la norme NBN EN- 671-1 dévidoirs muraux à alimentation axiale, soit à la norme belge NBN 571 hydrant mural.

6.6.5.3.2. Les dévidoirs muraux à alimentation axiale et hydrants muraux éventuels sont groupés et leur alimentation en eau est commune.

6.6.5.3.3. La colonne alimentant les dévidoirs muraux à alimentation axiale a un diamètre intérieur suffisant pour assurer les débits prévus par la norme à l'orifice de la lance la plus défavorisée sous une pression d'au moins 2,5 bars.

6.6.5.3.4. La pression d'alimentation est telle que la pression restante à l'orifice de la lance la plus défavorisée soit d'au moins 2,5 bars lorsque le réseau débite 500 litres par minute dans les conditions de répartition les plus défavorables.

L'installation doit être capable de fournir un débit horaire minimal de 30 m³ pendant au moins deux heures.

6.6.5.3.5. Les appareils sont, sans manœuvre préalable, alimentés en eau sous pression. Les vannes générales d'arrêt et toutes les vannes intermédiaires sont scellées en position ouverte. Les canalisations d'alimentation sont, à l'intérieur du bâtiment, en acier inoxydable, galvanisé ou en cuivre. Les canalisations sont soigneusement protégées contre le gel.

Les canalisations sont munies, en nombre strictement indispensable, de vannes de barrage et de vidange pour parer aux dangers et inconvénients qu'entraînerait leur rupture. Une vanne de barrage et une vanne de vidange sont placées au pied de chaque conduite verticale près de son point de jonction à la conduite principale afin de pouvoir l'isoler ou la vider en cas de besoin.

Les indications relatives au sens d'ouverture des vannes de barrage et de vidange sont inscrites clairement sur les volants ou manettes commandant le fonctionnement de ces appareils.

Un manomètre avec robinet de contrôle à trois voies est installé après la vanne d'arrêt général et un second au-delà de l'appareil le plus élevé par rapport au sol afin de pouvoir mesurer à tout moment la pression de l'eau en ces deux points de l'installation.

Ces manomètres permettent la lecture de pressions allant jusqu'à 10 bars avec une précision de 0,2 bar.

6.6.5.4. Bouches ou bornes d'incendie.

6.6.5.4.1. Les bouches ou bornes d'incendie sont alimentées par la distribution publique d'eau sous pression par une conduite dont le débit est au moins 800 litres par minute.

Si la distribution publique n'est pas en mesure de satisfaire à ce débit, il y a lieu de recourir à d'autres sources d'approvisionnement d'une capacité d'au moins 100 m³.

6.6.5.4.2. Il existe au moins une bouche ou borne d'incendie à proximité de chaque établissement. Le nombre et la localisation des bouches ou des bornes d'incendie sont tels que la bouche ou la borne la plus proche soient situées à une distance inférieure à 100 m de l'entrée du bâtiment. Une signalisation conforme à la circulaire du Ministère de l'Intérieur du 10.10.1975 relative aux ressources en eau pour l'extinction est prévue. A défaut, il sera prévu à moins de 50 m de l'établissement, une réserve d'eau d'une contenance de 100 m³.

6.6.5.4.3. Les bouches ou bornes d'incendie sont installées dans le trottoir des rues, des places, des cours, etc., en des endroits situés à une distance de 0,60 m au minimum des bordures des voies, chemins ou passages sur lesquels les véhicules automobiles sont susceptibles de circuler et d'être rangés.

6.6.5.5. Installations fixes et automatiques d'extinction.

Dans les chaufferies où fonctionnent un ou plusieurs générateurs de chaleur utilisant un combustible liquide, ces générateurs de chaleur sont équipés d'un système d'extinction automatique couplé avec des dispositifs coupant en cas de fonctionnement l'arrivée de combustible et toute source d'énergie dans la chaufferie où un feu a pris naissance.

Dans les ensembles cuisine-restaurant, chaque appareil fixe de friture est équipé d'une installation fixe et automatique d'extinction couplée avec un dispositif d'interruption de l'alimentation en énergie calorifique de l'appareil de friture.

Les installations d'extinction automatique visées à cet article sont munies d'un système d'alerte couplé à la détection d'incendie.

CHAPITRE 3. — *Entretien, contrôle et occupation*

7. Entretien et contrôle.

7.1. Généralités.

7.1.1. L'équipement technique de l'établissement est maintenu en bon état.

7.1.2. La direction de l'établissement veille à ce que les réceptions, visites et contrôles dont question aux paragraphes 7 et 8 du chapitre III soient effectués et fassent l'objet de procès-verbaux dont elle conserve un exemplaire et en fait parvenir respectivement un au Ministre qui a dans ses attributions l'agrément des maisons de repos pour personnes âgées et un au bourgmestre de la commune où se trouve l'établissement.

7.2. Ascenseurs et monte-charges.

Les ascenseurs et monte-charges sont réceptionnés et visités ainsi que prescrit aux dispositions du Règlement Général pour la Protection du Travail. Cette prescription est étendue, en complément des dispositions de l'article 28 du Règlement Général pour la Protection du Travail, à tous les établissements visés par le présent arrêté, que du personnel y soit occupé ou non.

7.3. Installations électriques de force motrice, d'éclairage et de signalisation.

Les installations électriques, y compris les installations d'éclairage de sécurité, sont réceptionnées et visitées par un organisme agréé par le Ministère des Affaires Economiques selon les modalités prévues par le Règlement Général pour la Protection du Travail, le Règlement Général sur les Installations Electriques, et des dispositions spécifiques reprises dans la présente annexe :

- lors de leur mise en service, ainsi qu'à l'occasion de toute modification importante;
- une fois par an pour toutes les installations.

Ces prescriptions sont étendues, en complément des dispositions de l'article 28 du Règlement Général pour la Protection du Travail, à tous les établissements visés par le présent arrêté, que du personnel y soit occupé ou non.

7.4. Installations aux gaz combustibles distribués par canalisations publiques.

7.4.1. Préalablement à la mise en service d'une installation ou partie d'installation neuve, celle-ci est vérifiée comme prescrit par l'arrêté royal du 28 juin 1971 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de distribution de gaz par canalisations.

7.4.2. En outre, toute nouvelle installation et toute modification importante d'une installation sont soumises aux contrôles consécutifs suivants, avant l'application des enduits et des peintures sur la partie nouvelle et (ou) sur la partie modifiée :

- contrôle de la tuyauterie : les compteurs de répartition et les robinets d'arrêt étant déconnectés, cependant que toutes les tuyauteries sont parfaitement obturées, ces dernières sont éprouvées à une pression au moins égale à dix fois la pression maximale de service admissible, durant le temps nécessaire au badigeonnage de tous les raccords, connexions, soudures, etc. au moyen d'un produit moussant. L'épreuve est réputée satisfaisante si aucune bulle n'apparaît et si aucune baisse de pression n'est enregistrée dans l'installation;

- contrôle du raccordement des appareils : les robinets d'arrêt et les compteurs étant reconnectés, l'étanchéité des robinets et des compteurs de répartition est alors éprouvée à une pression au moins égale à la pression maximale de service admissible, durant le temps nécessaire au badigeonnage de ces robinets et des raccords de ces compteurs au moyen d'un produit moussant. L'épreuve est réputée satisfaisante si aucune bulle n'apparaît et si aucune baisse de pression n'est enregistrée dans l'installation.

Dans les deux cas, la mise sous pression est réalisée au moyen d'un gaz inerte. Chaque essai dure au moins vingt minutes.

- un examen des appareils raccordés sur l'installation (conformité aux prescriptions de sécurité, notamment la suffisance de la ventilation du local). L'examen des appareils comporte, en outre, un essai de déclenchement des thermocouples (durée de fermeture en cas de coupure de flamme);

- un examen des conduits d'évacuation des gaz brûlés des appareils : état, tirage, étanchéité, fixation, débouché à l'air libre dans une zone de dépression.

Les contrôles précités sont effectués par un organisme indépendant de l'installateur, équipé à cet effet.

Les résultats de tous les essais effectués sont consignés dans le procès-verbal établi à l'issue de ceux-ci.

7.4.3. Avant leur mise en service, les appareils d'utilisation, nouvellement installés, sont essayés par un installateur qualifié qui s'assure de leur fonctionnement correct.

7.4.4. Les installations sont inspectées au moins une fois l'an, par un installateur qualifié ou par un organisme équipé à cet effet.

Cette inspection aura notamment pour objet :

- la vérification et le nettoyage des brûleurs;
- la vérification des dispositifs de protection et de régulation;
- la vérification de l'étanchéité de l'installation;
- la visite et si nécessaire le nettoyage des conduits d'évacuation des gaz de combustion.

7.4.5. L'étanchéité des appareils et des tuyauteries est vérifiée, tous les trois ans, par un organisme indépendant de l'installateur, équipé à cet effet. Ce contrôle comprend :

- L'examen de l'installation : conduites, vannes, détendeurs et accessoires divers... de manière à s'assurer que les ouvrages et appareillages sont réalisés conformément au RGPT aux normes NBN D 51-003 et D 51-004;

- La réalisation d'un essai d'étanchéité sur toute l'installation comprenant :

- un essai de mise sous pression au gaz inerte avec robinet d'arrêt des appareils fermés. Cette mise sous pression est effectuée à une pression de deux fois la pression de service sans toutefois dépasser la pression maximale de service admise par certains appareils de coupure existant sur l'installation. L'essai dure au moins vingt minutes. Pendant la durée de l'essai, tous les raccords, vannes, accessoires de l'installation sont badigeonnés à l'eau savonneuse afin de déterminer l'emplacement d'une éventuelle fuite. L'essai est satisfaisant si on n'enregistre pas de diminution de pression durant celui-ci;

- un essai de mise sous pression au gaz inerte avec robinet d'arrêt des appareils ouverts. Cette mise sous pression est effectuée à la pression de service. L'essai dure au moins vingt minutes. Pendant la durée de l'essai, tous les raccords, vannes, accessoires situés en aval des robinets d'arrêt de l'installation sont badigeonnés à l'eau savonneuse afin de déterminer l'emplacement d'une éventuelle fuite. L'essai est satisfaisant si on n'enregistre pas de diminution de pression durant celui-ci;

- un examen des appareils raccordés sur l'installation (conformité aux prescriptions de sécurité, notamment la suffisance de la ventilation du local). L'examen des appareils comporte, en outre, un essai de déclenchement des thermocouples (durée de fermeture en cas de coupure de flamme);

- un examen des conduits d'évacuation des gaz brûlés des appareils : état, tirage, étanchéité, fixation, débouché à l'air libre dans une zone de dépression...

7.5. Installations aux gaz de pétrole liquéfiés.

7.5.1. Avant la mise en service de l'installation :

- la tuyauterie subit une épreuve à une pression au moins égale à une fois et demie la pression maximale de service, la pression d'épreuve ne pouvant en aucun cas être inférieure à 3 bars. La mise sous pression est réalisée exclusivement au moyen d'un gaz inerte. L'essai dure au moins vingt minutes;

- si la pression d'épreuve est supérieure à la pression maximale prévue pour un accessoire de détente, de régulation, de mesure ou de sécurité monté sur la tuyauterie, celui-ci est préalablement mis hors service. L'exécution des essais est menée de façon à contrôler aussi soigneusement que possible l'étanchéité, ainsi que l'absence de déformations ou de défauts quelconques pouvant nuire à la sécurité. Les épreuves sont réputées satisfaisantes si aucune bulle n'apparaît et si aucune baisse de pression n'est enregistrée dans l'installation;

- un essai de mise sous pression au gaz inerte, avec tous les appareils et accessoires en service et avec robinet d'arrêt des appareils ouverts. Cette mise sous pression est effectuée à la pression de service. L'essai dure au moins vingt minutes. Pendant la durée de l'essai, tous les raccords, vannes, accessoires non contrôlés lors du premier essai et ceux situés en aval des robinets d'arrêt de l'installation sont badigeonnés à l'eau savonneuse afin de déterminer l'emplacement d'une éventuelle fuite. L'essai est satisfaisant si on n'enregistre pas de diminution de pression durant celui-ci;

- un examen des appareils raccordés sur l'installation (conformité aux prescriptions de sécurité, notamment la suffisance de la ventilation du local). L'examen des appareils comporte, en outre, un essai de déclenchement des thermocouples (durée de fermeture en cas de coupure de flamme);

- un examen des conduits d'évacuation des gaz brûlés des appareils : état, tirage, étanchéité, fixation, débouché à l'air libre dans une zone de dépression.

Les essais sont recommencés, après réparation ou remplacement des pièces défectueuses, jusqu'à ce qu'ils donnent un résultat satisfaisant.

Après toute modification importante, la partie modifiée de l'installation est soumise aux essais décrits ci-dessus.

Les vérifications, dont question dans le présent paragraphe, sont effectuées par un organisme indépendant équipé à cet effet. Les résultats de tous les essais effectués sont consignés dans le procès-verbal établi à l'issue de ceux-ci.

7.5.2. Avant leur mise en service, les appareils d'utilisation nouvellement installés sont essayés par un installateur qualifié qui s'assure de leur fonctionnement correct.

7.5.3. Les installations sont inspectées, au moins une fois l'an, par un installateur qualifié ou par un organisme équipé à cet effet.

Cette inspection aura notamment pour objet :

- la vérification et le nettoyage des brûleurs;
- la vérification des dispositifs de protection et de régulation;
- la vérification de l'étanchéité de l'installation;
- la visite et, si nécessaire, le nettoyage des conduits d'évacuation des gaz de combustion.

7.5.4. L'étanchéité des appareils et des tuyauteries est vérifiée, tous les trois ans, par un organisme indépendant de l'installateur, équipé à cet effet. Ce contrôle comprend :

- l'examen de l'installation : conduites, vannes, détendeurs et accessoires divers... de manière à s'assurer que les ouvrages et appareillages sont réalisés conformément au RGPT, aux prescriptions de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 (modifié) relatifs aux dépôts en réservoirs fixes non réfrigérés de butane et de propane et au code de bonne pratique relatif à ce type d'installation;

- la réalisation d'un essai d'étanchéité sur toute l'installation comprenant :
- un essai de mise sous pression au gaz inerte avec robinet d'arrêt des appareils fermés.

Cette mise sous pression est effectuée à une pression de deux fois la pression de service sans toutefois dépasser la pression maximale de service admise par certains appareils de coupure existant sur l'installation. L'essai dure au moins vingt minutes. Pendant la durée de l'essai, tous les raccords, vannes, accessoires de l'installation sont badigeonnés à l'eau savonneuse afin de déterminer l'emplacement d'une éventuelle fuite. L'essai est satisfaisant si on n'enregistre pas de diminution de pression durant celui-ci;

- un essai de mise sous pression au gaz inerte avec robinet d'arrêt des appareils ouverts. Cette mise sous pression est effectuée à la pression de service. L'essai dure au moins vingt minutes. Pendant la durée de l'essai, tous les raccords, vannes, accessoires situés en aval des robinets d'arrêt de l'installation sont badigeonnés à l'eau savonneuse afin de déterminer l'emplacement d'une éventuelle fuite. L'essai est satisfaisant si on n'enregistre pas de diminution de pression durant celui-ci;

- un examen des appareils raccordés sur l'installation (conformité aux prescriptions de sécurité, notamment la suffisance de la ventilation du local). L'examen des appareils comporte, en outre, un essai de déclenchement des thermocouples (durée de fermeture en cas de coupure de flamme);

- un examen des conduits d'évacuation des gaz brûlés des appareils : état, tirage, étanchéité, fixation, débouché à l'air libre dans une zone de dépression...

7.6. Installations de chauffage et de conditionnement d'air.

7.6.1. Les installations de chauffage central et les installations centrales de conditionnement d'air sont inspectées une fois par an par un installateur qualifié.

Cette inspection a notamment pour objet :

- la vérification et le nettoyage des brûleurs;
- la vérification des dispositifs de protection et de régulation;
- la vérification et, si nécessaire, le nettoyage des conduits d'évacuation du gaz de combustion.

En ce qui concerne les installations de chauffage central, l'inspection dont question ci-dessus est exécutée avant la mise en route des installations.

7.6.2. Les conduits fixes ou mobiles servant à l'évacuation des fumées ou des gaz de combustion sont maintenus en bon état. Tout conduit brisé ou crevassé doit être réparé ou remplacé avant sa remise en service.

Après un feu de cheminée, le conduit de fumée où le feu s'est déclaré est visité et ramoné sur tout son parcours, un essai d'étanchéité est ensuite effectué.

7.6.3. Les grillages, treillis et paniers dont question aux alinéas 6.5.5.8. et 6.5.5.9. sont nettoyés aussi fréquemment que nécessaire.

7.6.4. Les installations de chauffage central à combustible solide ou liquide sont contrôlées en conformité avec l'arrêté royal du 6/01/1978 tendant à prévenir la pollution atmosphérique lors du chauffage de bâtiments à l'aide de combustibles solides ou liquides.

7.7. Installations de détection d'incendie, appareils et moyens d'annonce, d'alerte, d'alarme et d'extinction des incendies.

7.7.1. Les installations généralisées de détection automatique sont réceptionnées comme indiqué dans la norme belge NBN S 21-100 « Conception des installations de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel ». Toutefois les contrôles doivent porter sur la totalité des installations (détecteurs, centraux, tableaux répéteurs, asservissements, etc...).

7.7.2. Les installations généralisées de détection automatique sont entretenues, vérifiées et contrôlées annuellement comme indiqué dans la norme belge NBN S 21-100 « Conception des installations de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel ».

7.7.3. Les installations électriques d'annonce, autres que celles consistant en liaisons téléphoniques publiques, ainsi que les installations électriques d'alerte et d'alarme sont réceptionnées et vérifiées annuellement par un organisme agréé, pour le contrôle des installations électriques, par le Ministère des Affaires Economiques.

7.7.4. Les extincteurs portatifs ou mobiles sont vérifiés annuellement.

7.7.5. Les dévidoirs muraux à alimentation axiale et les hydrants muraux, ainsi que leurs accessoires et les canalisations qui les alimentent, sont vérifiés tous les ans par un organisme équipé à cet effet.

7.7.6. A l'occasion des contrôles périodiques dont question à l'alinéa 7.7.5., la direction de l'établissement s'assure de l'ouverture complète des vannes de barrage des dévidoirs muraux à alimentation axiale et des hydrants muraux.

7.8. Divers.

En outre, l'exploitant fait exercer annuellement le contrôle et l'entretien des installations suivantes par du personnel qualifié :

- les portes et clapets Rf...;
- les hottes de cuisine et leurs conduits d'évacuation;
- les sources autonomes de courant et l'installation d'éclairage de sécurité;
- les exutoires de fumées et les installations de désenfumage.

Les dates de ces contrôles et les constatations faites au cours de ces contrôles doivent être inscrites dans le registre de sécurité qui doit être tenu à la disposition du bourgmestre et du fonctionnaire compétent.

8. Prescriptions d'occupation.

8.1. Généralités.

Outre ce qui est prévu dans la présente réglementation, la direction de l'établissement prend toute mesure utile afin d'assurer la protection des occupants de celui-ci contre l'incendie et la panique. Les mesures à caractère permanent, prises en ce domaine par la direction, font l'objet de dispositions du règlement d'ordre intérieur de l'établissement.

8.2. Espaces de circulation.

8.2.1. Il est interdit de déposer ou de laisser séjourner dans les espaces de circulation, à utiliser en cas d'évacuation, des meubles, chariots et objets divers. Moyennant l'accord du Service d'Incendie territorialement compétent, certains meubles fixes peuvent être placés dans les espaces de circulation pour autant que :

- la largeur utile des espaces de circulation ne soit pas réduite par ces meubles, même lorsque leurs portes sont ouvertes;

- que les meubles soient fixés ou qu'ils ne puissent être déplacés et (ou) renversés lors de l'évacuation du bâtiment;

- que les meubles rembourrés soient conformes aux normes NBN EN 1021-1 et NBN EN 1021-2 relatives à « L'évaluation de l'allumabilité des meubles rembourrés ».

8.2.2. Dans les locaux communs, tels que réfectoires, chapelles, etc. accessibles ou non au public, le mobilier est disposé de façon à permettre la circulation aisée de personnes.

8.2.3. Il est interdit, en toutes circonstances, d'empêcher le bon fonctionnement des portes à fermeture automatique et des portes ou volets à fermeture automatique en cas d'incendie.

8.3. Cuisines, appareils de cuisson et appareils de chauffage de liquides.

8.3.1. Les appareils de cuisson et les appareils de chauffage de liquides sont suffisamment éloignés ou isolés de tout matériau inflammable.

8.3.2. Dans les chambres de résidents, ainsi que dans les locaux de garde, l'utilisation d'appareils de cuisson et d'appareils de chauffage de liquides n'est autorisée que si ces appareils fonctionnent à l'électricité et présentent des garanties suffisantes de sécurité.

8.4. Installations électriques de force motrice, d'éclairage et de signalisation.

Les canalisations souples alimentant les appareils électriques mobiles ne peuvent être susceptibles de faire obstacle à la circulation des personnes.

8.5. Déchets et ordures.

Les chiffons de nettoyage et les déchets sujets à auto-combustion ou facilement inflammables sont, soit placés dans les récipients métalliques appropriés munis de couvercles, soit mis à l'écart de façon à éviter tout risque d'incendie.

8.6. Information du personnel et des résidents au sujet de la protection et de la lutte contre les incendies.

8.6.1. Les membres du personnel et tout particulièrement les membres du personnel de garde nocturne, sont entraînés à la manœuvre des moyens d'extinction et instruits des conditions de leur emploi. Ces personnes reçoivent également une formation générale en matière de prévention des sinistres. La liste de ces personnes est affichée avec les renseignements dont question à l'alinéa 8.6.2. L'organisation des services au sein de la maison de repos sera telle qu'à tout moment, une personne ayant cette formation soit présente, et puisse être jointe dans l'établissement.

8.6.2. Des instructions affichées en nombre suffisant et en des endroits convenables pour leur lecture :

a) renseignent le personnel en ce qui concerne la conduite à suivre en cas d'incendie et notamment :

- l'annonce immédiate de celui-ci;

- la mise en œuvre des appareils ou moyens d'alerte, d'alarme et d'extinction des incendies;

- les dispositions à prendre afin d'assurer la sécurité des résidents, du personnel et éventuellement du public;

- les dispositions à prendre pour faciliter l'intervention du service d'incendie compétent,

b) informent les résidents au sujet de l'alarme afin de :

- leur permettre d'identifier le signal correspondant;

- leur faire connaître la conduite à suivre au cas où celle-ci serait donnée.

8.6.3. Des exercices pratiques ayant pour objet d'instruire le personnel de l'établissement sur la conduite à tenir en cas d'incendie sont organisés, au moins une fois par an, par la direction de celui-ci.

8.6.4. Détection incendie.

Tous les membres du personnel doivent connaître le fonctionnement et l'interprétation des signaux de l'installation de détection incendie.

8.7. Divers.

8.7.1. La direction de l'établissement veille à ce que les personnels non autorisés n'aient pas accès aux locaux et espaces techniques.

8.7.2. Sans préjudice des prescriptions de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts, en réservoirs fixes ou non réfrigérés, de gaz de pétrole liquéfiés, il est interdit de

fumer, de s'approcher avec des objets en ignition, de produire du feu à moins de 5 m des récipients de gaz de pétrole liquéfiés et à moins de 2,5 m des récipients mobiles de ces gaz.

Cette interdiction est signalée.

8.7.3. Tout appareil d'utilisation destiné à être installé à demeure doit être livré avec une notice d'emploi et d'entretien rédigée en français, donnant toutes les indications nécessaires pour que l'appareil soit utilisé avec sécurité et rationnellement. La direction tient ces notices à la disposition des utilisateurs.

8.7.4. A l'issue de l'activité des services non permanents, l'établissement fait l'objet d'une ronde, ayant pour objet de s'assurer qu'il n'existe pas dans les locaux abandonnés un risque d'accident ou d'incendie.

8.7.5. Un plan de chaque niveau est affiché à chaque accès de ce niveau. Un plan des niveaux en sous-sol est affiché au rez-de-chaussée et au départ des escaliers conduisant au sous-sol. Ces plans indiquent la distribution et l'affectation des locaux et notamment l'emplacement des locaux et espaces techniques.

8.7.6. Les abords des endroits où sont placés ou installés des appareils ou moyens d'annonce, d'alerte et d'extinction des incendies nécessitant une intervention humaine, sont maintenus constamment dégagés, afin que ces appareils ou moyens puissent être utilisés sans délai.

CHAPITRE 4. — *Dispositions particulières*

9. Prescriptions relatives aux établissements visés au chapitre 5, point 10.3

9.1. Généralités.

9.1.1. Classification et terminologie : les dispositions des § 0.2. et 0.3 sont d'application.

9.1.2. Numérotation des niveaux - Signalisation : les dispositions du § 0.4. sont d'application.

9.2. Implantations et chemins d'accès.

9.2.1. Les dispositions des §§ 1.1. et 1.3. sont d'application.

9.2.2. Sur la (les) voie(s) d'accès dont question au § 1.1, un chemin maintenu libre à tout moment, c'est-à-dire où le stationnement est interdit, répond aux caractéristiques suivantes :

- largeur libre minimale : 3,50 m;
- hauteur libre minimale : 3,50 m;
- rayon de courbure minimale : 11 m à l'intérieur et 15 m à l'extérieur;
- capacité portante : suffisante, pour que des véhicules dont la charge par essieu est de 13 t maximum, puissent y circuler et y stationner sans s'enliser, même s'ils déforment le terrain.

9.3. Principes de base.

9.3.1. En dessous du niveau d'évacuation le plus bas :

- aucune chambre à coucher individuelle ou collective ne peut être située;
- seul le niveau le plus proche de ce niveau d'évacuation peut comporter des locaux destinés à être utilisés, de jour, par les résidents.

9.3.2. Les combles ne comportent, en principe, aucun local, chambre à coucher individuelle ou collective à l'usage des résidents. Il peut être dérogé à cette disposition, sur avis favorable du Service d'Incendie territorialement compétent, qui pourra autoriser l'utilisation des combles, en tout ou en partie, pour usage diurne, pour usage nocturne et (ou) pour le logement, en fonction des circonstances locales. La dérogation au principe général, donnée par le Service d'Incendie territorialement compétent pour l'installation, dans les combles, de chambres individuelles ou collectives à l'usage des résidents, est conditionnée par le respect des dispositions du § 3.7 du chapitre 2.

9.3.3. Le nombre d'escaliers est fixé compte tenu :

- du nombre de résidents pouvant se trouver au-dessus du niveau d'évacuation le plus proche;
- des dispositions de l'alinéa 4.3.3. concernant les distances maximales d'accès à l'escalier le plus proche et à un éventuel deuxième escalier.

Aux niveaux d'évacuation, les escaliers conduisent à une sortie, soit directement, soit par un chemin d'évacuation satisfaisant aux dispositions de l'alinéa 9.5.2.

9.4. Prescriptions relatives à certains éléments de construction.

9.4.1. Eléments structurels.

Les éléments structurels, tels que colonnes, murs portants, poutres principales et autres parties essentielles constituant la structure du bâtiment à l'exception des planchers finis ont une résistance au feu d'au moins deux heures dans les bâtiments appartenant au type 2, cette exigence étant ramenée à une heure s'il s'agit d'un bâtiment appartenant au type 1.

Dans tous les cas, les planchers finis ont une résistance au feu d'au moins une heure.

9.4.2. Parois de façade : les dispositions des alinéas 3.2.2 et 3.2.3 sont d'application.

9.4.3. Parois verticales : les dispositions du § 3.3 sont d'application.

9.4.4. Portes : les dispositions du § 3.4. sont d'application.

9.4.5. Plafonds et faux plafonds :

Dans les chemins d'évacuation, les dispositions du 3.5 sont d'application.

Ailleurs, seules les dispositions du 3.5.1 sont d'application.

9.4.6. Revêtements non flottants utilisés à des fins d'isolation thermique, phonique ou à des fins décoratives, le § 3.6 est d'application.

9.4.7. Toitures : le revêtement étanche à l'eau, élément de la couverture, est constitué de matériaux de la catégorie A1 ou rendus tels suivant l'annexe 5 de arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

9.5. Prescriptions constructives relatives aux espaces de circulation à emprunter en cas d'évacuation.

9.5.1. Cages d'escalier et escaliers.

9.5.1.1. Nombre d'escaliers :

Les prescriptions de l'alinéa 4.2.1 sont d'application.

9.5.1.2. Conception des cages d'escalier intérieures.

Les prescriptions de l'alinéa 4.2.2 sont d'application sauf en ce qui concerne :

- la résistance au feu de 2 heures est ramenée à une heure;
- la largeur minimale des portes d'accès aux cages d'escalier et des portes des chambres est fixée à 0,80 m.

9.5.1.3. Ventilation des cages d'escalier intérieures.

Les dispositions de l'alinéa 4.2.3 sont d'application. Toutefois, la section de la baie de ventilation peut être ramenée à demi-m² si les circonstances locales l'exigent.

9.5.1.4. Escaliers intérieurs.

9.5.1.4.1. Les escaliers intérieurs sont constitués, soit de matériaux appartenant au moins à la classe A2 suivant l'annexe 5 de arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire, soit en bois massif dur présentant une masse volumique d'au moins 650 Kg/m³. Ils sont pourvus, de chaque côté, d'une main courante solide et fermement fixée, longeant également les paliers.

Les marches d'escalier comportent un nez antidérapant.

Les volées d'escalier sont de type droit, mais les types tournants ou incurvés sont admis s'ils sont à balancement continu et si, les exigences citées ci-avant étant remplies, les marches ont une largeur minimale de 24 cm sur la ligne de foulée.

9.5.1.4.2. Largeur utile des volées d'escalier et des paliers. Les dispositions du 4.2.4.2 sont d'application. Toutefois, la largeur utile minimale peut être ramenée à 0,80 m sauf dans les endroits où l'alinéa 9.5.3 est d'application.

9.5.1.5. Escaliers extérieurs.

9.5.1.5.1. Les prescriptions de l'alinéa 4.2.2.7 sont d'application.

9.5.1.5.2. Largeur utile des escaliers extérieurs. Les dispositions du 4.2.4.2 sont d'application. Toutefois, la largeur utile minimale peut être ramenée à 0,80 m sauf dans les endroits où l'alinéa 9.5.3 est d'application.

9.5.2. Chemins d'évacuation :

Les dispositions du 4.3 sont d'application. Toutefois, la largeur utile minimale des chemins d'évacuation peut être ramenée à 0,80 m sauf dans les endroits où l'alinéa 9.5.3 est d'application.

9.5.3. Résidents ne pouvant se déplacer par leurs propres moyens :

Sans préjudice des dispositions des alinéas 9.5.1 et 9.5.2, les dispositions suivantes s'appliquent aux niveaux occupés et (ou) accessibles aux résidents ne pouvant se déplacer par leurs propres moyens :

9.5.3.1. Dans tous les cas, la largeur minimale des chemins d'évacuation est fixée à 1,2 m.

9.5.3.2. Dans tous les cas, la largeur minimale des portes est fixée à 0,90 m.

9.5.3.3. Les cages d'escalier desservant ces niveaux doivent avoir une largeur minimale de 1,2 m pour les bâtiments de type 2 et de 1 m pour les bâtiments de type 1. Cette prescription ne s'applique cependant pas si ces niveaux sont constitués de plusieurs compartiments permettant une évacuation horizontale de chaque compartiment vers un autre et indépendamment des cages d'escalier.

9.6. Prescriptions constructives relatives à certains locaux et espaces techniques.

9.6.1. Chaufferies et leurs dépendances.

Les chaufferies sont, ainsi que leurs dépendances, conformes aux dispositions du § 5.2. sauf en ce qui concerne l'obligation de conformité à la norme NBN B 61-001.

9.6.2. Postes de transformation raccordés à un réseau à haute tension.

Les dispositions du § 5.3. sont d'application. Toutefois à défaut d'être conformes au règlement et aux normes citées dans ce paragraphe, les postes de transformation sont conformes au règlement et aux normes d'application quand ces postes de transformation ont été mis en service.

Toutefois :

- la résistance minimale au feu des parois des postes de transformation ne doit être que d'une heure;
- dans les postes de transformation assemblés sur place, équipés d'une installation d'extinction automatique, le diélectrique des transformateurs ne doit pas être non combustible.

9.6.3. Garages et parkings intérieurs.

Les dispositions du § 5.4. sont d'application.

9.6.4. Vide-ordures

Les dispositions du § 5.5 sont d'application.

9.6.5. Gaines.

Le degré de résistance au feu des parois des gaines est au moins égal au degré de résistance au feu le plus élevé imposé aux parois qu'elles traversent. Les gaines ne peuvent, en aucun cas, déformer le degré de Rf initial des parois qu'elles traversent. Toutes les gaines sont réalisées en matériau de la classe A0 suivant l'annexe 5 de arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

9.6.6. Cuisines collectives et ensembles cuisines restaurants :

Les dispositions du § 5.7 sont d'application.

9.6.7. Stockage des ordures :

Les dispositions du § 5.8. sont d'application.

9.7. Equipement des établissements.

9.7.1. Ascenseurs et monte-charges :

Les installations, gaines, locaux des machines sont réalisés conformément aux dispositions du Règlement Général pour la Protection du Travail. Cette prescription est étendue, en complément des dispositions de l'article 28 du Règlement Général pour la Protection du Travail, à tous les établissements visés par le présent arrêté, que du personnel y soit occupé ou non.

9.7.2. Installations électriques de force motrice, d'éclairage et de signalisation :

Le § 6.2. est d'application aux installations qui, en raison de la date à laquelle elles ont été mises en service, doivent être conformes au « Règlement général sur les installations électriques ».

Les autres installations sont conformes aux règlements et normes d'application lorsqu'elles ont été mises en service, ainsi qu'aux dispositions des alinéas 6.2.1.2., 6.2.2., 6.2.3., 6.2.4. et 6.2.5.

9.7.3. Installations aux gaz combustibles plus légers que l'air distribués par canalisations :

Les dispositions du § 6.3. sont d'application.

9.7.4. Installations aux gaz de pétrole liquéfiés.

Les dispositions du § 6.4. sont d'application.

9.7.5. Installations de chauffage et de conditionnement d'air

Les dispositions du § 6.5. sont d'application.

9.7.6. Installations de détection incendie, annonce, alerte, alarme et moyens d'extinction.

Les dispositions du § 6.6. sont d'application.

9.8. Entretien et contrôle.

Les dispositions du § 7 sont d'application.

Les équipements existants doivent avoir été réceptionnés ou contrôlés conformément aux dispositions du paragraphe précité.

9.9. Prescriptions d'occupation.

Les dispositions du § 8 sont d'application.

CHAPITRE 5. — *Dispositions transitoires*

10.

10.1. Délai de mise en conformité pour les maisons de repos agréées ou bénéficiant d'une autorisation provisoire de fonctionnement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Par mesure transitoire, les maisons de repos agréées après le 7 juin 1989 et jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la présente annexe ou bénéficiant d'une autorisation provisoire de fonctionnement à la date d'entrée en vigueur de la présente annexe, disposent d'un délai de deux ans pour se mettre en conformité avec les normes de sécurité qui y sont fixées.

- Le délai de deux ans est porté à cinq ans pour l'application des points 2.1.2., 2.4. 1^{er} alinéa, 1^{er} tiret, 6.6.5.4.2.
- Le délai de 2 ans est porté à dix ans pour l'application des points 1.3 et 4.3.2.

10.2. Sont régis temporairement par les seules dispositions des chapitres 3 et 4 :

Les établissements qui, à la date du 6 juin 1989, étaient agréés sur base d'une déclaration du service d'incendie compétent, attestant qu'ils répondent de manière satisfaisante aux normes de sécurité fixées soit par l'arrêté royal du 12 mars 1974, soit par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1984, disposent d'un délai de cinq ans à dater de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* pour satisfaire aux dispositions des chapitres 1 et 2 sans préjudice du délai de 10 ans accordé pour la mise en conformité aux normes définies par les points 1.3. et 4.3.2.

10.3. Sont régis temporairement par les seules dispositions du chapitre 4 :

1° ont fait l'objet d'une demande d'agrément dont la date est antérieure au 11 septembre 1984;

2° les établissements non-subsidiés sur la base de la loi du 22 mars 1971 octroyant des subsides pour la construction des maisons de repos pour personnes âgées mais pour lesquelles l'autorisation de bâtir basée sur un avis du service d'incendie compétent a été obtenue avant le 11 septembre 1984;

3° les établissements subsidiés en exécution de la loi citée ci-devant pour lesquels le Ministère a accordé la promesse de principe de subsides avant le 11 septembre 1984.

Ces établissements disposent d'un délai de deux ans à dater de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* pour satisfaire aux dispositions du chapitre 4.

Les dispositions du chapitre 4 restent applicables pendant une période de 7 ans à dater de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

A l'expiration de ce délai, les établissements concernés doivent répondre entièrement aux dispositions des chapitres 1^{er} à 3 sans préjudice du délai de 10 ans accordé pour la mise en conformité aux normes définies par les points 1.3. et 4.3.2.

Partie 1 (cette partie doit être remplie préalablement à la délivrance de l'attestation par le Bourgmestre)

Appendice 1 à l'ANNEXE A

Modèle d'attestation

Le soussigné

.....

Chef de service d'incendie de et à

.....

déclare que la maison de repos (*) la résidence service (*) le centre d'accueil de jour (*) pour personnes âgées.

.....

située à

Rue n°

qui - est* - n'est pas* - un bâtiment nouveau au sens de l'arrêté royal du 7 juillet 1994.

Première possibilité (**)

a. répond de manière satisfaisante aux normes de protection contre l'incendie prévues à l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement de la Région Wallonne du 3 décembre 1998 fixant les normes de sécurité auxquelles doivent répondre les maisons de repos, les résidences services ou les centres d'accueil de jour pour personnes âgées, et/ou aux normes fédérales applicables aux bâtiments nouveaux en vertu de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 tel que modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 1997, pour l'hébergement - l'accueil - d'un maximum de personnes âgées réparties sur niveaux.

Deuxième possibilité (**)

b. ne répond pas de manière satisfaisante aux normes de protection contre l'incendie prévues à l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement de la Région Wallonne du 3 décembre 1998 fixant les normes de sécurité auxquelles doivent répondre les maisons de repos, les résidences services et les centres d'accueil de jour pour personnes âgées, et/ou aux normes fédérales applicables aux bâtiments nouveaux en vertu de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 tel que modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 1997, pour ce qui concerne les points repris ci-dessous :

-
-
-
-
-

Pour ces raisons, la mise en activité de l'établissement ne devrait pas être autorisée.

Les points repris ci-dessous :

-
-
-
-
-

Ces raisons ne constituent pas, à mon avis, un obstacle à la mise en activité de l'établissement (**) pour l'hébergement* - l'accueil* - d'un maximum de personnes âgées, réparties sur niveaux.

Il devra toutefois y être satisfait dans un délai de (**)

De toute manière, lorsque l'établissement aura satisfait aux points repris ci-dessus, et que leur exécution aura été vérifiée, il répondra de manière satisfaisante aux normes réglementaires imposées aux maisons de repos, aux résidences services et aux centres d'accueil de jour en matière de sécurité.

Le Chef de service d'incendie,

(date et signature)

* Biffer les mentions qui ne sont pas d'application

** Biffer les mentions qui ne sont pas d'application et compléter.

Partie 2 (Partie réservée au Bourgmestre)

Vu l'attestation complétée par, Chef du service d'incendie,
le, concernant la maison de repos *- la résidence-services *- le centre d'accueil de
jour *- dénommé et géré par

Je soussigné,, Bourgmestre de

Première possibilité (*)

a. marque mon accord sur les conclusions du rapport du service d'incendie contenues dans la partie 1;

Seconde possibilité (**)

b. ne marque pas mon accord sur les conclusions du rapport du service d'incendie contenues dans la partie 1, pour
les raisons suivantes :

.....
.....

En conséquence,

Première possibilité (**)

a. la mise en activité de l'établissement susvisé est autorisée pour l'hébergement *- l'accueil (*) - d'un maximum
de personnes âgées réparties sur niveaux pour une période de six ans ** de (à
préciser si la période est inférieure à six ans).

Seconde possibilité (**)

b. la mise en activité de l'établissement susvisé est autorisée pour l'hébergement*- l'accueil*- d'un maximum de
..... personnes âgées réparties sur niveaux pour une période de et jusqu'à la
date du

Durant cette période, il devra être satisfait, en matière de sécurité, aux points ci-après :

-
-
-
-
-

Une vérification devra être effectuée par le Chef du service d'incendie.

(*) Troisième possibilité (*)

a. La mise en activité de l'établissement susvisé n'est pas autorisée.

Le Bourgmestre,

(date et signature)

(*) Biffer les mentions qui ne sont pas d'application

(**) Biffer les mentions qui ne sont pas d'application et compléter

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du
5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et
portant création du Conseil wallon du troisième âge.

Namur, le 3 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ANNEXE II. — Normes applicables aux maisons de repos

CHAPITRE 1^{er}. — *De la capacité minimale et maximale d'hébergement*

0.1. Aucune maison de repos ne peut être agréée pour moins de 26 lits ou plus de 300 lits. Toutefois, les maisons de repos agréées ou en autorisation de fonctionnement provisoire en activité à la date d'entrée en vigueur des présentes normes peuvent comporter un nombre de lits inférieur à 26 lits.

CHAPITRE 2. — *Des normes concernant la liberté des résidents, le respect de leurs convictions et leur participation*

1. Du règlement d'ordre intérieur.

1.1. Chaque maison de repos pour personnes âgées est tenue d'établir un règlement d'ordre intérieur.

Le règlement d'ordre intérieur définit les droits et devoirs des résidents et du gestionnaire. Il prévoit la plus grande liberté possible pour le résident compte-tenu des impératifs d'une vie communautaire. Il prévoit également l'obligation de se conformer aux dispositions relatives à la sécurité.

Les modifications de ce règlement d'ordre intérieur entrent en vigueur trente jours après communication aux résidents et/ou à leurs représentants.

1.2. Un exemplaire de ce règlement d'ordre intérieur, daté et signé par le gestionnaire, est délivré contre récépissé signé valant prise de connaissance par chaque résident et/ou par son représentant avant la signature de la convention d'hébergement et, autant que possible, avant la date prévue pour l'admission de ce résident à la maison de repos.

1.3. Le règlement d'ordre intérieur mentionne le nom du gestionnaire ainsi que le numéro d'agrément ou le numéro d'autorisation provisoire de fonctionnement de la maison de repos.

1.4. Le règlement d'ordre intérieur mentionne expressément :

— les modalités d'organisation des soins infirmiers ainsi que les modalités d'organisation des soins prodigués par le personnel paramédical et/ou de kinésithérapie;

— les modalités d'organisation de l'activité médicale dans le respect strict du libre choix de son médecin par le résident.

1.5. Le règlement d'ordre intérieur doit mentionner l'obligation pour le gestionnaire de n'imposer aux résidents aucun choix à caractère commercial, culturel, idéologique, philosophique ou religieux.

1.6. Le règlement d'ordre intérieur mentionne en outre :

— le nom du directeur auquel peuvent être communiquées toutes les observations, réclamations ou plaintes des résidents, de leur famille, de leur représentant ou de visiteurs; le directeur est disponible à cet effet sur rendez-vous et quatre heures par semaine au moins, réparties sur deux jours minimum, dont au moins une fois par semaine 1 heure après 18 heures;

— le respect de la vie privée des résidents;

— le droit des résidents de recevoir les visiteurs de leur choix;

— les jours et heures de visites sont établis d'une manière aussi large que possible et comportent au moins trois heures l'après-midi et une heure après dix-huit heures, tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés;

— le libre accès pour assistance à une personne mourante est garanti en permanence à la famille et aux amis, ainsi qu'aux ministres du culte et conseillers laïques;

— l'adresse et le numéro de téléphone du service de l'administration régionale où les plaintes peuvent être adressées;

— l'adresse du Bourgmestre compétent pour recevoir des plaintes et le numéro de téléphone permettant de le joindre.

1.7. Il mentionne les modalités permettant au résident de participer à la vie de la maison de repos.

Plus particulièrement, il mentionne les modalités selon lesquelles le résident, ou son représentant, peut participer à la vie de la maison de repos, notamment, dans le cadre du conseil des résidents.

Le récépissé valant prise de connaissance du règlement d'ordre intérieur et de toute modification y afférente, est joint au dossier individuel prévu au point 3 du présent chapitre.

Toute clause contraire aux prescriptions ci-dessus est réputée nulle.

2. De la convention entre le gestionnaire et le résident.

2.1. Une convention en double exemplaire est signée entre le gestionnaire de la maison de repos ou le directeur et le résident et/ou son représentant, elle doit être datée et signée par les parties.

L'exemplaire à lui destiné doit être remis contre récépissé au résident ou à son représentant.

L'exemplaire destiné à la maison de repos et le récépissé doivent être joints au dossier individuel dont question au point 3. de la présente annexe.

Chaque modification de cette convention fait l'objet d'un avenant en double exemplaire pareillement daté, signé et joint à la convention.

Les points suivants doivent figurer dans cette convention :

2.1.1. les conditions générales et particulières d'hébergement.

2.1.2. le prix journalier ou mensuel d'hébergement ou d'accueil et les services qu'il couvre.

Ce prix peut varier en fonction des éléments architecturaux particuliers et des caractéristiques de la chambre occupée; cette offre diversifiée sera toutefois limitée à 6 prix de base différents; pour chacun de ces prix, les éléments particuliers et caractéristiques seront clairement définis dans la présente convention et affichés dans chaque chambre, en indiquant leur numéro.

Ce prix inclut au minimum les éléments suivants :

— l'usage de la chambre;

— le mobilier des chambres;

— l'usage et l'entretien des installations sanitaires, privatives ou collectives;

— l'usage des parties communes, ascenseurs compris, conformément au règlement d'ordre intérieur;

- le gros entretien du patrimoine, l'entretien courant et le nettoyage des parties communes, en ce compris le matériel et les produits; les réparations des chambres et logements consécutives à un usage locatif normal;
 - le mobilier des parties communes;
 - l'évacuation des déchets;
 - le chauffage des chambres et communs, l'entretien des installations et toute modification de l'appareillage de chauffage;
 - l'eau courante, chaude et froide, et l'utilisation de tout équipement sanitaire;
 - les installations électriques, leur entretien et toute modification de celles-ci et la consommation électrique des communs;
 - les installations de surveillance, de protection-incendie et d'interphonie;
 - les frais d'installation, d'entretien et de redevance d'un téléphone public mis à la disposition des résidents dont ceux-ci ne supportent que le coût des communications personnelles, au prix coûtant;
 - la mise à disposition dans les locaux communs de télévision, radio et autre matériel audiovisuel;
 - les frais administratifs de quelque nature qu'ils soient, liés à l'hébergement ou l'accueil du résident ou inhérent au fonctionnement de l'établissement;
 - les assurances en responsabilité civile, l'assurance incendie ainsi que toutes les assurances souscrites par le gestionnaire conformément à la législation, à l'exception de toute assurance personnelle souscrite par le résident;
 - les activités d'animation, de loisirs et d'activation thérapeutique lorsqu'elles sont organisées dans l'enceinte de l'établissement;
 - les installations de cuisine collective, leur entretien, leurs modifications liées à l'évolution de la législation et l'acheminement des matières et leur stockage;
 - la confection et la distribution des repas, le respect des régimes, les collations et boissons dont la distribution est systématique en-dehors des repas; aucun supplément ne peut être porté en compte pour le service en chambre si ce service est justifié pour raisons médicales;
 - la mise à la disposition, l'entretien et le renouvellement de la literie : matelas, couvertures, couvre-lits, draps, taies, alèses, ainsi que des rideaux, tentures et textiles d'ameublement;
 - la protection de la literie en cas d'incontinence;
 - la consommation électrique, les appareils d'éclairage et de chauffage liés à l'usage individuel des résidents; à noter que la consommation électrique liée à l'usage d'appareils privés des résidents et non obligatoires pour le respect des normes peut faire l'objet de suppléments;
- le nettoyage des chambres individuelles et du mobilier et matériel qui s'y trouvent;
- les prestations du personnel infirmier et soignant;
- les prestations du personnel paramédical et de kinésithérapie couvertes par les organismes assureurs.

2.1.3. Les modalités d'adaptation du prix d'hébergement conformément aux normes reprises au chapitre 8 de la présente annexe.

2.1.4. L'énumération exhaustive et détaillée de tous les suppléments susceptibles d'être portés en compte au résident ainsi que leur prix, le moyen de le calculer et toute règle permettant de calculer sa majoration éventuelle.

2.1.4.1. Aucun supplément non repris à la liste incluse dans la convention ne pourra être mis à charge du résident.

2.1.4.2. Par dérogation au dernier alinéa du point 2.1.2. ci-dessus, lorsque le résident n'a pas la couverture suffisante auprès de l'assurance-maladie-invalidité, la convention mentionne les conditions de prise en charge par le résident du petit matériel de soins, des prestations du personnel infirmier et soignant et du personnel paramédical.

2.1.5. Si une garantie est exigée ou pas et, lorsqu'elle est exigée, son montant et son affectation; ce montant ne peut être supérieur au prix mensuel d'hébergement précisé dans la convention.

2.1.5.1. Lorsqu'elle est exigée, la garantie est placée par les parties sur un compte individualisé, ouvert au nom du résident auprès d'une institution bancaire, en mentionnant son affectation.

2.1.5.2. Les intérêts produits par la somme ainsi placée sont capitalisés.

2.1.5.3. Il ne peut être disposé du compte de garantie, tant en principal qu'en intérêts, qu'au profit de l'une ou de l'autre des parties, moyennant production soit d'un accord écrit, établi postérieurement à la conclusion de la convention, soit d'une copie conforme de l'expédition d'une décision judiciaire exécutoire

2.1.5.4. Au terme de la convention, la garantie capitalisée est remise au résident ou à ses ayants droit, déduction faite de tous les frais et indemnités éventuellement dus.

2.1.5.5. Aucune garantie ne peut être exigée en cas de court séjour de moins de trois mois en maison de repos, tel que visé à l'article 5, § 2 dernier alinéa du décret.

2.1.6. Les conditions de mise en dépôt des biens, garanties et valeurs confiés à l'établissement par le résident, ainsi que les modalités de leur gestion éventuelle.

2.1.7. Les conditions de l'intervention financière en cas d'absence du résident pour hospitalisation, W-E, vacances et pour tout autre motif.

Lorsque le résident prend possession de la chambre dans le courant du mois, il est redevable alors, et pour la première fois, d'un montant correspondant à la partie de mois restant à courir.

2.1.8. Le numéro de la chambre attribuée au résident avec mention du nombre maximum de résidents admissibles dans cette chambre.

Sauf avis de son médecin traitant, un changement de chambre ne peut être effectué sans le consentement du résident ou de son représentant.

2.1.9. Les conditions de résiliation de la convention.

2.1.9.1. La convention est conclue à durée indéterminée, compte tenu du fait que les trente premiers jours servent de période d'essai.

En cas de court séjour en maison de repos tel que visé à l'article 5, § 2, dernier alinéa du décret, la convention est conclue à durée déterminée

2.1.9.2. Durant cette période d'essai, les deux parties peuvent résilier la convention moyennant un préavis de sept jours.

2.1.9.3. Au terme de cette période d'essai, la convention peut être résiliée moyennant un préavis qui ne peut être inférieur à trois mois en cas de résiliation par le gestionnaire et de quinze jours en cas de résiliation par le résident.

Le préavis de trois mois peut être ramené à un mois en cas de non respect caractérisé des normes de sécurité, ou des impératifs de la vie communautaire.

En cas de court séjour en maison de repos tel que visé à l'article 5, § 2, dernier alinéa du décret, la convention peut être résiliée moyennant un préavis de sept jours, quelle que soit la partie qui signifie cette résiliation.

2.1.9.4. La résiliation se fait par écrit, soit par envoi recommandé à la poste, soit avec accusé de réception deux jours ouvrables avant la prise de cours du délai prévu ci-dessus.

2.1.9.5. Le résident ou son représentant qui résilie la convention sans observation du délai de préavis peut être tenu de payer une indemnité correspondant au prix de la pension couvrant la durée du préavis fixé, à l'exclusion des suppléments éventuels.

2.1.9.6. En cas de décès ou de départ pour raisons médicales, l'obligation de payer le prix journalier d'hébergement subsiste tant que la chambre n'est pas libérée.

2.1.10. La mention que tout litige concernant l'exécution de la convention est de la compétence des tribunaux civils. L'adresse de la Justice de paix et du Tribunal de première instance territorialement compétent est précisée.

2.2. L'état des lieux détaillé de la chambre occupée par le résident est annexé à la convention. Il est daté et signé par les parties. A défaut d'état des lieux établi avant l'admission, le résident est présumé avoir reçu la chambre dans l'état où elle se trouve au moment de son départ et ne peut être tenu pour responsable des dégâts éventuels.

2.3. En cas de paiement tardif du prix d'hébergement, l'intérêt moratoire, s'il est prévu, ne peut excéder le taux légal visé par l'article 1153 du Code civil.

2.4. Toute clause contraire aux prescriptions ci-dessus est réputée nulle.

2.5. N'est pas considérée comme une modification de la convention, une majoration de prix autorisée par le Ministère des Affaires économiques et qui est conforme à l'adaptation de prix prévue par le Chapitre 8.

3. Du dossier individuel du résident.

3.1. Un dossier individuel est établi lors de l'admission de chaque résident, il doit être mis à jour en permanence.

3.1.1. La collecte des données y consignées et leur traitement se font conformément à la loi du 08 décembre 1992, relative à la protection de la vie privée.

3.1.2. Ce dossier est accessible en permanence aux fonctionnaires désignés par le Gouvernement.

3.1.3. Une liste des membres du personnel pouvant avoir accès à ce dossier, conformément à l'article 16, § 1^{er}, 4^o de la loi précitée, est tenue à jour.

3.1.4. Le contenu de ce dossier est couvert par le secret professionnel.

3.2. Ce dossier mentionne ou contient notamment :

3.2.1. L'identité complète du résident (nom, prénoms, lieu et date de naissance, état-civil, nationalité, adresse).

3.2.2. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du représentant éventuel du résident.

3.2.3. Les nom, adresse et numéro de téléphone de la personne qui a pris l'initiative de l'entrée du résident en maison de repos.

3.2.4. Le nom du médecin traitant, son adresse et son numéro de téléphone, ainsi que les dispositions en cas d'absence de celui-ci et l'institution hospitalière éventuellement souhaitée.

3.2.5. Les nom, adresse et le numéro de téléphone de la personne qu'il convient de prévenir en cas de nécessité.

3.2.6. La religion et/ou l'opinion philosophique à laquelle appartient le résident, si celui-ci le souhaite.

3.2.7. Les renseignements relatifs au paiement (par le résident ou son représentant, le cas échéant par le C.P.A.S.) du prix d'hébergement et à la garantie éventuelle dont question au point 2.1.5. de la présente annexe.

3.2.8. Les renseignements relatifs à la mutualité (nom, adresse, catégorie, n° d'affiliation).

3.2.9. Les renseignements relatifs aux pensions (nature, caisse, n° de caisse) si le résident marque son accord.

3.2.10. Le relevé de tous les objets de valeur et le montant des sommes reçus en dépôt en-dehors de la garantie dont question au point 3.2.7. ci-dessus.

3.2.11. Le récépissé dont question au point 1.8. de la présente annexe.

3.2.12. L'exemplaire de la convention, et de ses avenants, destiné à la maison de repos dont question au point 2.1. de la présente annexe.

3.2.13. L'inventaire du mobilier apporté par le résident à la maison de repos.

3.2.14. L'état des lieux dont question au point 2.2. de la présente annexe.

4. Du tableau d'affichage.

4.1. Dans un endroit particulièrement accessible, le local d'accueil ou le hall de la maison de repos, ou dans le principal lieu de vie, il y a un tableau d'affichage donnant les informations sur les points suivants :

— le nom du gestionnaire et s'il s'agit d'une personne morale, sa forme juridique et la personne physique qui la représente;

— le nom du directeur de l'établissement et ses heures habituelles de présence dans la maison de repos ainsi que le nom de son remplaçant en cas d'absence;

— le numéro d'agrément ou de l'autorisation provisoire de fonctionnement de la maison de repos et tout renseignement relatif à son agrément ou autorisation provisoire de fonctionnement et, s'il échet, tout renseignement relatif à une suspension, un retrait ou un refus d'agrément ou d'autorisation provisoire de fonctionnement ainsi qu'une fermeture;

— les renseignements relatifs au conseil des résidents;

— l'adresse et les numéros de téléphone de l'administration régionale compétente et du Bourgmestre;

— le menu de la semaine en cours et de la semaine suivante;

— les heures de visites;

— les activités et animations organisées par l'établissement ou auxquelles les résidents peuvent participer.

4.2. Le directeur de la maison de repos prendra toute disposition utile pour que cet affichage soit lisible et accessible à tous.

CHAPITRE 3. — *Des normes concernant l'hygiène, la nourriture et les soins de santé*

5. De l'hygiène.

5.1. Les services généraux, notamment la cuisine et la buanderie, sont organisés et implantés de façon à ne pas incommoder par leurs odeurs, leurs vapeurs et leurs bruits.

5.2. Les animaux autorisés, conformément aux dispositions du règlement d'ordre intérieur, ne peuvent en aucun cas avoir accès ni aux cuisines, ni aux locaux où sont conservés les aliments, ni à la salle à manger, ni aux locaux de soins et de préparation des médicaments.

5.3. Les déchets solides sont évacués dans des sacs-poubelles hermétiques, dans le respect de la réglementation sur les déchets.

5.4. Les chaises percées sont strictement personnelles et réservées à leur usage spécifique.

Elles ne sont utilisées que si l'état de santé du résident le justifie. Elles ne peuvent en aucun cas remplacer un siège usuel.

5.5. La literie est constamment tenue en parfait état de propreté et, en tous cas, changée au moins une fois par semaine et chaque fois que nécessaire.

Le linge souillé est placé dans des récipients hermétiques et évacué quotidiennement des zones d'hébergement.

5.6. L'eau potable doit être disponible à volonté dans tout le bâtiment.

5.7. Les bains ou douches doivent pouvoir être utilisés quotidiennement par les résidents.

L'aide nécessaire est fournie aux personnes qui sont incapables de procéder seules à leur toilette.

5.7.1. Afin de garantir le repos des résidents, les toilettes et soins ne peuvent être réalisés durant la nuit ou avant 7 h du matin, sauf cas d'incontinence ou raison médicale.

5.7.2. Le directeur doit veiller à ce qu'aucune personne âgée n'indispose les autres résidents par manque de soins et de propreté; il prend notamment toute disposition pour faire en sorte que chaque résident effectue une toilette complète au moins une fois par semaine.

6. De la nourriture.

6.1. Les résidents reçoivent au moins trois repas par jour dont, au moins un repas chaud complet.

La nourriture est saine et variée; elle est adaptée à l'état de la personne âgée.

Les régimes diététiques prescrits par le médecin traitant sont observés.

6.1.1. La confection des repas et leur distribution sont faites selon les règles les plus strictes d'hygiène conformément aux dispositions de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection du consommateur en ce qui concerne les denrées alimentaires et des arrêtés qui s'y rapportent, particulièrement l'arrêté royal du 7 février 1997 relatif à l'hygiène générale des denrées alimentaires.

6.2. Les menus des repas sont communiqués aux résidents au moins une semaine à l'avance, notamment au moyen du tableau d'affichage.

Il est tenu un registre reprenant au moins la liste des menus du mois écoulé. Ce registre doit être accessible en permanence aux délégués de l'administration.

6.3. Le repas du matin ne peut être servi avant 7 heures, celui du midi avant 12 h et celui du soir avant 17 h 30 m.

Pour assurer la convivialité et respecter le projet de vie, les repas sont pris, sauf raisons médicales, au restaurant.

6.4. Deux menus, au choix, sont prévus au repas du soir.

6.5. La maison de repos est tenue de fournir l'aide nécessaire aux personnes qui éprouvent des difficultés pour manger ou boire seules.

7. Des soins de santé et du registre d'appel

7.1. Il est tenu pour chaque résident un dossier individualisé de soins.

7.1.1. Ce dossier comprend les directives médicales, infirmières et paramédicales et, quotidiennement, la mention de leur exécution, les remarques et observations du personnel qui a exécuté ces directives ainsi que tous les autres soins prestés.

7.1.2. Ce dossier mentionne également la date de la visite du médecin, les médicaments prescrits ainsi que leur posologie, les soins requis, les examens demandés et le régime éventuel.

7.1.3. La collecte des données y consignées et leur traitement se font conformément à la loi du 8 décembre 1992, relative à la protection de la vie privée.

7.1.4. Le dossier de soins est conservé dans la maison de repos pendant une période minimale de deux ans après le départ ou le décès du résident.

7.2. Lors du changement d'équipe, le responsable des soins communique, par écrit, tous les renseignements relatifs aux événements significatifs qui se sont produits pendant la période écoulée.

7.3. La préparation individuelle des médicaments est assurée par un praticien de l'art infirmier, selon les règles en vigueur.

Les médicaments sont conservés dans un meuble ou un local réservé à cet effet et fermé à clef.

7.4. Chaque fois que l'état de santé du résident le requiert, il devra être fait appel à un médecin de son choix.

Dans le cas où le résident ou, à défaut, son représentant, se trouve dans l'impossibilité d'exprimer ce choix et en l'absence de son médecin ou de son remplaçant, dont les coordonnées se trouvent dans le dossier individuel dont question au point 3.1. de la présente annexe, la personne responsable des soins fait appel à un médecin de son choix.

7.5. Tous les médecins visiteurs qui traitent une ou plusieurs personnes dans une maison de repos sont invités par la direction à s'engager à participer le plus efficacement possible à l'organisation médicale interne de l'établissement.

7.6. Le gestionnaire doit prendre toute précaution visant à assurer la prophylaxie des maladies contagieuses.

7.6.1. Particulièrement, il doit veiller que toutes les dispositions indispensables soient prises pour les soins stériles, de préférence par l'utilisation de sets à usage unique.

L'inspection de l'hygiène est consultée dans tous les cas litigieux.

De nuit comme de jour, le membre du personnel qui est de garde relate dans le registre d'appel, la suite réservée aux appels des résidents et notamment les instructions qu'il a données.

Il doit faire appel, directement, à la personne dont l'intervention est nécessaire, selon les circonstances.

Le registre est signé chaque jour par les responsables du service de soins.

Doivent être indiqués à la première page du registre les numéros de téléphone des médecins, des infirmiers, des services d'incendie et de police, des hôpitaux et des ambulances.

Le registre est tenu à la disposition des fonctionnaires désignés pour surveiller l'application des dispositions du décret et des normes.

CHAPITRE 4. — *Des normes concernant le nombre,
la classification, la qualification et la moralité du personnel*

8. Du personnel

La direction et le personnel de l'établissement créent, dans le cadre du projet de vie, un climat favorable à la qualité de vie des résidents. Ils contribuent à la préservation de leur autonomie et à leur épanouissement. Ils visent à favoriser leur accès à une vie sociale plus dynamique, à mobiliser leurs potentialités créatrices et à améliorer la communication entre les personnes dans l'établissement.

Dans chaque maison de repos pour personnes âgées, il existe trois catégories de personnel : le personnel de direction et d'administration, le personnel d'hôtellerie et le personnel de soins.

Pour l'estimation du personnel requis pour chacune des différentes fonctions, 1 E.T.P. équivaut à 38 heures de prestations hebdomadaires, sauf exception explicitement prévue par les présentes dispositions.

La norme minimale est de 1 membre du personnel à temps plein par tranche entamée de 5 résidents.

8.1. Du personnel de direction et d'administration.

8.1.1. Du directeur.

8.1.1.1. Dans chaque maison de repos, il y a un directeur qui assure la gestion journalière et est directement responsable devant le gestionnaire.

8.1.1.2. Dans chaque maison de repos, le directeur est à la disposition des résidents et de leur famille au moins 4 heures par semaine aux jour et heure affichées au tableau d'affichage. Ces heures seront réparties sur deux jours dont au moins une heure après 18 heures.

8.1.1.3. Le directeur de la maison de repos d'au moins 26 lits doit effectuer au minimum 20 heures de prestations par semaine. A partir de 60 lits, la maison de repos doit disposer d'un directeur à temps plein.

8.1.1.4. Dans le cas d'une maison de repos implantée sur plusieurs sites, le directeur assure une présence suffisante sur chaque site. Si la maison de repos implantée sur plusieurs sites dispose de 60 lits ou plus, le directeur doit obligatoirement effectuer ses prestations à temps plein sur l'ensemble des sites.

8.1.1.5. En cas d'absence ou d'empêchement temporaire du directeur, le gestionnaire désigne le membre du personnel le plus apte à assumer la gestion journalière de l'établissement pendant la durée de son absence. Le nom de ce remplaçant est affiché, comme prévu au point 4 de la présente annexe et les résidents ainsi que les membres du personnel en sont informés.

8.1.1.6. Le directeur ou son remplaçant est rappelable au besoin.

8.1.1.7. L'ensemble des prestations du directeur ne peut en aucun cas être comptabilisé pour plus 1 E.T.P., dont au moins 0,5 E.T.P. de jour pour la seule fonction de direction, quelles que soient les fonctions que le directeur exerce d'autre part au sein de la maison de repos.

8.1.1.8. Le directeur ne peut assumer la direction de plus de deux maisons de repos.

8.1.2. De la formation du directeur

8.1.2.1. Tout directeur d'une maison de repos doit être titulaire au moins du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'infirmier hospitalier ou psychiatrique ainsi que d'une attestation visant le minimum de connaissances utiles relatives à la gestion d'une maison de repos, et tel que défini ci-dessous.

Les personnes qui au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté ont acquis le minimum de connaissance utiles à la gestion de maisons de repos pour personnes âgées sur base de l'arrêté de l'Exécutif du 20 décembre 1990 y relatif sont dispensées de suivre la formation prévue au point 8.1.2.2.

8.1.2.2. Le minimum de connaissances utiles à la gestion d'une maison de repos est considéré comme acquis lorsque le candidat directeur a suivi un cycle de formation de deux fois 250 heures reconnu par le Ministre et a satisfait avec fruit à l'épreuve le sanctionnant.

Sont dispensées en tout ou en partie des premières 250 heures de cours les personnes qui sont porteuses d'un titre de l'enseignement supérieur en rapport avec la fonction.

Le Ministre arrête la liste des titres qui permettent le bénéfice de cette mesure ainsi que les matières qui font l'objet de la dispense.

8.1.2.3. Programme de la formation

8.1.2.3.1. Formation de base

Ce premier cycle de 250 heures a pour but d'apporter au candidat directeur les connaissances de base requises pour exercer sa fonction.

Conformément au point 8.1.2.2., des dispenses peuvent être obtenues pour toute ou partie de cette formation de base. Toutefois, les matières qui y sont enseignées peuvent faire partie du programme arrêté par le Ministre.

* Législation : 75 heures

- Organisation générale de la Santé publique
- Organisation et fonctionnement de la sécurité sociale
- Éléments de droit civil et de droit pénal
- Éléments de droit commercial
- Éléments de droit public

* Connaissance de la personne âgée : 75 heures

- Éléments de démographie
- Mécanismes du vieillissement
- Approche psychologique de la personne âgée

* Comptabilité : 50 heures

- Principes généraux de droit comptable et fiscal
- Les comptes des entreprises

* Divers : 50 heures

- Séminaires
- Visites didactiques

8.1.2.3.2. Formation spécifique

* Législation : 75 heures

- Législations relatives aux personnes âgées
- Législations relatives aux maisons de repos et aux maisons de repos et de soins
- Financement des maisons de repos
- Protection des personnes
- Droit du travail

* Connaissance de la personne âgée : 75 heures

- Principales pathologies des personnes âgées
- Traitement des soins
- Psychologie des personnes âgées
- Diététique des personnes âgées
- Projet de vie
- Animation et loisirs
- Soins palliatifs

* Gestion d'une maison de repos : 75 heures

- Gestion comptable et financière
- Gestion du personnel
- Relations avec les organismes assureurs et les CPAS

* Divers : 25 heures

- Séminaires
- Visites didactiques
- Prévention en matière de sécurité de l'établissement et des personnes

8.1.2.4. Le cycle de formation visé au point 8.1.2.2. ci-dessus doit être agréé par le Ministre, après avis du Conseil wallon du troisième âge.

La durée de l'agrément de ce cycle de cours est de trois ans.

Le Ministre détermine les titres et/ou l'expérience utile requis des personnes chargées d'assurer les formations.

8.1.2.5. Tout directeur est tenu de participer à des activités de formation permanente de deux jours au moins par an. Le programme de ces journées doit être communiqué au Ministre pour approbation au plus tard un mois avant leur organisation.

8.1.3. Du personnel administratif.

Lorsque l'organisation de l'établissement le requiert, le directeur est assisté par un personnel le secondant dans les diverses tâches d'administration, d'accueil et, éventuellement, d'animation.

Pour toute maison de repos de 100 lits ou plus, 0,5 E.T.P. de personnel administratif est requis.

8.2. Du personnel d'hôtellerie.

La maison de repos doit assurer les tâches de cuisine et restaurant, de lingerie et buanderie, assurer l'entretien technique, la propreté et l'hygiène des locaux et répondre aux différentes exigences reprises dans les présentes normes.

Pour ce faire, la maison de repos dispose de personnel suffisant en nombre et en qualification.

Au minimum, un E.T.P. par 15 résidents est requis. Si le nombre de résidents est inférieur ou supérieur, le nombre d'emplois est fixé proportionnellement.

Elle peut assurer tout ou partie de ces tâches avec l'aide de services extérieurs, obligatoirement liés avec elle par convention écrite. Les modalités d'assimilation de ces prestations à des frais de personnel et, sur cette base, à une évaluation en E.T.P. sont déterminées par le Ministre.

8.3. Du personnel de soins.

8.3.1. On entend par personnel de soins les praticiens de l'art infirmier, les membres du personnel soignant, les membres des professions paramédicales et les kinésithérapeutes.

8.3.2. La maison de repos dispose à tout moment d'un nombre suffisant de membres de personnel de soins lui permettant de répondre aux besoins des résidents, en fonction de leur nombre et de leur niveau de dépendance.

8.3.3. Au moins un membre du personnel de soins doit être présent en permanence dans la maison de repos ou, le cas échéant, sur chacun des sites de la maison de repos; il doit disposer du temps requis pour répondre aux appels des résidents et effectuer des rondes.

Durant la nuit, le nombre de membres du personnel de soins présents dans la maison de repos ne peut être inférieur à une unité par tranche entamée de 75 lits agréés.

A défaut de mentions explicites dans le règlement de travail, la nuit est définie comme la période s'étendant entre 20 heures et 6 heures : dans tous les cas, 'il s'agit d'une période continue de maximum 11 heures.

8.3.4. Sans préjudice de l'application du point 8.3.3., le nombre total de membres du personnel de soins occupés par la maison de repos ne peut être inférieur à 1,25 équivalent temps plein par tranche entamée de 10 résidents présents sur base d'une moyenne trimestrielle.

8.3.5. Par dérogation aux dispositions des points 8.3.3. et 8.3.4., dans les maisons de repos de moins de 26 lits, au moins un membre du personnel disposant d'un diplôme de secouriste doit être présent en permanence (de jour et de nuit).

Au minimum, un ETP de personnel de soins est requis pour sept résidents. Si le nombre de résidents est inférieur ou supérieur, le nombre d'emploi est fixé proportionnellement.

9. Du registre des prestations et du tableau du personnel

Le directeur tient un registre qui mentionne la qualification du personnel : statutaire, sous contrat d'emploi ou lié par convention, les dates et les heures des prestations fournies par chacun.

La liste du personnel et l'horaire de travail journalier sont affichés.

Ces documents, tenus à jour en permanence, sont maintenus à la disposition de l'administration qui peut en exiger copie à tout moment.

10. Des dossiers du personnel.

Pour chaque membre du personnel, y compris le directeur, il est établi un dossier comprenant les pièces suivantes :

10.1. L'exemplaire destiné à la maison de repos ou une copie certifiée conforme du contrat d'emploi, de l'acte de nomination ou de la convention.

10.2. Une copie certifiée conforme du diplôme ou des attestations de formation et d'expérience utile.

10.3. Un certificat de bonne vie et moeurs.

10.4. Une attestation annuelle de médecine du travail.

Ce dossier, ainsi que la copie des relevés ONSS sont maintenus à la disposition de l'administration qui peut en exiger la production à tout moment.

CHAPITRE 5. — *Des normes concernant le bâtiment*

11. De l'entretien, du chauffage, de l'éclairage et des ascenseurs.

Pour l'application du présent chapitre, on entend par bâtiment construit après l'entrée en vigueur des présentes normes, le bâtiment qui fait l'objet d'une première demande d'agrément ou d'une nouvelle demande d'agrément après octroi d'un accord de principe, plus d'un an après l'entrée en vigueur des présentes normes.

11.1. Les bâtiments sont régulièrement entretenus et maintenus à l'abri de toute humidité ou infiltrations.

11.2. Quel que soit le système adopté pour le chauffage des locaux, celui-ci ne peut provoquer aucun dégagement de flammes, de gaz ou de poussière dans les locaux accessibles sans surveillance aux personnes âgées.

11.3. La température doit être, par n'importe quel temps, de 22° dans les chambres, les salles de bain et locaux de séjour et 18° dans les autres locaux accessibles aux personnes âgées.

11.4. Un éclairage suffisant est requis en permanence dans tous les endroits accessibles aux résidents. Il est adapté aux nécessités, en fonction des activités déployées dans les locaux.

En outre, dans les nouveaux bâtiments construits après l'entrée en vigueur des présentes normes, les corridors et les installations sanitaires doivent disposer d'un éclairage de nuit suffisant, pour assurer la sécurité des déplacements des résidents.

11.5. La surface éclairante est au moins égale au sixième de la surface de chaque local de séjour ou chambre des personnes âgées.

Les fenêtres de ces locaux permettent une vision normale de l'environnement extérieur sans risque d'accidents.

11.6. En ce qui concerne les bâtiments construits après l'entrée en vigueur des présentes normes, un ascenseur, ou tout autre moyen d'élévation compatible avec le respect des normes de sécurité incendie, doit être prévu lorsque le bâtiment compte au moins un niveau destiné aux résidents au-dessus ou au-dessous du niveau normal d'évacuation.

Les ascenseurs doivent répondre aux normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

Par dérogation aux deux premiers alinéas selon que la maison de repos a été mise en exploitation pour la première fois avant ou après le 31 juillet 1984 soit aucun ascenseur ou autre moyen d'élévation n'est requis soit, il doit être prévu, un ascenseur ou tout autre moyen d'élévation mécanique si l'établissement compte au moins deux niveaux au-dessus du niveau normal d'évacuation.

12. Du système d'appel, de l'aménagement des couloirs et des escaliers.

12.1. Les couloirs et les escaliers sont suffisamment larges et pourvus de rampes ou de barres d'appui des deux côtés.

La première et la dernière marches, ainsi que toute marche isolée sont pourvues sur leur bord, d'une bande d'une couleur tranchant nettement avec le revêtement.

12.2. Les locaux de séjour, les chambres ainsi que les W.C. et les salles de bains sont munis d'un système d'appel susceptible d'être actionné à tout moment.

Dans les chambres, ce système est accessible des lits et, en cas de dépendance des résidents, des fauteuils.

Le système d'appel est techniquement conçu de manière à pouvoir localiser en permanence les appels auxquels il doit être répondu rapidement de jour comme de nuit.

1.2.3. Dans les bâtiments construits à dater de l'entrée en vigueur des présentes normes, le système, visé au point 12.2. permet d'enregistrer le délai dans lequel il est répondu à un appel.

Ces enregistrements sont annexés au registre dont question au point 7.6.3 de la présente annexe.

13. Des installations sanitaires.

13.1. Des installations sanitaires séparées, convenables et en nombre suffisant sont prévues pour les résidents et le personnel.

13.2. Les installations sanitaires comprennent au moins un W-C pour 8 résidents.

Dans les établissements mis pour la première fois en exploitation après le 31 juillet 1984, les installations sanitaires comportent au moins un W-C. par étage accessible aux résidents se déplaçant en chaise roulante.

Un des W-C. est accessible de plain pied par niveau de chambres à desservir.

13.3. Tous les W-C. sont d'accès facile aux personnes âgées. Ils disposent d'une bonne aération directe ou d'une bonne ventilation. Leur porte ne peut s'ouvrir vers l'intérieur. Ils sont pourvus de barres d'appui inclinées et d'un crochet-vestiaire.

13.4. Il y a lieu de prévoir au minimum une baignoire ou une douche par douze personnes.

Ces installations sont pourvues de dispositifs antidérapants et de barres d'appui.

La douche est conçue de telle manière que le jet d'eau soit orientable.

Des précautions sont prises pour que les appareils d'arrivée et d'évacuation des eaux ne puissent provoquer des accidents.

13.5. Dans les bâtiments construits à dater de l'entrée en vigueur des présentes normes, au moins une baignoire ou une douche adaptée aux personnes handicapées sera prévue.

13.6. L'évacuation des eaux usées est assurée en permanence et conformément aux règles de l'hygiène.

14. Des chambres et de leur équipement.

14.1. Chaque chambre est numérotée.

Le nom des occupants figure à l'extérieur sauf si le résident ou son représentant s'y oppose.

Dans la chambre individuelle, le mobilier comporte au moins : un lit, une penderie-lingerie, un lavabo à eau courante potable chaude et froide, une table, un fauteuil, une chaise et une table de chevet avec tiroir.

14.2. Lorsque la chambre comporte plusieurs lits, l'espace entre les lits, en longueur comme en largeur, est de 0,90 m au minimum.

En outre, tout lit est écarté de 0,80 m minimum d'une fenêtre.

Une ou des tables avec chaises permettent à tous les occupants de la chambre de prendre leur repas simultanément, le cas échéant.

Des éléments de séparation entre les lits permettent d'assurer à chacun un minimum d'intimité.

Dans les chambres, le mobilier comprend au minimum pour chaque résident :

un lit, une penderie-lingerie, un fauteuil et une table de chevet avec tiroir.

Ces chambres sont pourvues d'au moins un lavabo à eau courante potable chaude et froide par unité de quatre personnes et d'un système d'éclairage accessible du lit, susceptible d'être actionné sans déranger les autres occupants de la chambre.

14.3. Le mobilier des chambres est adapté à l'état du résident. Il est fonctionnel et en bon état.

14.4. Dans les établissements comportant des chambres à plusieurs lits, il est prévu une chambre d'isolement qui répond aux obligations prescrites pour les chambres individuelles.

14.5. La superficie réelle minimale des chambres individuelles ou appartements est de 12 m² par personne et de 9 m² par personne dans les chambres communes, locaux sanitaires éventuels non compris.

A titre transitoire, pour les établissements existants et les établissements pour lesquels des projets de construction, d'aménagement ou d'extension étaient approuvés ou étaient en voie d'exécution, au 31 juillet 1984, la superficie nécessaire au logement des personnes âgées ne peut être inférieure à 11 m² par personne. Elle est obtenue en faisant l'addition des surfaces nettes de toutes les chambres individuelles et communes, des locaux de séjour et de la salle à manger et en divisant ce total par le nombre de personnes âgées.

14.6. Dans les bâtiments construits après l'entrée en vigueur des présentes normes, la hauteur minimale des chambres est de 2,50 mètres.

1.4.7. Les chambres communes ne peuvent comporter plus de deux lits.

Par dérogation à l'alinéa précédant et à titre transitoire, dans les bâtiments qui n'ont pas été construits ou reconconditionnés après l'entrée en vigueur des présentes normes, les chambres communes ne peuvent comporter plus de six lits.

15. Du bâtiment en général.

15.1. Toutes les maisons de repos doivent disposer d'une salle de séjour.

A titre transitoire, les maisons de repos de moins de 20 lits ayant été en autorisation de fonctionnement provisoire ou agréée sans interruption depuis une date antérieure au 31 juillet 1984 ne sont pas tenues de disposer d'une salle de séjour.

15.2. Dans les établissements mis en exploitation pour la première fois après le 31 juillet 1984, la salle de séjour doit être accessible à tous les résidents quel que soit leur degré de dépendance.

15.3. Dans les bâtiments construits après l'entrée en vigueur des présentes normes, la maison de repos doit disposer d'une salle de séjour et d'une salle de restaurant, de préférence séparées, accessibles à tous les résidents, quel que soit leur degré de dépendance, et d'un local réservé aux fumeurs. Lorsque ce local n'existe pas, un espace est aménagé dans la salle de séjour et équipé d'un système d'aspiration.

15.4. La superficie totale des lieux de vie commune compte au moins deux mètres carrés par lit agréé ou autorisé.

Par lieux de vie commune, il faut entendre tous les espaces intérieurs accessibles aux résidents à l'exclusion des chambres, des cuisines, des escaliers, des couloirs et des sanitaires. Peuvent cependant être considérés comme lieux de vie commune les parties de couloirs et les dégagements dont la largeur a permis l'aménagement de lieux de rencontre, dans le respect le plus strict des normes de sécurité prévues à l'annexe I au présent arrêté.

15.5. Chaque établissement doit disposer d'un local décent pouvant servir de chambre mortuaire ou de morgue.

CHAPITRE 6. — *De la comptabilité*

16. De la comptabilité.

16.1. La comptabilité des maisons de repos dont le gestionnaire est un pouvoir public est tenue conformément aux règles comptables applicables à ce pouvoir public.

16.2. La comptabilité des maisons de repos non visées au point 16.1 est établie conformément au plan comptable contenu à l'annexe V.

16.3. Les maisons de repos tiennent pour chaque résident un compte individuel indiquant tout le détail des recettes et dépenses ainsi que des fournitures et services prestés en sa faveur. Ce compte individuel peut être consulté à tout moment par le résident ou son mandataire.

16.4. Une facture mensuelle détaillée établit la balance des sommes dues et des recettes. Elle est remise accompagnée de toutes les pièces justificatives au résident ou à son représentant.

16.5. La comptabilité de l'établissement et des comptes individuels des résidents doit être tenue à la disposition des délégués de l'administration qui doivent pouvoir en prendre connaissance sans déplacement.

CHAPITRE 7. — *Normes spécifiques relatives à l'accueil et à l'hébergement des personnes âgées désorientées dans une unité adaptée*

Outre les modalités d'organisation des maisons de repos, l'accueil et l'hébergement des personnes âgées désorientées peuvent être organisés dans une unité spécialement adaptée pouvant bénéficier d'un agrément spécial s'il s'agit de personnes démentes. Dans ce cas, l'unité favorise l'autonomie collective et individuelle grâce à la création d'un environnement s'inspirant d'un cadre de vie de nature familiale.

L'autonomie collective est réalisée par une organisation distincte des tâches de la vie journalière et l'autonomie individuelle par la participation des résidents aux tâches de la vie journalière sous la guidance du personnel d'accompagnement.

La participation qui s'inspire de la dynamique des groupes restreints doit favoriser les liens avec la famille et l'entourage des résidents et permettre une communauté de vie regroupant 5 résidents au minimum et 15 résidents au maximum.

L'accueil et l'hébergement sont organisés à l'intérieur de la maison de repos, mais dans un lieu distinct. On entend par lieu distinct, un immeuble ou partie d'immeuble affecté exclusivement à l'unité. Cet immeuble est composé d'un lieu de vie et de chambres de résidents, de préférence individuelles et attenantes au lieu de vie.

Le lieu de vie doit avoir une superficie minimale de 60 m² et être composé d'un espace cuisine, accessible et adapté, d'une table unique autour de laquelle toute la communauté de vie se rassemble, ainsi que d'un espace de repos muni de fauteuil.

Le lieu de vie est suffisamment éclairé naturellement et dispose d'une vue vers l'extérieur.

L'accès vers l'extérieur des résidents désorientés est sécurisé par un moyen technique approprié.

La continuité de la présence du personnel est assurée.

La coordination des activités se déroulant dans le lieu de vie est assuré quotidiennement par un des membres du personnel.

Le personnel est tenu de participer à une formation permanente interne ou externe de deux jours par an.

CHAPITRE 8. — *De l'adaptation du prix d'hébergement*

17. Sans préjudice des dispositions fédérales réglementant les demandes de hausse de prix telles que définies à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 avril 1993 portant dispositions particulières en matière de prix pour chaque maison de repos, résidence-services et centre d'accueil de jour, la majoration annuelle du prix d'hébergement ou d'accueil ne peut en aucun cas dépasser 5 % au delà de l'indexation des prix à la consommation. Cette disposition entre en vigueur au 1^{er} janvier 2000.

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge ».

Namur, le 3 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Annexe III. — Normes applicables aux résidences-services

CHAPITRE 1^{er}. — *De la capacité minimale et maximale d'hébergement*

0.1. Aucune résidence-services ne peut être agréée pour moins de 5 logements ou plus de 100 logements.

CHAPITRE 2. — *Des normes concernant le bâtiment*

1.1. Du bâtiment en général

1.1.1. La résidence-service doit compter un minimum de 5 et un maximum de 40 logements particuliers.

1.1.2. Les bâtiments sont régulièrement entretenus et protégés contre l'humidité ou les infiltrations.

1.2. Quel que soit le système adopté pour le chauffage des locaux, celui-ci ne peut provoquer aucun dégagement de flammes, de gaz ou de poussière.

1.3. Quelles que soient les conditions atmosphériques, la température doit atteindre 22° dans les parties privatives et dans tous les locaux de séjour commun.

1.4. Un éclairage suffisant est requis dans tous les endroits accessibles aux résidents. Il est adapté aux nécessités, en fonction des activités déployées dans les locaux.

De nuit, les corridors et les installations sanitaires collectifs doivent être éclairés, de manière suffisante pour assurer la sécurité des déplacements des résidents.

1.5. La luminosité naturelle des locaux de séjour et des chambres doit être assurée. Les fenêtres de ces locaux permettent une vision normale de l'environnement extérieur.

1.6. Un ascenseur, ou tout autre moyen d'élévation compatible avec le respect des normes de sécurité incendie, doit être prévu lorsque le bâtiment compte au moins un niveau destiné aux résidents au-dessus ou au-dessous du niveau normal d'évacuation.

Les ascenseurs doivent permettre l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

Parmi les locaux et équipements collectifs doivent obligatoirement figurer :

- la mise à disposition d'un local buanderie avec lessiveuse et séchoir;
- une salle polyvalente accessible à d'autres personnes de + de 60 ans;
- un WC à proximité des locaux communs;
- le raccordement au téléphone public et au réseau de télédistribution;
- les locaux collectifs sont munis d'un système permettant d'appeler le personnel de garde;
- l'établissement et tous les locaux ouverts aux résidents doivent être accessibles aux personnes à mobilité réduite.

1.7. Des logements particuliers

Chaque logement particulier est conçu pour une ou deux personnes et comporte au moins :

- une salle de séjour;
- un espace cuisine avec hotte, frigo et cuisinière électrique;
- une chambre à coucher;
- une salle de bains comportant un lavabo, une douche ou une baignoire;
- une toilette, éventuellement intégrée dans la salle de bains;

- la capacité de logement peut faire l'objet d'une dérogation quant à sa capacité d'occupation pour autant que son aménagement offre une possibilité d'hébergement supplémentaire;
- la superficie minimale de chaque logement particulier est de 35 m²;
- chaque logement particulier est numéroté;
- un bouton d'appel individuel est prévu à l'entrée de chaque logement ainsi qu'à l'extérieur de la résidence-service; les noms des occupants y sont inscrits, à moins que ceux-ci s'y opposent;
- un système d'ouvre-porte et d'interphonie permettant d'identifier les visiteurs et d'ouvrir à distance la porte de la résidence-service est prévu dans chaque logement particulier;
- un système doit être prévu permettant au résident d'appeler à l'aide, à partir de son logement et d'entrer en contact avec le personnel de garde;
- chaque logement dispose du raccordement au téléphone et à la télédistribution;
- chaque logement dispose d'une boîte aux lettres numérotée placée au rez-de-chaussée dans un endroit facilement accessible.

CHAPITRE 3. — *De la permanence et des services offerts*

De la permanence

2.1. Une permanence 24 heures sur 24 est assurée et une réponse immédiate est apportée à tout appel du résident.

L'organisation de la permanence prévoit les modalités selon lesquelles l'intervention du personnel de garde peut être assurée sans délai.

Un registre des appels est tenu à jour, il mentionne la nature de l'appel, l'heure précise et le délai d'intervention pour chaque appel.

Des services offerts

2.2. Services obligatoirement fournis :

- l'entretien des locaux communs, des aménagements extérieurs et du matériel mis à la disposition des résidents;
- l'entretien des vitres à l'intérieur et à l'extérieur;
- une information sur les loisirs organisés dans la commune;
- la visite d'un délégué du pouvoir organisateur au minimum deux fois par an.

2.3. Services obligatoirement mis à disposition des résidents. :

— la possibilité de prendre trois repas par jour, dont obligatoirement un repas chaud complet, soit dans la salle commune de la résidence-services prévue pour la restauration et l'animation, soit au restaurant de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins liée fonctionnellement à la résidence-services, soit dans le logement privé du résident. Un registre reprend, par jour, les repas servis aux résidents en mentionnant le nom du bénéficiaire et les indications nécessaires à leur facturation;

- la possibilité de nettoyage des logements privés au moins une fois par semaine;
- la possibilité d'entretien du linge personnel du résident.

2.4. Services facultatifs :

Tout service facultatif organisé par la résidence doit être accessible tous les résidents.

CHAPITRE 4. — *De la convention entre le gestionnaire et le résident*

3.1. Une convention en double exemplaire est conclue entre le gestionnaire de la résidence-services ou le directeur qu'il désigne et le résident et/ou son représentant, elle doit être datée et signée par les parties, chaque partie conservant un exemplaire.

L'exemplaire destiné au résident ou à son représentant lui est remis contre récépissé.

Chaque modification de cette convention fait l'objet d'un avenant en double exemplaire daté, signé et joint à la convention.

Les points suivants doivent figurer dans cette convention :

- 3.1.1. Les conditions générales et particulières d'hébergement;
- 3.1.2. Le nombre maximal de personnes autorisées dans le logement;
- 3.1.3. Le prix mensuel d'hébergement et les services qu'il couvre.

Ce prix peut varier en fonction des éléments architecturaux particuliers et des caractéristiques du logement occupé.

Ce prix ne peut être augmenté que des suppléments qui correspondent à des services auxquels le résident peut faire librement appel.

Ce prix inclut au moins :

- l'occupation du logement individuel;
- l'usage des parties communes, ascenseurs compris, conformément au règlement d'ordre intérieur;
- le gros entretien du patrimoine, l'entretien courant et le nettoyage des parties communes, en ce compris le matériel et les produits; les réparations des logements consécutives à un usage locatif normal;
- l'usage du mobilier des parties communes;
- l'évacuation des déchets;
- le chauffage des communs, l'entretien et toutes modifications y apportées aux installations de chauffage des parties communes ou privatives;
- l'utilisation de tout équipement sanitaire collectif;
- les installations électriques des parties communes et privatives, leur entretien et toute modification de celles-ci et les consommations électriques des parties communes;
- les installations de surveillance, de protection-incendie et d'interphonie;
- les frais d'installation, d'entretien et de redevance d'un téléphone public mis à la disposition des résidents dans la partie commune dont ceux-ci ne supportent que le coût des communications personnelles, au prix coûtant;
- la mise à disposition dans les locaux communs d'une télévision et d'une radio;
- les frais administratifs de quelque nature qu'ils soient, liés à l'hébergement ou l'accueil du résident ou inhérent au fonctionnement de l'établissement;

- les assurances en responsabilité civile, l'assurance incendie ainsi que toutes les assurances souscrites par le gestionnaire conformément à la législation, à l'exception de toute assurance personnelle souscrite par le résident;
- les charges liées à l'organisation de la permanence;

A moins que des compteurs individuels ne mesurent les consommations correspondant aux logements individuels, le prix comporte en outre :

- le chauffage;
- l'eau courante, chaude et froide;
- les consommations électriques.

3.1.4. Les modalités d'adaptation du prix d'hébergement conformément aux normes reprises au chapitre 6 de la présente annexe.

3.1.5. Le prix - ou le moyen de le calculer - de chacun des services facultatifs mis à la disposition des résidents.

Tout service facultatif non visé dans la convention doit faire l'objet d'une information écrite préalable avant d'être proposée au résident.

3.1.6. Si une garantie est exigée ou pas et, lorsqu'elle est exigée, son montant et son affectation; ce montant ne peut être supérieur au prix mensuel d'hébergement précisé dans la convention.

3.1.6.1. Lorsqu'elle est exigée, la garantie est placée par les parties sur un compte individualisé, ouvert au nom du résident auprès d'une institution bancaire ou de crédit, en mentionnant son affectation.

3.1.6.2. Les intérêts produits par la somme ainsi placée sont capitalisés.

3.1.6.3. Il ne peut être disposé du compte de garantie, tant en principal qu'en intérêts, au profit de l'une des parties que moyennant production soit d'un accord écrit, établi postérieurement à la conclusion de la convention, soit d'une copie conforme de l'expédition d'une décision judiciaire exécutoire.

3.1.6.4. Au terme de la convention, la garantie capitalisée est remise au résident ou à ses ayants droit, déduction faite de tous les frais et indemnités éventuellement dus en vertu de la convention.

3.1.7. Le logement attribué au résident qui ne peut être changé sans son consentement ou celui de son représentant.

3.1.8. Les conditions de résiliation de la convention dans le respect des prescriptions ci-après :

3.1.8.1. La convention est conclue à durée indéterminée.

3.1.8.2. La convention peut être résiliée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois.

3.1.8.3. La résiliation se fait par écrit, soit par envoi recommandé à la poste, soit contre accusé de réception.

3.1.8.4. En cas de décès ou de départ pour raisons médicales, l'obligation de payer le prix d'hébergement mensuel subsiste tant que le logement n'est pas libéré, tout mois commencé restant dû, sans fractionnement.

3.1.9. La mention que tout litige concernant l'exécution de la convention est de la compétence des tribunaux civils.

3.2. L'état des lieux détaillé du logement occupé par le résident est annexé à la convention. Il est daté et signé par les parties. A défaut d'état des lieux établi avant l'admission, le résident est présumé avoir reçu la logement dans l'état où il se trouve au moment de son départ et ne peut être tenu pour responsable des dégâts éventuels.

3.3. Toute clause contraire aux prescriptions ci-dessus est réputée nulle.

CHAPITRE 5. — *De la comptabilité*

4.1. La comptabilité des maisons de repos dont le gestionnaire est un pouvoir public est tenue conformément aux règles comptables applicables à ce pouvoir public.

4.2. La comptabilité des résidences-services non visées au point 4.1. est établie conformément aux normes visées à l'annexe V.

4.3. Une facture mensuelle détaillée est établie, pour chaque résident. Elle est remise accompagnée de toutes les pièces justificatives au résident ou à son représentant.

4.4. La comptabilité de l'établissement et des comptes individuels des résidents doit être tenue à la disposition des délégués de l'administration qui doivent pouvoir en prendre connaissance sans déplacement.

CHAPITRE 6. — *De l'adaptation du prix d'hébergement*

5. Sans préjudice des dispositions fédérales réglementant les demandes de hausse de prix telles que définies à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 avril 1993 portant dispositions particulières en matière de prix pour chaque maison de repos, résidence-services et centre d'accueil de jour, la majoration annuelle du prix d'hébergement ou d'accueil ne peut en aucun cas dépasser 5 % au delà de l'indexation des prix à la consommation. Cette disposition entre en vigueur au 1^{er} janvier 2000.

CHAPITRE 7. — *Du règlement d'ordre intérieur*

6.1. Chaque résidence-services pour personnes âgées est tenue d'établir un règlement d'ordre intérieur.

6.1.1. Le règlement d'ordre intérieur définit les droits et devoirs des résidents et du gestionnaire et prévoit l'obligation de se conformer aux dispositions relatives à la sécurité. Ce règlement prévoit le respect de la vie privée du résident.

6.1.2. Les modifications de ce règlement d'ordre intérieur entrent en vigueur trente jours après communication aux résidents et/ou à leurs représentants.

6.2. Un exemplaire de ce règlement d'ordre intérieur, daté et signé par le gestionnaire, est délivré contre récépissé signé valant prise de connaissance par chaque résident et/ou par son représentant avant la signature de la convention d'hébergement et, autant que possible, avant la date prévue pour l'admission de ce résident à la résidence-services.

6.3. Le règlement d'ordre intérieur mentionne le nom du gestionnaire ainsi que le numéro d'agrément ou le numéro d'autorisation provisoire de fonctionnement de la résidence-services.

6.4. Le règlement d'ordre intérieur mentionne les modalités d'accès aux soins infirmiers, paramédicaux ou de kinésithérapie proposés aux résidents ainsi que la liberté d'accès de tous les prestataires de soins dans le cadre du libre choix du résident.

6.5. Le règlement d'ordre intérieur prévoit le respect du libre choix du médecin par le résident.

6.6. Le règlement d'ordre intérieur doit mentionner l'obligation pour le gestionnaire de n'imposer aux résidents aucun choix à caractère commercial, culturel, idéologique, philosophique ou religieux.

6.7. Le règlement d'ordre intérieur mentionne en outre :

- le nom du directeur auquel peuvent être communiquées toutes les observations, réclamations ou plaintes des résidents, de leur famille, de leur représentant ou de visiteurs; le directeur est disponible à cet effet sur rendez-vous et quatre heures par semaine au moins, réparties sur deux jours minimum, dont au moins une fois par semaine 1 heure après 18 heures;
- le droit des résidents d'entrer et de sortir de la résidence-services à toute heure du jour et de la nuit;
- le droit des résidents de recevoir à toute heure les visiteurs de leur choix et les modalités de l'accès de ces visiteurs en cas de fermeture des portes de la résidence-service;
- l'adresse et le numéro de téléphone du service de l'administration régionale où les plaintes peuvent être adressées;
- l'adresse du Bourgmestre compétent pour recevoir des plaintes et le numéro de téléphone permettant de le joindre.

6.8. Le règlement d'ordre intérieur mentionne les modalités selon lesquelles une permanence est assurée et une réponse apportée à tout appel du résident.

6.9. Le règlement d'ordre intérieur mentionne également les conditions suivant lesquelles des animaux domestiques sont acceptés dans les résidences-services.

6.10. Le règlement d'ordre intérieur précise les modalités selon lesquelles les locaux, équipements et services collectifs mis à disposition des résidents peuvent être accessibles à d'autres personnes âgées de 60 ans au moins.

6.11. Le règlement d'ordre intérieur mentionne expressément les modalités d'utilisation et de jouissance des locaux, équipements et services collectifs de la résidence-service mis à la disposition des résidents.

CHAPITRE 8. — *Du dossier individuel*

7.1. Un dossier individuel relatif au résident qui contracte la convention prévue au chapitre 4 est établi lors de son admission. Un dossier individuel relatif aux autres occupants est également établi. Les dossiers doivent être mis à jour en permanence.

7.1.1. La collecte des données y consignées et leur traitement se font conformément à la loi du 8 décembre 1992, relative à la protection de la vie privée.

7.1.2. Ce dossier est accessible en permanence aux fonctionnaires désignés par le Gouvernement.

7.1.3. Une liste des membres du personnel pouvant avoir accès à ce dossier, conformément à l'article 16, § 1^{er}, 4^o de la loi précitée, est tenue à jour.

7.2. Ce dossier mentionne notamment :

7.2.1. L'identité complète du résident (nom, prénoms, lieu et date de naissance, état-civil, nationalité, adresse).

7.2.2. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du représentant éventuel du résident.

7.2.3. le nom du médecin traitant, son adresse et son numéro de téléphone, ainsi que les dispositions en cas d'absence de celui-ci, l'institution hospitalière, la maison de repos ou la maison de repos et de soins, éventuellement souhaitées.

7.2.4. les nom, adresse et le numéro de téléphone de la personne qu'il convient de prévenir en cas de nécessité.

7.2.5. le récépissé du règlement d'ordre intérieur, un exemplaire de la convention, l'état des lieux et le document bancaire relatif à la garantie.

CHAPITRE 9. — *Du tableau d'affichage*

8.1. Dans le hall ou dans la salle commune prévue pour les loisirs et la restauration, est installé un tableau d'affichage donnant les informations sur les points suivants :

- le nom du gestionnaire et s'il s'agit d'une personne morale, sa forme juridique;
- le nom du directeur de l'établissement et ses heures de présence dans la résidence-services ainsi que le nom de son remplaçant en cas d'absence;
- tout renseignement relatif à l'agrément ou l'autorisation provisoire de fonctionnement de l'établissement;
- l'adresse et les numéros de téléphone de l'administration régionale compétente et du Bourgmestre;
- les menus de la semaine en cours;
- les activités et animations organisées par l'établissement ainsi que les informations relatives aux activités culturelles ayant lieu dans l'entité.

8.2. Le directeur prendra toute disposition utile pour que cet affichage soit particulièrement lisible et accessible à tous.

CHAPITRE 10. — *Des normes concernant l'hygiène et la nourriture*

9.1. Les services généraux organisés par la résidence-services, notamment la cuisine et la buanderie, sont organisés et implantés de façon à ne pas incommoder par leurs odeurs, leurs vapeurs et leurs bruits.

9.2. La confection des repas et leur distribution sont faites selon les règles les plus strictes d'hygiène conformément aux dispositions de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection du consommateur en ce qui concerne les denrées alimentaires et des arrêtés qui s'y rapportent, particulièrement l'arrêté royal du 7 février 1997 relatif à l'hygiène générale des denrées alimentaires.

9.2.1. Les animaux autorisés, conformément aux dispositions du règlement d'ordre intérieur, ne peuvent en aucun cas, avoir accès aux cuisines, aux locaux où sont conservés les aliments, ou au restaurant.

9.3. L'évacuation des déchets est assurée par la résidence-services, en ce compris les poubelles des résidents qui sont prises en charge au logement individuel, selon une périodicité et des modalités définies dans le règlement d'ordre intérieur;

Les déchets solides sont évacués dans des sacs-poubelles hermétiques, dans le respect de la réglementation sur les déchets.

9.4. Lorsque la résidence-services assure, à leur demande, l'entretien du linge personnel des résidents, elle veille à ce que le linge souillé soit placé dans des récipients hermétiques lors de son transport, cette prise en charge se fait au départ du logement individuel du résident.

CHAPITRE 11. — *Des normes concernant le nombre, la classification, la qualification et la moralité du personnel*

10.1. La résidence-services doit prendre toute disposition nécessaire en matière de personnel pour garantir les services offerts.

10.2. Lorsque le personnel est commun à la résidence-services et à la maison de repos ou maison de repos et de soins ou tout autre service ou établissement avec lesquels la résidence-services est en liaison fonctionnelle, le personnel assurant les prestations en résidence-services est clairement identifié et le temps que chacun consacre à ces tâches parfaitement évalué en équivalent temps plein.

10.3. La résidence-services peut assurer tout ou partie de ces tâches avec l'aide de services extérieurs ou de prestataires indépendants, obligatoirement liés avec elle par convention.

10.4. Du directeur.

10.4.1. Dans chaque résidence-services, il y a un directeur qui assure la gestion journalière et est directement responsable devant le gestionnaire.

10.4.2. Le directeur de la résidence-service peut être le directeur de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins avec laquelle la résidence-service est en liaison fonctionnelle. Dans ce cas, pour l'appréciation de ses prestations, le nombre de résidents en résidence-services est additionné au nombre de résidents de la maison de repos et des sites qui en dépendent. Le directeur est rappelable au besoin. En cas d'absence de longue durée, il désigne un membre du personnel chargé d'assurer la gestion journalière pendant la durée de son absence.

10.5. De la formation du directeur

10.5.1. Tout directeur d'une résidence-services doit être titulaire au moins du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'infirmier hospitalier ou psychiatrique ainsi que d'une attestation visant le minimum de connaissances utiles relatives à la gestion d'une résidence-services.

10.5.2. Le minimum de connaissances utiles à la gestion d'une résidence-services est considéré comme acquis lorsque le candidat directeur a suivi un cycle de formation reconnu par le Ministre et a satisfait avec fruit à l'épreuve le sanctionnant. Le cycle de formation comporte 250 heures si le candidat est titulaire d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur et de 100 heures si le candidat est porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur. La formation de directeur de maison de repos répond d'office aux conditions de formation de directeur de résidence-services. Les directeurs des établissements répondant à la définition des résidences-services qui sont en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté disposent d'un délai de deux ans pour acquérir la formation requise.

Le directeur est présent à la résidence-services sur rendez-vous et quatre heures par semaine au moins, réparties sur deux jours minimum, dont au moins une fois par semaine 1 heure après 18 heures;

10.6. Du registre des prestations et du tableau du personnel

Le directeur tient un registre qui mentionne la qualification du personnel de la résidence-services : statutaire, sous contrat d'emploi ou lié par convention, les dates et les heures des prestations fournies par chacun.

Lorsque le personnel est employé par la résidence-services, la liste du personnel et l'horaire de travail journalier sont affichés. Une autre liste reprend les prestataires extérieurs avec lesquels la résidence-services a conclu un contrat d'entreprise. Les contrats d'entreprise y sont annexés.

Ces documents, tenus à jour en permanence, sont maintenus à la disposition de l'administration qui peut en exiger copie à tout moment.

10.7. Des dossiers du personnel.

10.7.1. Pour chaque membre du personnel lié à la résidence-services par un contrat de travail ou un acte de nomination, y compris le directeur, il est établi un dossier comprenant les pièces suivantes :

— l'exemplaire du contrat de travail ou de l'acte de nomination destiné à la résidence-services ou une copie certifiée;

— une copie certifiée conforme du diplôme ou des attestations de formation et d'expérience utile;

— un certificat de bonne vie et moeurs;

— pour le personnel, une attestation annuelle de médecine du travail.

10.7.2. Ce dossier, ainsi que la copie des relevés ONSS pour le personnel statutaire ou sous contrat d'emploi sont maintenus à la disposition de l'administration qui peut en exiger la production à tout moment.

CHAPITRE 12. — *Modalités de liaison fonctionnelle avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins ou un autre service ou établissement*

La résidence-services doit être liée à une maison de repos ou une maison de repos et de soins et peut, en outre, être liée à un autre service ou établissement situé dans la même commune ou une commune limitrophe.

S'il s'agit d'une résidence-services implantée sur le même site que la maison de repos ou la maison de repos et de soins, toutes les prestations peuvent être assurées par la mise en commun des services, conformément aux prescriptions de dispositions internes.

Dans tous les autres cas, la résidence-services convient avec la maison de repos ou la maison de repos et de soins avec laquelle elle est liée d'obligations communes qui comprennent au minimum l'obligation pour la maison de repos ou la maison de repos et de soins d'héberger prioritairement les résidents de la résidence-services qui le souhaitent et l'obligation de proposer des activités conjointes. La résidence-services doit, pour le reste, assurer elle-même tous les services et obligations qui ne peuvent être assumés par la maison de repos ou la maison de repos et de soins, en raison de l'hébergement.

Lorsque le personnel preste également ses services dans une maison de repos, une maison de repos et de soins ou un autre service ou établissement relevant du même gestionnaire, le temps de prestations pour chaque service est clairement identifié.

Lorsque des produits ou soins sont fournis par une maison de repos, une maison de repos et de soins ou un autre service ou établissement en liaison fonctionnelle avec la résidence-services, ils donnent lieu à facturation et comptabilisation séparées.

La garde permanente d'une résidence-services peut être assurée par du personnel d'une maison de repos ou d'une maison de repos et de soins relevant du même gestionnaire pour autant que la norme minimale du personnel de nuit de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins ne soit pas mise en péril.

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge.

Namur, le 3 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Annexe IV. — Normes applicables aux centres d'accueil de jour

CHAPITRE 1^{er}. — *De la capacité minimale et maximale d'accueil*

0.1. Aucun centre d'accueil de jour ne peut être agréé pour accueillir moins de 8 ou plus de 15 résidents.

CHAPITRE 2. — *Des normes concernant la liberté des résidents, le respect de leurs convictions et leur participation*

1. Du règlement d'ordre intérieur

1.1. Chaque centre d'accueil de jour est tenu d'établir un règlement d'ordre intérieur.

1.1.1. Le règlement d'ordre intérieur définit les droits et devoirs des résidents et du gestionnaire.

1.1.2. Les modifications de ce règlement d'ordre intérieur entrent en vigueur trente jours après communication aux résidents et/ou à leurs représentants.

1.2. Un exemplaire de ce règlement d'ordre intérieur, daté et signé par le gestionnaire, est délivré contre récépissé signé valant prise de connaissance par chaque résident et/ou par son représentant avant la signature de la convention d'hébergement et, autant que possible, avant la date prévue pour l'admission de ce résident à la maison de repos.

1.3. Le règlement d'ordre intérieur mentionne le nom du gestionnaire ainsi que le numéro d'agrément de la maison de repos ou le numéro d'autorisation provisoire de fonctionnement.

1.4. Le règlement d'ordre intérieur mentionne expressément :

— les modalités selon lesquelles le résident peut faire appel au personnel soignant ou paramédical du centre d'accueil de jour ou de la maison de repos ou la maison de repos et de soins avec lesquelles le centre d'accueil de jour est en liaison;

— les modalités selon lesquelles, le centre d'accueil de jour assure la continuité de l'administration des médicaments aux résidents;

— les modalités selon lesquelles une collaboration est établie avec les services d'aide aux familles et aux personnes âgées assurant la prise en charge à domicile en vue de la continuité de cette prise en charge;

— le libre choix du médecin.

1.5. Le règlement d'ordre intérieur ne peut contenir aucune disposition imposant des obligations à caractère commercial, culturel, idéologique, philosophique ou religieux aux résidents.

1.6. Le règlement d'ordre intérieur mentionne en outre :

— le nom du directeur de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins auquel peuvent être communiquées toutes les observations, réclamations ou plaintes des résidents, de leur famille, de leur représentant ou de visiteurs; ainsi que les heures et lieux de présence du directeur;

— le droit des résidents de recevoir les visiteurs de leur choix ainsi que les heures prévues pour ces visites;

— la liberté de sortie des résidents dans le respect de la bonne organisation du centre d'accueil de jour;

— l'adresse et le numéro de téléphone du service de l'administration régionale où les plaintes peuvent être adressées;

— l'adresse du Bourgmestre compétent pour recevoir des plaintes et le numéro de téléphone permettant de le joindre.

1.7. Le règlement d'ordre intérieur mentionne les modalités permettant au résident de participer à la vie du centre d'accueil de jour;

1.8. Le règlement d'ordre intérieur mentionne expressément les modalités d'utilisation et de jouissance des locaux, équipements et services collectifs du centres d'accueil de jour mis à la disposition des résidents.

Il précise également :

— les jours et heures d'ouverture du centre : celui-ci devant obligatoirement être accessible au minimum 5 jours par semaine, et durant 7 h 30 m au minimum par jour;

— l'organisation d'un service de transport aller et retour pour les résidents qui le souhaitent et les modalités de la participation financière des résidents à ce transport,

— la distribution d'un repas chaud par jour, à midi, et la possibilité de prendre les repas du matin et du soir;

— l'organisation journalière d'activités et d'animations visant à favoriser le maintien ou la récupération du plus haut niveau d'autonomie possible des résidents.

1.9. le récépissé valant prise de connaissance du règlement d'ordre intérieur et de toute modification y afférente est joint au dossier individuel prévu au point 3. de la présente annexe.

2. De la convention entre le gestionnaire et le résident

2.1. Une convention en double exemplaire est signée entre le gestionnaire du centre d'accueil de jour ou le directeur et le résident et/ou son représentant et doit être datée et signée par les parties.

Un exemplaire doit être remis contre récépissé au résident ou à son représentant.

L'exemplaire destiné au centre d'accueil de jour et le récépissé doivent être joints au dossier individuel dont question au point 3. de la présente annexe.

Chaque modification de cette convention fait l'objet d'un avenant en double exemplaire pareillement daté et signé, joint à la convention.

Les points suivants doivent figurer dans cette convention :

2.1.1. les conditions générales et particulières d'accueil.

2.1.2. le prix journalier d'accueil et les services qu'il couvre.

Le prix journalier d'accueil, majoré de la subvention dont question à l'article 33 de l'arrêté, ne peut en aucun cas être supérieur au prix journalier d'hébergement de base le plus bas réclamé par la maison de repos ou la maison de repos et de soins dans laquelle le centre d'accueil de jour est installé ou avec laquelle il est en liaison.

2.1.3. les modalités d'adaptation du prix d'accueil conformément aux normes reprises au chapitre 7 de la présente annexe.

2.1.4. l'énumération exhaustive et détaillée de tous les suppléments susceptibles d'être portés en compte au résident ainsi que leur prix, le moyen de le calculer et toute règle permettant de calculer sa majoration éventuelle.

Les suppléments non repris à la liste incluse dans la convention ne pourront être mis à charge du résident.

2.1.5. les conditions de résiliation de la convention :

2.1.5.1. La convention est conclue à durée indéterminée, compte tenu du fait que les trente premiers jours servent de période d'essai.

Lorsqu'il appert que le résident fréquente irrégulièrement le centre d'accueil de jour, la convention peut être résiliée si la fréquentation n'atteint pas 5 jours par mois.

2.1.5.2. Durant cette période d'essai, les deux parties peuvent résilier la convention moyennant un préavis de sept jours.

2.1.5.3. Au terme de cette période d'essai, la convention peut être résiliée moyennant un préavis qui ne peut être inférieur à trente jours en cas de résiliation par le gestionnaire et de quinze jours en cas de résiliation par le résident.

2.1.5.4. La résiliation se fait par écrit, soit par envoi recommandé à la poste, soit avec accusé de réception deux jours ouvrables avant la prise de cours du délai prévu ci-dessus.

2.1.6. La mention que tout litige concernant l'exécution de la convention est de la compétence des tribunaux civils.

2.2. Toute clause contraire aux prescriptions ci-dessus est réputée nulle.

3. Du dossier individuel du résident

3.1. Un dossier individuel est établi lors de l'admission de chaque résident, il doit être mis à jour en permanence.

3.1.1. La collecte des données y consignées et leur traitement se font conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée.

3.1.2. Ce dossier est accessible en permanence aux fonctionnaires désignés par le Gouvernement.

3.1.3. Une liste des membres du personnel pouvant avoir accès à ce dossier, conformément à l'article 16, § 1^{er}, 4^o de la loi précitée, est tenue à jour.

3.2. Ce dossier mentionne ou contient notamment :

3.2.1. l'identité complète du résident (nom, prénoms, lieu et date de naissance, état-civil, nationalité, adresse).

3.2.2. le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du représentant éventuel du résident.

3.2.3. le nom du médecin traitant désigné par le résident, son adresse et son numéro de téléphone, ainsi que les dispositions en cas d'absence de celui-ci et l'institution hospitalière éventuellement souhaitée.

3.2.4. les nom, adresse et le numéro de téléphone de la personne qu'il convient de prévenir en cas de nécessité.

3.2.5. la religion et/ou l'opinion philosophique à laquelle appartient le résident, si celui-ci marque son accord.

3.2.6. les renseignements relatifs au paiement (par le résident ou son représentant, le cas échéant par le C.P.A.S.) du prix d'accueil.

3.2.7. les renseignements relatifs à la mutualité (nom, adresse, catégorie, n° d'affiliation).

3.2.8. l'exemplaire du règlement d'ordre intérieur et de ses modifications et du récépissé dont question au point 1.9. de la présente annexe.

3.2.9. l'exemplaire de la convention et de ses avenants, destiné à la maison de repos dont question au point 2.1. de la présente annexe.

3.2.10. les noms, adresse et numéros de téléphone des prestataires infirmiers et paramédicaux de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins ou désignés par le résident et susceptibles d'effectuer des soins auprès du résident durant sa présence au centre d'accueil de jour.

3.2.11. le nom, adresse et numéro de téléphone du service d'aide aux familles et aux personnes âgées dont question au point 1.4.3e tiret de la présente annexe.

4. Du tableau d'affichage

4.1. Dans le local d'accueil du centre d'accueil de jour, il y a un tableau d'affichage donnant les informations sur les points suivants :

— le nom du gestionnaire et s'il s'agit d'une personne morale, sa forme juridique;

— le nom du directeur de l'établissement et ses heures habituelles de présence dans la maison de repos ou la maison de repos et de soins dont dépend le centre de jour ainsi que le nom de son remplaçant en cas d'absence;

— le numéro d'agrément du centre d'accueil de jour et tout renseignement relatif à son agrément ou autorisation provisoire de fonctionnement et s'il échet tout renseignement relatif à une suspension, un retrait, un refus ou un non renouvellement d'agrément ou d'autorisation provisoire de fonctionnement ainsi qu'une fermeture;

— l'adresse et les numéros de téléphone de l'administration régionale compétente et du Bourgmestre;

— le menu de la semaine en cours et de la semaine suivante;

— les heures de visites;

— les activités et animations organisées par l'établissement ou auxquelles les résidents peuvent participer.

4.2. Le directeur de la maison de repos prendra toute disposition utile pour que cet affichage soit particulièrement lisible et accessible à tous.

4.3. Cet affichage est assuré dans les locaux spécifiques du centre d'accueil de jour même lorsque celui-ci est organisé dans les locaux d'une maison de repos ou d'une maison de repos et de soins.

CHAPITRE 3. — *Des normes concernant l'hygiène, la nourriture et les soins de santé*

5. De l'hygiène

5.1. Les services généraux, notamment la cuisine et la buanderie, sont organisés et implantés de façon à ne pas incommoder par leurs odeurs, leurs vapeurs et leurs bruits.

5.2. Les animaux, dûment autorisés, conformément aux dispositions du règlement d'ordre intérieur, ne peuvent en aucun cas avoir accès ni aux cuisines, ni aux locaux où sont conservés les aliments, ni à la salle à manger, ni aux locaux de soins et de préparation des médicaments.

5.3. Les déchets solides sont évacués dans des sacs-poubelles hermétiques, dans le respect de la réglementation sur les déchets.

5.4. L'usage des chaises percées est interdit en centre d'accueil de jour.

5.5. La literie de la salle de repos est constamment tenue en parfait état de propreté et, en tous cas, changée chaque fois que les lits sont occupés par un résident différent et chaque fois que nécessaire.

Le linge souillé est placé dans des récipients hermétiques et évacué quotidiennement.

5.6. L'eau potable doit être disponible à volonté dans tous les locaux du centre d'accueil de jour.

5.7. Les bains ou douches doivent au besoin pouvoir être utilisés quotidiennement par les résidents.

5.8. L'aide nécessaire est fournie aux personnes qui sont incapables de procéder seules à leur toilette.

5.9. Le directeur doit veiller à ce qu'aucune personne âgée n'indispose les autres résidents par manque de soins et de propreté.

6. De la nourriture

6.1. Les résidents reçoivent au moins un repas chaud complet par jour.

La nourriture est saine et variée; elle est adaptée à l'état de la personne âgée.

Les régimes diététiques prescrits par le médecin traitant sont observés.

6.2. La confection des repas et leur distribution sont faites selon les règles les plus strictes d'hygiène conformément aux dispositions de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection du consommateur en ce qui concerne les denrées alimentaires et des arrêtés qui s'y rapportent, particulièrement l'arrêté royal du 7 février 1997 relatif à l'hygiène générale des denrées alimentaires.

6.3. Les menus des repas sont communiqués aux résidents au moins une semaine à l'avance, notamment au moyen du tableau d'affichage.

Il est tenu un registre reprenant au moins la liste des menus du mois écoulé. Ce registre doit être accessible en permanence aux délégués de l'administration.

6.4. Un registre reprend, par jour, les repas servis aux résidents en mentionnant le nom du bénéficiaire.

6.5. L'aide nécessaire est fournie aux personnes incapables de manger ou de boire seules.

7. Des soins de santé

7.1. Il est tenu pour chaque résident un dossier individuel de soins qui contient tous les éléments nécessaires à la continuité des soins, directives médicales, infirmières et paramédicales et quotidiennement la mention des soins effectués dans le cadre du centre d'accueil de jour, les remarques et observations du personnel qui les a effectués ainsi que leur notification aux prestataires choisis par le résident;

7.1.1. La collecte des données y consignées et leur traitement se font conformément à la loi du 8 décembre 1992, relative à la protection de la vie privée.

7.1.2. Le dossier de soins est conservé au centre d'accueil de jour pendant une période minimale de deux ans après le départ ou le décès du résident.

Si, au-delà de cette échéance, ce document ne peut être conservé au centre d'accueil de jour, il doit être transmis à la commission médicale provinciale compétente, conformément à la réglementation sur la conservation des documents médicaux.

7.2. Chaque jour, le responsable rédige un rapport dans un registre prévu à cet effet reprenant tous les renseignements significatifs permettant la continuité du services;

les renseignements relatifs aux soins individuels sont consignés dans le dossier de soins dont question au point précédent.

7.3. La préparation des médicaments est assurée par un praticien de l'art infirmier, selon les règles en vigueur.

Les médicaments sont conservés dans un meuble ou un local réservé à cet effet et fermé à clef.

7.4. Le dossier de soins, le registre, ainsi que tous les documents technico-administratifs relatifs aux soins de santé doivent pouvoir être consultés par les fonctionnaires de l'administration ayant les compétences requises et spécialement désignés pour l'inspection des normes relatives aux soins de santé des résidents.

7.5. Chaque fois que l'état de santé du résident le requiert, il devra être fait appel à un médecin de son choix.

Dans le cas où le résident se trouve dans l'impossibilité d'exprimer ce choix et en l'absence de son médecin ou de son remplaçant, dont les coordonnées se trouvent dans le dossier individuel dont question au point 3.1. de la présente annexe, la personne responsable des soins fait appel à un médecin de son choix.

7.6. Le gestionnaire doit prendre toute précaution visant à assurer la prophylaxie des maladies contagieuses.

7.6.1. Particulièrement, il doit veiller que toutes les dispositions indispensables soient prises pour les soins stériles, de préférence par l'utilisation de sets à usage unique.

7.6.2. L'inspection de l'hygiène est consultée dans tous les cas litigieux. Toute affection transmissible lui est immédiatement signalée par le directeur.

8. De l'animation du centre d'accueil de jour

8.1. Un programme d'animation permanente doit être établi pour chaque centre.

8.2. Ce programme sera conçu de manière à rencontrer quotidiennement les besoins socio-culturels des résidents. Pour l'organisation de ces activités, le centre peut s'assurer la collaboration de services ou organismes extérieurs.

CHAPITRE 4. — *Des normes concernant le nombre, la classification, la qualification et la moralité des personnes occupées*

9. Du personnel

9.1. Le centre d'accueil de jour dispose de personnel suffisant en nombre et en qualification pour assurer une aide à la vie journalière et la participation aux activités telles que prévues au point 8.2.;

9.2. La présence permanente d'au moins un membre du personnel est assurée.

9.3. Lorsque le personnel est commun au centre d'accueil de jour et à la maison de repos ou la maison de repos et de soins dans laquelle il est installé ou avec laquelle il est en liaison, le personnel assurant les prestations en centre d'accueil de jour est clairement identifié et le temps que chacun consacre à ces prestations parfaitement évalué en équivalent temps plein.

9.4. Le centre d'accueil de jour peut assurer tout ou partie de ces tâches avec l'aide de services extérieurs ou de prestataires indépendants, obligatoirement liés avec elle par convention.

9.5. Le directeur du centre d'accueil de jour est le même que le directeur de la maison de repos ou maison de repos et de soins dans laquelle le centre est installé ou avec laquelle il est en liaison.

9.6. Le directeur doit être disponible sur rendez-vous, conformément aux dispositions du règlement d'ordre intérieur et chaque fois que nécessaire; il est rappelable au besoin.

CHAPITRE 5. — *Les normes concernant le bâtiment*

10. Des normes concernant le bâtiment

10.1. Du bâtiment en général

10.1.1. Le centre d'accueil de jour comprend au moins les locaux suivants :

— une salle de séjour pour l'accueil, les loisirs et éventuellement la restauration si les repas ne sont pas servis au restaurant de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins; ce local contient des fauteuils-relax en suffisance;

— une salle de repos séparée permettant aux résidents de s'isoler et de se reposer et contenant au moins un lit par 5 résidents accueillis. En outre, toute disposition doit être prise pour que des soins puissent y être prodigués aux résidents, dans la plus grande intimité;

— un ascenseur si le centre d'accueil de jour se trouve à un autre niveau que celui d'accès; celui-ci doit répondre aux normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

10.1.2. Le centre d'accueil de jour dispose d'un téléphone accessible aux résidents et d'une télévision reliée au réseau de télédistribution.

10.1.3. Le centre d'accueil de jour met à la disposition des résidents autant de casiers-vestiaires que de résidents accueillis;

10.2. De l'entretien, du chauffage, de l'éclairage.

10.2.1. Les bâtiments sont régulièrement entretenus et protégés contre l'humidité ou les infiltrations.

10.2.2. Quel que soit le système adopté pour le chauffage des locaux, celui-ci ne peut provoquer aucun dégagement de flammes, de gaz ou de poussière.

10.2.3. Quelles que soient les conditions atmosphériques, la température doit atteindre 22° dans les locaux accessibles aux résidents.

La ventilation des locaux doit être assurée en permanence.

10.2.4. Un éclairage suffisant est requis dans tous les endroits accessibles aux résidents. Il est adapté aux nécessités, en fonction des activités déployées dans les locaux.

Les corridors et les installations sanitaires doivent être éclairés de manière suffisante pour assurer la sécurité des déplacements des résidents.

10.2.5. La luminosité naturelle des locaux de séjour est assurée sur au moins un sixième de la surface nette au sol de ces locaux.

10.3 Du système d'appel, de l'aménagement des couloirs et des escaliers.

10.3.1. Les locaux de séjour ainsi que les W.C. et les salles de bains sont munis d'un système d'appel susceptible d'être actionné à tout moment.

Ce système est accessible des lits et opérationnel en permanence. Il doit pouvoir être actionné sans déranger les autres résidents.

10.3.2. Les couloirs et les escaliers sont suffisamment larges et pourvus de rampes ou de barre d'appui des deux côtés.

La première et la dernière marche, ainsi que les marches isolées sont pourvues sur leur bord, d'une bande de couleur tranchant nettement avec le revêtement.

10.4. Des installations sanitaires.

10.4.1. Les installations sanitaires comprennent au moins un W.C. pour 8 résidents, dont un au moins est accessible aux résidents se déplaçant en chaise roulante.

10.4.2. Tous les W.C. sont d'accès facile aux résidents, ils disposent d'une bonne aération directe ou d'une bonne ventilation et leur porte ne peut s'ouvrir vers l'intérieur.

10.4.3. Chaque W.C. est équipé d'une poubelle, de barres d'appui inclinées, d'un crochet-vestiaire et de papier hygiénique.

10.4.4. Des systèmes pour rehausser les sièges des toilettes et permettre ainsi leur utilisation aisée par des personnes handicapées doivent être disponibles.

10.4.5. Chaque W.C. ou groupe de sanitaires est muni d'un lave-mains, d'un système de dispensation de savon et de séchage des mains respectant les mesures d'hygiène.

10.4.6. Les installations sanitaires comprennent au moins une douche ou baignoire, permettant une autonomie maximale des résidents et accessibles aux résidents se déplaçant en chaise roulante; celles-ci doivent être pourvues de dispositifs antidérapants et de barres d'appui.

10.4.7. Ces installations sanitaires peuvent être communes au centre d'accueil de jour et à la maison de repos ou maison de repos et de soins lorsqu'ils sont situés dans le même bâtiment.

Toutefois, ils doivent alors être en nombre suffisant pour répondre aux normes cumulées de ces services.

CHAPITRE 6. — *De la comptabilité*

11. De la comptabilité

11.1. La comptabilité du centre d'accueil de jour dont le gestionnaire est un pouvoir public est tenu conformément aux règles comptables applicables à ce pouvoir public.

11.2. La comptabilité du centre d'accueil de jour non visé au point 11.1. est établie conformément au plan comptable contenu à l'annexe V.

Toutefois, les centres d'accueil de jour qui ne possèdent pas une personnalité juridique distincte de la maison de repos ou de la maison de repos ou de soins peuvent faire l'objet d'un système de comptes distincts intégrés dans la comptabilité de la maison de repos et de soins conformément aux sous comptes précisés par le Ministre.

11.3. L'établissement tient pour chaque résident un compte individuel indiquant tout le détail des recettes et dépenses ainsi que des fournitures et services prestés en sa faveur. Ce compte individuel peut être consulté à tout moment par le résident ou son mandataire.

11.4. Une facture mensuelle détaillée établit la balance des sommes dues et des recettes. Elle est remise accompagnée de toutes les pièces justificatives au résident ou à son représentant.

11.5. La comptabilité de l'établissement et des comptes individuels des résidents doit être tenue à la disposition des délégués de l'administration qui doivent pouvoir en prendre connaissance sans déplacement.

CHAPITRE 7. — *De l'adaptation du prix d'accueil*

12. Sans préjudice des dispositions fédérales réglementant les demandes de hausse de prix telles que définies à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 avril 1993 portant dispositions particulières en matière de prix pour chaque maison de repos, résidence-services et centre d'accueil de jour, la majoration annuelle du prix d'hébergement ou d'accueil ne peut en aucun cas dépasser 5 % au delà de l'indexation des prix à la consommation. Cette disposition entre en vigueur au 1^{er} janvier 2000.

CHAPITRE 8. — *Modalités de liaison fonctionnelle avec une maison de repos ou une maison de repos et de soins*

Le centre d'accueil de jour doit être conventionné à une maison de repos ou une maison de repos et de soins.

S'il s'agit d'un centre d'accueil de jour implanté sur le même site que la maison de repos ou la maison de repos et de soins, toutes les prestations peuvent être assurées par la mise en commun des services, conformément aux prescriptions de dispositions internes.

Dans tous les autres cas, le centre d'accueil de jour convient avec la maison de repos ou la maison de repos et de soins avec laquelle il est lié d'obligations communes qui comprennent au minimum l'obligation pour la maison de repos ou la maison de repos et de soins d'héberger prioritairement les résidents du centre d'accueil de jour qui le souhaitent.

Lorsque le personnel preste également ses services dans une maison de repos, une maison de repos et de soins, le temps de prestations pour chaque service est clairement identifié.

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge.

Namur, le 3 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Annexe V. — **Plan comptable relatif aux maisons de repos,
aux résidences-services et aux centres d'accueil de jour**

- 1. Fonds propres, provisions pour risques et charges et dettes à plus d'un an
 - 10. Dotations apports et dons en capital
 - 100. capital souscrit
 - 101. capital non appelé(-)
(109. compte de l'exploitant)
 - 12. plus values de réévaluation
 - 13. Réserves
 - 130. réserve légale
 - 131. réserve indisponible
 - 133. réserve disponible
 - 14. Résultat reporté
 - 140. bénéfice reporté
 - 141. perte reportée(-)
 - 15. Subsidés d'investissement
 - 150. montants obtenus
 - 159. montants transférés aux résultats (-)
 - 16. Provisions pour risques et charges
 - 160. provisions pour pensions et obligations similaires
 - 161. provisions pour charges fiscales
 - 162. provisions pour grosses réparations et gros entretiens
 - 163-169 autres provisions pour risques et charges
 - 17. Dettes à plus d'un an
 - 170. Emprunts subordonnés
 - 171. Emprunts obligataires non subordonnés
 - 172. Dettes de location - financement et assimilées
 - 173. Etablissements de crédit
 - 174. Autres emprunts
 - 175. Dettes relatives aux achats de biens et services
 - 178. Cautionnements reçus en numéraire
 - 179. Dettes diverses
- 2. Frais d'établissement, actifs immobilisés et créances à plus d'un an
 - 20. Frais d'établissement
 - 200. Frais de constitution et d'augmentation de capital
 - 202. Autres frais d'établissement
 - 203. Intérêts intercalaires
 - 204. Frais de restructuration
 - 2040. acquisitions
 - 2048. plus-values
 - 2049. amortissements actés
 - 21. Immobilisations incorporelles
 - 211. Concessions, brevets, licences... (logiciels)
 - 212. Goodwill
 - 2120. acquisitions
 - 2128. plus-values
 - 2129. amortissements actés
 - 22. Terrains et constructions
 - 220. Terrains
 - 221. Constructions
 - 222. Terrains bâtis
 - 223. Autres droits réels sur immeubles
 - 224. Grosses réparations et gros entretiens
 - 225. Agencement des immeubles,
 - 2250. acquisitions
 - 2258. plus-values
 - 2259. amortissements actés
 - 2260. Matériel d'équipement de soins

23. plus-values
24. amortissements actes
2261. Autre matériel
240. Mobilier
241. Matériel
242. Matériel roulant
243. Matériel et mobilier informatique
2430 acquisitions
2438 plus-value
2439 amortissements actés
25. Immobilisations détenues en location - financement
252. Terrains et constructions
253. Matériel d'équipement de soins
254. Autre matériel
26. Autres immobilisations corporelles
260. Equipement de réserve
261. Autres
27. Immobilisations corporelles en cours et acomptes versés
270. Immobilisations en cours
271. Acomptes versés
28. Immobilisations financières
280. Participations
281. Créances
288. Cautionnements versés en numéraire
29. Créances à plus d'un an
290. Créances pour prestations
291. Autres créances
3. Stocks et commande en cours d'exécution
31. Approvisionnements et fournitures
310. Produits pharmaceutiques et petit matériel médical
312. Fournitures diverses
313. Produits et matériel d'entretien
314. Energie
315. Fournitures de bureau et informatique
316. Lingerie, literie, buanderie
317. Denrées et fournitures de cuisine
319. Réductions de valeur actées
36. Acomptes versés sur achats pour stocks
37. Commandes en cours d'exécution
4. créances et dettes à un an au plus
40. créances pour prestations
400. Résidents
402. Organismes assureurs
404. Produits à recevoir
406. Acomptes versés
407. Créances douteuses
409. Réductions de valeur actées

41. Autres créances
410. Capital appelé non versé
411. T.V.A. à récupérer
412. Impôts et précomptes à récupérer
414. Produits à recevoir
416. Créances diverses
417. Créances douteuses
418. Cautionnements versés en numéraire
419. Réductions de valeur actées
42. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année
420. Emprunts subordonnés
421. Emprunts obligataires non subordonnés
422. Dettes de location-financement et assimilées
423. Etablissements de crédit
424. Autres emprunts
425. Dettes relatives aux achats de biens et services
428. Cautionnements reçus en numéraire

- 429. Dettes diverses
- 43. Dettes financières
- 430/434. Etablissements de crédit
- 435/439. Autres emprunts
- 44. Dettes commerciales
- 440. Fournisseurs
- 441. Effets à payer
- 444. Factures à recevoir
- 45. Dettes fiscales, salariales et sociales
- 450. Dettes fiscales estimées
- 451. T.V.A. à payer
- 452. Impôts et taxes à payer
- 453. Précomptes retenus
- 454. O.N.S.S.
- 455. Rémunérations
- 456. Pécules de vacances
- 459. Autres dettes sociales
- 46. Acomptes reçus
- 460. Acomptes résidents
- 461. Autres acomptes
- 47. Dettes découlant de l'affectation du résultat
- 470. Dividendes et tantièmes d'exercices antérieurs
- 471. Dividendes de l'exercice
- 472. Tantièmes de l'exercice
- 473. Autres allocataires
- 48. Dettes diverses
- 480. Dépôts reçus en numéraire
- 488. Cautionnements
- 489. Autres dettes diverses
- 49. Comptes de régularisation et d'attente
- 490. Charges à reporter
- 491. Produits acquis
- 492. Charges à imputer
- 493. Produits à reporter
- 499. Comptes d'attente
- 5. Placements de trésorerie et valeurs disponibles
- 51. Actions et parts
- 52. Titres à revenu fixe
- 53. Dépôts à terme
- 54. Valeurs échues à l'encaissement
- 55. Etablissements de crédit
- 550/558. Etablissements de crédit
- 559. Virements et chèques émis
- 56. Office des chèques postaux
- 560. Compte courant
- 561. Virements et chèques émis

- 57. Caisses
- 570/577. Caisses espèces
- 578. Caisse-timbres
- 58. Virements internes
- 0. Droits et engagements hors bilan
- 030. Dépôts résidents
- 031. Garanties reçues

- 6. Charges

- 60. Approvisionnements et fournitures
- 600. Achats de produits pharmaceutiques et petit matériel médical
 - 6000 médicaments
 - 6001 petit matériel médical stérile
 - 6009 divers
- 602. Achats de fournitures diverses
 - 6020 frais de culte
 - 6021 frais de morgue
 - 6029 divers

- 603. Achats de produits et matériel d'entretien
 - 6030 produits
 - 6031 matériel
 - 6039 divers
- 604. Achats de combustibles
 - 6040 mazout
 - 6041 gaz
 - 6049 autres combustibles
- 605. Achats de fournitures de bureau et informatiques
 - 6050 fournitures de bureau
- 6051 fournitures informatiques
 - 6059 divers
- 606. Achats de linge, literie, buanderie
 - 6060 linge et literie
 - 6061 disponible
 - 6069 divers
- 607. Achats de denrées et fournitures de cuisine
 - 6070 denrées alimentaires
 - 6073 boissons
 - 6074 produits diététiques
 - 6075 vaisselle et matériel de cuisine
 - 6079 divers
- 609. Variations de stocks
même subdivision que 600 à 607
- 61. Biens et services divers
- 610. Loyers et charges locatives
 - 6100 loyers
 - 6101 charges locatives
 - 6109 divers
- 611. Services extérieurs
 - 6111 frais médicaux et paramédicaux
 - 6112 services généraux extérieurs
 - 6113 services extérieurs d'entretien et de nettoyage
 - 6115 services extérieurs en matière administrative
 - 6116 services extérieurs de buanderie-lingerie
 - 6117 services extérieurs d'alimentation
- 612. Frais généraux
 - 6120 animation
 - 6121 assurances non relatives au personnel
 - 6122 frais de transport et déplacements du personnel
 - 6129 divers
- 613. Entretien et réparations
 - 6130 entretiens et réparations immeuble(terrains et constructions)
 - 6131 entretiens et réparations matériel et mobilier
 - 6132 entretiens et réparations matériel roulant
 - 6139 divers(maintenance des logiciels)
- 614. Energie
 - 6140 eau
 - 6141 électricité
 - 6142 carburant pour véhicule
- 615. Administration
 - 6150 bureau et administration (téléphone, photocopies, expédition, appel personnes, frais recrut.)
 - 6151 relations publiques(congrès, réceptions, affiliations)
 - 6152 frais de recouvrement de créances
 - 6159 divers
- 616. Honoraires
 - 6160 avocats, huissiers
 - 6161 réviseurs, experts-comptables
 - 6162 architectes, experts immobiliers
 - 6169 divers

- 62. Rémunérations et charges sociales
- 620. Rémunérations et avantages sociaux directs
 - 6200 administrateurs et gérants
 - 6201 personnel salarié
 - 6202 personnel appointé
- 621. Cotisations patronales d'assurances sociales même subdivision que 620
 - 6210 administrateurs et gérants
 - 6211. Primes patronales d'assurances extra-légales
 - 6212 Personnel appointé
- 623. Autres frais de personnel
 - 6230 administrateurs et gérants
 - 6231 personnel salarié
 - 6232 personnel appointé
- 624. Pensions de retraite et de survie
 - 6240 administrateurs et gérants
 - 6241 personnel salarié
 - 6242 personnel appointé
- 625. Provision pour pécule de vacances
 - 6250 administrateurs et gérants
 - 6251 personnel salarié
- 252 personnel appointé

- 63. Amortissements, réductions de valeur et provisions pour risques et charges
- 630. Dotation aux amortissements et aux réductions de valeur sur actifs immobilisés
 - 6300 sur frais d'établissement
 - 6301 sur immobilisations incorporelles
 - 6302 sur constructions
 - 6303 sur matériel d'équipement médical
 - 6304 sur matériel d'équipement non médical et mobilier
 - 6305 sur immobilisations détenues en location-financement

- 631. Réductions de valeur sur stocks
- 633. Réductions de valeur sur créances à plus d'un an
- 634. Réductions de valeur sur créances à un an au plus
- 635. Provisions pour pensions et obligations similaires
- 636. Provisions pour grosses réparations et gros entretiens
- 637. Provisions pour autres risques et charges

- 64. Autres charges d'exploitation
- 640. Charges fiscales
 - 6400 précompte immobilier (propriétaire)
 - 6409 taxes diverses
- 641. Moins-values sur réalisation courante d'immobilisations corporelles
- 642. Moins-values sur réalisation de créances commerciales
- 65. Charges financières
- 650. Charges des dettes d'investissement
- 656. Charges des crédits à court terme
- 657/659. Autre charges financières
- 66. Charges exceptionnelles
- 660. Amortissements et réductions de valeur exceptionnels
- 661. Réductions de valeur sur immobilisations financières
- 662. Provisions pour risques et charges exceptionnels
- 663. Moins-values sur réalisation exceptionnelle d'actifs immobilisés
- 664/668. Autres charges exceptionnelles
- 669. Charges relatives aux exercices antérieurs
- 67. Impôts sur le résultat
- 670. Impôts de l'exercice
- 671. impôts d'exercices antérieurs
- 69. Affectations et prélèvements
- 690. Perte reportée de l'exercice précédent
- 691. Dotation à la réserve légale
- 692. Dotation aux autres réserves
- 693. Bénéfice à reporter
- 694. Rémunération du capital
- 695. Administrateurs ou gérants
- 696. Autres allocataires

- 7. Produits
- 70. Chiffre d'affaires
- 700. séjours
 - 7000 facturés aux patients
 - 7009 divers
- 702. suppléments (à discuter)
- 703. forfaits INAMI
- 72. Production immobilisée
- 74. Autres produits d'exploitation
- 740. subsides d'exploitation
- 741. plus value sur réalisation courante d'actifs immobilisés
- 743. récupérations de frais non afférentes aux résidents
 - 7430 subventions FBI/acs
 - 7431 Indemnités accidents du travail
- 744. produits d'exploitation divers non afférents aux résidents
 - 7440 locations
 - 7441 recettes frais d'animation
- 75. Produits financiers
- 750. produits des immobilisations financières
- 751. produits des actifs circulants
 - 7510 intérêts légaux sur créances commerciales
 - 7511 produits des placements de trésorerie
 - 7512 produits des valeurs disponibles
- 753. subsides en capital et en intérêts
- 754-759. produits financiers divers
- 76. Produits exceptionnels
- 760. reprise d'amortissements et de réductions de valeur
 - 7600 sur immobilisations incorporelles
 - 7601 sur immobilisations corporelles
- 761. reprise de réductions de valeur sur immobilisations financières
- 762. reprise de provisions pour risques et charges exceptionnels
- 763. plus values sur réalisation exceptionnelle d'actifs immobilisés
- 764-766. produits exceptionnels
- 769. produits afférents aux exercices antérieurs
- 77. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales
- 770. De l'exercice
- 771. D'exercices antérieurs
- 79. Affectations et prélèvements
- 790. bénéfice reporté de l'exercice précédent
- 791. prélèvement sur la réserve légale
- 792. prélèvement sur les autres réserves
- 793. perte à reporter
- 794. intervention d'associés dans la perte
- 795. intervention de tiers

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge.

Namur, le 3 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 99 — 204

[C - 99/27003]

23 DECEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge » (Waalse Raad voor de Derde Leeftijd)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge »;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 mei 1972 tot vaststelling van bijzondere voorwaarden voor het verkeer van toelagen voor het bouwen of het verbouwen van rustoorden voor bejaarden;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 10 juli 1984 tot vaststelling van de normen waaraan de rusthuizen voor bejaarden moeten beantwoorden, gewijzigd bij de besluiten van 6 december 1989 en 13 september 1991;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 10 juli 1984 tot vaststelling van de procedure betreffende de voorlopige werkingsmachtiging, tot erkenning, tot weigering en tot erkenningsintrekking en tot sluiting van de instellingen bedoeld bij artikel 1 van het decreet van 10 mei 1984 betreffende rusthuizen voor bejaarden, gewijzigd bij het besluit van 3 september 1990;

Gelet op het besluit van Franse Gemeenschapsexecutieve van 24 april 1989 tot vaststelling van de veiligheidsnormen waaraan de rusthuizen voor bejaarden moeten voldoen, gewijzigd bij het besluit van 9 juli 1991;

Gelet op het besluit van Franse Gemeenschapsexecutieve van 20 december 1990 betreffende het minimumpeil van nuttige kennis van het beheren van rusthuizen voor bejaarden;

Gelet op het besluit van Franse Gemeenschapsexecutieve van 29 april 1991 tot regeling, bij wijze van proef, van de erkenning en de betoelaging van de diensten voor dagopvang van bejaarden;

Gelet op het besluit van Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 juli 1992 tot vaststelling van de modaliteiten voor het verlenen van het principiële akkoord bedoeld bij artikel 2bis van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rusthuizen voor bejaarden, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 1996;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 februari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 26 februari 1998;

Gelet op het advies van de « Conseil consultatif du troisième âge » (Raad van Advies voor de Derde Leeftijd) van 16 april 1998;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) van 21 april 1998;

Gelet op de kennisgeving aan de Europese Commissie van de normen opgenomen in bijlage I bij dit besluit;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van het Waalse Gewest, op 9 juli 1998, over de aanvraag om advies van de Raad van State binnen één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 28 oktober 1998, op grond van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Het is van toepassing op het grondgebied van het Franse taalgebied.

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

— decreet : het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge »;

— Minister : de Minister van Sociale Actie;

— bestuur : het Directoraat-Generaal Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest;

— afgevaardigd ambtenaar : de ambtenaar-generaal die door de Minister is aangesteld om de daden voorzien door het decreet en dit besluit te stellen.

HOOFDSTUK II. — *Reclame voor de rustoorden, serviceflats en dagcentra voor bejaarden*

Art. 3. In de reclame waarmee het publiek ingelicht wordt over een rustoord, een serviceflat of een dagcentrum moeten de volgende gegevens verplicht worden opgenomen :

— de naam en het adres van de inrichting en het nummer van de erkenning of van de voorlopige, door het Waalse Gewest afgeleverde werkingsmachtiging;

— de rechtsvorm, het adres en de juiste identiteit van de beheerder;

— het aantal bedden als het om een rustoord gaat, het aantal woningen als het om een serviceflat gaat of het aantal plaatsen als het om een dagcentrum gaat.

In de schriftelijke inlichtingen die aan de kandidaat-bewoner of aan diens vertegenwoordiger worden verstrekt, moeten de volgende gegevens verplicht worden opgenomen :

— de naam, het adres van de inrichting en het nummer van de erkenning of van de voorlopige, door het Waalse Gewest afgeleverde werkingsmachtiging;

— de rechtsvorm, het adres en de juiste identiteit van de beheerder.

Bovendien moeten de volgende gegevens worden vermeld :

- als het om een rustoord gaat :
- het aantal bedden en de verdeling ervan per kamer;
- de dag- of maandprijs volgens het type gekozen of aangeboden kamer;
- de supplementen en de prijs ervan;
- als het om een serviceflat gaat :
- het aantal woningen;
- de maandprijs volgens het type woning;
- de aan de bejaarden aangeboden diensten en de prijs ervan;
- de functionele band met de rustoorden, de rust- of verzorgingshuizen of elke andere dienst of inrichting.
- als het om een dagcentrum gaat :
- het aantal opvangplaatsen;
- de opvangprijs per dag en de eventuele supplementen;
- de praktische band met een rustoord of een rust- of verzorgingshuis;
- de aan de bewoners voorgestelde activiteiten;
- de openingdagen en -uren van het centrum.

Tegelijk met voorgaande inlichtingen worden aan de betrokken personen een afschrift van het huishoudelijk reglement, alsook een standaardexemplaar van de huisvestings- of opvangovereenkomst overhandigd.

HOOFDSTUK III. — *Programma i.v.m. de vestiging en de omvang van de rustoorden, serviceflats en dagcentra*

Art. 4. Het programma betreffende het aantal bedden in de rustoorden wordt voor het geheel van het Waalse Gewest vastgesteld op 6,8 bedden per 100 inwoners die ten minste 60 jaar oud zijn.

De programmering gebeurt per arrondissement, zodat elk arrondissement over 6,3 bedden per 100 inwoners die ten minste 60 jaar oud zijn, kan beschikken.

In dit programma worden ten minste 29 % van de bedden bestemd voor de publieke sector, ten minste 21 % voor de niet-winstgevende particuliere sector en ten hoogste 50 % voor de winstgevende particuliere sector.

Art. 5. Het programma betreffende het aantal individuele woningen in de serviceflats wordt per arrondissement vastgesteld op twee woningen voor 100 bejaarden die ten minste 60 jaar oud zijn.

Bovendien worden in dit programma 40 % van de woningen bestemd voor de publieke sector, 30 % voor de niet-winstgevende particuliere sector en 30 % voor de winstgevende particuliere sector.

Art. 6. Het programma betreffende het aantal opvangplaatsen in de dagcentra wordt per arrondissement vastgesteld op 2 plaatsen voor 1000 bejaarden die ten minste 60 jaar oud zijn.

Bovendien worden in dit programma 40 % van de plaatsen bestemd voor de publieke sector, 30 % voor de niet-winstgevende particuliere sector en 30 % voor de winstgevende particuliere sector.

HOOFDSTUK IV. — *Toekenning van het principieel akkoord met het oog op de opening en de heropening van een rustoord, een serviceflat of een dagcentrum*

Art. 7. Elke aanvraag om het verkrijgen van een principieel akkoord over een project tot opening van een rustoord, een serviceflat of een dagcentrum, of een uitbreiding ervan of een heropening nadat de uitbating onderbroken werd, wordt bij de Minister ingediend. Naast de in artikel 4, § 2, van het decreet bedoelde gegevens moet het aanvraagdossier ook de volgende gegevens bevatten :

- de door het bestuur verstrekte identificatievragenlijst, behoorlijk ingevuld en ondertekend;
- een omschrijving van het in het vooruitzicht gestelde bouwwerk en diens omgeving, van de opvangcapaciteit en van de mate waarin het voor gehandicapte bejaarden toegankelijk is;
- een omschrijving van het opgezette levensproject van de inrichting als het om een rustoord gaat.

Art. 8. Het bestuur behandelt de aanvraag en deelt het volledige dossier, voorzien van zijn opmerkingen, mee aan de « Conseil wallon du troisième âge » binnen een termijn van drie maanden. Die termijn gaat in zodra de ingediende aanvraag volledig is. Binnen twee maanden brengt de Raad advies uit aan de Minister, die binnen de maand beslist.

Art. 9. Indien het bestuur aan de beheerder meedeelt dat het principieel akkoord geweigerd wordt, moet het die beheerder ook meedelen dat hij vanaf de dag waarop hij bovengenoemde mededeling gekregen heeft, over een maand beschikt om daartegen in beroep te gaan.

Zo hij in beroep gaat, wordt het beroepsdossier door de afgevaardigd ambtenaar aangevuld met alle mogelijke nuttige gegevens en documenten. Binnen een termijn van vijftien dagen maakt hij het dossier aan de Minister over.

Art. 10. Het beroep tegen een beslissing tot weigering om het principieel akkoord te geven wordt bij aangetekend schrijven bij de Minister ingediend. Daarvoor beschikt de indiener van het beroep over één maand vanaf de mededeling van de omstreden beslissing. De Minister legt het beroep aan de Regering voor.

In het beroep moeten volgende gegevens worden vermeld :

- de naam, hoedanigheid, woonplaats of zetel van de eisende partij;
- het voorwerp van het beroep en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Het beroep wordt aangevuld met een afschrift van de omstreden beslissing.

De Regering beslist binnen een termijn van drie maanden na indiening van het beroep. De Minister deelt de beslissing van de Regering aan de beheerder mee.

HOOFDSTUK V. — *Erkenning van de rustoorden, serviceflats en dagcentra en voorlopige werkingsmachtiging*

Art. 11. De aanvraag om erkenning moet vóór de opening worden ingediend. De aanvraag om verlenging van erkenning moet uiterlijk zes maanden vóór de afloop van de lopende erkenning worden ingediend, in dezelfde vorm en volgens dezelfde procedure als de aanvraag om erkenning.

Art. 12. Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag om erkenning van een rustoord, een serviceflat of een dagcentrum aan de Minister worden gericht. Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd :

— een afschrift van de beslissing over het principieel akkoord behalve als het gaat om een aanvraag om verlenging van erkenning;

— de door het bestuur verstrekte identificatievragenlijst, behoorlijk ingevuld en ondertekend, en, als de beheerder een privaatrechtelijk rechtspersoon is, moeten de statuten van de vennootschap of van de vereniging zonder winstoogmerk, evenals de lijst van de bestuurders daarbij worden gevoegd;

— een plattegrond waarop, per verdieping, de verschillende lokalen, hun afmetingen en bestemming worden vermeld, alsook, per kamer, het aantal voor bejaarden bestemde bedden en, in voorkomend geval, de aangrenzende sanitaire installaties;

— een brandveiligheidsattest dat afgeleverd wordt door de burgemeester van de gemeente waar de inrichting of elke site gelegen is, gebaseerd op een verslag van de territoriaal bevoegde brandweer, overeenkomstig het in aanhangsel 1 van bijlage I bedoelde model. Bij gebrek daaraan moet het bewijs worden geleverd dat sinds ten minste twee maanden een aanvraag is ingediend om een veiligheidsattest te krijgen;

— de getuigschriften van goed zedelijk gedrag van de directeur en, als het om een natuurlijke persoon gaat, van de beheerder van het rustoord of de serviceflat. Bedoelde getuigschriften mogen ten hoogste zes maanden vóór indiening van de aanvraag zijn afgeleverd. Daarbij moet het bewijs worden gevoegd dat de directeur aan de opleidingsvoorwaarden voldoet die bepaald worden in hoofdstuk 4 van bijlage II bij dit besluit.

— wanneer de beheerder een privaatrechtelijk rechtspersoon is, bevat het dossier ook het getuigschrift van goed zedelijk gedrag van de natuurlijke persoon die gemachtigd is om de privaatrechtelijke rechtspersoon te vertegenwoordigen.

Art. 13. Om ontvankelijk te zijn moet de aanvraag om erkenning van een serviceflat bovendien de volgende documenten bevatten :

— de lijst van de facultatief aan de bewoners aangeboden diensten en de voorwaarden voor het leveren van die diensten;

— een afschrift van de overeenkomst waardoor de functionele band met een rustoord of een rust- of verzorgingshuis vastgesteld wordt, alsook het afschrift van de eventuele overeenkomst met elke andere dienst of inrichting;

— de omschrijving van de wijze waarop in de dag- en nachtdienst wordt voorzien zodat in geval van nood bij de bewoners tussenbeide gekomen kan worden. In bedoelde omschrijving moet worden uitgelegd en vermeld, de wijze waarop de bewoners het dienstdoende personeel kunnen oproepen, de kwalificatie van het personeel, de plaats waar het personeelslid met dag- en nachtdienst verblijft en hoe lang het gemiddeld duurt vóór aan de oproep gevolg wordt gegeven.

Art. 14. Uiterlijk binnen zes maanden na de aanvraag om erkenning van het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum wordt bedoelde aanvraag aangevuld met :

— de standaardovereenkomst voor de huisvesting of de opvang die met de bijlagen II, III of IV overeenstemt;

— het huishoudelijk reglement dat met de bijlagen II, III of IV overeenstemt.

Art. 15. Indien alle in de artikelen 12 en 13 bedoelde documenten of gegevens niet bij de aanvraag zijn gevoegd of als het dossier niet binnen de in artikel 14 bedoelde termijn is aangevuld, wordt de aanvrager daar binnen één maand van op de hoogte gebracht.

Art. 16. De Minister verleent een voorlopige werkingsmachtiging aan het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum die een ontvankelijke aanvraag om erkenning ingediend hebben en waarvoor :

— na inspectie, een advies van het bestuur gegeven is;

— een veiligheidsattest dat met het in aanhangsel 1 van bijlage I bedoelde model overeenstemt, door de burgemeester opgemaakt is.

In de voorlopige werkingsmachtiging moeten de datum van inwerkingtreding ervan, de naam en het adres van het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum of van de verschillende sites van het rustoord, de huisvestings- of opvangcapaciteit worden vermeld, met inbegrip van de verdiepingen en lokalen waarvoor de machtiging geldt, en de naam en het adres van de beheerder. Binnen vijftien dagen na het verlenen van de machtiging wordt de voorlopige werkingsmachtiging door het bestuur aan de beheerder meegedeeld.

De voorlopige werkingsmachtiging geldt niet eerder dan op de datum waarop de brandweer een inspectiebezoek heeft afgelegd zoals vermeld in het proces-verbaal waarbij wordt vastgesteld dat de inrichting aan de veiligheidsnormen voldoet of dat de opgemerkte gebreken het opstarten van de activiteiten niet verhinderen, op voorwaarde dat op bedoelde datum aan alle andere voorwaarden i.v.m. de toekenning van de voorlopige werkingsmachtiging is voldaan.

Art. 17. Voor rustoorden wordt een voorlopige werkingsmachtiging pas afgeleverd als aan de normen bedoeld in bijlage I en aan de normen bedoeld in hoofdstuk 2, afdelingen 1 en 2, en in de hoofdstukken 3, 4, 5, 6 en 8 van bijlage II is voldaan.

Voor serviceflats wordt een voorlopige werkingsmachtiging pas afgeleverd als aan de normen bedoeld in bijlage I en aan de normen bedoeld in de hoofdstukken 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10 en 11 van bijlage III is voldaan.

Voor dagcentra wordt een voorlopige werkingsmachtiging pas afgeleverd als aan de normen bedoeld in bijlage I en aan de normen bedoeld in de hoofdstukken 1 en 2, afdelingen 1, 2 en 3 en in de hoofdstukken 3, 4, 5, 6 en 7 van bijlage IV is voldaan.

Art. 18. In het geval bepaald in artikel 7, tweede lid, van het decreet kan de voorlopige werkingsmachtiging worden verlengd mits overlegging van een door de burgemeester afgeleverd veiligheidsattest dat overeenstemt met het model bedoeld in aanhangsel 1 van bijlage I. In dat in de tijd beperkte attest, dat pas gekregen kan worden mits overlegging van een bestek en mits opgave van een begin- en vermoedelijke einddatum voor de vereiste veiligheidswerken moet worden aangestipt dat bedoelde werken binnen de voorziene termijn zullen worden doorgevoerd.

Art. 19. Wanneer het bestuur voorstelt de erkenning te weigeren, in te trekken, te schorsen of niet te verlengen, of de voorlopige werkingsmachtiging in te trekken, deelt het zijn voorstel aan de beheerder mee.

Het bestuur licht hem er ook over in dat hij over een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de mededeling beschikt om zijn opmerkingen schriftelijk over te maken.

De afgevaardigd ambtenaar vult het dossier aan met de schriftelijke opmerkingen van de beheerder, met alle nuttige inlichtingen en documenten die hij inwint en met het proces-verbaal van verhoor van de beheerder.

Daartoe wordt de beheerder opgeroepen bij ter post aangetekend schrijven of bij tegen ontvangstbewijs afgegeven schrijven, waarbij plaats en uur waarop het verhoor plaats zal vinden, worden aangegeven.

In de oproepingsbrief wordt vermeld dat de beheerder zich mag laten bijstaan door een raadsman.

De afgevaardigd ambtenaar maakt een verslag op en maakt het dossier binnen vijftien dagen over aan de « Conseil wallon du troisième âge », die advies uitbrengt.

De weigering om te verschijnen of om zijn verdediging uiteen te zetten, wordt in het proces-verbaal van verhoor aangetekend.

Binnen vijftien dagen nadat de « Conseil wallon du troisième âge » advies heeft uitgebracht, legt de afgevaardigd ambtenaar het volledige dossier ter beslissing aan de Minister voor.

Art. 20. Het beroep tegen een beslissing om de erkenning te weigeren, in te trekken, te schorsen of niet te verlengen of de voorlopige werkingsmachtiging in te trekken, wordt binnen één maand na mededeling van de omstreden beslissing bij aangetekend schrijven bij de Minister ingediend. De Minister legt het beroep aan de Regering voor.

In het beroep moeten volgende gegevens worden vermeld :

- de naam, hoedanigheid, woonplaats of zetel van de eisende partij;
- het voorwerp van het beroep en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Het beroep wordt aangevuld met een afschrift van de omstreden beslissing.

De Regering beslist binnen een termijn van drie maanden na indiening van het beroep. De Minister deelt de door de Regering getroffen beslissing aan de beheerder mee.

Art. 21. In het erkenningsbesluit worden de naam en het adres van het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum vermeld, evenals hun huisvestings- of opvangcapaciteit, met inbegrip van de verdiepingen en lokalen waarvoor de machtiging geldig is, naam en adres van de beheerder, de datum van inwerkingtreding en, als de erkenning voor zes jaar is toegekend, de datum waarop de erkenning afloopt.

Bedoeld besluit wordt door het bestuur aan de beheerder meegedeeld binnen vijftien dagen nadat beslist werd de erkenning toe te kennen.

HOOFDSTUK VI. — *Sluiting om dringende redenen*

Art. 22. Wanneer het bestuur overeenkomstig artikel 22 van het decreet een voorstel tot sluiting om dringende redenen aan de Minister voorlegt, moet het hem tegelijkertijd een verslag overmaken waarin gewettigd wordt waarom een rustoord, een serviceflat of een dagcentrum om dringende redenen wordt gesloten, alsook een in recente tijd opgemaakt inspectieverslag en, in voorkomend geval, alle andere nuttige inlichtingen en documenten.

De beslissing tot sluiting wordt onmiddellijk door de Minister aan de beheerder en aan de burgemeester meegedeeld.

Art. 23. Het beroep tegen een beslissing tot sluiting om dringende redenen moet bij aangetekend schrijven bij de Minister worden ingesteld binnen een termijn van vijftien dagen nadat de omstreden beslissing werd meegedeeld.

In het beroep moeten volgende gegevens worden vermeld :

- de naam, hoedanigheid, woonplaats of zetel van de eisende partij;
- het voorwerp van het beroep en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Het beroep wordt aangevuld met een afschrift van de beslissing tot sluiting.

De Regering beslist binnen een termijn van twee maanden na indiening van het beroep.

Wanneer een beroep wordt ingesteld, roept de Minister de beheerder bij ter post aangetekend schrijven op, met opgave van plaats, datum en uur waarop de beheerder door de afgevaardigd ambtenaar zal worden gehoord.

In de oproepingsbrief wordt vermeld dat de beheerder zich door een raadsman mag laten bijstaan.

De weigering om te verschijnen of zijn verdediging uiteen te zetten, wordt in het proces-verbaal opgetekend.

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen gemeen aan de hoofdstukken IV, V, VI*

Art. 24. De aanvragen om het krijgen van een principiële akkoord, een erkenning of van een verlenging van de erkenning worden door de beheerder aan de Minister gericht bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs of bij hem afgeleverd tegen ontvangstbewijs.

Beslissingen getroffen door de Minister of de Regering in verband met een principiële akkoord, een erkenning, een voorlopige werkingsmachtiging of een sluiting worden bij aangetekend schrijven aan de beheerder gericht.

Art. 25. Het bestuur deelt alle beslissingen betreffende de erkenning, de voorlopige werkingsmachtiging en de sluiting van de rusthuizen mee aan het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

HOOFDSTUK VIII. — *Normen waaraan de rusthuizen, serviceflats
en dagcentra voor bejaarden moeten voldoen*

Art. 26. De in de bijlagen II, III en IV vastgestelde normen zijn van toepassing respectievelijk op de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden.

HOOFDSTUK IX. — *Bepalingen betreffende de veiligheidsattesten*

Art. 27. De in bijlage I bedoelde normen betreffende de bescherming tegen brandgevaar en paniek zijn van toepassing op de rustoorden, serviceflats en dagcentra voor bejaarden.

Indien de inrichting niet voldoende aan bovenbepaalde veiligheidsnormen beantwoordt, worden alle bepalingen van de reglementering waaraan niet voldaan wordt uitvoerig en nauwkeurig in het veiligheidsattest opgegeven. In alle gevallen voegt de burgemeester bij bovenvermeld attest een afschrift van het verslag van het inspectiebezoek van de territoriaal bevoegde brandweer.

Behalve andersluidende en gemotiveerde beslissing blijft het attest zes jaar geldig.

Art. 28. Om bovenbedoeld attest te krijgen, richt de beheerder van de inrichting bij ter post aangetekend schrijven een aanvraag aan de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gelegen is. Deze aanvraag wordt door de burgemeester overgemaakt aan de territoriaal bevoegde brandweer.

Op grond van het verslag dat hem door de brandweer overgemaakt wordt, moet de burgemeester de aanvrager het bovenbedoelde attest bezorgen uiterlijk binnen twee maanden na indiening van de aanvraag.

Art. 29. Elke verbouwing van het gebouw, zoals bepaald in artikel 41, moet vooraf door de territoriaal bevoegde brandweer worden onderzocht en door middel van een attest van de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gelegen is, worden goedgekeurd.

Art. 30. § 1. Op verzoek van de beheerder van een rustoord, een serviceflat of een dagcentrum voor bejaarden kan de Minister na advies van de Inspectie van de brandweerdiensten, opgericht bij artikel 9 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming toestaan dat van de normen bedoeld in bijlage I wordt afgeweken. Vóór die afwijking wordt toegestaan, kan er op initiatief van één der partijen overleg worden gepleegd tussen de beheerder en de directie van het rustoord, de serviceflat of het dagcentrum, het bestuur, de burgemeester en de territoriaal bevoegde brandweer.

Deze afwijking kan slechts worden toegestaan als :

— het feitelijk onmogelijk is de werken te verrichten die nodig zijn om de inrichting in overeenstemming te brengen met de vigerende normen;

— de werken die voor de inachtneming van de normen nodig zouden zijn, kosten met zich zouden brengen die buiten elke verhouding zouden staan tot de mate waarin de veiligheid van het gebouw zou worden verhoogd.

Bij bedoelde afwijking moet rekening worden gehouden met :

— de specifieke omstandigheden;

— eventuele alternatieve maatregelen waardoor het gebouw een veiligheidsniveau kan bereiken dat overeenstemt met het niveau bedoeld in bijlage I;

— de toegangsmogelijkheden voor de voertuigen van de territoriaal bevoegde brandweer.

§ 2. Indien de uitbating wordt onderbroken, vervallen de afwijkingen die worden toegestaan krachtens dit artikel.

HOOFDSTUK X. — *Specifieke normen betreffende de opvang
en de huisvesting van gedesoriënteerde bejaarden*

Art. 31. In de opvang en de huisvesting van gedesoriënteerde bejaarden wordt voorzien overeenkomstig de in hoofdstuk 7 van bijlage II bedoelde normen.

HOOFDSTUK XI. — *Aanvullende erkenningsnormen
waaraan de op verschillende sites gelegen rusthuizen voor bejaarden moeten voldoen*

Art. 32. De in artikel 5, § 4, van het decreet bedoelde aanvullende erkenningsnormen waaraan het rusthuis moet voldoen dat op verschillende sites gelegen is, zijn de volgende :

1. Elke site die een eenheid op zich vormt, moet erkend worden of onder een voorlopige werkingsmachtiging vallen die op het tijdstip van de aanvraag om globale erkenning niet vervallen is, of inbegrepen zijn in een ontvankelijke aanvraag om erkenning.

2. De verschillende sites moeten in dezelfde gemeente of in aangrenzende gemeenten gelegen zijn; de afstand tussen de sites mag over de rijweg ten hoogste 10 km bedragen.

3. De minimale huisvestingscapaciteit wordt vastgesteld op 10 bedden per site en op 40 bedden voor de sites samen.

4. De maximale huisvestingscapaciteit wordt vastgesteld op 100 bedden per site en op 150 bedden voor de sites samen.

5. Op elke site moet 24 uur op 24 een verzorgend personeelslid zoals bedoeld onder punt 10.3 van bijlage II aanwezig zijn.

6. In de werking van het rustoord moet enerzijds worden vermeld hoe lang de directeur en de personeelsleden op elke site aanwezig zijn en anderzijds melding worden gemaakt van de wijze waarop in de dienstcontinuïteit wordt voorzien.

7. Op elke site wordt een oproepregister bijgehouden, waarin de aard van de oproep (oproep van bewoners, bezoekers, medisch of technisch spoedgeval,...), het juiste uur en de tussenkomststermijn voor elke oproep worden vermeld.

HOOFDSTUK XII. — *Subsidiëring van de dagcentra voor bejaarden*

Art. 33. Binnen de perken van de begrotingskredieten kunnen de dagcentra die beheerd worden door een publiekrechtelijk rechtspersoon of een privaatrechtelijk rechtspersoon zonder winstoogmerk en die voor ten minste acht en ten hoogste vijftien opvangplaatsen erkend zijn, een werkingstoelage genieten om de kosten voor personeel, animatie of coördinatie met andere diensten of de evaluatiekosten te dekken.

Er wordt een op 100 frank vastgesteld forfaitair bedrag verleend per dag en per werkelijk aanwezige bewoner die aan de door de Minister bepaalde afhankelijkheidscriteria voldoet.

Het aantal subsidiabele plaatsen wordt door de Minister in het erkenningsbesluit vastgesteld.

De Minister is bevoegd om het forfaitaire bedrag bedoeld in het tweede lid te wijzigen.

Art. 34. De toelage wordt aan het dagcentrum verleend op grond van een schriftelijke aanvraag overeenkomstig het model en binnen de termijnen die door de Minister vastgesteld zijn.

Bij de aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd :

- de aanwezigheidslijst van de bewoners;
- een activiteitenverslag over het afgelopen jaar;
- de exploitatierekening van de dienst.

De voorwaarden i.v.m. de vereffening van de toelage worden door de Minister vastgesteld.

HOOFDSTUK XIII. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 35. Opgeheven worden :

— het koninklijk besluit van 12 augustus 1967 tot vaststelling van de voorwaarden in verband met de brandbeveiliging, de verpleging, het geneeskundig toezicht en de bedden capaciteit, waaraan de rustoorden voor bejaarden moeten voldoen om voorlopig erkend te worden;

— het koninklijk besluit van 22 maart 1968 betreffende de rechtspleging van erkenning en sluiting van de rustoorden voor bejaarden;

— het koninklijk besluit van 20 augustus 1968 houdende aanwijzing van de ambtenaren of beambten van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin die belast worden met de opdracht voorzien bij artikel 6 van de wet van 12 juli 1966, op de rustoorden voor bejaarden;

— het koninklijk besluit van 2 mei 1972 tot vaststelling van de criteria voor het uitwerken van een nationaal programma van rustoorden voor bejaarden;

— het koninklijk besluit van 5 november 1976 tot vaststelling van de regels die de onontbeerlijkheid van de brandbeveiligingswerken in de rustoorden voor bejaarden bepalen;

— het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 10 juli 1984 tot vaststelling van de normen waaraan de rusthuizen voor bejaarden moeten beantwoorden, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve van 6 december 1989 en 13 september 1991;

— het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 10 juli 1984 tot vaststelling van de procedure betreffende de voorlopige werkingsovereenkomst, de erkenning, de weigering en de intrekking van de erkenning, en de sluiting van de inrichtingen bedoeld in artikel 1 van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rusthuizen voor bejaarden, gewijzigd bij de besluiten van 3 september 1990 en 27 juli 1992;

— het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 24 april 1989 tot vaststelling van de veiligheidsnormen waaraan de rusthuizen voor bejaarden moeten voldoen, gewijzigd bij het besluit van 9 juli 1991;

— het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 20 december 1990 betreffende het minimumpeil van nuttige kennis van het beheren van rusthuizen voor bejaarden;

— het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 29 april 1991 tot regeling, bij wijze van proef, van de erkenning en de betoelaging van de diensten voor dagopvang van bejaarden;

— het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 juli 1992 tot vaststelling van de modaliteiten voor het verlenen van het principiële akkoord bedoeld bij artikel 2bis van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rusthuizen voor bejaarden, gewijzigd bij het besluit van 1 februari 1996.

HOOFDSTUK XIV. — *Diverse en overgangsbepalingen*

Art. 36. Artikel 1, 3°, van het koninklijk besluit van 2 mei 1972 tot vaststelling van bijzondere voorwaarden voor het verlenen van toelage voor het bouwen of het verbouwen van rustoorden voor bejaarden, gewijzigd door het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 juli 1992, wordt door de volgende tekst vervangen :

« 3° het principiële akkoord bekomen hebben, bedoeld in artikel 4, § 2, van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge » ».

Art. 37. De aan rustoorden verleende werkingsovereenkomsten die van toepassing zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, komen niet in aanmerking voor de toepassing van artikel 7, tweede en derde lid van het decreet.

Art. 38. Onverminderd de overgangsbepalingen betreffende het gebouw, beschikken de rustoorden die werkzaam zijn op het tijdstip van inwerkingtreding van dit besluit over een termijn van één jaar om de in bijlage II bij dit besluit vastgestelde normen over te nemen.

Onverminderd de gunstigere bepalingen opgenomen in bijlage I, beschikken de rustoorden die erkend zijn of een voorlopige werkingsovereenkomst genieten op het tijdstip van inwerkingtreding van dit besluit, over een termijn van twee jaar om de in bedoelde bijlage vastgestelde veiligheidsnormen over te nemen.

Tijdens de overgangperiode moeten de rustoorden de normen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit op hen van toepassing waren, naleven.

Art. 39. De inrichtingen die beantwoorden aan de begripsomschrijving van de serviceflat of van het dagcentrum en die werkzaam zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, beschikken over een termijn van één jaar vanaf de inwerkingtreding van dit besluit om de normen opgenomen in de bijlagen III en IV over te nemen.

Art. 40. De in de artikelen 38 tot en met 40 bepaalde overgangsbepalingen betreffende het gebouw of de veiligheidsnormen zijn niet van toepassing op een uitbreiding van de capaciteit, een heropening of de verbouwing van bestaande gebouwen van een rustoord, een serviceflat of een dagcentrum.

Onder verbouwing wordt verstaan elke verandering die de bestemming of de afmetingen van de lokalen wijzigt op grond waarvan de erkenning of de voorlopige werkingsmachtiging verleend is of die bestaan en werkzaam zijn bij de inwerkingtreding van dit besluit voor de serviceflats.

HOOFDSTUK XV. — *Inwerkingtreding*

Art. 41. Het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge » treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 42. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

Bijlage I. — **Reglementering inzake bescherming tegen brandgevaar en paniek in rustoorden, serviceflats en dagcentra voor bejaarden**

HOOFDSTUK 1. — *Algemene voorschriften*

0. Algemene inleiding

0.1. Voorwerp van de reglementering

In deze reglementering worden de voorwaarden bepaald waaraan het ontwerpen, de bouw en de aanleg van de inrichtingen of gedeelten daarvan die als rustoord, serviceflat of dagcentrum voor bejaarden worden gebruikt, moeten voldoen, de na te leven regels inzake de bewoning van die inrichtingen of gedeelten daarvan, alsook het onderhoud en het toezicht op hun installaties met het doel :

- a) het ontstaan, de ontwikkeling en de uitbreiding van een brand te voorkomen;
- b) te zorgen voor de veiligheid van de bewoners;
- c) het optreden van de brandweer te vergemakkelijken.

0.1.1. Nieuwe gebouwen in de zin van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing.

Nieuwe gebouwen moeten voldoen aan :

— de normen vastgesteld bij koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing (*Belgisch Staatsblad* van 26 april 1995), zoals aangepast en aangevuld bij koninklijk besluit van 19 december 1997 (*Belgisch Staatsblad* van 30 december 1997);

— hoofdstuk 3 van deze bijlage, waarbij de normen voor het onderhoud, het toezicht en de bewoningsvoorschriften worden vastgesteld;

— de normen vastgesteld in hoofdstuk 1 en hoofdstuk 2 van deze bijlage voor zover nauwkeuriger zijn en ofwel dwingender zijn dan de basisnormen ofwel eigen zijn aan de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra.

0.1.2. Gebouwen die niet onder 0.1.1.vallen

De normen die bij deze bijlage worden vastgesteld zijn in hun geheel van toepassing, onverminderd de overgangsbepalingen bedoeld in de hoofdstukken 4 en 5.

0.2. Rangschikking van de inrichtingen

De inrichtingen worden gerangschikt in twee types :

— type 1 : de inrichtingen waarvan de lokalen die voor de bewoners bestemd zijn, ten hoogste één verdieping gelegen zijn boven de evacuatieverdieping bedoeld in bijlage 1 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen;

— type 2 : de inrichtingen waarvan de lokalen die voor de bewoners bestemd zijn, ten minste twee verdiepingen boven de evacuatieverdieping gelegen zijn.

Wanneer een inrichting uit gebouwen van verschillende types bestaat, is deze reglementering van toepassing op ieder gebouw naargelang van hun type.

0.3. Terminologie

0.3.1. Algemene begripsomschrijvingen

De algemene begripsomschrijvingen werden overgenomen van bijlage 1 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 december 1997.

0.3.2. Weerstand tegen brand

De voorschriften van bijlage 1 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 betreffende de erkenning « BENOR-ATG » en erkende plaatsers zijn enkel van toepassing op de deuren die geplaatst of vervangen zijn na de datum van bekendmaking van deze reglementering in het *Belgisch Staatsblad*.

0.3.3. Zelfsluitende deur : deur voorzien van een toestel waardoor deze in normale werkingsvoorwaarden dichtgehouden wordt. Zo'n deur moet in alle gevallen zonder buitengewone inspanning kunnen openen. Ze mag niet open geblokkeerd zijn.

0.3.4. Bij brand zelfsluitende deur : deur voorzien van een automatisch toestel dat, in geval van brand, het sluitingssysteem in werking stelt. In elk geval moet een dergelijke deur of een gedeelte ervan nog mits een normale inspanning kunnen openen. Het sluitingssysteem van de deur moet voorzien zijn van een rem of van een gelijkaardig toestel dat zorgt voor een trage beweging zodat het automatische sluiten van de deur geen gevaar inhoudt voor de bewoners. Aangeraden wordt om zulke deuren vooral daar te plaatsen waar veel mensen voorbijkomen.

0.3.5. Normale kunstverlichting : kunstmatige verlichting die gewoonlijk gebruikt wordt.

0.3.6. Positieve veiligheid : de apparatuur wordt beschouwd in positieve veiligheid te werken als de veiligheidsfunctie van die apparatuur of toestellen verzekerd blijft wanneer de energiebron en (of) de voedingsinrichting en (of) de aandrijvingsinrichting gebrekkig is (zijn).

0.3.7. Deuren met massieve kern : deuren die ontworpen en gelegd zijn overeenkomstig de grondregels van de bouwkunst en die bestaan uit :

— hetzij houtspaanderplaten met een soortelijke massa van ten minste 600 kg/m^3 en met dezelfde dichtheid als het raam,

— hetzij hardhout met een soortelijke massa van ten minste 650 kg/m^3 die bestaat uit één kozijn en panelen. De panelen vertonen overal een minimumdichtheid van 12 mm.

0.3.8. Keuken :

lokaal waar spijzen worden bereid en gekookt.

0.4. Nummering van de verdiepingen - bewegwijzering

0.4.1. Een volgnummer wordt aan elke verdieping toegekend met inachtneming van volgende regels :

— de verschillende verdiepingen vormen een ononderbroken opeenvolging;

— één van de evacuatieverdiepingen heeft het nummer 0;

— de verdiepingen onder verdieping 0 hebben een negatief volgnummer;

— de verdiepingen boven verdieping 0 hebben een positief volgnummer.

0.4.2. Op elke verdieping moet het volgnummer :

— op ten minste één wand voorkomen van de portalen van de trappenhuisen en van de portalen die toegang geven tot de liften, voor de personen die deze portalen gebruiken;

— leesbaar zijn vanuit de cabine van de liften tijdens de stilstand.

0.4.3. In de liften staat het volgnummer van de verdiepingen te lezen naast de overeenstemmende bedieningsknop. Bovendien staan de woorden « uitgang » of « nooduitgang » naast de volgnummers van de verdiepingen die beschikken over uitgangen of nooduitgangen.

0.4.4. De plaats, alsook de richting van de uitgangen en nooduitgangen worden duidelijk vermeld door pictogrammen overeenkomstig de voorschriften van het « Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming ».

0.4.5. De adviezen betreffende de brandbescherming stemmen overeen met de in het vorige lid bedoelde voorschriften.

0.5. Wijzen van proef en rangschikking van produkten in een andere Lidstaat van de E.E.G.

Als bewijsstukken vaststellen dat een produkt aan de vereisten van dit besluit voldoet overeenkomstig gelijkwaardige proef- en rangschikkingsmethodes die in een andere Lidstaat van de E.E.G. van kracht zijn, wordt dit produkt beschouwd als voldoende aan de in dit aanhangsel bedoelde technische voorschriften.

HOOFDSTUK 2. — *Inplanting, bouw en uitrusting*

1. Inplanting en toegangswegen.

1.1. Toegang :

De instelling is rechtstreeks en voortdurend toegankelijk voor de brandweervoertuigen, zodanig dat de brandbestrijding en de redding er normaal uitgevoerd kunnen worden.

In het bijzonder worden het aantal toegangsweg(en) en de inplanting ervan vastgesteld in akkoord met de territoriaal bevoegde brandweer, hierbij rekening houdend met de oppervlakte van de betrokken instelling, het aantal bewoners, het aantal bewoonde verdiepingen en de inrichting van het(de) gebouw(en).

1.2. Kenmerken van de toegangswegen :

Op voornoemde weg(en) wordt één strook steeds vrij gehouden, waar het parkeren verboden is, en die voldoet aan volgende vereisten :

— minimale vrije breedte : 4 m;

— minimale vrije hoogte : 4 m;

— minimale draaistraal : 11 m aan de binnenkant en 15 m aan de buitenkant;

maximale helling : 6 %, behoudens akkoord van de territoriaal bevoegde Brandweer naargelang van de plaatselijke omstandigheden;

— draagvermogen : voldoende om voertuigen, waarvan het laadvermogen per wiel hoogstens 13 t bedraagt, op die weg(en) te laten rijden en stationeren zonder te blijven steken, zelfs al vervormen zij die weg(en) 15 m aan de buitenkant;

— de grond.

Wanneer de toegangswegen doodlopende wegen zijn, wordt de wegbreedte gebracht op 8 m en dienen de kenmerken ervan over de gehele breedte overeen te stemmen met bovenvermelde vereisten; in dit geval moet de inrichting van het gebouw en zijn omgeving onderworpen worden aan het akkoord van de territoriaal bevoegde Brandweer.

De vrije ruimten : hovingen, parken, binnenkoeren, voorportalen die dezelfde waarborgen vertonen als degene bedoeld in deze paragraaf en in § 1.1., mogen als toegangswegen beschouwd worden.

Bijgebouwen, uitspringende daken, luifels, delen in uitkraging of andere dergelijke toevoegingen worden enkel toegelaten indien daardoor noch de evacuatie of de veiligheid van de bewoners, noch de bewegingsvrijheid van de brandweer in het gedrang gebracht worden.

1.3. Afstand tussen de gebouwen

De horizontale afstand tussen elk gebouw van de instelling en elk naburig gebouw, waar geen brandbaar element ligt, bedraagt ten minste 8 m, behalve als de wanden waarbij die worden gescheiden, de volgende kenmerken vertonen :

- voor gebouwen van het type 1 : weerstand tegen brand (Wb) 1 uur,
- voor gebouwen van het type 2 : Wb 2 u.

In deze wanden wordt een verbinding tussen de gebouwen toegelaten voor zover ze de volgende kenmerken vertoont :

1. niet uitkomen op een trappenhuis,
2. gesloten worden d.m.v. een zelfsluitende deur met de volgende kenmerken :

- voor gebouwen van het type 1 : Wb 1/2 u,
- voor gebouwen van het type 2 : Wb 1 u.

1.4. Overdekte en gesloten doorgangen

Indien de onderscheiden gebouwen van een inrichting met elkaar verbonden zijn d.m.v. overdekte en gesloten doorgangen, worden zij van deze laatste gescheiden door Wb 1 u-wanden. De openingen in voorgenoemde wanden zijn voorzien van zelfsluitende of bij brand zelfsluitende Wb 1/2 u-deuren.

2. Grondbeginselen

2.1. Verdeling van de lokalen :

2.1.1. De verdiepingen van de gebouwen worden verdeeld in compartimenten van één verdieping hoog. De oppervlakte van een compartiment, die gemeten is tussen de binnenvlakten van de wanden die het omsluiten, is kleiner dan 1250 m².

2.1.2. Elk geheel van 20 bedden die verdeeld zijn op hetzelfde niveau, wordt omsloten door binnenwanden die voldoen aan de volgende voorschriften :

- voor gebouwen van het type 1 : Wb 1/2 u.
- voor gebouwen van het type 2 : Wb 1 u.
- De openingen in deze wanden zijn voorzien van zelfsluitende Wb 1/2 u-deuren.

2.1.3. In akkoord met de territoriaal bevoegde Brandweer, kunnen die voorschriften niet toegepast worden op gebouwen van het type 1 waarvan de totale bewoning kleiner is dan 20 personen.

2.2. Ligging van de lokalen die voor bewoners bestemd zijn :

De lokalen die voor bewoners bestemd zijn, mogen niet hoger liggen dan 25 m boven de grond die het betrokken gebouw omringt.

2.3. Lokalen die onder de laagste evacuatieverdieping gelegen zijn :

Onder de laagste evacuatieverdieping :

- mag geen enkele individuele of collectieve slaapkamer liggen;
- mogen enkel en alleen op de verdieping die het dichtst bij de evacuatieverdieping gelegen is, lokalen liggen die door de bewoners in de loop van de dag gebruikt worden.

2.4. Aantal trappenhuisen :

Het aantal trappenhuisen wordt berekend met inachtneming van :

- het aantal bewoners die zich kunnen bevinden boven de naaste evacuatieverdieping;
- de voorschriften van lid 4.3.3. betreffende de maximale afstanden voor de toegang tot het naaste trappenhuis en eventueel tot een tweede trappenhuis.

Op de evacuatieverdiepingen leiden de trappen naar een uitgang, hetzij rechtstreeks, hetzij langs een zo kort mogelijk evacuatieweg die voldoet aan de voorschriften van § 4.3.

3. Structurele elementen.

3.1. Structurele elementen :

De structurele elementen, zoals zuilen, dragende muren, hoofdbalken en andere essentiële delen die het geraamte van het gebouw vormen, met uitzondering van de afgewerkte vloeren, hebben een weerstand tegen brand van ten minste twee uur in de gebouwen van het type 2; deze vereiste wordt herleid tot één uur wanneer het gaat om een gebouw van het type 1.

In alle gevallen hebben de afgewerkte vloeren een weerstand tegen brand van ten minste één uur.

3.2. Gevelwanden :

3.2.1. Op elke verdieping bevatten de gevelwanden een bouwelement dat gedurende ten minste één uur voldoet aan het criterium van « vlamdichtheid ». Dit element wordt op één van de volgende manieren uitgevoerd (zie afbeeldingen in bijlage 2) :

a) een doorlopend horizontaal overstek of uitkragend gedeelte met een breedte (a) die gelijk is aan of hoger is dan 0,60 m (zestig cm) en dat aan de vloer verbonden is;

b) een geheel dat bestaat uit een doorlopend horizontaal overstek met een breedte (a) en dat aan de vloer verbonden is :

- op de bovenverdieping door een doorlopende borstwering met een hoogte (b);
- op de onderverdieping door een doorlopende latei met een hoogte (c).

De som van de afmetingen a, b, c en d (dikte van de vloer) is gelijk aan of hoger dan 1 m; elke afmeting a, b of c mag eventueel nul zijn.

3.2.2. De uitwendige wandversieringen van de gevels moeten vervaardigd zijn uit materialen die behoren tot minstens klasse A2, overeenkomstig bijlage 5 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basismethoden voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen. Dit voorschrift betreft de schrijnwerkerij of de dichtingsvoegen niet.

3.2.3. De stijlen die het skelet van de gordijngewel (lichte gewel) vormen, worden aan elke verdieping aan het skelet van het gebouw vastgezet. De borstwering en de latei worden zodanig aan de vloerplaat vastgezet dat het geheel gedurende minstens één uur voldoet aan het criterium « vlamdichtheid ». Hetzelfde geldt voor de ondoorzichtige of geen licht doorlatende delen van de gevels die tussen de vensteropeningen gelegen zijn.

3.3. Verticale binnenwanden

De verticale binnenwanden van een kamer of appartement moeten een weerstand tegen brand hebben van ten minste een half uur.

Wat betreft de binnenwanden van de evacuatiewegen, zie lid 4.3.6.

3.4. Deuren

De vleugels van alle glazen deuren hebben een merkteken waarbij hun aanwezigheid opvalt. De deuren die eventueel in de evacuatiewegen staan en die hetzij één of meer uitgangen, hetzij toegangen tot één of meer uitgangen verbinden, openen in beide richtingen.

Draaibomen en draaideuren zijn verboden.

De deuren van de evacuatiewegen alsook de deuren die toegang geven buiten het gebouw, moeten op elk ogenblik kunnen openen voor de evacuatie van de instelling.

Die deuren mogen gegrendeld worden met inachtneming van de volgende voorwaarden :

- Elektrische ontgrendeling vanaf een altijd toegankelijke plaats (wachtkantoor, onthaal, enz...)
- Automatische ontgrendeling in geval van brand, alarm en stroomstoring
- Installatie die uitgewerkt is overeenkomstig de beginselen van de positieve veiligheid

3.5. Plafonds en valse plafonds

3.5.1. De plafonds, de valse plafonds en hun bekleding zijn vervaardigd uit materialen waarvan de klasse van reactie bij brand vastgesteld is overeenkomstig bijlage 5 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen. De kamers moeten behoren tot klasse 1.

3.5.2. De valse plafonds hebben een weerstand tegen brand van ten minste een half uur. De plafonds die ruimten afsluiten die bijzondere brandrisico's bieden, voldoen echter aan een criterium van weerstand tegen brand die aan deze risico's aangepast is.

3.5.3. De opgehangen gedeelten van toestellen en andere opgehangen voorwerpen (verlichtingsapparaten, luchtkokers, kanalisaties, enz.) zijn ontworpen om te weerstaan aan een omgevende temperatuur van minstens 100 °C.

3.5.4. De ruimte tussen het plafond en het valse plafond wordt gescheiden door de verlenging van alle verticale wanden die een weerstand tegen brand van minstens een half uur bieden. In ieder geval wordt deze ruimte onderbroken door verticale tussenschotten met een weerstand tegen brand van minstens een half uur, zodat compartimenten gevormd worden met een maximale lengte die lager is dan 25 m.

3.6. Niet vlottende bekledingsmaterialen die gebruikt worden als thermische of geluidsisolatie of als versiering.

3.6.1. De bekleding voor de verticale wanden is vervaardigd uit materialen waarvan de klasse van reactie bij brand vastgesteld is overeenkomstig bijlage 5 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen. De klasse van reactie bij brand mag echter in geen geval A4 zijn. Voor de kamers wordt klasse A1 vereist.

3.6.2. De vloerbedekkingen zijn vervaardigd uit materialen waarvan de klasse van reactie bij brand vastgesteld is overeenkomstig bijlage 5 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen. De klasse van reactie bij brand mag echter in geen geval A4 zijn. Voor de kamers wordt klasse A2 vereist.

3.6.3. Geen brandbaar materiaal mag voorkomen in de eventuele ruimte tussen bekledingsmaterialen en wanden.

3.7. Daken.

In de gebouwen van type 2 zijn, bij gebrek aan afgewerkte vloeren, bouwelementen met een weerstand tegen brand van ten minste één uur aangebracht als isolatie tussen het dak en de voor de bewoners bestemde lokalen alsook de evacuatiewegen. Hetzelfde geldt voor de gebouwen van type 1 waar meer dan twintig bewoners worden ondergebracht.

De waterdichte dakbedekking bestaat uit een materiaal dat ten minste tot klasse A1 behoort, overeenkomstig bijlage 5 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen, of dat na verwerking op dit peil is gebracht.

In akkoord met de territoriaal bevoegde Brandweer hoeven die voorschriften niet toegepast te worden op lichtschachten van klasse 1 die op het dak zijn gelegd en die gelegen zijn op minder dan 3 m van elke overhangende gewel. Die afstand is horizontaal gemeten.

4. Bouwvoorschriften betreffende de compartimenten en de doorgangen die bij evacuatie gebruikt moeten worden.

4.1. Compartimenten.

De compartimenten waarvan sprake in § 2.1, zijn afgesloten door wanden die, met uitzondering van gevelwanden, een weerstand tegen brand van ten minste één uur hebben.

De eventuele communicatie-openingen tussen twee compartimenten zijn voorzien van zelfsluitende deuren of van bij brand zelfsluitende deuren met een weerstand tegen brand van ten minste een half uur.

Wat de gevelwanden betreft, komen ze overeen met de voorschriften van §§ 3.2 en 1.3.

4.2 Trappenhuisen en trappen.

4.2.1. Aantal trappen.

In elk geval moet iedere bewoonde verdieping beschikken over ten minste twee verschillende evacuatiewegen.

In elk geval zijn de trappenhuisen zodanig en in zo'n hoeveelheid opgericht dat de voorschriften van leden 4.3.3. en 4.3.5. in acht worden genomen.

In elk geval moeten de verdiepingen voorzien zijn van ten minste één binnentrap. Bijkomende trappen mogen buitentrappen zijn.

In de gebouwen van type 2 moet een compartiment voorzien zijn van ten minste twee trappenhuisen.

In de gebouwen van type 1, in akkoord met de territoriaal bevoegde Brandweer, mogen de verdiepingen waar minder dan 20 bewoners ondergebracht worden, alleen voorzien zijn van één trappenhuis voor zover een tweede evacuatieweg bestaat.

4.2.2. Inrichting van trappenhuizen.

4.2.2.1. De trappenhuizen komen verplicht uit op een normale evacuatieverdieping.

4.2.2.2. In de gebouwen van type 2 hebben de wanden van de trappenhuizen, behoudens de gevelwanden, een weerstand tegen brand van ten minste twee uur.

Deze wanden mogen voorzien zijn van glas op voorwaarde dat elk punt daarvan ten minste 1 m gelegen is van elke opening of glazen gedeelte van de rest van het gebouw of van een ander gebouw.

In de gebouwen van type 1, waar meer dan twintig bewoners ondergebracht kunnen worden, moeten de trappenhuizen afgesloten zijn. In dit geval hebben de wanden van de trappenhuizen een weerstand tegen brand van ten minste één uur. Deze wanden mogen echter voorzien zijn van glas op voorwaarde dat ze deel uitmaken van de gevel en voor zover elk punt daarvan ten minste 1 m gelegen is van elke opening of glazen gedeelte van de rest van het gebouw of van een ander gebouw.

4.2.2.3. De toegangen tot de trappenhuizen zijn voorzien van zelfsluitende deuren of van bij brand zelfsluitende deuren met een weerstand tegen brand van ten minste een half uur die openen in de richting van de evacuatie en waarvan de minimale doorgangsbreedte 0,90 m bedraagt.

De deuren van de kamers of appartementen die toegang geven tot de evacuatiewegen, mogen openen in de tegengestelde richting van de evacuatie en de minimumbreedte van de deurvlugel moet 0,90 m (negentig cm) bedragen.

4.2.2.4. Indien verscheidene compartimenten op horizontaal vlak met elkaar in verbinding staan, mogen ze voorzien zijn van een gemeenschappelijk trappenhuis op voorwaarde dat de toegangen voldoen aan de vereisten van lid 4.2.2.3.

4.2.2.5. De trappenhuizen die toegang geven tot de verdiepingen die gelegen zijn onder de evacuatieverdieping, mogen niet rechtstreeks in het verlengde liggen van degene die toegang geven tot de andere verdiepingen. Deze trappenhuizen mogen nochtans het ene boven het andere liggen, op voorwaarde dat ze gescheiden zijn door wanden met een weerstand tegen brand van ten minste twee uur als het gaat om een gebouw van type 2; deze vereiste wordt herleid tot één uur voor een gebouw van type 1. De doorgang van het ene naar het andere trappenhuis gebeurt langs een zelfsluitende of bij brand zelfsluitende deur met een weerstand tegen brand van ten minste een half uur die opent in de richting van de evacuatie.

4.2.2.6. Met uitzondering van de brandblustoestellen, de natte leidingen voor de brandbestrijding, de leidingen voor de elektrische veiligheidsverlichting en de verlichtings- en verwarmingsapparaten, mag geen voorwerp voorkomen in de trappenhuizen, noch de toegang tot deze laatste verhinderen.

Dit voorschrift is ook van toepassing op de installatie van hoogwerkers.

4.2.2.7. Buitentrappen.

Als een buitentrap omringd wordt door wanden, moet ten minste één daarvan de vrije doorgang van de lucht toelaten. De communicatie tussen een buitentrap en het niveau dat daarvan voorzien is, wordt verzekerd door een deur met een automatische terugstelinrichting.

De buitentrappen zijn vervaardigd uit materialen die behoren tot klasse A0 overeenkomstig bijlage 5 van het K.B. van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen, en worden langs beide zijden voorzien van een veilig vastgehechte leuning die loopt langs de bordessen en de platte daken. De plekken waar een gevaar aan val bestaat zijn uitgerust met een koppelspant en een plint met een minimale hoogte van 10 cm.

De helling van de trappen mag niet hoger zijn dan 75 % (maximale hellingshoek : 37°).

Geen enkel punt van de buitentrappen mag gelegen zijn op minder dan 1 m van elke opening of glazen gedeelte van de gebouwen, behalve als deze trappen beschermd worden door ontbrandbare schutsels. De territoriaal bevoegde Brandweer kan echter verplichten dat onbrandbare deuren en schutsels worden aangebracht vóór elke opening of glazen gedeelte van de gebouwen als de warmtebelasting in de lokalen naast dit trappenhuis het vereist.

De buitentrappen en de wegen die ernaartoe leiden, worden voorzien van de verkeers- en veiligheidsverlichting.

4.2.3. Verluchting van de binnentrappenhuizen.

Het bovenste gedeelte van elk trappenhuis wordt voorzien van een opening die buiten uitloopt voor de gemakkelijke evacuatie van de rook. Die opening, die normaal kan worden gesloten, heeft een aërodynamische doorsnede van ten minste 1 m². Die is uitgerust met een op een evacuatieverdieping gelegde handbediening. Dit openingstoestel is duidelijk zichtbaar in akkoord met de territoriaal bevoegde Brandweer. Het kan automatisch gedreven worden door de branddetector.

4.2.4. Binnentrappen.

4.2.4.1. Bouwvoorschriften.

De trappen zijn vervaardigd uit materialen die behoren tot minstens klasse A0 overeenkomstig bijlage 5 van het K.B. van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen. De vloerbedekkingen van de trappen behoren tot minstens klasse A2 van voornoemde bijlage 5. De trappen worden langs beide zijden voorzien van een veilig vastgehechte leuning die loopt langs de bordessen. Alle treden zijn uitgerust met een anti-slipneus. De plekken waar een gevaar aan val bestaat zijn uitgerust met een koppelspant en een plint met een minimale hoogte van 10 cm, of met een toestel dat een gelijkwaardige bescherming biedt.

De helling van de trappen mag niet hoger zijn dan 75 % (maximale hellingshoek : 37°). De traparmen zijn recht maar de draai- of kromme trappen worden aanvaard indien zij een ononderbroken wegbeweging toelaten en indien de treden een minimale breedte van 24 cm op de ganglijn hebben, op voorwaarde dat de hierboven vermelde vereisten in acht worden genomen. Het aantal treden in elke traparm wordt beperkt tot 17.

4.2.4.2. Voor de nuttige breedte van traparmen en bordessen wordt de ruimte in acht genomen die tot een minimale hoogte van 2 m vrij is van elke blijvende hindernis. Hierbij dient geen rekening gehouden met het uitsteken van de handgrepen die langs de wanden van de trappen en bordessen gelegd zijn, op voorwaarde dat deze niet groter zijn dan 10 cm en dat ze niet hoger zijn dan 1 m boven de trapneuzen of de vloer van de bordessen. Hetzelfde geldt voor de plinten, de trapbomen en de steunmuur die langs deze wanden aangelegd zijn.

De nuttige breedte van de traparmen en de bordessen is ten minste gelijk in centimeter aan het aantal personen die daar langs moeten gaan bij evacuatie, vermenigvuldigd met 1,25 of met 2, naargelang voorzien is dat deze personen langs bedoelde trap naar boven of naar beneden moeten gaan om een normale evacuatieverdieping te bereiken.

Dit getal wordt afgerond tot het onmiddellijk hogere veelvoud van 60 cm. Onverminderd de voorafgaande voorschriften, bedraagt de minimale nuttige breedte van voornoemde doorgangen 1,2 m in de gebouwen van type 2 en 1 m in de gebouwen van type 1.

4.3. Evacuatiewegen.

4.3.1. De verbinding naar en tussen de trappenhuizen gebeurt langs evacuatiewegen.

De hellende vlakken met een helling die lager is dan 10 % mogen worden beschouwd als evacuatiewegen.

4.3.2. De kamers, appartementen of andere lokalen die voor de bewoners bestemd zijn, worden voorzien van een deur die rechtstreeks uitloopt op de evacuatieweg van deze lokalen. De deurvleugels hebben een minimumbreedte van 0,90 m.

4.3.3. In de compartimenten gelegen op een niveau dat niet bestemd is voor de evacuatie, bedraagt de afstand tussen elk punt van de lokalen die bestemd zijn voor de bewoners en de toegang tot een trappenhuis, hoogstens 30 m. Bovendien, wanneer het betrokken compartiment over meer dan één trappenhuis beschikt, wordt de maximale afstand tussen deze punten en de toegang tot een ander trappenhuis als het naaste, beperkt tot 60 m. De toegangsweg tot een trappenhuis mag nochtans niet doorheen het bordes van een ander trappenhuis lopen.

4.3.4. De nuttige breedte van de evacuatiewegen wordt berekend als die van de traparmen en bordessen (zie lid 4.2.4.2.).

De nuttige breedte van de traparmen en de bordessen is ten minste gelijk in centimeter aan het aantal personen die daar langs moeten gaan bij evacuatie om een trap of een doorgang naar buiten te bereiken. Dit getal wordt afgerond tot het onmiddellijk hogere veelvoud van 60 cm. Onverminderd de voorafgaande voorschriften, bedraagt de minimale nuttige breedte van voornoemde doorgangen

1,2 m.

4.3.5. De maximale lengte van de doodlopende gangdelen bedraagt

15 m.

4.3.6. De verticale binnenwanden van de evacuatiewegen hebben een weerstand tegen brand van ten minste één uur. De deuren die op deze wegen uitkomen zijn houten deuren met een massieve kern.

Op de evacuatieverdiepingen zijn die voorschriften niet van toepassing op de evacuatiewegen die van de trappenhuizen naar buiten leiden en waarvoor de binnenwanden en de zelfsluitende binnendeuren dezelfde Wb-graad vertonen als degene die voorgeschreven zijn voor de overeenkomende elementen van die trappehuizen.

5. Bouwvoorschriften betreffende sommige lokalen en technische ruimten.

5.1. Linnenkamers van meer dan 2 m², washokken, archiefdepots en werkplaatsen.

Die lokalen zijn gelegen buiten de voor de bewoners toegankelijke compartimenten.

Als het onmogelijk is, in akkoord met de territoriaal bevoegde Brandweer en met inachtneming van volgende voorschriften, mogen die lokalen gelegen zijn in de voor de bewoners toegankelijke compartimenten.

Het betrokken lokaal wordt omringd door binnenwanden die aan volgende voorschriften voldoen :

— Wb 1 u;

— De openingen in die wanden worden gesloten door Wb 1/2 u-zelfsluitende deuren;

— Als ze niet worden bewoond, worden die lokalen afgesloten.

5.2. Stookplaatsen en aanhorigheden.

De stookplaatsen, uitgerust met warmte-generators die een lager vermogen hebben dan 70 KW, zijn, evenals hun aanhorigheden, afgescheiden van de andere gebouwen en lokalen door wanden met een weerstand tegen brand van ten minste één uur.

Elke toegang tot de stookplaatsen waarvan sprake en tot hun aanhorigheden vanuit de andere lokalen van de gebouwen waarin deze gelegen zijn, gebeurt door een zelfsluitende deur met een weerstand tegen brand van ten minste een half uur, die opent in de richting van de evacuatie.

Deze stookplaatsen zijn uitgerust met een efficiënte hoge en een efficiënte lage ventilatie.

De stookplaatsen, uitgerust met warmte-generators die een nuttig warmtevermogen hebben dat in totaal gelijk is aan of hoger is dan 70 KW, zijn, alsook hun aanhorigheden, conform de Belgische norm NBN B 61-001.

5.3. Transformatiekabines die aangesloten zijn op een hoogspanningsnet.

5.3.1. Algemene voorschriften.

De transformatiekabines zijn gebouwd volgens de voorschriften van het « Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties » en volgens de Belgische norm NBN 449.

Bovendien :

— naargelang van het gebouw, waarin de transformatiekabine waarvan sprake gelegen is, tot het type 2 of 1 behoort, hebben de wanden van deze kabine, de gevelwanden uitgezonderd, een weerstand tegen brand van ten minste twee of één uur;

— zijn er maatregelen getroffen opdat het waterpeil (van waar het water ook moge komen, met inbegrip van het bluswater van de brandbestrijding) beneden het peil van de vitale gedeelten van de elektrische installatie zou blijven.

Indien, voor het geheel van de apparaten, de hoeveelheid brandbaar diëlectricum 50 L of meer bedraagt, zijn de voorschriften die bedoeld zijn in de Belgische norm NBN C18-200 van toepassing.

5.3.2. Ter plaatse gemonteerde kabine.

De ter plaatse gemonteerde kabine is ingebouwd in een daartoe bestemd lokaal. Tenzij het een buiteningang is, is de toegang tot dit lokaal voorzien van een zelfsluitende deur met een weerstand tegen brand van ten minste een half uur.

De automatische uitschakelaars zijn van het droge type of hebben een geringe olie-inhoud.

5.3.3. Geprefabriceerde kabines.

Een geprefabriceerde kabine vormt een volledig gepantserd blok, in overeenstemming met de voorschriften van het « Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming », en dient niet geïnstalleerd te worden in een daarvoor speciaal bestemd lokaal.

Iedere toegang tot het lokaal waar de geprefabriceerde kabine ligt, voldoet aan de voorschriften van lid 5.2.2.

5.3.4. Transformatoren met P.C.B.

De transformator wordt gelegd in een dichte kuip of in een lokaal dat een dichte kuip vormt. Het volume van de kuip is gelijk aan 1,2 keer het volume van P.C.B. dat opgesloten is in de transformator.

5.4. De binnenshuis gelegen garages en parkeerruimten.

De binnenshuis gelegen garages en parkeerruimten zijn van de andere gebouwen en lokalen gescheiden door wanden met een weerstand tegen brand van minstens twee uur of één uur naargelang deze gebouwen en lokalen van het type 2 of 1 zijn.

Elke toegang tot de binnenshuis gelegen garages en parkeerruimten vanuit de andere lokalen van de gebouwen waarin deze liggen, gebeurt door een opening die voorzien is van een zelfsluitende deur en die men slechts kan openen in de richting van de evacuatie, met een weerstand tegen brand van ten minste één uur, indien het gebouw waarvan sprake van het type 1 is; deze weerstand tegen brand moet slechts ten minste een half uur bedragen indien dit gebouw van het type 2 is.

5.5. Huisvuilstortmantelbuizen.

Zijn verboden.

5.6. Mantelbuizen.

5.6.1. Verticale mantelbuizen.

Behalve in de hierna bedoelde gevallen, hebben de wanden van de verticale mantelbuizen die leidingen bevatten, een weerstand tegen brand van ten minste één uur. De toegangspanelen en de toezichtdeurtjes hebben een weerstand tegen brand van ten minste een half uur.

In de gebouwen van het type 2 zijn de bovenvermelde mantelbuizen, op het niveau van elke verdieping, in compartimenten verdeeld door horizontale schermen die vervaardigd zijn uit materialen van klasse A0, overeenkomstig bijlage 5 van het K.B. van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen, die de door de leidingen vrij gelaten ruimte innemen.

Wanneer de aard of de bestemming van de verticale mantelbuizen het aanbrengen van schermen op elk niveau onmogelijk maakt, dan hebben de wanden van deze mantelbuizen een weerstand tegen brand van ten minste twee uur; de wanden van de toegangspanelen en de toezichtdeurtjes moeten een weerstand tegen brand van ten minste één uur hebben. Dergelijke mantelbuizen zijn ruim verlucht aan hun bovenkant.

De normale toegangen tot de mantelbuizen voor de afvoer van linnen en bordenliften zijn voorzien van luiken met een weerstand tegen brand van ten minste een half uur. Deze luiken zijn uitgerust met een automatisch sluitingssysteem, waarbij die voortdurend gesloten zijn, zolang er geen gebruik van gemaakt wordt.

De mantelbuizen waarvan de wanden overeenstemmen met voorgenoemde voorschriften wat betreft de weerstand tegen brand, mogen gelegd zijn in de bij evacuatie te gebruiken trappenhuizen maar mogen daar niet openen.

Wat betreft de mantelbuizen die gebruikt worden als ventilatiepijpen of voor het op- en neergaan van de liften, wordt verwezen naar de voorschriften betreffende de betrokken uitrustingen.

5.6.2. Horizontale mantelbuizen.

De wanden van de horizontale mantelbuizen hebben een graad van weerstand tegen brand die ten minste gelijk is aan de hoogste graad van de wanden waar ze door gaan. De horizontale mantelbuizen mogen de oorspronkelijke Wb-graad van de wanden waar ze door gaan, in geen geval verzwakken. Alle mantelbuizen zijn vervaardigd uit materialen van klasse A0 overeenkomstig bijlage 5 van het K.B. van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

5.7. Gemeenschappelijke keukens.

5.7.1. De keukens en de keukens-restaurants die gelegen zijn in gebouwen die andere lokalen bestemd voor de bewoners bevatten, zijn van deze lokalen afgescheiden door wanden met een weerstand tegen brand van ten minste één uur.

Tenzij deze openingen in de wanden rechtstreeks buiten uitkomen, zijn ze voorzien van zelfsluitende of bij brand zelfsluitende deuren of luiken met een weerstand tegen brand van ten minste één uur. Voornoemde deuren moeten openen in de richting van de evacuatie.

5.7.2. Bakovens en vloestofverwarmers zijn gelegd op draagsteunen van klasse A0 overeenkomstig bijlage 5 van het K.B. van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen. Bovendien, als de wanden vlakbij die toestellen niet gebouwd of bekleed zijn met materialen van klasse A0, die slechte warmtegeleiders zijn, overeenkomstig voornoemde bijlage 5, dan zijn deze toestellen zo ver gelegen van de wanden dat de temperatuur van laatstgenoemde niet hoger kan zijn dan 90 °C.

5.7.3. Afvoerkanalen voor verbrandingsgassen en dampen.

De afvoerkanalen voor verbrandingsgassen en dampen zijn vervaardigd uit materialen van klasse A0 overeenkomstig bijlage 5 van het K.B. van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen. De dichtheid van deze kanalen wordt verzekerd tot een temperatuur van 800 °C.

De verbrandingsgassen en dampen worden langs deze kanalen, die niet mogen verbonden zijn met andere leidingen, uit het gebouw gedreven.

De niet-geïsoleerde kanalen liggen ten minste 45 cm van elk niet-afgeschermd brandbaar materiaal.

De binnenzijde van de kanalen is glad en weerstaat aan de werking van scheikundige producten die normaal in de af te voeren verbrandingsgassen en dampen aanwezig zijn.

De kanalen moeten gemakkelijk kunnen worden gereinigd.

Te dien einde zijn er eventueel openingen in aangebracht.

Met uitzondering van de gemeenschappelijke keukens, zijn de kanalen die uit de keukens komen, ofwel aan de buitenkant van de gebouwen stevig vastgemaakt, hetzij in mantelbuizen gezet waarin geen andere leidingen lopen en waarvan de wanden een weerstand tegen brand hebben van ten minste twee uur. In dit laatste geval hebben de deurtjes of de toegangsdeuren voor het nazicht en de reiniging een weerstand tegen brand van ten minste één uur.

5.8. Opslagplaats voor huisvuil.

Dit lokaal voldoet aan de volgende voorschriften :

- het wordt ruim geventileerd door openingen die rechtstreeks naar buiten uitkomen;
- de binnenwanden zijn Wb 1 u;
- de binnendeuren zijn Wb 1/2 u en zijn zelfsluitend;
- die lokaal is voorzien van een automatisch hydraulisch blussingssysteem.

Die voorschriften mogen niet van toepassing zijn op de instellingen onder de volgende voorwaarden :

- het huisvuil wordt opgeslagen in een metalen container met een zelfsluitend deksel;
- de container wordt alleen te dien einde gebruikt en is gelegen op minstens 5 m van elke opening van ieder gebouw.

6. Uitrusting van de instellingen

Algemene voorschriften betreffende de certificatie van uitrustingen en installaties :

Gelet op de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen, alsmede van beproevingslaboratoria en het koninklijk besluit van 6 september 1993 tot oprichting van een accreditatiesysteem van certificatie-instellingen en tot vaststelling van de accreditatieprocedures overeenkomstig de criteria van de normen van de reeks NBN-EN 45000 :

Voor zover de certificatie van de betrokken installateurs, installaties et (of) materieel bestaat binnen een termijn van 2 jaar voorafgaande aan de aanleg van de installatie of het gebruik van het materieel :

— De installaties en (of) het materieel dat in de instelling gebruikt of vervangen wordt, moeten gecertificeerd worden door een certificatie-instelling, die geaccrediteerd is als certificatie-instelling voor produkten, overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een wijze van certificatie die in een ander Lidstaat van de Europese Unie gelijkwaardig is; bij gebrek aan certificatie moeten ze voldoen aan de algemene criteria opgenomen in de NBN EN 45011.

— De installaties en (of) het materieel dat in de instelling gebruikt of vervangen wordt, moeten gelegd worden door installateurs gecertificeerd door een certificatie-instelling, die geaccrediteerd is als certificatie-instelling voor produkten, overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een wijze van certificatie die in een ander Lidstaat van de Europese Unie gelijkwaardig is; bij gebrek aan certificatie moeten ze voldoen aan de algemene criteria die opgenomen zijn in de NBN EN 45013.

6.1. Liften en goederenliften.

6.1.1. Algemene voorschriften die toepasselijk zijn op liftten en goederenliftten :

6.1.1.1. De installaties, schachten en machinekamers zijn opgericht overeenkomstig de voorschriften van het « Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming ». Dit voorschrift wordt uitgebreid, ter aanvulling van de voorschriften van het artikel 28 van het « Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming », aan alle in dit besluit bedoelde instellingen, die al dan niet personeelsleden tewerkstellen.

6.1.1.2. Het geheel dat gevormd wordt door één of verschillende schacht(en) en door hun toegangsbordessen, die het sas moeten vormen, wordt omringd met wanden met een weerstand tegen brand van ten minste één uur.

6.1.1.3. De deuren naar de bordessen die het sas moeten afsluiten, zijn Wb 1/2 u en zelfsluitend.

6.1.1.4. De gehelen van portaaldeuren hebben een weerstand tegen brand van ten minste een half uur, overeenkomstig de norm NBN 713-020 en haar addendum, zonder rekening te houden van het criterium van thermische isolatie.

6.1.1.5. De portaaldeuren zijn voorzien van een zelfsluitend en veiligheidssysteem zodanig dat hun sluiting niet verhindert wordt door de aanwezigheid van rook.

6.1.1.6. Geen enkel blusapparaat mag in het schacht voorkomen.

6.1.1.7. De schacht moet behoorlijk geventileerd worden. Het mag niet gebruikt worden om andere lokalen te ventileren als degene die bestemd zijn voor de liftdienst. Het bovengedeelte van de schacht moet voorzien zijn van ventilatieopeningen naar buiten met een minimale oppervlakte van 1 % van de horizontale doorsnede van de schacht, hetzij rechtstreeks, hetzij door de machine- of riemschijfkamer.

6.1.1.8. In geval van alarm worden de liftten automatisch teruggedroepen naar het evacuatie-niveau en worden ze stopgezet. De deuren van de liftten met een automatische opening worden opengehouden.

6.1.1.9. Indien zij voorzien zijn van branddetectors, moeten die aangepast worden aan het elektrisch materiaal, stabiel in de tijd zijn en degelijk beschermd zijn tegen toevallige stoten.

6.1.2. Algemene voorschriften betreffende de door de NBN E 52-014 bedoelde elektrische liftten en de goederenliftten met een opgehangen kooi :

6.1.2.1. De machinekamers liggen boven of naast de schachten of aan het bovenste gedeelte ervan. De wanden die deze kamers afzonderen van de andere lokalen hebben een weerstand tegen brand van ten minste één uur.

6.1.2.2. Indien men langs de deur of de valdeur van de machinekamer in het gebouw kan binnentreden, dan heeft zij een weerstand tegen brand van ten minste een half uur en is ze zelfsluitend. Zij is gewoonlijk vergrendeld. Een bakje met glazen ruit moet vlakbij liggen met de sleutel.

6.1.2.3. De machinekamers en de schachten moeten voorzien zijn van een natuurlijke ventilatie met een ventilatiegat voor buitenlucht. De ventilatieopeningen hebben een minimale doorsnede van 1 % van de horizontale doorsnede van de overeenstemmende schacht.

6.1.2.4. Wanneer de machinekamers op verschillende niveaus liggen, zijn de schachten die met elk niveau overeenstemmen, afgescheiden door wanden met een weerstand tegen brand van ten minste een half uur.

6.1.3. Bijzondere voorschriften voor de door de norm NBN E 52-018 bedoelde hydraulische liftten :

6.1.3.1. De machinekamer is afgezonderd van de schacht en ligt aan de onderkant daarvan (onderaan, zijdelings of achteraan). Haar wanden hebben een weerstand tegen brand van ten minste één uur. De toegang gebeurt langs een zelfsluitende deur met een weerstand tegen brand van ten minste een half uur. Zij is gewoonlijk vergrendeld. Een bakje met glazen ruit moet vlakbij liggen met de sleutel.

6.1.3.2. De machinekamer moet voorzien zijn van een natuurlijke ventilatie met een ventilatiegat voor buitenlucht. De ventilatieopeningen hebben een minimale doorsnede van 1 % van de horizontale doorsnede van het lokaal.

6.1.3.3. De drempel van de deuren naar de machinekamer is verhoogd zodat de zo gevormde bak ten minste 1,2 maal de oliecapaciteit kan bevatten.

6.1.3.4. De elektrische apparatuur alsook de elektrische en hydraulische leidingen die door de machinekamer naar de schacht lopen, liggen hoger dan het niveau dat de in de machinekamer uitvloeiende olie kan bereiken.

6.1.3.5. De ruimte rond de opening waardoor deze leidingen lopen is afgestopt met een toestel dat ten minste dezelfde Wb heeft als de overeenstemmende wand.

6.1.3.6. Een thermo-onderbreking is voorzien in het oliebad en in de wikkelingen van de motor die de pomp aandrijft.

Minimale kenmerken van de olie :

— Bliksempunt in open vat : 190 °C.

— Zelfontbrandingspunt : 350 °C.

6.1.3.7. Een onverplaatsbaar blusapparaat met een capaciteit in verhouding met de hoeveelheid gebruikte olie en met het volume van de machinekamer, is boven de machine gelegd. Het wordt in gang gebracht door een temperatuurvoeler. De informatie betreffende de uitschakeling van de installatie wordt overgebracht naar de branddetector.

6.1.4. Bijzondere voorschriften voor goederenliften :

6.1.4.1. De installatie van een sas is niet noodzakelijk als een Wb 1/2 u-zelfsluitende deur is gelegd tegen de opening die tegenover de portaaldeuren aangebracht is.

6.1.4.2. In akkoord met de territoriaal bevoegde Brandweer, zal kunnen afgeweken worden van de verplichting een ventilatiegat voor buitenlucht aan te brengen voor de ventilatie van de machineschachten- en kamers voor zover wordt voldaan aan de voorschriften van lid 6.1.1.2. als een ventilatiegat voor binnenlucht moet worden aangebracht.

6.2. Elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting en signalisatie.

6.2.1. Algemene inleiding.

6.2.1.1. De installaties zijn opgericht overeenkomstig de voorschriften van het « Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties », alsook overeenkomstig de in § 6.2. opgenomen voorschriften.

6.2.1.2. De kunstmatige verlichting moet elektrisch zijn.

6.2.2. De leidingen die stroom leveren voor :

— de veiligheidsverlichting (behoudens de autonome blokken);

— de installaties voor meldingen, waarschuwingen en alarm;

— de machinerie van de liften die prioritair worden opgeroepen;

— de ontrookinrichtingen;

— de pompen voor waterbevoorrading van de installaties voor brandbestrijding, zijn, zo mogelijk, zodanig gelegd dat het gevaar aan uitvallen verdeeld is. Bovendien zijn deze leidingen verwijderd van de lokalen die een bijzonder brandgevaar inhouden, zoals stookplaatsen, keukens, bergplaatsen, enz.

De voornoemde leidingen zijn :

— ofwel van klasse F3 volgens de Belgische norm NBN C 30-004;

— ofwel beschermd om gedurende een half uur te voldoen aan de voorwaarden waaronder de weerstand tegen brand van de Belgische norm NBN 713-020 wordt bewezen;

— ofwel gedurende een half uur conform het addendum nr. 3 van de norm NBN 713-020, d.w.z. dat gedurende een half uur ze voor de voorziening van de elektrische toestellen zorgen.

In akkoord met de territoriaal bevoegde Brandweer mogen die voorschriften niet van toepassing zijn op de ontrookininstallaties die in positieve veiligheid werken.

Die vereisten zijn niet van toepassing op de kabels waarbij de branddetectors en de eventuele drukknoppen zijn verbonden met een branddetectiecentrale.

6.2.3. Toestellen.

6.2.3.1. De apparatuur en de gebruikstoestellen moeten voldoende veiligheidswaarborgen bieden.

Deze vereiste wordt als voldoende beschouwd wat betreft onder meer de apparatuur en de gebruikstoestellen die aan Belgische normen voldoen.

6.2.3.2. De toestellen die zorgen voor de normale kunstmatige verlichting van de bij evacuatie gebruikte ruimten, zijn vastgehecht. Als ze van een uurwerk afhangen, moet men zorgen voor een progressieve storing van de verlichting zodanig dat die opnieuw mag aangestoken worden zonder ooit in de duisternis te zijn.

6.2.4. Autonome stroombronnen.

De veiligheidsverlichting, alsook de elektrische meldings- en alarminstallaties, worden gevoed door één of meerdere autonome stroombronnen, waarvan het vermogen groot genoeg is om al de erop aangesloten installaties gelijktijdig te laten werken.

Zodra de normale voorziening in elektrische stroom uitvalt, moeten de autonome stroombronnen :

— automatisch stroom leveren voor de erop aangesloten apparaten;

— binnen de minuut volop kunnen werken, dit gedurende minstens één uur na de onderbreking van de normale stroomlevering.

6.2.5. Veiligheidsverlichting.

De volgende plekken moeten voorzien zijn van veiligheidsverlichting :

- de evacuatiewegen waar de signalisatie betreffende de evacuatie en de brandbestrijdingsmiddelen ook moet worden verlicht,
- bordessen,
- liftkooien en -machinerie,
- grote gemeenschappelijke lokalen (refters, vergaderzalen, zalen voor de eredienst,...)
- stookplaatsen,
- keukens,
- hoogspanningsstations, schakelborden voor de verdeling van de elektrische energie op elke verdieping en voor branddetectie,
- lokalen waarin de autonome stroombronnen alsook de brandbestrijdingsinstallaties en -materieel liggen.

De installatie en de inrichting van de toestellen stemmen overeen met de voorschriften van de norm NBN L 13-005 « Veiligheidsverlichting in de gebouwen : fotometrische en colorimetrische voorschriften », NBN C 71-100 « Onderhoudsmaatregelen en instructies voor controle en onderhoud ».

Zodra de stroomlevering van het netwerk ontbreekt, zorgt(zorgen) de autonome stroombron(nen) automatisch en onmiddellijk voor de werking van bovenvermelde installaties gedurende één uur.

De veiligheidsverlichting mag geleverd worden door autonome blokken als de volgende voorwaarden in acht worden genomen :

- De autonome blokken zijn verbonden met het/de circuit(s) die het betrokken lokaal voorzien van verlichting.
- De autonome blokken stemmen overeen met CEI EN 60598-2-22 « Autonome blokken voor veiligheidsverlichting ».

6.3. Installaties bevoorraad met brandbaar gas dat lichter is dan de lucht en dat langs leidingen wordt gevoerd.

6.3.1. De installaties stemmen overeen met :

- het koninklijk besluit van 28 juni 1971 betreffende de te treffen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en de exploitatie van installaties voor gasdistributie door middel van leidingen;
- de Belgische norm NBN D 51-003 en D 51-004. Installaties bevoorraad in brandbaar gas dat lichter is dan de lucht en dat langs leidingen wordt gevoerd;
- de Belgische norm NBN D 51-001. Lokalen voor opslagplaatsen van aardgas;
- de voorschriften die in § 6.3. opgenomen zijn.

6.3.2. Aansluiting op het distributienet.

Op elke buis waarbij de instelling aangesloten wordt op het distributienet, is een afsluitkraan gelegd buiten de gebouwen en buiten hun toegangen. De plaats waar deze kraan(kranen) ligt (liggen) is gemakkelijk te vinden.

6.3.3. Voeringen.

De voeringen zijn onafgebroken en hebben een voldoende mechanische weerstand. Ze zijn verplicht voor alle buizen in de wanddoorvoering.

Geen andere leiding mag de voering van een gasbuis gebruiken.

6.3.4. Gebruikstoestellen.

De buisleiding van de gebruikstoestellen bestaat uitsluitend uit onbuigbare elementen. Zonder dat men daarom niet meer verplicht is een stopkraan op de aanvoerbuis van elk gebruiktoestel te plaatsen wanneer verschillende gebruikstoestellen in eenzelfde lokaal zijn geïnstalleerd, wordt een verdelingskraan gelegd op de buisleiding die het geheel van deze toestellen bevoorraadt. Deze gemakkelijk bereikbare kraan ligt op minder dan 15 m van het eerste bediende toestel.

Alle noodzakelijke maatregelen zijn getroffen opdat deze kraan enkel in geval van noodzaak zou kunnen worden gebruikt.

De toestellen stemmen overeen met het koninklijk besluit van 3 juli 1992 betreffende de veiligheid van gastoestellen. Alle verwarmings- en kooktoestellen die verbonden zijn met de gasinstallatie, zijn voorzien van veiligheidsthermoëlementen.

6.4. Installaties met vloeibaar gemaakte petroleumgassen.

6.4.1. Algemene inleiding.

6.4.1.1. De installaties met vloeibaar gemaakte petroleumgassen voldoen aan de desbetreffende voorschriften, normen, vakmanskunst, technische eisen en richtlijnen.

6.4.1.2. De hulpstukken zoals kranen, kleppen, deksels, veiligheidsventielen, ontspanners, enz., zijn geschikt voor het gebruik van vloeibaar gemaakte petroleumgassen.

6.4.1.3. Het gebruik van commerciële butaan in verplaatsbare flessen is verboden.

6.4.1.4. In de gebouwen bedraagt de maximaal toegelaten bedrijfsdruk 1,5 bar.

6.4.1.5. In de gebouwen is de installatie zodanig opgericht dat, zelfs per ongeluk, de druk in de leidingen de bedrijfsdruk niet overschrijdt met meer dan 50 %.

6.4.1.6. Een afsluitkraan ligt vlakbij de plaats waar de leiding het gebouw binnenkomt. Deze afsluitkraan moet buiten het gebouw en zijn ingangen liggen. De plaats waar deze kraan ligt is gemakkelijk te vinden.

6.4.1.7. De handelingen voor het plaatsen of vervangen van verplaatsbare recipiënten worden zo veilig mogelijk uitgevoerd. Na deze handelingen wordt de dichtheid van de buizen en koppelingen nagegaan.

6.4.2. Installaties die gas in vaste reservoirs gebruiken.

6.4.2.1. Ongeacht hun inhoud, voldoen de opslagplaatsen met vaste reservoirs voor vloeibaar gemaakte petroleumgassen aan de voorschriften van het desbetreffende koninklijk besluit van 21 oktober 1968.

6.4.2.2. Op grond van het « Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming » wordt bovendien een machtiging vereist voor opslagplaatsen met vaste reservoirs met een inhoud van 300 liter en meer (gemeten in liter water). Onverminderd de voorschriften van voormelde paragraaf, moeten deze opslagplaatsen ook voldoen aan de eventuele vereisten van de machtigingsbesluiten.

6.4.2.3. De gebouwen met lokalen die bestemd zijn voor bewoners, zijn zowel verwijderd of gescheiden van de eventuele verdampingsinfiltraties als van andere gebouwen of door derden bewoonde lokalen.

6.4.3. Installaties die gas in verplaatsbare recipiënten gebruiken.

6.4.3.1. De verplaatsbare recipiënten voldoen aan de voorschriften van het « Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming ».

6.4.3.2. De opslagplaatsen met verplaatsbare recipiënten met een totale inhoud (in liter water) van 500 liter of meer moeten gemachtigd zijn overeenkomstig het « Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming » en moeten voldoen aan de eventuele vereisten van de machtigingsbesluiten.

6.4.3.3. Veiligheidsmaatregelen voor verplaatsbare recipiënten

6.4.3.3.1. De verplaatsbare recipiënten mogen niet in de gebouwen gelegd worden. Buiten de gebouwen zijn zij op minstens 1,5 m van vensters en 2,5 m van deuren gelegd.

6.4.3.3.2. De verplaatsbare recipiënten staan steeds rechtop, op een niveau dat niet lager ligt dan de omliggende grond, en op minstens 2,5 m afstand van elke kelderopening of ingang naar een ondergrondse plek. Zij moeten tegen omvallen beschermd zijn.

6.4.3.3.3. Gemakkelijk brandbare stoffen, met inbegrip van droog gras en onkruid, mogen niet opgestapeld worden op minder dan 2,5 m van de verplaatsbare recipiënten.

6.4.3.3.4. Verplaatsbare recipiënten met hun toestellen zijn beschermd tegen weer en wind. Elke schuilplaats of lokaal waarin ze eventueel geïnstalleerd zijn :

- mogen enkel vervaardigd zijn uit ontbrandbare materialen;
- zijn voorzien van een goede ventilatie, zowel onderaan als bovenaan.

6.4.3.3.5. Kopelling van de verplaatsbare recipiënten aan de distributieleiding.

Ten einde het leeglopen van de leiding bij het vervangen van een leeg recipiënt door een vol te vermijden, is een afsluitsysteem aangebracht op de leiding van elke verplaatsbare recipiënt. Dit apparaat mag bestaan hetzij uit een klep of een terugslapklep, hetzij uit een omkeerklep als de voorziening langs twee recipiënten gebeurt.

6.4.4. Leidingen.

6.4.4.1. De leidingen zijn vervaardigd uit buizen van naadloos staal, koper of koperlegering, sterk genoeg om te weerstaan aan een bedrijfsdruk van 20 bar.

De buisstukken waaruit de distributieleiding bestaat, zijn aan elkaar gezet door :

- autogeënlassing;
- een soldeernaad waarvan het smeltpunt van het mengsel op minstens 500 °C ligt.

Nochtans wordt het gebruik toegelaten van mechanische koppelingen die bestemd zijn voor vloeibaar gemaakte petroleumgassen, in hoeverre dit nodig is voor het demonteren en hermonteren.

6.4.4.2. De distributieleidingen moeten binnen de gebouwen zo gelegd zijn, dat zij over hun ganse lengte kunnen geïnspecteerd worden, behalve daar waar zij in voeringen moeten gelegd zijn, overeenkomstig lid 6.4.4.5.. Doeltreffende maatregelen zijn getroffen om deze leidingen te beschermen tegen corrosie.

6.4.4.3. De leidingen mogen niet gelegd zijn :

- in de kanalen voor afvoer van rook of verbrandingsgassen, zelfs als deze niet gebruikt worden;
- in de schachten van de liften, lasten- of bordenliften;
- in de mantelbuizen voor het waslinnen;
- in de ventilatie- of verwarmingsmantelbuizen.

Zij mogen evenmin door voormelde kanalisaties of mantelbuizen lopen, noch door watergoten of rioolmonden. De distributieleidingen zijn gelegd op minstens 5 cm afstand van andere kanalisaties en mogen niet in verbinding staan met de afvoerkanalen voor rook en verbrandingsgassen.

6.4.4.4. De distributieleidingen mogen niet door ruimten lopen waar een lek bijzonder gevaarlijk kan zijn, hetzij door de bestemming van deze ruimte, hetzij door hun onvoldoende ventilatie. Indien dit nochtans niet kan vermeden worden, mogen de buizen van geen enkel mechanisch koppelstuk voorzien zijn over heel de lengte waarvan sprake.

6.4.4.5. Voeringen

De voeringen zijn uit één stuk en hebben een voldoende mechanische weerstand. Zij zijn verplicht voor alle leidingen die door wanden steken.

De voeringen voor de gasdistributie mogen geen andere leiding bevatten.

6.4.5. Gebruikstoestellen.

6.4.5.1. Voor de voorziening van de gebruikstoestellen worden enkel onbuigzame buizen gebruikt.

Op de aanvoerleiding van elk gebruikstoestel staat een stopkraan. Deze kraan moet gemakkelijk bereikbaar zijn en ligt vlakbij het bediende toestel.

Een verdeelkraan is op de algemene voedingsleiding gelegd, wanneer meerdere gebruiksapparaten in één lokaal gegroepeerd zijn. Deze kraan is gemakkelijk te bereiken en ligt op minder dan 15 m van het eerste toestel.

De nodige maatregelen zijn getroffen opdat deze kraan enkel in geval van noodzaak zou kunnen gebruikt worden.

6.4.5.2. Elk gebruikstoestel is aangepast aan de aard en druk van het gas. De toestellen komen overeen met het koninklijk besluit van 3 juli 1992 betreffende de veiligheid van gastoestellen. Alle verwarmings- en kooktoestellen die zijn verbonden met de gasinstallatie, zijn voorzien van veiligheidsthermoëlementen.

6.4.5.3. In de lokalen waar één of meer toestellen zijn geïnstalleerd, zijn afdoende maatregelen getroffen, niet alleen voor een goede ventilatie, maar ook voor :

- een voldoende aanvoer van verse lucht, om de lucht te vervangen die door de gasverbranding werd opgebruikt;
- een voldoende afvoer van de verbrandingsgassen buiten de gebouwen.

Afvoerleidingen zorgen voor het uitdrijven van de verbrandingsproducten die voortkomen uit de in de keukens gebruikte toestellen. Deze leidingen voldoen aan de voorschriften van lid 5.6.3.

6.5. Installaties voor verwarming en klimaatregeling.

6.5.1. Algemene inleiding.

6.5.1.1. Terminologie.

6.5.1.1.1. Installatie van centrale verwarming : verwarmingsinstallatie waarvan de warmtebron(nen) de energie van een fluidum opvoert, en deze vervolgens overbrengt naar de lokalen die moeten worden verwarmd.

6.5.1.1.2. Lokaal verwarmingsapparaat : toestel met een warmtebron dat geïnstalleerd is in het te verwarmen lokaal.

6.5.1.1.3. Centrale installatie voor klimaatregeling : regelingsinstallatie waarbij de verwerkte lucht vervoerd wordt naar de verschillende lokalen die moeten worden geklimatiseerd of verlucht.

6.5.1.2. De centrale verwarmings- of klimaatregelingsinstallaties voldoen aan de voorschriften, grondregels van de bouwkunst en technische richtlijnen betreffende de centrale verwarming, de ventilatie en de klimaatregeling, die op de datum van oprichting van de installaties van kracht zijn.

6.5.2. Centrale verwarmingsinstallaties.

6.5.2.1. De warmtebronnen zijn opgericht in stookplaatsen die voldoen aan de vereisten van § 5.2.

6.5.2.2. De warmtebronnen met automatische ontsteking waarin een vloeibare brandstof gebruikt wordt, zijn uitgerust met veiligheidstoestellen overeenkomstig de norm EN 230 « Verstuivingsstookoliebrander uit één stuk - veiligheids-, aandrijvings- en regelingsvoorschriften » en EN 264 « Veiligheidsvoorschriften voor verbrandingsinstallaties die vloeibare brandstoffen gebruiken - veiligheidsvereisten - proeven ».

6.5.2.3. De warmtebronnen met een automatische ontsteking die een brandbaar gas gebruiken, zijn uitgerust met een toestel :

— dat de toevoer van brandstof naar de brander automatisch afsluit bij het stilvallen van de brander, bij oververhitting of overdruk in de wisselaar;

— dat alle toevoer van brandstof afsluit bij toevallig uitdoven van de waakvlam.

De toestellen stemmen overeen met het koninklijk besluit van 3 juli 1992 betreffende de veiligheid van gastoestellen.

6.5.2.4. Centrale verwarmingsinstallaties met warme lucht.

6.5.2.4.1. In de warmtebronnen heeft de lucht voortdurend een hogere druk dan het gas dat circuleert in de ketelhaard.

6.5.2.4.2. Niet toegelaten worden :

— de verwarming met rechtstreekse verbranding in de rond te stuwen lucht;

— de verwarming met een uitwisseling van warmte met een vloeistof of stoom waarvan de temperatuur hoger is dan 180°C.

6.5.3. Plaatselijke verwarmingstoestellen.

De plaatselijke toestellen die zorgen voor bijkomende of aanvullende verwarming, werken elektrisch en voldoen aan volgende vereisten :

— er mag geen enkel contact zijn, zelfs toevallig, tussen om het even welk voorwerp en de verwarmende weerstanden;

— de temperatuur van de lucht aan de uitlaat mag niet hoger zijn dan 80 °C;

— de temperatuur van de uitwendige en bereikbare delen van het toestel mag in geen geval hoger zijn dan 70 °C.

6.5.4. Centrale installaties voor klimaatregeling.

De groepen voor de luchtbehandeling zijn geïnstalleerd in daarvoor bestemde lokalen en voldoen aan de voorschriften van § 5.2.

Bovendien zijn maatregelen getroffen om te vermijden dat dampen van de koelvloeistof rechtstreeks of onrechtstreeks andere lokalen van de inrichting zouden doordringen.

6.5.5. Gemeenschappelijke voorschriften :

Die voorschriften zijn van toepassing op de installaties voor verwarming door warme lucht en op de centrale klimaatregelingsinstallaties.

6.5.5.1. De leidingen voor de luchtcirculatie zijn vervaardigd uit materialen van klasse A0 overeenkomstig bijlage 5 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

6.5.5.2. De gevoerde lucht mag niet voortkomen uit de stookplaatsen, noch uit lokalen waar bijzonder brandgevaar bestaat.

6.5.5.3. Om te vermijden dat, bij brand, de rook de nog niet door het vuur aangetaste lokalen zou doordringen langs de luchtleidingen, zijn aangepaste toestellen gelegd.

6.5.5.4. Waar de gebruikte leidingen de bediende lokalen doordringen, mag de temperatuur van de gevoerde lucht niet hoger zijn dan 80 °C.

6.5.5.5. Bij abnormale stijging van de temperatuur van het verwarmde fluidum, legt een veiligheidstoestel de ventilatoren stil, en al naar gelang het geval :

— dooft de warmtebron of zet de waakvlam aan van de warmtegeneratoren;

— snijdt de elektrische stroom af van de groepen voor luchtbehandeling.

Dit automatisch mechanisme is ontdubbeld door handbedieningen die oordeelkundig op ten minste twee plaatsen van de inrichting zijn gelegd.

Deze handbedieningen zijn gelegd buiten de lokalen waar de stookplaats of de groep voor luchtbehandeling zijn geïnstalleerd. Bovendien is één van de handbedieningen opgericht in een lokaal of ruimte die rechtstreeks van buitenuit kan betreden worden. Panelen in het wit met rode letters of tekens :

— duiden de plaats aan waar de voornoemde handbedieningen liggen;

— verstrekken de nodige inlichtingen om deze handbedieningen te kunnen gebruiken en om eventueel andere acties te kunnen verrichten.

6.5.5.6. De gedeelten van de luchtomloop in « onderdruk », zoals filterkamers, schachten, enz., zijn voldoende dicht om de insijpeling van rook en gassen te voorkomen uit de lokalen waarlangs de omloop is geleid.

6.5.5.7. De elektrische motoren zijn gemakkelijk bereikbaar voor onderhoud.

Wanneer een motor geïnstalleerd is in de luchtomloop, heeft hij ten minste een bescherming IP4 X (NBN C 20-001). Bovendien zijn de wikkelingen beschermd door een ingebouwde thermische beveiliging die de aanvoer van elektrische stroom naar de motor afsnijdt bij oververhitting.

De ingebouwde thermische beveiliging is niet vereist voor motoren van 0,36 KW en minder.

6.5.5.8. De mondingen voor het aanzuigen of afvoeren van lucht naar buiten zijn zodanig gelegd dat geen vast brandbaar bestanddeel kan indringen en dat het brandgevaar van buiten vermeden wordt.

Deze mondingen worden beschermd door tralies of corrosievrij maaswerk.

6.5.5.9. Verwarmingsmonden, luchtverspreiders of afzuigmonden zijn op minstens 0,08 m boven de afgewerkte vloer gelegd. Deze mondingen zijn op dezelfde wijze beschermd als bedoeld in lid 6.5.5.8.

De bepalingen van het vorig lid zijn echter niet van toepassing op de monden die, in vergaderzalen, toneelzalen en conferencielokalen, enz., in de afgewerkte planken vloer kunnen worden gelegd. Die monden zijn dan niet alleen uitgerust met het hiervoor beschreven tralie- of maaswerk maar ook met een metalen korf met dezelfde oppervlakte als de beschermde monden.

6.6. Installaties voor branddetectie, melding, waarschuwing, alarm en brandblusmiddelen.

6.6.1. Algemene inleiding

6.6.1.1. Alle inrichtingen zijn uitgerust met een installatie voor detectie van brand alsook met toestellen of middelen voor melding, waarschuwing, alarm en brandblussing.

6.6.1.2. De detectie-installaties waarmee de inrichtingen zijn uitgerust, zijn veralgemeende installaties voor automatische branddetectie door punctuele voelers, die overeenstemmen met de Belgische norm NBN S 21-100.

6.6.1.3. Aantal, keuze en ligging van de toestellen en middelen voor brandmelding, waarschuwing, alarm en blussing

6.6.1.3.1. Het aantal en de keuze van de toestellen of middelen zijn onder meer bepaald door de inplanting van de inrichting, het aantal bewoonde niveaus, de afmetingen, de toestand en de bestemming van de inrichting, in akkoord met de territoriaal bevoegde Brandweer. De toestellen zijn zodanig verdeeld dat elk punt van de betrokken plaats kan worden bediend.

6.6.1.3.2. De toestellen en middelen waarvoor een menselijke handeling nodig is, zijn op zichtbare en gemakkelijk te vinden plaatsen gelegd, die in alle omstandigheden zonder moeite bereikbaar zijn.

Ze zijn zodanig geïnstalleerd dat het verkeer niet gehinderd wordt en dat ze niet beschadigd of omgestoten kunnen worden. De toestellen en middelen die buiten gelegd of geïnstalleerd zijn, zijn zo nodig tegen weer en wind beschermd.

6.6.2. Brandmelding.

6.6.2.1. Vanuit elk compartiment moet de ontdekking of de detectie van brand onverwijld aan de brandweer meegedeeld kunnen worden.

6.6.2.2. De nodige verbindingen zijn op elk ogenblik verzekerd door telefoon- of elektrische lijnen, of door elk ander systeem dat dezelfde werkingszekerheid en gebruiksfaciliteiten biedt.

6.6.2.3. Elk toestel waardoor de verbinding tot stand kan worden gebracht en waarvoor een menselijke tussenkomst nodig is, is voorzien van een bericht dat inlichtingen over zijn bestemming en gebruik bevat.

Indien het om een telefoontoestel gaat, staat het oproepnummer vermeld, behalve als de verbinding rechtstreeks of automatisch is.

6.6.3. Waarschuwing

De waarschuwingsberichten of -signalen zijn waarneembaar door elke betrokken persoon, onder meer door de leden van het waakpersoneel en het personeel van de eventuele inwendige veiligheidsdienst. Die signalen of berichten mogen geen verwarring veroorzaken met andere, in het bijzonder met de alarmsignalen of -berichten.

6.6.4. Alarm

6.6.4.1. De alarmsignalen of -berichten zijn waarneembaar door elke betrokken persoon. Die signalen of berichten mogen geen verwarring veroorzaken met andere, in het bijzonder met de waarschuwingssignalen of -berichten. In elk geval mogen ze de bewoners kunnen wekken.

6.6.4.2. Vanwege de omvang van de inrichting, wordt het bevel waarbij die geheel of gedeeltelijk wordt geëvacueerd, gegeven door de alarminstallaties.

6.6.5. Blusmiddelen.

6.6.5.1. Algemene inleiding.

6.6.5.1.1. Het aantal en de keuze van blusmiddelen van elk type worden bepaald in akkoord met de territoriaal bevoegde Brandweer die, wat betreft de blus- en watervoorzieningsmiddelen, mag toelaten dat volgende voorschriften slechts gedeeltelijk uitgevoerd worden.

6.6.5.1.2. De apparaten en installaties bieden voldoende waarborgen voor een goede werking. Die vereiste wordt beschouwd als voldaan wat betreft, onder meer, de apparaten en installaties die overeenstemmen met een Belgische norm.

6.6.5.2. Blusapparaten.

De blusapparaten stemmen overeen, volgens hun type en capaciteit, met één van de Belgische normen NBN S 21-011 tot 19.

Een draagbare snelblusser is gelegd vlakbij elke haspel met axiale voeding, waarvan de installatie eventueel verplicht is. In alle gevallen moet elke verdieping beschikken over ten minste één draagbaar blusapparaat.

Vanwege de bijzondere risico's die sommige lokalen, technische ruimten of installaties bieden, zoals stookplaatsen, hoogspanningskabinen, machinekamers van liften, friteuses, enz., zijn een voldoende aantal blusapparaten gelegd of geïnstalleerd in oordeelkundig gekozen plaatsen.

De capaciteit en het type van de in deze paragraaf bedoelde snelblussers zijn aangepast aan de betrokken risico.

6.6.5.3. Muurhaspels met axiale voeding en muurhydranten.

6.6.5.3.1. De toestellen waarvan sprake stemmen overeen met de betrokken norm, d.w.z. hetzij de Belgische norm NBN EN-671-1 m.b.t. muurhaspels met axiale voeding, hetzij de Belgische norm NBN 571 m.b.t. muurhydranten.

6.6.5.3.2. De eventuele muurhaspels met axiale voeding en muurhydranten zijn gegroepeerd en hebben een gemeenschappelijke watervoorziening.

6.6.5.3.3. De leiding die deze muurhaspels met water onder druk voedt, heeft een voldoende binnendiameter voor de debieten die bedoeld zijn in de norm aan de uitlaat van de minst begunstigde lans onder een druk van ten minste 2,5 bar.

6.6.5.3.4. De voedingsdruk is zodanig dat de resterende druk aan de uitlaat van de minst begunstigde lans ten minste 2,5 bar bedraagt wanneer het net 500 liter per minuut afgeeft in de ongunstigste voorwaarden.

De installatie moet een minimaal uurdebiet afgeven van 30 m³ tijdens ten minste twee uur.

6.6.5.3.5. De toestellen worden zonder voorafgaande handeling met water onder druk gevoed. De algemene afsluiters en alle tussenafsluiters zijn in de open stand verzegeld. De voedingskanalisaties zijn binnen het gebouw vervaardigd uit roestvast of gegalvaniseerd staal of uit koper. De kanalisaties zijn zorgvuldig beschermd tegen vorst.

Om de gevaren en de hinder te voorkomen die hun breuk met zich zou brengen, zijn de leidingen voorzien van het strikt onontbeerlijk aantal afsluitkranen of aftapkranen. Aan de voet van elke verticale leiding zijn, vlakbij hun verbinding met de hoofdleiding, een afsluitkraan en een aftapkraan gelegd om die leiding desnoods te kunnen isoleren of ledigen.

De aanduidingen in verband met de richting waarin de afsluit- en aftapkranen openen, zijn duidelijk vermeld op de handwielen of krukken die de werking van die toestellen bedienen.

Ten einde de druk van het water op die twee punten van de installatie op elk ogenblik te kunnen meten, is een manometer met een controledriewegkraan gelegd vlakbij de algemene sluiters en een tweede voorbij het hoogste toestel ten opzichte van de vloer. Dank zij die manometers kunnen drukken gelezen worden tot 10 bar met een nauwkeurigheid van 0,2 bar.

6.6.5.4. Brandkranen of hydranten.

6.6.5.4.1. De brandkranen of hydranten worden gevoed door de openbare voorziening van water onder druk met een debiet van ten minste 800 liter per minuut.

Indien de openbare voorziening aan dat debiet niet kan voldoen, dient men beroep te doen op andere voorzieningsbronnen waarvan de minimale capaciteit 100 m³ bedraagt.

6.6.5.4.2. Er is ten minste één brandkraan of hydrant vlakbij elke inrichting. Het aantal en de ligging van de brandkranen of hydranten zijn zo dat de naaste brandkraan of hydrant ten minste 100 m ligt van de ingang van het gebouw. Er wordt gezorgd voor een signalisatie die overeenstemt met de omzendbrief van het Ministerie van Binnenlandse Zaken van 10.10.1975 betreffende de watervoorziening voor brandblussing. Bij gebrek daaraan zal een watervoorraad met een inhoud van 100 m³ beschikbaar zijn op minder dan 50 m van de inrichting.

6.6.5.4.3. De brandkranen of hydranten zijn geïnstalleerd in de voetpaden van de straten, pleinen, binnenplaatsen, enz., op plaatsen die gelegen zijn op minstens 0,60 m van de banen, wegen of doorgangen waarop autovoertuigen kunnen rijden en parkeren.

6.6.5.5. Vaste en automatische blusinstallaties.

In de stookplaatsen waar één of verschillende warmtebronnen in gebruik zijn die met een vloeibare brandstof gevoed worden, zijn deze bronnen uitgerust met een automatisch blussysteem gekoppeld aan toestellen die, als zij in werking treden, de aanvoer van brandstof en elke energiebron uitschakelen in de stookplaats waar brand is uitgebroken.

In keuken-restaurantcomplexen is elk vast frituurtoestel uitgerust met een vaste en automatische blusinstallatie die gekoppeld is aan een apparaat waarbij de voeding in warmte-energie van het frituurtoestel wordt onderbroken.

De in dit artikel bedoelde automatische blusinstallaties zijn uitgerust met een waarschuwingssysteem dat gekoppeld is aan de branddetectie.

HOOFDSTUK 3. — *Onderhoud, controle en bewoning*

7. Onderhoud en controle.

7.1. Algemene inleiding.

7.1.1. De technische uitrusting van de inrichting wordt in goede staat gehouden.

7.1.2. De Directie van de inrichting zorgt ervoor dat de in paragrafen 7 en 8 van hoofdstuk III bedoelde keuringen, bezoeken en controles uitgevoerd worden en dat proces-verbalen hiervan worden opgemaakt. Een exemplaar daarvan blijft in het bezit van de Directie, één wordt gestuurd aan de Minister die bevoegd is voor de erkenning van rusthuizen voor bejaarden, en één wordt gestuurd aan de burgemeester van de gemeente waar de instelling gevestigd is.

7.2. Liften en goederenliften.

De liften en goederenliften zijn gekeurd en bezocht overeenkomstig de bepalingen van het « Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming ». Dit voorschrift betreft ook al de in dit besluit bedoelde instellingen, die al dan niet personeelsleden tewerkstellen, ter aanvulling van de bepalingen van artikel 28 van het « Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming ».

7.3. Elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting en signalisatie.

De elektrische installaties, met inbegrip van de installaties voor veiligheidsverlichting, zijn gekeurd en bezocht door een instelling die door het Ministerie van Economische Zaken erkend is, overeenkomstig de bepalingen bedoeld in het « Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming », het « Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties » en de bijzondere bepalingen die in voornoemde bijlage opgenomen zijn :

— bij hun inbedrijfstelling, alsook wanneer belangrijke wijzigingen worden aangebracht;

— één keer per jaar voor alle installaties.

Die voorschriften betreffen ook al de in dit besluit bedoelde inrichtingen, die al dan niet personeelsleden tewerkstellen, ter aanvulling van de bepalingen van artikel 28 van het « Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming ».

7.4. Installaties met brandbaar gas dat langs openbare leidingen wordt gevoerd.

7.4.1. Vóór de inbedrijfstelling van een installatie of een gedeeltelijk vernieuwde installatie, wordt deze nagezien overeenkomstig de voorschriften van het koninklijk besluit van 28 juni 1971 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasdistributie door middel van leidingen.

7.4.2. Bovendien worden alle nieuwe installaties en alle belangrijke wijzigingen van een installatie onderworpen, alvorens de bestrijking en de schildering op het nieuwe gedeelte en/of het gewijzigde gedeelte aan te brengen, aan de volgende consecutieve controles :

— een controle van de leidingen : nadat de verdeelmeters en de afsluitkranen zijn ontkoppeld, terwijl de buizen zijn dichtgestopt, worden de leidingen onderworpen aan een drukproef waarbij de druk minstens gelijk is aan tienmaal de maximaal toegelaten bedrijfsdruk, terwijl al de koppelingen, verbindingen, lasnaden, enz., ingesmeerd worden met een schuimend produkt. De proef wordt gunstig geacht als geen enkele luchtbel verschijnt en als geen enkele drukverlaging waargenomen wordt in de installatie.

— een controle van de koppeling van de apparaten : de dichtheid van de terug aangekoppelde afsluitkranen en verdeelmeters wordt nagezien door een drukproef waarbij de druk minstens gelijk is aan de maximaal toegelaten bedrijfsdruk, terwijl deze kranen en koppelingen van de meters ingesmeerd worden met een schuimend produkt. De proef wordt gunstig geacht als geen enkele luchtbel verschijnt en als geen enkele drukverlaging waargenomen wordt in de installatie.

In beide gevallen wordt de drukproef uitgevoerd d.m.v. een inert gas. Elke proef duurt minstens twintig minuten.

— een onderzoek van de op de installatie aangekoppelde apparaten (overeenstemming met de veiligheidsvoorschriften, met name de voldoende ventilatie van het lokaal). Bovendien bevat het examen van de apparaten een proef van het afspannen van de thermo-elementen (sluitduur bij vlamonderbreking).

— een onderzoek van de afvoerpijpen van de verbrande gassen van de apparaten : staat, trek, dichtheid, vastmaking, uitmonding in de open lucht in een depressiezone...

De voormelde controles moeten uitgevoerd worden door een daartoe uitgerust organisme dat onafhankelijk van de installateur is.

De uitslagen van alle uitgevoerde testen worden opgetekend in het proces-verbaal, opgesteld na de beëindiging van de proeven.

7.4.3. De nieuwe geplaatste verbruikstoestellen worden vóór hun ingebruikstelling getest door een bevoegde installateur die nagaat of ze goed werken.

7.4.4. Minstens één keer per jaar worden de installaties nagezien door een bevoegde installateur of een daartoe uitgerust organisme.

Deze inspectie omvat o.m. :

- het nazicht en de reiniging van de branders;
- het nazicht van de beschermings- en regelingsinrichtingen;
- het nazicht van de dichtheid van de installatie;
- de inspectie en zo nodig de reiniging van de afvoerpijpen van de verbrandingsgassen.

7.4.5. Om de drie jaar wordt de dichtheid van de toestellen en leidingen nagezien door een daartoe uitgerust organisme dat onafhankelijk van de installateur is.

Deze controle bestaat uit :

— het onderzoek van de installatie : leidingen, afsluitkleppen, haspels en diverse onderdelen om na te gaan of de werken en de apparatuur uitgevoerd worden overeenkomstig het « Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming » en de normen NBN D 51-003 en D 51-004.

— een dichtheidsproef op al de installatie, die bestaat uit :

— een drukproef d.m.v. inert gas met een kraan voor het afsluiten van de gesloten apparaten. Deze drukproef wordt uitgevoerd met een druk die gelijk is aan tweemaal de bedrijfsdruk, zonder de maximale bedrijfsdruk te overschrijden die toegelaten is door sommige op de installatie bestaande sluitapparaten. De proef duurt minstens twintig minuten. Tijdens de proef worden alle koppelingen, afsluitkleppen en onderdelen van de installatie met zeepwater ingesmeerd om de plaats van een eventuele lekkage te bepalen. De proef wordt gunstig geacht als geen drukverlaging tijdens deze waargenomen wordt.

— een drukproef d.m.v. inert gas met een kraan voor het afsluiten van de open apparaten. Deze drukproef wordt uitgevoerd met de bedrijfsdruk. De proef duurt minstens twintig minuten. Tijdens de proef worden alle koppelingen, afsluitkleppen en onderdelen, die stroomafwaarts van de afsluitkranen gelegen zijn, met zeepwater ingesmeerd om de plaats van een eventuele lekkage te bepalen. De proef wordt gunstig geacht als geen drukverlaging tijdens deze waargenomen wordt.

— een onderzoek van de op de installatie aangekoppelde apparaten (overeenstemming met de veiligheidsvoorschriften, met name de voldoende ventilatie van het lokaal). Bovendien bevat het examen van de apparaten een proef van het afspannen van de thermo-elementen (sluitduur bij vlamonderbreking).

— een onderzoek van de afvoerpijpen van de verbrande gassen van de apparaten : staat, trek, dichtheid, vastmaking, uitmonding in de open lucht in een depressiezone...

7.5. Installaties met vloeibaar gemaakte petroleumgassen.

7.5.1. Vooraleer de installatie in gebruik genomen wordt :

— wordt de leiding aan een drukproef onderworpen waarbij de druk minstens gelijk is aan anderhalve keer de maximale bedrijfsdruk. De proefdruk mag in geen geval minder dan 3 bar zijn. Het onder druk zetten gebeurt uitsluitend d.m.v. inert gas. De proef duurt minstens twintig minuten.

— Indien de proefdruk meer bedraagt dan de maximale druk die voorzien is voor een op de leiding gemonteerd onderdeel, zoals een ontspanner, een regelaar, een meter of een veiligheidsklep, worden deze onderdelen eerst buiten bedrijf gesteld. De testen worden zo zorgvuldig mogelijk uitgevoerd, ten einde de dichtheid te controleren, de vervormingen en de defekten op te sporen die de veiligheid in het gedrag kunnen brengen. De proeven worden gunstig geacht als geen enkele luchtbel verschijnt en als geen enkele drukverlaging waargenomen wordt in de installatie;

— wordt een drukproef d.m.v. inert gas uitgevoerd, met al de apparaten en onderdelen in bedrijf en met een kraan voor het afsluiten van de open apparaten. Deze drukproef wordt uitgevoerd met de bedrijfsdruk. De proef duurt minstens twintig minuten. Tijdens de proef worden al de tijdens de eerste proef niet gecontroleerde koppelingen, afsluitkleppen en onderdelen en degene die stroomafwaarts van de afsluitkranen gelegen zijn, met zeepwater ingesmeerd om de plaats van een eventuele lekkage te bepalen. De proef wordt gunstig geacht als geen drukverlaging tijdens deze waargenomen wordt;

— wordt een onderzoek uitgevoerd van de op de installatie aangekoppelde apparaten (overeenstemming met de veiligheidsvoorschriften, met name de voldoende ventilatie van het lokaal). Bovendien bevat het examen van de apparaten een proef van het afspannen van de thermo-elementen (sluitduur bij vlamonderbreking).

— wordt een onderzoek uitgevoerd van de afvoerpijpen van de verbrande gassen van de apparaten : staat, trek, dichtheid, vastmaking, uitmonding in de open lucht in een depressiezone...

Nieuwe proeven worden gedaan, na herstelling of vervanging van de defekte stukken, totdat ze een gunstig resultaat geven.

Bij elke belangrijke wijziging wordt het gewijzigde gedeelte van de installatie aan de hierboven beschreven testen onderworpen.

De inspecties waarvan sprake in deze paragraaf worden uitgevoerd door een daartoe uitgerust zelfstandig organisme. De uitslagen van alle uitgevoerde testen worden opgetekend in het proces-verbaal, opgesteld na de beëindiging van de proeven.

7.5.2. Vooraleer de verbruikstoestellen in gebruik genomen worden, worden ze getest door een bevoegde installateur om na te gaan of ze goed werken.

7.5.3. Minstens één keer per jaar worden de installaties nagezien door een bevoegde installateur of een daartoe uitgerust organisme.

Deze inspectie omvat o.m. :

- het nazicht en de reiniging van de branders;
- het nazicht van de beschermings- en regelingsinrichtingen;
- het nazicht van de dichtheid van de installatie;
- de inspectie en zo nodig de reiniging van de afvoerpijpen van de verbrandingsgassen.

7.5.4. Om de drie jaar wordt de dichtheid van de toestellen en leidingen nagezien door een daartoe uitgerust organisme dat onafhankelijk van de installateur is.

Deze controle bestaat uit :

— het onderzoek van de installatie : leidingen, afsluitkleppen, haspels en diverse onderdelen om na te gaan of de werken en de apparatuur uitgevoerd worden overeenkomstig het « Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming », de voorschriften van het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 (gewijzigd) betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar gemaakt handelspropan, handelsbutaan of mengsels daarvan in vaste ongekoelde houders en de code van goede praktijk betreffende dit soort installatie.

— een dichtheidsproef op al de installatie, die bestaat uit :

— een drukproef d.m.v. inert gas met een kraan voor het afsluiten van de gesloten apparaten. Deze drukproef wordt uitgevoerd met een druk die gelijk is aan tweemaal de bedrijfsdruk, zonder de maximale bedrijfsdruk te overschrijden die toegelaten is door sommige op de installatie bestaande sluitapparaten. De proef duurt minstens twintig minuten. Tijdens de proef worden alle koppelingen, afsluitkleppen en onderdelen van de installatie met zeepwater ingesmeerd om de plaats van een eventuele lekkage te bepalen. De proef wordt gunstig geacht als geen drukverlaging tijdens deze waargenomen wordt;

— een drukproef d.m.v. inert gas met een kraan voor het afsluiten van de open apparaten. Deze drukproef wordt uitgevoerd met de bedrijfsdruk. De proef duurt minstens twintig minuten. Tijdens de proef worden alle koppelingen, afsluitkleppen en onderdelen, die stroomafwaarts van de afsluitkranen gelegen zijn, met zeepwater ingesmeerd om de plaats van een eventuele lekkage te bepalen. De proef wordt gunstig geacht als geen drukverlaging tijdens deze waargenomen wordt;

— een onderzoek van de op de installatie aangekoppelde apparaten (overeenstemming met de veiligheidsvoorschriften, met name de voldoende ventilatie van het lokaal). Bovendien bevat het examen van de apparaten een proef van het afspannen van de thermo-elementen (sluitduur bij vlamonderbreking);

— een onderzoek van de afvoerpijpen van de verbrande gassen van de apparaten : staat, trek, dichtheid, vastmaking, uitmonding in de open lucht in een depressiezone...

7.6. Installaties voor verwarming en klimaatregeling.

7.6.1. Een keer per jaar worden de installaties voor centrale verwarming en de centrale klimaatregelingsinstallaties nagezien door een bevoegde installateur. Deze inspectie omvat o.m. :

- het nazicht en de reiniging van de branders;
- het nazicht van de beschermings- en regelingsinrichtingen;
- de inspectie en zo nodig de reiniging van de afvoerpijpen van de verbrandingsgassen.

Voor de centrale verwarming wordt deze inspectie uitgevoerd vóór de ingebruikneming van de installaties.

7.6.2. De vaste of verplaatsbare afvoerleidingen voor rook of verbrandingsgas moeten steeds in goede staat zijn. Elke gebroken of gebarsten leiding moet hersteld of vervangen worden vooraleer ze terug in werking gesteld wordt.

Na een schouwbrand wordt de koker waar het vuur ontstond over zijn hele lengte nagezien en geveegd, daarna wordt een dichtheidstest uitgevoerd.

7.6.3. De roosters, tralies of korven waarvan sprake in de leden 6.5.5.8. en 6.5.5.9. worden gereinigd zo dikwijls als nodig blijkt.

7.6.4. De installaties voor centrale verwarming met vaste of vloeibare brandstof worden gecontroleerd overeenkomstig het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof.

7.7. Installaties voor branddetectie, toestellen en middelen voor melding, waarschuwing, alarm en brandblussing.

7.7.1. De algemeen verspreide installaties voor automatische detectie worden in ontvangst genomen en gecontroleerd zoals bepaald in de Belgische norm NBN S 21-100 « Conciëpiëring van de installaties voor automatische branddetectie door punctuele voeler ». De controles moeten echter betrekking hebben op het geheel van de installaties (voelers, centrales, versterkingstabellen, stuurinstallaties, etc.)

7.7.2. De algemeen verspreide installaties voor automatische detectie worden jaarlijks onderhouden, nagezien en gecontroleerd zoals bepaald in de Belgische norm NBN S 21-100 « Conciëpiëring van de installaties voor automatische branddetectie door punctuele voeler ».

7.7.3. Eenmaal per jaar worden de andere elektrische brandmeldingsinstallaties dan de openbare telefoonlijnen, alsook de elektrische waarschuwings- en alarmtoestellen in ontvangst genomen, gecontroleerd en nagezien door een organisme dat door het Ministerie van Economische Zaken erkend werd voor de controle van de elektrische installaties.

7.7.4. De draagbare of verplaatsbare snelblussers worden jaarlijks nagezien.

7.7.5. Elk jaar worden door een daartoe uitgerust organisme de muurhaspels met axiale voeding en de muurhydranten nagezien, alsmede hun hulpstukken en de voedingsleidingen.

7.7.6. Bij het periodieke onderzoek waarvan sprake in lid « 7.7.5. » gaat de directie van de instelling na of de afsluitkleppen van de muurhaspels met axiale voeding en de muurhydranten volledig geopend zijn.

7.8. Allerlei.

Bovendien kan de exploitant jaarlijks de controle en het onderhoud van de volgende installaties laten uitvoeren door bekwaam personeel :

- de vuurvaste deuren en kleppen...
- de keukenzuigkappen en hun afvoerpijpen,
- de autonome stroombronnen en de installatie voor veiligheidsverlichting,
- de rookafvoerriolen en de ontrookinrichtingen.

De data van deze controles en de tijdens deze controles vastgestelde opmerkingen moeten ingeschreven worden in het veiligheidsregister dat ter beschikking van de burgemeester en van de bevoegde ambtenaar moet worden gesteld.

8. Voorschriften betreffende de bewoning.

8.1. Algemeen.

Buiten hetgeen voorzien is door deze reglementering, neemt de directie van de instelling alle nodige maatregelen om de bewoners van de instelling te beschermen tegen de gevolgen van brand en paniek. De permanente maatregelen die in dat opzicht door de directie genomen worden, zullen vermeld worden in een huishoudelijk reglement.

8.2. Doorgangen.

8.2.1. Het is verboden in de doorgangen die bij evacuatie gebruikt worden, meubelen, karretjes of andere voorwerpen op te stapelen of neer te zetten. Met instemming van de territoriaal bevoegde brandweer mogen sommige vaste meubelen in de doorgangen geplaatst worden voor zover :

- de nuttige breedte van de doorgangen door deze meubelen niet verminderd wordt, zelfs wanneer hun deuren open zijn;
- de meubelen vastgelegd worden of niet verplaatst en/of omgegooid kunnen worden bij de evacuatie van het gebouw;
- de opgevolde meubelen overeenstemmen met de normen NBN EN 1021-1 en NBN EN 1021-2 betreffende de « Evaluatie van de brandbaarheid van de opgevolde meubelen ».

8.2.2. In de gemeenschappelijke lokalen, die al dan niet toegankelijk zijn voor het publiek, zoals de refter, de kapel, enz., wordt het meubilair zodanig geplaatst dat men gemakkelijk door kan.

8.2.3. In geen geval mag de goede werking belemmerd worden van de zelfsluitende deuren of de bij brand zelfsluitende deuren of luiken.

8.3. Keukens, kooktoestellen en vloeistofverwarmers.

8.3.1. Kooktoestellen en vloeistofverwarmers zijn ver genoeg verwijderd of geïsoleerd van elk brandbaar materiaal.

8.3.2. Het gebruik van kooktoestellen of vloeistofverwarmers is in de kamers van de bewoners of in de wachtzalen enkel toegelaten als het om elektrische toestellen gaat die voldoende veilig zijn.

8.4. Installaties voor elektrische drijfkracht, verlichting en signalisatie.

De soepele leidingen die de elektrische verplaatsbare toestellen voeden, mogen geen hinder zijn voor het doorgaand verkeer van personen.

8.5. Afval en huisvuil.

Stofvodden en afval waarin zelfontbranding kan optreden of die gemakkelijk brandbaar zijn, worden bewaard in metalen vaten met deksel of opgeborgen in een plaats waar ze geen brandgevaar opleveren.

8.6. Voorlichting van het personeel en van de bewoners op het gebied van de bescherming en de brandbestrijding.

8.6.1. De personeelsleden en in het bijzonder de personeelsleden van de nachtwacht worden geoefend in het behandelen van de blusmiddelen en ontvangen onderricht aangaande hun gebruiksvoorwaarden. Deze personen volgen ook een algemene opleiding inzake schadepreventie. De lijst van deze personen wordt aangeplakt met de inlichtingen waarvan sprake in lid 8.6.2. De organisatie van de diensten binnen het rustoord moet zodanig uitgevoerd worden dat een persoon die deze opleiding volgt, op elk ogenblik aanwezig is en bereikt kan worden in de inrichting.

8.6.2. Instructies in voldoende aantal uitgehangen op plaatsen waar ze goed leesbaar zijn :

- a) lichten het personeel in over de bij brand te volgen gedragslijnen en namelijk voor :
- het onmiddellijk melden van de brand;
 - het in werking stellen van waarschuwings- en alarmtoestellen of -middelen en van de brandblusapparaten;
 - de te treffen schikkingen om de veiligheid van de bewoners, het personeel en eventueel het publiek te verzekeren;
 - de te nemen maatregelen om de tussenkomst van de bevoegde brandweer te vergemakkelijken;
- b) lichten de bewoners voor betreffende het alarm, ten einde :
- hen in staat te stellen het overeenstemmende signaal te identificeren;
 - hen de gedragslijnen te leren die zij moeten volgen bij alarm.

8.6.3. De directie van de inrichting houdt minstens één keer per jaar praktische oefeningen, die tot doel hebben haar personeelsleden te onderrichten aangaande hun gedragslijn bij brand.

8.6.4. Branddetectie.

Al de personeelsleden moeten in kennis worden gesteld van de werking en de interpretatie van de signalen van de installatie voor branddetectie.

8.7. Allerlei.

8.7.1. De directie van de instelling zorgt ervoor dat onbevoegde personen geen toegang hebben tot de technische lokalen en doorgangen.

8.7.2. Zonder afbreuk te doen aan de voorschriften van het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar gemaakt handelspropan, handelsbutaan of mengsels daarvan in vaste ongekoelde houders, is het verboden in de nabijheid van deze houders te roken, brandende voorwerpen te brengen of vuur te maken op minder dan 5 m van de vaste houders, en op minder dan 2,5 m van de verplaatsbare houders.

Dit verbod wordt aangeplakt.

8.7.3. Elk toestel dat bestemd is om vast geïnstalleerd te worden, moet geleverd worden samen met een voor de gebruiker bestemde gebruiks- en onderhoudsaanwijzing, opgemaakt in het Frans, waarin alle nodige inlichtingen worden gegeven om het toestel veilig en doelmatig te gebruiken. De directie houdt deze aanwijzingen ter beschikking van de gebruikers.

8.7.4. Na de werkuren van de niet-bestendige diensten wordt in de inrichting een ronde gedaan met het doel zich ervan te vergewissen dat er in de verlaten lokalen geen ongeval- of brandrisico is.

8.7.5. Een plan van elke verdieping wordt aangeplakt bij elke toegang van deze verdieping. Een plan van de kelderverdiepingen wordt aangeplakt op het gelijkvloers en bij het uitgangspunt van de trappen die naar de kelderverdiepingen leiden. Die plannen verschaffen inlichtingen over de verdeling en de bestemming van de lokalen en inzonderheid over de ligging van de technische lokalen en ruimten.

8.7.6. De omgeving van de plaatsen waar handbediende toestellen voor melding, waarschuwing of alarm of apparaten voor de brandbestrijding geplaatst of aangebracht zijn, moet steeds vrij blijven, zodat deze toestellen of apparaten onverwijld gebruikt kunnen worden.

HOOFDSTUK 4. — *Bijzondere bepalingen*

9. Voorschriften betreffende de inrichtingen bedoeld in hoofdstuk v, punt 10.3.

9.1. Algemeen.

9.1.1. Rangschikking en terminologie : de bepalingen van de §§ 0.2. en 0.3. zijn van toepassing.

9.1.2. Nummering van de niveaus - Signalisatie : de bepalingen van § 0.4. zijn van toepassing.

9.2. Inplanting en toegangswegen.

9.2.1. De bepalingen van de §§ 1.1. en 1.3. zijn van toepassing.

9.2.2. Op de toegangsweg(en) waarvan sprake in § 1.1. moet er altijd één rijstrook vrij gehouden worden, waar er niet mag worden gestationeerd, en die voldoet aan de volgende eisen :

— minimale vrije breedte : 3,50 m;

— minimale vrije hoogte : 3,50 m;

— minimale draaistraal : 11 m aan de binnenkant en 15 m aan de buitenkant;

— draagvermogen : moet voldoende zijn om aan autovoertuigen waarvan het laadvermogen per wiel hoogstens 13 ton bedraagt, de mogelijkheid te geven om erop te kunnen rijden en te stationeren, zonder te blijven steken, ook al vervormen ze die weg.

9.3. Grondbeginselen.

9.3.1. Onder het laagst gelegen evacuatie niveau :

— mogen zich geen individuele of collectieve slaapkamers bevinden;

— alleen op de verdieping die zich het kortst bij dat evacuatie niveau bevindt, mogen er lokalen gelegen zijn die tijdens de dag door de bewoners gebruikt worden.

9.3.2. In de dakverdieping mogen er geen individuele of collectieve kamers voor bewoners gelegen zijn. Van deze bepaling kan afgeweken worden zo de territoriaal bevoegde brandweerdienst er mede akkoord gaat en de bezetting van de dakverdieping geheel of gedeeltelijk voor dag- en nachtgebruik toelaat en (of) voor bewoning naar gelang van plaatselijke omstandigheden. De afwijking van het algemeen beginsel die door de territoriaal bevoegde brandweerdienst wordt toegestaan voor de installatie in de dakverdieping van individuele of collectieve kamers voor bewoners is onderworpen aan de naleving van de bepalingen van § 3.7 van hoofdstuk II.

9.3.3. Het aantal trappen wordt vastgesteld door rekening te houden met :

— het aantal bewoners dat zich kan bevinden boven het meest nabijgelegen evacuatie niveau;

— de bepalingen van lid 4.3.3. betreffende de maximale afstanden tussen de toegangen tot de naaste trap of eventueel tot een tweede trap.

Op de evacuatie niveaus leiden de trappen naar buiten, hetzij rechtstreeks, hetzij langs de een evacuatiweg die voldoet aan de voorschriften van lid 9.5.2.

9.4. Voorschriften voor sommige bouwelementen.

9.4.1. Structurele elementen.

De structurele elementen, zoals kolommen, dragende muren, hoofdbalken en andere essentiële delen die het geraamte of het skelet van het gebouw vormen, met uitzondering van de afgewerkte vloeren, hebben een weerstand tegen brand van ten minste twee uur in de gebouwen van type 2, waarbij deze eis tot een uur wordt herleid voor een gebouw van type 1. In alle gevallen hebben de afgewerkte vloeren een weerstand tegen brand van ten minste één uur.

9.4.2. Buitenwanden : de bepalingen van de leden 3.2.2. en 3.2.3. zijn van toepassing.

9.4.3. Vertikale wanden : de bepalingen van § 3.3 zijn van toepassing.

9.4.4. Deuren : de bepalingen van § 3.4. zijn van toepassing.

9.4.5. Plafonds en valse plafonds :

In de evacuatiwegen zijn de bepalingen van 3.5. van toepassing. Op de andere plekken zijn alleen de bepalingen van 3.5.1. van toepassing.

9.4.6. Niet-vlottende bekledingsmaterialen die gebruikt worden als thermische of geluidsisolatie of als versiering : § 3.6. is van toepassing.

9.4.7. Daken : de waterdichte bedekking is vervaardigd met materialen van categorie 1 of als zodanig gemaakt krachtens bijlage 5 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

9.5. Bouwvoorschriften betreffende de doorgangen die bij evacuatie gebruikt moeten worden.

9.5.1. Trappehuizen en trappen.

9.5.1.1. Aantal trappen :

De voorschriften van lid 4.2.1. zijn van toepassing.

9.5.1.2. Ontwerp van binnentrappehuizen

De voorschriften van lid 4.2.2. zijn van toepassing, behalve wat betreft :

- de weerstand tegen brand van twee uur wordt teruggebracht tot één uur,
- de minimum breedte van de toegangsdeuren tot de trappehuizen en van de deuren van de kamers wordt op 0,80 m vastgesteld.

9.5.1.3. Verluchting van de binnentrappehuizen.

De bepalingen van lid 4.2.3. zijn van toepassing. De doorsnede van de verluchtingsopening kan toch op 1 halve m² teruggebracht worden als de plaatselijke omstandigheden het vereisen.

9.5.1.4. Binnentrappen.

9.5.1.4.1. De binnentrappen worden gebouwd hetzij uit materialen die ten minste tot klasse A2 behoren, volgens bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen, hetzij uit massief hardhout met een volumieke massa van minstens 650kg/m³. Ze worden langs beide zijden voorzien van een leuning, veilig vastgehecht en doorlopend op de bordessen.

De treden worden uitgerust met een anti-slipneus.

De traparmen zijn recht, maar de draai- of kromme trappen worden aanvaard indien zij een ononderbroken wegbeweging toelaten en indien de treden een minimale breedte van 24 cm op de ganglijnen hebben, op voorwaarde dat de hierboven vermelde eisen in acht worden genomen.

9.5.1.4.2. Nuttige breedte van de traparmen en bordessen. De bepalingen van 4.2.4.2. zijn van toepassing. De minimale nuttige breedte kan toch op 0,80 m teruggebracht worden behalve op de plaatsen waar lid 9.5.3. van toepassing is.

9.5.1.5. Buitentrappen.

9.5.1.5.1. De voorschriften van lid 4.2.2.7. zijn van toepassing.

9.5.1.5.2. Nuttige breedte van de buitentrappen. De bepalingen van 4.2.4.2. zijn van toepassing. De minimale nuttige breedte kan toch op 0,80m teruggebracht worden behalve op de plaatsen waar lid 9.5.3. van toepassing is.

9.5.2. Evacuatiewegen :

De bepalingen van 4.3. zijn van toepassing. De minimale nuttige breedte van de evacuatiewegen kan toch op 0,80 m teruggebracht worden behalve op de plaatsen waar lid 9.5.3. van toepassing is.

9.5.3. Bewoners die zich op eigen krachten niet kunnen bewegen :

Onverminderd de bepalingen van 9.5.1 en 9.5.2 zijn de volgende bepalingen van toepassing op de etages die bezet worden door en/of toegankelijk zijn voor de bewoners die zich op eigen krachten niet kunnen bewegen :

9.5.3.1. In elk geval wordt de minimale breedte van de evacuatiewegen vastgesteld op 1,2 m.

9.5.3.2. In elk geval wordt de minimale breedte van de deuren vastgesteld op 0,90 m.

9.5.3.3. De trappehuizen die deze etages bedienen moeten een minimale breedte van 1,2m hebben voor de gebouwen van type 2 en van 1m voor de gebouwen van type 1. Deze beschrijving is echter niet van toepassing als deze etages uit verschillende compartimenten bestaan die een horizontale evacuatie van elk compartiment naar een ander mogelijk maken en onafhankelijk van de trappehuizen.

9.6. Bouwvoorschriften voor sommige lokalen en technische ruimten.

9.6.1. Stookplaatsen en aanhorigheden.

De stookplaatsen, alsmede hun aanhorigheden, moeten de bepalingen van § 5.2. naleven, behalve wat betreft de verplichting om zich te gedragen naar de norm NBN B 61-001.

9.6.2. Transformatiekabines aangesloten op een hoogspanningsnet.

De bepalingen van § 5.3. zijn van toepassing. Indien de transformatiekabines het reglement en de normen vermeld in deze paragraaf echter niet naleven, moeten ze het reglement en de normen in acht nemen die van toepassing waren toen deze transformatiekabines in werking werden gesteld.

Nochtans :

- moeten de wanden van de transformatiekabines slechts een weerstand tegen brand van één uur hebben;
- moet het dielectricum van de transformatoren in de ter plaatse gemonteerde transformatiekabines uitgerust met een automatische blusinstallatie, niet onbrandbaar materiaal zijn.

9.6.3. Binnenshuis gelegen garages en parkeerruimten.

De bepalingen van § 5.4. zijn van toepassing.

9.6.4. Huisvuilstortkokers.

De bepalingen van § 5.5. zijn van toepassing.

9.6.5. Kokers.

De graad van weerstand tegen brand van de kokerswanden moet minstens gelijk zijn aan de hoogste graad van weerstand tegen brand verdragen door de wanden waardoor ze lopen. In geen geval mogen de kokers de oorspronkelijke graad van weerstand tegen brand verzwakken van de wanden waardoor ze lopen. Alle kokers worden gemaakt uit materiaal van klasse A0 volgens bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

9.6.6. Gemeenschappelijke keukens en ensembles keukens restaurants.

De bepalingen van § 5.7. zijn van toepassing.

9.6.7. Huisvuilopslag.

De bepalingen van § 5.8. zijn van toepassing.

9.7. Uitrusting van de inrichtingen.

9.7.1. Liften en goederenliften.

De installaties, kokers, lokalen van de machines worden gemaakt overeenkomstig de bepalingen van het « Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming ». Naast de bepalingen van artikel 28 van het « Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming » is dit voorschrift van toepassing op al de in dit besluit bedoelde inrichtingen, of personeel al dan niet erin tewerkgesteld is.

9.7.2. Elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting en signalisatie.

§ 6.2. is van toepassing op de installaties die, op grond van de datum waarop ze in werking werden gesteld, de bepalingen van het « Algemeen Reglement op de elektrische installaties » in acht nemen.

De andere installaties moeten voldoen aan de reglementen en normen die van toepassing waren toen ze in werking werden gesteld, alsook aan de bepalingen van de leden 6.2.1.2., 6.2.2., 6.2.3., 6.2.4. en 6.2.5.

9.7.3. Installaties gevoegd met brandbaar gas dat lichter is dan de lucht, verdeeld langs leidingen.

De bepalingen van § 6.3. zijn van toepassing.

9.7.4. Installaties van vloeibaar gemaakte petroleumgassen.

De bepalingen van § 6.4. zijn van toepassing.

9.7.5. Installaties voor verwarming en klimaatregeling.

De bepalingen van § 6.5. zijn van toepassing.

9.7.6. Installaties voor detectie van brand en voor melding, waarschuwing en alarm, en brandblusmiddelen.

De bepalingen van § 6.6. zijn van toepassing.

9.8. Onderhoud en controle.

De bepalingen van § 7 zijn van toepassing.

De bestaande uitrustingen moeten gekeurd of gecontroleerd worden overeenkomstig de bepalingen van voornoemde paragraaf.

9.9. Voorschriften betreffende de bewoning.

De bepalingen van § 8 zijn van toepassing.

HOOFDSTUK 5. — *Overgangsbepalingen*

10.1. Termijn waarover de rustoorden die erkend zijn of van een voorlopige werkingsmachtiging genieten bij de inwerkingtreding van dit besluit, beschikken om zich te gedragen naar de normen.

Bij wijze van overgangsmaatregel beschikken de rustoorden die erkend zijn na 7 juni 1989 en tot de datum van inwerkingtreding van dit aanhangsel of een voorlopige werkingsmachtiging genieten bij de inwerkingtreding van dit besluit, over een termijn van twee jaar om zich te gedragen naar de erin vastgestelde veiligheidsnormen.

— De termijn van twee jaar wordt op 5 jaar vastgesteld voor de toepassing van de punten 2.1.2., 2.4., eerste lid, eerste streepje, 6.6.5.4.2.

— De termijn van twee jaar wordt op 10 jaar vastgesteld voor de toepassing van de punten 1.3. en 4.3.2.

10.2. De volgende inrichtingen vallen tijdelijk slechts onder toepassing van de bepalingen van de hoofdstukken 3 en 4 :

De inrichtingen die, op 6 juni 1989, erkend waren op grond van een verklaring van de bevoegde brandweer waarbij bevestigd is dat ze voldoende aan de veiligheidsnormen beantwoorden die vastgesteld zijn hetzij bij het koninklijk besluit van 12 maart 1974, hetzij bij het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 10 juli 1984. Deze inrichtingen beschikken over een termijn van vijf jaar vanaf de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* om te voldoen aan de bepalingen van de hoofdstukken I en II, onverminderd de termijn van 10 jaar die verleend wordt om zich te gedragen naar de in de punten 1.3. en 4.3.2. bedoelde normen.

10.3. De volgende inrichtingen vallen tijdelijk slechts onder toepassing van de bepalingen van hoofdstuk 4 :

1° de als rustoorden voor bejaarden geëxploiteerde inrichtingen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een aanvraag om erkenning waarvan de datum voorafgaat aan 11 september 1984;

2° de inrichtingen die niet gesubsidieerd worden op grond van de wet van 22 maart 1971 tot subsidiëring van de bouw van rustoorden voor bejaarden, maar die de bouwvergunning vóór 11 september 1984 gekregen hebben op advies van de bevoegde brandweer;

3° de inrichtingen die gesubsidieerd worden ter uitvoering van bovenbedoelde wet waarvoor het Ministerie voor 11 september 1984 de principiële subsidiebelofte heeft verleend.

Deze inrichtingen beschikken over een termijn van twee jaar vanaf de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* om te voldoen aan de bepalingen van hoofdstuk 4.

De bepalingen van hoofdstuk 4 blijven van toepassing voor een periode van 7 jaar vanaf de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Na verloop van deze termijn moeten de betrokken inrichtingen volledig voldoen aan de bepalingen van de hoofdstukken 1 à 3 onverminderd de termijn van 10 jaar die verleend wordt om zich te gedragen naar de in de punten 1.3. en 4.3.2. bedoelde normen.

AANHANGSEL 1 VOOR BIJLAGE A

Model voor attest

Deel 1 (moet worden ingevuld voor de Burgemeester het attest aflevert.)

Ondergetekende

.....

Hoofd van de brandweer van en te

.....

verklaart dat het rustoord - de serviceflat - het dagcentrum - voor bejaarden

.....

gelegen testraat

..... nr.

(**) Eerste mogelijkheid

a. op bevredigende wijze beantwoordt aan de normen voor bescherming tegen brand, bedoeld in bijlage A bij het besluit van de Regering van het Waalse Gewest van tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge », voor de huisvesting - de opvang - van maximum bejaarden, verdeeld over niveaus.

(**) Tweede mogelijkheid

b. niet op bevredigende wijze beantwoordt aan de normen voor bescherming tegen brand, bedoeld in bijlage A bij het besluit van de Regering van het Waalse Gewest van..... tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge », wat betreft :

1) de hieronder vermelde punten :

-
-
-
-
-

2) de hieronder vermelde punten :

-
-
-
-
-

Naar mijn mening maken die redenen geen hindernis uit voor de inwerkingstelling van de inrichting voor de huisvesting - de opvang - van maximum bejaarden, verdeeld over verdiepingen.

Er zal echter binnen een termijn van aan moeten voldaan zijn.

(*) De vermeldingen doorhalen die niet van toepassing zijn.

In ieder geval, wanneer de inrichting aan de hierboven vermelde punten zal hebben voldaan, en wanneer de uitvoering ervan zal zijn nagezien, zal ze op bevredigende wijze voldoen aan de reglementaire veiligheidsnormen waaraan de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra zijn onderworpen.

Het Hoofd van de brandweer,

(datum en ondertekening)

(*) Schrappen wat niet past.

(**) Schrappen wat niet past en aanvullen waar nodig.

Deel 2 (deel voorbehouden aan de Burgemeester)

Gelet op het attest dat ingevuld werd door, hoofd van de Brandweerdienst, op en m.b.t. het rustoord * - de serviceflat * - het dagcentrum * met de volgende benaming : et beheerd door

Ondergetekende,, Burgemeester van

(*) Eerste mogelijkheid

a. gaat akkoord met de conclusies van de brandweerdienst zoals in deel 1;

(*) Tweede mogelijkheid

b. gaat niet akkoord met de conclusies van de brandweerdienst zoals in deel 1, en wel om volgende redenen : ..

.....

Zodoende

(*) Eerste mogelijkheid

a. wordt het opstarten van de bovenbedoelde inrichting toegelaten voor het onderbrengen * - de opvang * van maximum bejaarden, verdeeld over verdiepingen, en dat voor een duur van zes jaar ** - vanaf (moet ingevuld worden als het gaat om minder dan zes jaar).

(*) Schrappen wat niet past.

(**) Schrappen wat niet past en aanvullen.

(*) Tweede mogelijkheid

b. wordt het opstarten van de bovenbedoelde inrichting toegelaten voor het onderbrengen* - de opvang* van een maximum van bejaarden, verdeeld over ... verdiepingen voor een periode van t.e.m

Tijdens die periode zal op veiligheidsgebied voldaan moeten worden aan hiernavolgende punten :

-
-
-
-
-

Nazicht door het Hoofd van de Brandweerdienst volgt verplicht.

(*) Derde mogelijkheid

c. Het opstarten van de bovenbedoelde inrichting wordt niet toegelaten.

De Burgemeester,

(Datum en handtekening)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge ».

Namen, 3 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

Bijlage II. — Normen die van toepassing zijn op de rustoorden

HOOFDSTUK 1. — *Minimale en maximale herbergingscapaciteit*

0.1. Geen enkel rustoord kan een erkenning verkrijgen voor minder dan 26 of meer dan 300 bedden. Niettemin mogen de erkende rustoorden en de rustoorden die een voorlopige werkingsmachtigingen hebben gekregen op de datum van inwerkingtreding van deze normen, minder dan 26 bedden tellen.

HOOFDSTUK 2. — *Normen betreffende de vrijheid van de bewoners, het eerbied voor hun opvattingen en hun deelneming*

1. Huishoudelijk reglement.

1.1. Elk rustoord voor bejaarden is ertoe gehouden een huishoudelijk reglement op te maken.

Het huishoudelijk reglement bepaalt de rechten en plichten van de bewoners en van de beheerder. Het voorziet in de zo groot mogelijke vrijheid voor de bewoner met inachtneming van de imperatieven van een gemeenschappelijk leven.

Het voorziet eveneens in de verplichting om zich te gedragen naar de bepalingen betreffende de veiligheid.

De wijzigingen van dit huishoudelijk reglement treden in werking dertig dagen na mededeling aan de bewoners en/of aan hun vertegenwoordigers.

1.2. Een door de beheerder gedateerd en ondertekend exemplaar van dit huishoudelijk reglement wordt tegen ondertekend ontvangbewijs geldend als kennisneming door elke bewoner en/of door zijn vertegenwoordiger afgegeven vóór de ondertekening van de huisvestingsovereenkomst en, voor zover mogelijk, vóór de datum waarop de opvang van deze bewoner in het rustoord is voorzien.

1.3. Het huishoudelijk reglement vermeldt de naam van de beheerder en het nummer van de erkenning of van de voorlopige werkingsmachtiging van het rustoord.

1.4. Het huishoudelijk reglement vermeldt uitsluitend :

- de voorwaarden van de organisatie van de verpleegkundige zorgen alsmede van de zorgen verschaft door het paramedisch en/of kinesiepersoneel;
- de voorwaarden van de organisatie van de medische activiteit met inachtneming van de vrije keuze van de arts door de bewoner;

1.5. Het huishoudelijk reglement moet vermelden dat de beheerder geen enkele keuze met een commerciële, culturele, ideologische, filosofische of religieuze aard moet opleggen aan de bewoners.

1.6. Bovendien vermeldt het huishoudelijk reglement :

- de naam van de directeur aan wie alle opmerkingen, bezwaren of klachten van de bewoners, van hun familie, hun borg of hun bezoekers medegedeeld kunnen worden; de directeur kan daartoe bij afspraak geraadpleegd worden ten minste vier uur per week verspreid over minimum twee dagen, waarvan minstens één keer per week, één uur na 18 uur;
- het eerbied voor het privé-leven van de bewoners;
- het recht voor de bewoners de bezoekers van hun keuze te ontvangen;
- de bezoekdagen en -uren worden zo ruim mogelijk vastgesteld, waarvan minstens drie uur 's namiddags en één uur na 18 uur, elke dag, zondag en feestdagen inbegrepen;
- de vrije toegang voor bijstand aan een stervende wordt voortdurend gewaarborgd aan de familie, de vrienden alsmede aan geestelijken en lekenraadgevers;
- het adres en het telefoonnummer van de dienst van het gewestelijke bestuur waaraan de klachten kunnen worden gericht;
- het adres van de burgemeester die bevoegd is om klachten te ontvangen en het telefoonnummer waarop hij kan worden opgebeld.

1.7. Het vermeldt de regels volgens welke de bewoner kan deelnemen aan het leven van het rustoord;

In het bijzonder vermeldt het de regels volgens welke de bewoner of zijn vertegenwoordiger kan deelnemen aan het leven van het rustoord, inzonderheid in het kader van de bewonersraad waarvan sprake in punt 5 van deze bijlage.

Het ontvangbewijs dat als kennisneming van het huishoudelijk reglement en van elke wijziging ervan geldt, wordt bij het in punt 3 van dit hoofdstuk bedoelde individuele dossier gevoegd.

Elke met de voorschriften strijdige bepaling wordt geacht nietig te zijn.

2. Overeenkomst tussen de beheerder en de bewoner.

2.1. Een in tweevoud opgemaakte overeenkomst wordt ondertekend tussen de beheerder van het rustoord of de directeur en de bewoner en/of zijn vertegenwoordiger; ze moet gedateerd en ondertekend worden door de partijen.

Een exemplaar moet aan de bewoner of aan zijn vertegenwoordiger tegen ontvangbewijs worden gestuurd.

Het voor het rustoord bestemde exemplaar en het ontvangbewijs moeten bij het in punt 3 van dit hoofdstuk bedoelde individuele dossier gevoegd worden.

Elke wijziging van deze overeenkomst maakt het voorwerp uit van een in tweevoud opgemaakt aanhangsel dat ook gedateerd en ondertekend is, en bij de overeenkomst gevoegd.

De overeenkomst moet de volgende punten omvatten :

2.1.1. de algemene en bijzondere huisvestingsvoorwaarden.

2.1.2. de dagelijkse of maandelijks huisvestings- of opvangprijzen en de diensten die worden gedekt.

Deze prijs kan schommelen naar gelang van de bijzondere architecturale elementen en van de kenmerken van het bewoonde kamer; dit afgewisselde aanbod is nochtans beperkt tot 6 verschillende basisprijzen; voor elke van deze prijzen worden de bijzondere elementen en kenmerken duidelijk bepaald in deze overeenkomst en in elke kamer met het nummer ervan aangeplakt;

De volgende elementen zijn minimum in deze prijs inbegrepen :

- het gebruik van de kamer;
- het meubilair van de kamers;
- het gebruik en het onderhoud van de sanitaire, eigen of gemeenschappelijke installaties;
- het gebruik van de gemeenschappelijke plaatsen, met inbegrip van de liften, overeenkomstig het huishoudelijk reglement;
- het grote onderhoud van het patrimonium, het algemene onderhoud en het reinigen van de gemeenschappelijke plaatsen, materiaal en producten inbegrepen; de herstellingen van de kamers en huisvestingen die uit een gewoon huurgebruik voortvloeien;
- het meubilair van de gemeenschappelijke plaatsen;
- de afvalverwijdering;
- de verwarming van de kamers en gemeenschappelijke plaatsen, het onderhoud van de installaties en elke wijziging van het verwarmingsapparaat;
- het stromende koude en warme water en het gebruik van elke sanitaire installatie;
- de elektrische installaties, hun onderhoud en elke wijziging ervan en het elektriciteitsverbruik van de gemeenschappelijke plaatsen;
- de installaties voor bescherming tegen brandgevaar en voor intercom;
- de kosten voor de installatie, het onderhoud en de retributie van een openbaar telefoontoestel ter beschikking gesteld van de bewoners die slechts de kosten voor persoonlijke communicaties tegen de kostprijs betalen;
- de beschikbaarstelling van de gemeenschappelijke televisielokalen, radio en ander audiovisueel materiaal;
- de administratieve kosten, ongeacht de aard ervan, die gebonden zijn aan de huisvesting of de opvang van de bewoner of die de werking van de instelling betreffen;
- de verzekeringen voor de burgerlijke aansprakelijkheid, de brandverzekering alsmede alle verzekeringen die de beheerder overeenkomstig de wetgeving heeft aangegaan, met uitzondering van elke persoonlijke verzekering van de bewoner;
- de animatie-, recreatie- en therapeutische activiteiten wanneer ze in de instelling worden georganiseerd;
- de keukeninstallaties, het onderhoud ervan en de wijzigingen gebonden aan de ontwikkeling van de wetgeving en de toevoer van de stoffen en de opslag ervan;
- de bereiding en de verdeling van de maaltijden, de naleving van de diëten, de collaties en dranken waarvan de verdeling tussen de maaltijden systematisch is; geen supplement kan in rekening worden gebracht voor de dienst in kamer als deze dienst wegens medische redenen verantwoord is;
- de beschikbaarstelling, het onderhoud en de hernieuwing van het beddegoed : matrassen, dekens, spreien, lakens, oorkussens, steeklakens alsmede gordijnen, behangsels en meubelstoffen;
- de bescherming van het beddegoed in geval van incontinentie;
- het elektriciteitsverbruik, de verlichtings- en verwarmingstoestellen gebonden aan het individuele gebruik van de bewoners; opvallend is dat het elektriciteitsverbruik gebonden aan het gebruik van privé-toestellen van de bewoners niet-verplicht voor de naleving van de normen het voorwerp kan uitmaken van supplementen;
- het reinigen van de individuele kamers en van het meubilair en materiaal die erin liggen;
- de dienstverleningen van het verpleegkundige en verplegende personeel;
- de dienstverleningen van het paramedische en kinesiepersoneel gedekt door de verzekeringsinstellingen;

2.1.3. De voorwaarden van de aanpassing van de huisvestingsprijs, overeenkomstig de in hoofdstuk 8 van deze bijlage bedoelde normen;

2.1.4. De volledige en precieze opsomming van alle supplementen die in rekening zouden kunnen worden gebracht tegen de bewoner alsmede hun prijs, het middel om ze te berekenen en elke regel waarmee zijn eventuele verhoging kan worden berekend;

2.1.4.1. Geen enkel supplement bedoeld in de in de overeenkomst inbegrepen lijst mag worden betaald door de bewoner;

2.1.4.2. In afwijking van het laatste lid van punt 2.1.2. vermeldt de overeenkomst de voorwaarden i.v.m. de tenlasteneming door de bewoner van het licht verzorgingsmateriaal, de dienstverleningen van het verpleegkundige en verplegende personeel en van het paramedische personeel, wanneer de bewoner na de ziekte- en invaliditeitsverzekering niet de voldoende dekking heeft.

2.1.5. Als een waarborg al dan niet vereist wordt, en, wanneer hij vereist wordt, zijn bedrag en zijn bestemming; dit bedrag mag niet hoger zijn dan de maandelijks huisvestingsprijs die in de overeenkomst bepaald is;

2.1.5.1. Wanneer hij wordt vereist, wordt de waarborg door de partijen op een geïndividualiseerde rekening geplaatst, die ten name van de bewoner bij een bankinstelling wordt geopend met vermelding van de bestemming;

2.1.5.2. De door de geplaatste som opgebrachte interesten worden bij het kapitaal gevoegd;

2.1.5.3. De ene of andere partij kan slechts over de waarborgrekening, zowel in kapitaal als in interesten, beschikken tegen overlegging hetzij van een schriftelijk akkoord, dat na sluiting van de overeenkomst werd opgesteld, hetzij van een eensluidend afschrift van de uitgifte van een gerechtelijke beslissing; deze beslissing is uitvoerbaar;

2.1.5.4. Op het einde van de overeenkomst wordt de gekapitaliseerde waarborg aan de bewoner of aan zijn rechthebbenden afgegeven, na aftrek van alle eventuele verschuldigde kosten en vergoedingen;

2.1.5.5. Geen enkele waarborg mag vereist worden in geval van kort verblijf van minder dan drie maanden in rustoord, zoals bedoeld in artikel 5, § 2, van het laatste lid van het decreet;

2.1.6. De voorwaarden van het in bewaring geven van goederen, waarborgen en waarden die door de bewoner toevertrouwd zijn aan de inrichting, alsmede de voorwaarden van hun eventueel beheer;

2.1.7. De voorwaarden van de financiële tussenkomst in geval van afwezigheid van de bewoner wegens opname in een ziekenhuis, weekeinde, vakantie en elke andere reden;

Wanneer de bewoner in de loop van de maand de kamer bezet, is hij dan voor de eerste keer een bedrag verschuldigd, dat gelijk is aan het nog te lopen deel van de maand.

2.1.8. Het nummer van de aan de bewoner toevertrouwde kamer met vermelding van het maximaantal toelaatbare bewoners in deze kamer;

Behoudens advies van zijn behandelend geneesheer mag een kamerwisseling niet worden verricht zonder de toestemming van de bewoner of van zijn vertegenwoordiger;

2.1.9. De ontbindingsvoorwaarden van de overeenkomst :

2.1.9.1. De overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten, rekening houdende met het feit dat de 30 eerste dagen als proeftijd gelden;

In geval van kort verblijf in rustoord zoals bedoeld in artikel 5, § 2, laatste lid van het decreet, wordt de overeenkomst voor een bepaalde duur gesloten;

2.1.9.2. Tijdens deze proefperiode mogen beide partijen de overeenkomst ontbinden met inachtneming van een opzeggingstermijn van zeven dagen;

2.1.9.3. Na deze proefperiode mag de overeenkomst ontbonden worden mits een vooropzeg die niet korter dan drie maanden mag zijn in geval van ontbinding door de beheerder en vijftien dagen in geval van ontbinding door de bewoner;

De vooropzeg van drie maanden kan tot één maand teruggebracht worden in geval van duidelijke niet-naleving van de zekerheidsnormen of van de imperatieven van het gemeenschappelijke leven;

In geval van kort verblijf in rustoord zoals bedoeld in artikel 5, § 2, laatste lid, van het decreet mag de overeenkomst mits een vooropzeg van zeven dagen ontbonden worden, wat de partij die deze ontbinding beslist, ook mag zijn;

2.1.9.4. De ontbinding geschiedt schriftelijk, hetzij bij ter post aangetekende brief, hetzij tegen ontvangstbewijs twee werkdagen vóór de aanvang van de hierboven vermelde termijn;

2.1.9.5. De bewoner of zijn vertegenwoordiger die de overeenkomst zonder inachtneming van de opzeggingstermijn ontbindt, kan verplicht zijn een vergoeding te betalen, gelijk aan het pensioen dat de duur van de bepaalde termijn dekt, met uitzondering van de eventuele supplementen;

2.1.9.6. In geval van overlijden of van heengaan wegens medische redenen blijft de verplichting om de dagelijkse huivestingsprijs te betalen bestaan, zolang de kamer niet vrij is;

2.1.10. De vermelding volgens welke elk geschil betreffende de uitvoering van de overeenkomst tot bevoegdheid van de burgerlijke rechtbanken behoort. Het adres van het Vredegerecht en de Rechtbank van eerste aanleg, die territoriaal bevoegd is, wordt nader bepaald.

2.2. De gedetailleerde beschrijving van de door de bewoner bezette kamer wordt gevoegd bij de overeenkomst. Ze wordt door de partijen gedateerd en ondertekend. Bij gebrek aan beschrijving vóór de opvang van de bewoner, wordt deze bewoner geacht de kamer ontvangen te hebben in dezelfde staat als degene wanneer hij de kamer verlaat en mag hij niet verantwoordelijk gesteld worden voor de eventuele schade.

2.3. In geval van laatkomende betaling van de huisvestingsprijs mag de moratoire rente, als ze voorzien is, het in artikel 1153 van het Burgerlijke Wetboek bedoelde wettelijke percentage niet overschrijden.

2.4. Elke met de bovenvermelde voorschriften strijdige bepaling wordt geacht nietig te zijn.

2.5. Een door het Ministerie van de Economische Zaken toegelaten prijsverhoging conform de in hoofdstuk 8 bedoelde prijsaanpassing wordt niet beschouwd als een wijziging van de overeenkomst.

3. Individueel dossier van de bewoner

3.1. Een individueel dossier wordt opgemaakt bij de opvang van elke bewoner; dit dossier moet voortdurend bijgehouden worden.

3.1.1. De verzameling van de in dit dossier vermelde gegevens en hun behandeling wordt verricht overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

3.1.2. De door de Regering aangewezen ambtenaren mogen dit dossier permanent raadplegen.

3.1.3. Een lijst van de personeelsleden die overeenkomstig artikel 16, § 1, 4°, van bovenvermelde wet dit dossier mogen raadplegen, wordt bijgehouden.

3.1.4. De inhoud van dit dossier wordt gedekt door het beroepsgeheim.

3.2. Dit dossier vermeldt of omvat met name :

3.2.1. De volledige identiteit van de bewoner (naam, voornamen, geboorteplaats en -datum, burgerlijke stand, nationaliteit, adres);

3.2.2. De naam, het adres en het telefoonnummer van de eventuele vertegenwoordiger van de bewoner;

3.2.3. De naam, het adres en het telefoonnummer van de voor de plaatsing van de bewoner in rustoord verantwoordelijke persoon;

3.2.4. De naam van de behandelend geneesheer, zijn adres en zijn telefoonnummer alsmede alle bepalingen in geval van afwezigheid van deze laatste en de eventueel gewenste ziekenhuisinstelling;

3.2.5. De naam, het adres en het telefoonnummer van de in noodgeval op te bellen persoon;

3.2.6. De godsdienst en/of de filosofische mening van de bewoner als hij het wenst;

3.2.7. De inlichtingen betreffende de betaling (door de bewoner of zijn vertegenwoordiger, in voorkomend geval door het OCMW) van de huisvestingsprijs en de eventuele waarborg waarvan sprake in punt 2.1.5. van deze bijlage;

3.2.8. De inlichtingen betreffende het ziekenfonds (naam, adres, categorie, inschrijvingsnummer);

3.2.9. De inlichtingen betreffende de pensioenen (naam, kas, kasnummer) als de bewoner het eens is;

3.2.10. De lijst van alle waardevolle voorwerpen en het bedrag van de in deposito genomen sommen, met uitzondering van de waarborg bedoeld in punt 3.2.7.;

3.2.11. Het ontvangstbewijs waarvan sprake in punt 1.8. van deze bijlage;

3.2.12. Het voor het rustoord bestemde exemplaar van de overeenkomst en de aanhangsels ervan die bedoeld zijn in punt 2.1. van deze bijlage;

3.2.13. De inventaris van het meubilair dat de bewoner in het rustoord heeft meegebracht;

3.2.14. De beschrijving waarvan sprake in punt 2.2. van deze bijlage.

4. Mededelingenbord

4.1. In een zeer toegankelijke plaats, te weten het onthaalokaal, de hal van het rustoord, of de voornaamste woonplaats, is er een mededelingenbord met de informatie over de volgende punten :

— de naam van de beheerder en, als het om een rechtspersoon gaat, zijn rechtsvorm en de natuurlijke persoon die hem vertegenwoordigt;

— de naam van de directeur van de inrichting en zijn gewone aanwezigheidsuren in het rustoord alsmede de naam van zijn vervanger in geval van afwezigheid;

— het nummer van de erkenning of van de voorlopige werkingsmachtiging van het rustoord en elke inlichting betreffende zijn erkenning of voorlopige werkingsmachtiging en, in voorkomend geval, elke inlichting betreffende een schorsing, een intrekking of een weigering van erkenning of voorlopige werkingsmachtiging alsmede een sluiting;

— de inlichtingen betreffende de bewonersraad;

— het adres en de telefoonnummers van het bevoegde gewestelijke bestuur en van de Burgemeester;

— de menu van de lopende week en van de volgende week;

— de bezoeken;

— de activiteiten en animaties die door de inrichting worden georganiseerd en waaraan de bewoners kunnen deelnemen.

4.2. De directeur van het rustoord zal elke nodige maatregel treffen opdat dit bord leesbaar en voor alle toegankelijk zou zijn.

HOOFDSTUK 3. — *De normen betreffende de hygiëne, de voeding en de gezondheidszorgen*

5. Hygiëne

5.1. De algemene diensten, met name de keuken en de wasserij, zijn zo ingericht dat ze door hun geur, damp of geluid niet hinderen.

5.2. De overeenkomstig het huishoudelijk reglement toegelaten dieren mogen in geen geval toegang hebben tot de keukens, de lokalen waar voedingsmiddelen worden bewaard, de woonkamer, de verzorgingslokalen en de lokalen voor de voorbereiding van geneesmiddelen.

5.3. De vaste afvalstoffen worden geloosd in hermetisch vuilniszakken met inachtneming van de reglementering over de afvalstoffen.

5.4. De kamerstoelen zijn strikt persoonlijk en bestemd voor hun specifieke gebruik.

Ze worden slechts gebruikt als de gezondheidstoestand het rechtvaardigt. Ze mogen in geen geval een gewone stoel vervangen.

5.5. Het beddegoed wordt in een staat van bestendige netheid gehouden en in ieder geval minstens één keer per week en telkens als het nodig is, vervangen.

De vuile was wordt geplaatst in hermetische bakken en dagelijks van de huisvestingszones afgevoerd.

5.6. Drinkbaar water moet in de hele inrichting beschikbaar zijn.

5.7. De baden en douches moeten dagelijks kunnen worden gebruikt door de bewoners.

De nodige hulp wordt verstrekt aan de personen die onbekwaam zijn zich alleen te wassen.

5.7.1. Om de rust van de bewoners te waarborgen mogen toilet en zorgen niet 's nachts of vóór 7 uur 's morgens gemaakt worden, behalve in geval van incontinentie of wegens medische reden.

5.7.2. De directeur moet ervoor zorgen dat geen bejaarde bij gebrek aan zorgen en netheid de andere bewoners misselijk maakt; hij treft met name alle maatregelen om ervoor te zorgen dat elke bewoner zich minstens één keer per week volledig wast.

6. Voeding

6.1. De bewoners krijgen minstens drie maaltijden per dag, waarvan één volledige warme maaltijd.

De voeding is gezond en gevarieerd; ze is aangepast aan de toestand van de bejaarde.

De door de behandelend geneesheer voorgeschreven diëten worden nageleefd.

6.1.1. De voorbereiding van de maaltijden en de verdeling ervan worden verricht volgens de striktste hygiëneregels overeenkomstig de bepalingen van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten en van de desbetreffende besluiten, met name het koninklijk besluit van 7 februari 1997 inzake de algemene voedingsmiddelenhygiëne.

6.2. De menu's van de maaltijden worden minstens één week op voorhand medegedeeld aan de bewoners, met name op het mededelingenbord.

Een register met ten minste de lijst van de menu's van de afgelopen maand wordt bijgehouden. Dit register moet voortdurend kunnen worden geraadpleegd door de afgevaardigden van het bestuur.

6.3. De ochtendmaaltijd mag niet vóór 7 uur worden opgediend, die van de middag niet vóór 12 uur en die van de avond niet vóór 17 uur 30.

Om de gastvrijheid te verzekeren en het levensproject in acht te nemen worden de maaltijden, behalve medische redenen, in het restaurant gebruikt.

6.4. Twee menu's naar keuze zijn voorzien voor de avondmaaltijd.

6.5. Het rustoord is ertoe gehouden de nodige hulp te verstrekken aan de personen die moeilijkheden ondervinden om alleen te eten of te drinken.

7. Gezondheidszorgen en oproepregister

7.1. Een individueel medisch dossier wordt opgemaakt voor elke bewoner.

7.1.1. Dit dossier omvat de medische, verpleegkundige en paramedische richtlijnen en dagelijks de vermelding van de uitvoering ervan, de opmerkingen van het personeel dat deze richtlijnen heeft uitgevoerd, alsmede alle andere zorgen.

7.1.2. Dit dossier vermeldt ook de bezokedag van de arts, de voorgeschreven geneesmiddelen en hun posologie, de vereiste zorgen, de gevraagde examens en het eventueel dieet.

7.1.3. De verzameling van de erin vermelde gegevens en de behandeling ervan worden overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens verricht.

7.1.4. Het medische dossier wordt gedurende minstens twee jaar na het weggaan of het overlijden van de bewoner in het rustoord gehouden.

7.2. Bij de afwisseling van de ploeg deelt de voor de zorgen verantwoordelijke persoon alle inlichtingen betreffende de kenmerkende evenementen die gedurende de afgelopen periode zijn gebeurd, schriftelijk mede.

7.3. De individuele voorbereiding van de geneesmiddelen wordt door een verpleger volgens de vigerende regels verricht. De geneesmiddelen worden in een meubel of een daartoe bestemd lokaal dat op slot afgesloten is, gehouden.

7.4. Telkens als de gezondheidstoestand van de bewoner het vereist, zal hij een beroep moeten doen op een arts van zijn keuze.

Als de bewoner of, in voorkomend geval, zijn vertegenwoordiger, niet in staat is deze keuze te uiten en in afwezigheid van zijn arts of van zijn vervanger, waarvan de personalia worden vermeld in het individuele dossier waarvan sprake in punt 3.1. van deze bijlage, doet de voor de zorgen verantwoordelijke persoon een beroep op de arts van zijn keuze.

7.5. De directie verzoekt alle artsen in bezoek die één om meer personen in het rustoord onderzoeken, om zich ertoe verbinden op de doeltreffende wijze deel te nemen aan de interne medische organisatie van de inrichting.

7.6. De beheerder moet ervoor zorgen dat de voorkoming van besmettelijke ziekten wordt verzekerd.

7.6.1. In het bijzonder moet hij ervoor zorgen dat alle nodige maatregelen worden getroffen voor de steriele zorgen, bij voorkeur door het gebruik van sets voor enig gebruik.

De inspectie van de hygiëne wordt in alle betwistbare gevallen geraadpleegd.

Zowel 's nachts als overdag vermeldt het personeelslid dat dienst heeft, het aan de oproepen van de bewoners gegeven gevolg en met name de instructies die hij heeft gegeven, in het register.

Volgens de omstandigheden moet hij onmiddellijk een beroep doen aan de persoon van wie de interventie noodzakelijk is.

Het register wordt dagelijks ondertekend door de verantwoordelijken voor de verzorgingsdienst.

De telefoonnummers van de artsen, verplegers, brand- en politiediensten, ziekenhuizen en ambulances moeten worden vermeld op de eerste bladzijde van het register.

Het register wordt ter beschikking gesteld van de ambtenaren die aangewezen zijn om te zorgen voor de toepassing van de bepalingen van het decreet en van de normen.

HOOFDSTUK 4. — *De normen betreffende het aantal, de classificatie, de kwalificatie en de moraliteit van het personeel*

8. Personeel

De directie en het personeel van de inrichting zorgen in het kader van het levensproject voor een gunstige atmosfeer voor de kwaliteit van de bewoners. Ze dragen tot het behoud van hun autonomie en ontplooiing bij. Ze hebben tot doel hun toegang tot een dynamischer sociaal leven te bevorderen, een beroep te doen op hun creatiemogelijkheden en de communicatie tussen de personen van de inrichting te verbeteren.

In elk rustoord voor bejaarden zijn er drie categorieën personeel: het directie- en administratief personeel, het hotelpersoneel en het verzorgingspersoneel.

Voor de schatting van het personeel dat voor de verschillende ambten vereist is, staat een voltijds equivalent gelijk met 38 uur dagelijkse dienstverleningen, behoudens in deze bepalingen uitdrukkelijk bedoelde uitzondering.

De minimale norm is één voltijds personeelslid per aangesneden groep van 5 bewoners.

8.1. Directie- en administratief personeel

8.1.1. Directeur

8.1.1.1. In elk rustoord is er een directeur die zorgt voor het dagelijkse beheer en die onmiddellijk verantwoordelijk is vóór de beheerder.

8.1.1.2. In elk rustoord staat de directeur ter beschikking van de bewoners en hun familie ten minste 4 uur per week. Dag en uur van die beschikbaarheid worden op het mededelingenbord gemeld. De beschikbare uren moeten over twee dagen zijn gespreid, ten minste één uur daarvan moet na 18 uur geplaatst zijn.

8.1.1.3. Het rustoord met ten minste 26 bedden moet beschikken over een directeur die minstens 20 uur per week werkt. Vanaf 60 bedden moet het rustoord over een voltijdse directeur beschikken.

8.1.1.4. Ingeval een rustoord op meer sites is gevestigd, moet de directeur in elke site voldoende aanwezig zijn. Als het op meer sites gelegen rustoord over 60 of meer bedden beschikt, moet de directeur verplicht voltijds werken op de hele sites.

8.1.1.5. In geval van afwezigheid of voorlopige verhindering van de directeur wijst de beheerder het personeelslid aan, dat het best in staat is om voor het dagelijkse beheer van de inrichting te zorgen gedurende zijn afwezigheid. De naam van deze vervanger wordt zoals bedoeld in punt 4 van deze bijlage aangeplakt en de bewoners alsmede de personeelsleden worden daarvan geïnformeerd.

8.1.1.6. De directeur of zijn vervanger kan indien nodig teruggeroepen worden.

8.1.1.7. Het geheel van de dienstverleningen van de directeur mag in geen geval gelden als meer dan één voltijds equivalent, waarvan minstens 0,5 voltijds dagequivalent voor de enige directiefunctie, wat de ambten die de directeur anderzijds in het rustoord uitoefent, ook kunnen zijn.

8.1.1.8. De directeur kan de directie van meer dan twee rustoorden niet waarnemen.

8.1.2. Opleiding van de directeur

8.1.2.1. Elke directeur van een rustoord moet tenminste houder zijn van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of van ziekenhuis- of psychiatrisch verpleger alsook van een attest van de minimum nodige kennis betreffende het beheer van een rustoord, zoals hierna bepaald.

De personen die bij de inwerkingtreding van dit besluit de minimum nodige kennis betreffende het beheer van rustoorden voor bejaarden op grond van het desbetreffende besluit van de Executieve van 20 december 1990 hebben verworven, zijn ervan vrijgesteld de in punt 8.1.2.2. bedoelde opleiding te volgen.

8.1.2.2. De minimum nodige kennis betreffende het beheer van een rustoord wordt beschouwd als verworven wanneer de kandidaat-directeur een door de Minister erkende opleidingscyclus van 250 uren heeft gevolgd en aan de toets met goed gevolg heeft voldaan waardoor deze afgesloten wordt.

Zijn geheel of gedeeltelijk vrijgesteld van de eerste 250 lessen, de personen die houder zijn van een titel van het hoger onderwijs in verband met het ambt.

De Minister bepaalt de lijst van de titels waarvoor deze maatregel kan worden toegepast alsmede de maatregelen die het voorwerp uitmaken van de vrijstelling

8.1.2.3. Programma van de opleiding

8.1.2.3.1. Basisopleiding

Deze eerste cyclus van 250 uren beoogt het aanleren van de om het ambt uit te oefenen vereiste basiskennis door de kandidaat-directeur.

Overeenkomstig punt 8.1.2.2., tweede lid, kunnen vrijstellingen worden verleend voor het geheel of een deel van deze basisopleiding. De gedurende deze opleiding gegeven stoffen kunnen nochtans worden vermeld in het door de Minister bepaalde programma.

* Wetgeving : 75 uren

- Algemene organisatie van de Volksgezondheid
- Organisatie en werking van de sociale zekerheid
- Elementen van het burgerlijke en strafrecht
- Elementen van het handelsrecht
- Elementen van het publiekrecht

* Kennis van de bejaarde : 75 uren

- Elementen van de demografie
- Mechanisme van de veroudering
- Psychologische benadering van de bejaarde

* Boekhouding : 50 uren

- Algemene beginselen van het boekhouds- en belastingsrecht
- De rekeningen van de bedrijven

* Varia : 50 uren

- Seminars
- Didactische bezoeken

8.1.2.3.2. Specifieke opleiding

* Wetgeving : 75 uren

- Wetgevingen betreffende de bejaarden
- Wetgevingen betreffende de rustoorden en rust- of verzorgingshuizen
- Financiering van de rustoorden
- Bescherming van de personen
- Arbeidsrecht

* Kennis van de bejaarde : 75 uren

- Voornaamste pathologieën van de bejaarden
- Behandeling van de zorgen
- Psychologie van de bejaarden
- Diëtiëk van de bejaarden
- Levensproject
- Animatie en recreatie
- Palliatieve zorgen

* Beheer van een rustoord : 75 uren

- Boekhouds- en financieel beheer
- Beheer van het personeel
- Relaties met de verzekeringsinstellingen en de OCMW'S

* Varia : 25 uren

- Seminars
- Didactische bezoeken

8.1.2.4. De lessencyclus waarvan sprake in punt 10.1.2.2. moet na advies van het « Conseil wallon du troisième âge » (Waalse Raad voor de Derde Leeftijd) door de Minister erkend worden.

De duur van de erkenning van deze lessencyclus is drie jaar.

De Minister bepaalt de vereiste titels en/of nodige ervaring van de met de opleidingen belaste personen.

8.1.2.5. Elke directeur is ertoe gehouden deel te nemen aan voortdurende opleidingsactiviteiten van minstens twee dagen per jaar. Het programma van deze dagen moet uiterlijk één maand vóór de organisatie ervan aan de goedkeuring van de Minister worden onderworpen.

8.1.3. Administratief personeel

Wanneer de organisatie van de inrichting het vereist, wordt de directeur bijgestaan door een personeel dat hem voor de verschillende bestuurs-, opvang-, en eventueel animatietaken assisteert.

Voor elk rustoord met 10 of meer bedden is 0,5 voltijds equivalent administratief personeel vereist.

8.2. Hotelpersoneel

Het rustoord moet zorgen voor de taken betreffende de keuken, het restaurant, het beddegoed, de wasserij, het technische onderhoud, de netheid en de hygiëne van de lokalen en voldoen aan de in deze normen vermelde eisen.

Om dit te doen beschikt het rustoord over voldoende personeel met de vereiste kwalificaties.

Een voltijds equivalent per 15 bewoners is minimum vereist. Als het aantal bewoners kleiner of hoger is, wordt het aantal tewerkstellingen verhoudingsgewijs bepaald.

Het rustoord kan deze taken geheel of gedeeltelijk vervullen met de hulp van buitendiensten die met hem door een schriftelijke overeenkomst verplicht zijn gebonden. De regels voor de gelijkstelling van deze dienstverleningen met personeelkosten en, op deze basis, met een raming in voltijds equivalent worden door de Minister bepaald.

8.3. Verzorgingspersoneel

8.3.1. Onder verzorgingspersoneel wordt verstaan de verplegers, de leden van het verplegende personeel, de leden van de paramedische en kinesieberoepen.

8.3.2. Het rustoord beschikt op elk ogenblik over een voldoende aantal leden van het verzorgingspersoneel met wie het in de behoeften van de bewoners kan voorzien naar gelang van hun aantal en hun afhankelijkheidsniveau.

8.3.3. Minstens één lid van het verzorgingspersoneel moet voortdurend aanwezig zijn in het rustoord of, in voorkomend geval, in elke site van het rustoord; hij moet beschikken over de nodige tijd om te voorzien aan de oproepen van de bewoners te antwoorden en om wacht te lopen.

Tijdens de nacht kan het aantal leden van het verzorgingspersoneel in het rustoord niet kleiner zijn dan één eenheid per aangesneden groep van 75 erkende bedden.

Bij gebrek aan expliciete vermeldingen in het huishoudelijk reglement wordt de nacht bepaald als de periode tussen 20 uur en 6 uur : in elk geval gaat het om een onafgebroken periode van maximum 11 uur.

8.3.4. Onverminderd de toepassing van punt 8.3.3. kan het gehele aantal leden van het verzorgingspersoneel die door het rustoord worden tewerkgesteld, niet kleiner zijn dan 1,25 voltijds equivalent per aangesneden groep van 10 aanwezige bewoners op grond van een driemaandelijks gemiddelde.

8.3.5. In afwijking van de punten 8.3.3. en 8.3.4. moet in de rustoorden van minder dan 26 bedden ten minste één personeelslid die over een eerste-hulpdiploma beschikt de dag- en nachtdienst waarnemen.

Ten minste één voltijds verzorgend personeelslid is nodig voor zeven bewoners. Als het aantal bewoners hoger of lager dan dat aantal ligt, moet het aantal tewerkgestelde personeelsleden daaraan worden aangepast.

9. Register van de dienstverleningen en tabel van het personeel

De directeur houdt een register dat de kwalificatie van het personeel vermeldt : statutair, bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen of door overeenkomst verbonden en de data en uren van de dienstverleningen van iedereen.

De lijst van het personeel en het dagelijkse werkrooster worden aangeplakt.

Deze documenten, die permanent worden bijgehouden, worden ter beschikking gesteld van het bestuur dat elk ogenblik een afschrift ervan kan vereisen.

10. Dossiers van het personeel

Voor elk personeelslid, de directeur inbegrepen, wordt een dossier opgemaakt dat de volgende stukken bevat :

10.1. het voor het rustoord bestemde exemplaar of een voor eensluidend verklaard afschrift van de arbeidsovereenkomst, de benoemingsakte of de overeenkomst;

10.2. een voor eensluidend verklaard afschrift van het diploma of de attesten van opleiding en nuttige ervaring;

10.3. een getuigschrift van goed zedelijk gedrag;

10.4. een jaarlijks attest van de bedrijfsgeneeskunde.

Dit dossier alsmede het afschrift van de RSZ-lijsten worden ter beschikking gesteld van het bestuur dat elk ogenblik de overlegging ervan kan vereisen.

HOOFDSTUK 5. — Normen betreffende het gebouw

11. Onderhoud, verwarming, verlichting en liften

Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaand onder gebouw opgericht na de inwerkingtreding van deze normen, het gebouw dat het voorwerp uitmaakt van een eerste erkenningsaanvraag of van een nieuwe erkenningsaanvraag na toekenning van een principieel akkoord meer dan één jaar na de inwerkingtreding van deze normen.

11.1. De gebouwen worden regelmatig onderhouden en beschut tegen vocht of doorsijpelingen.

11.2. Ongeacht het gekozen systeem voor de verwarming van de lokalen, mag dit geen enkele uitwaseming van vlammen, gas of stof veroorzaken in de voor de bejaarden toegankelijke onbewaakte lokalen.

11.3. In de kamers, badkamers en woonplaatsen moet de temperatuur, ongeacht de weersomstandigheden, steeds 22° bereiken en 18° in de voor bejaarde toegankelijke andere lokalen.

11.4. Al de voor de bewoners toegankelijke lokalen worden voortdurend voorzien van een voldoende verlichting. Deze wordt aan de behoeften aangepast naar gelang van de in de lokalen ontwikkelde activiteiten.

In de na de inwerkingtreding van deze normen opgerichte gebouwen moeten de gangen en sanitair bovendien tijdens de nacht voldoende verlicht worden zodat de bewoners zich veilig kunnen verplaatsen.

11.5. De verlichtingsoppervlakte is minimum gelijk aan de zesde van de oppervlakte van elke woonplaats of van elke kamer van de bejaarden.

De vensters van deze lokalen maken een normaal zicht op de buitenwereld zonder ongevalgevaar mogelijk.

11.6. Wat de na de inwerkingtreding van deze normen opgerichte gebouwen betreft, moet worden voorzien in een lift, of elk ander hefmiddel dat de brandveiligheidsnormen in acht neemt, wanneer het gebouw minstens één verdieping telt voor de bewoners boven of onder de normale ontruimingsetage.

De liften moeten de toegankelijkheid van de personen met beperkte beweeglijkheid mogelijk maken.

In afwijking van de eerste twee leden is, naarmate het rustoord vóór of na 31 juli 1984 voor de eerste keer is geëxploiteerd, hetzij geen lift of geen ander hefmiddel vereist, of moet in een lift of een ander mechanisch hefmiddel worden voorzien als de inrichting minstens twee verdiepingen telt boven de normale ontruimingsetage.

12. Oproepsysteem, aanleg van de gangen en trappen

12.1. De gangen en trappen zijn voldoende breed en voorzien van leuning en steunstaven aan beide kanten.

De eerste en de laatste trede evenals elke afzonderde trede worden op de rand voorzien van een scherpkleurige band die schrill afsteekt tegenover de vloerbedekking.

12.2. De woonplaatsen, kamers, W.C.'s en badkamers zijn voorzien van een oproepsysteem dat elk ogenblik in werking kan worden gesteld.

In de kamers is dit systeem bereikbaar vanaf de bedden en, in geval van afhankelijkheid van de bewoners, vanaf de leunstoelen.

Het oproepsysteem is technisch zo ontworpen dat alle oproepen waarop zowel overdag als 's nachts snel moet worden gereageerd, voortdurend kunnen worden gelokaliseerd.

12.3. In de vanaf de inwerkingtreding van deze normen opgerichte gebouwen kan het in punt 12.2. bedoelde systeem de termijn opnemen, waarin er op een oproep wordt gereageerd.

Deze opnemingen worden gevoegd bij het in punt 7.6.3. van deze bijlage bedoelde register.

13. Sanitaire installaties

13.1. Afzonderlijke, fatsoenlijke en voldoende sanitaire installaties zijn voorzien voor de bewoners en het personeel.

13.2. De sanitaire installaties bestaan minimum uit een W.C. voor 8 bewoners.

In de inrichtingen die voor de eerste keer na 31 juli 1984 geëxploiteerd zijn, bestaan de sanitaire installaties minimum uit een W.C. per verdieping die toegankelijk is voor de bewoners die zich in een rolstoel verplaatsen.

Een W.C. is gelijkvloers toegankelijk per niveau van te bedienen kamers.

13.3. Alle W.C.'s zijn gemakkelijk toegankelijk voor de bejaarden. Zij beschikken over een goede rechtstreekse luchtverversing of een goede ventilatie. Hun deur kan niet binnenwaarts worden geopend. De W.C.'s moeten over schuin gemonteerde steunrekken en een haak.

13.4. Minimum één bad of één douche per 12 personen moet worden voorzien.

Deze installaties zijn voorzien van antislipapparatuur.

De douche is zo ontworpen dat de waterstraal georiënteerd kan worden.

Voorzorgen worden genomen opdat de apparaten voor watertoevoer en -afvoer geen ongevallen zouden kunnen veroorzaken.

13.5. In de na de inwerkingtreding van deze normen opgerichte gebouwen is minstens een aan gehandicapte personen aangepaste bad of douche voorzien.

13.6. Er wordt voortdurend en overeenkomstig de hygiëneregels gezorgd voor de afvoer van afvalwater.

14. Kamers en uitrusting ervan

14.1. Elke kamer is genummerd.

De naam van de bewoners komt op de buitenzijde van de kamer voor, behalve als deze laatsten of hun vertegenwoordigers zich daartegen verzetten.

In de individuele kamer bestaat het meubilair minstens uit : een bed, een kleerkast, een wastafel met warm en koud lopend drinkbaar water, een tafel, een leunstoel, een stoel en een nachtkastje met lade.

14.2. Wanneer de kamer meer bedden omvat, is de ruimte tussen de bedden, zowel in lengte als in breedte, minimum 0,90 m.

Bovendien is elk bed minimum 0,80 m van een venster weggeschoven.

Een of verschillende tafels met stoelen bieden alle bewoners van de kamer de mogelijkheid om eventueel gelijktijdig hun maaltijd te gebruiken.

Scheidingselementen tussen de bedden waarborgen iedereen een minimum intimiteit.

In de kamers bestaat het meubilair voor elke bewoner minimum uit :

een bed, een kleerkast, een leunstoel en een nachtkastje met lade.

Deze kamers zijn minstens voorzien van een wastafel met warm en koud lopend drinkbaar water per eenheid van vier personen en van een vanaf het bed bereikbaar verlichtingssysteem dat in werking zou kunnen worden gesteld zonder de andere bewoners van de kamer te storen.

14.3. Het meubilair van de kamers wordt aangepast aan de stand van de bewoner. Het is functioneel en in goede staat.

14.4. In de inrichtingen die over kamers met meer bedden beschikken, is een afzonderingskamer voorzien, die aan de voor de individuele kamers voorgeschreven richtlijnen voldoet.

14.5. De minimale werkelijke oppervlakte van de individuele kamers of woningen bedraagt 12 m² per persoon en 9 m² per persoon in de gemeenschappelijke kamers, sanitaire lokalen eventueel niet inbegrepen.

Bij wijze van overgangmaatregel mag de voor de huisvesting van bejaarden nodige oppervlakte niet kleiner zijn dan 11 m² per persoon in de bestaande inrichtingen en de inrichtingen waarvoor bouw-, inrichtings-, of uitbreidingsprojecten op 31 juli 1984 werden goedgekeurd of in uitvoering waren. Deze oppervlakte wordt bereikt door de optelling te maken van de netto oppervlakten van alle individuele en gemeenschappelijke kamers, van de woonplaatsen en van de eetkamer en door dit totaal te delen door het aantal bejaarden.

14.6. In de na de inwerkingtreding van deze normen opgerichte gebouwen bedraagt de minimale hoogte van de kamers 2,50 meter.

14.7. De gemeenschappelijke kamers mogen niet meer dan twee bedden omvatten.

In afwijking van het vorige lid en bij wijze van overgangmaatregel mogen de gemeenschappelijke kamers niet meer dan zes bedden omvatten in de inrichtingen die niet na de inwerkingtreding van deze normen zijn opgericht of aangelegd.

15. Het gebouw in het algemeen

15.1. Alle rustoorden moeten beschikken over een woonkamer.

Bij wijze van overgangmaatregel zijn de rustoorden met minder dan 20 bedden die een voorlopige werkingsvergunning hebben gekregen of die sinds een datum voorafgaand aan 31 juli 1984 onafgebroken erkend zijn, niet ertoe gehouden over een woonkamer te beschikken.

15.2. In de na 31 juli 1984 voor de eerste keer geëxploiteerde inrichtingen moet de woonkamer toegankelijk zijn voor alle bewoners, ongeacht hun afhankelijkheidsniveau.

15.3. In de na de inwerkingtreding van deze normen opgerichte inrichtingen moet het rustoord beschikken over een woonkamer en een restaurant, die bij voorkeur gescheiden zijn en voor alle bewoners, ongeacht hun afhankelijkheidsniveau, toegankelijk, en over een voor rokers bestemd lokaal. Wanneer dit lokaal niet bestaat, wordt een ruimte ingericht in de woonkamer en voorzien van een zuigingsysteem.

15.4. De totale oppervlakte van de gemeenschappelijke plaatsen bedraagt minstens 2 m² per erkend of toegelaten bed.

Onder gemeenschappelijke plaatsen verstaat men de voor de bewoners toegankelijke binnenplaatsen, met uitzondering van de kamers, keukens, trappen, gangen en sanitair. Kunnen nochtans beschouwd worden als gemeenschappelijke plaatsen, de gangengedeelten en de doorlopen waarvan de breedte de aanleg van ontmoetingsplaatsen mogelijk hebben gemaakt, met inachtneming van de striktste veiligheidsnormen bedoeld in bijlage I van dit besluit.

15.5. Elke inrichting moet beschikken over een fatsoenlijk lokaal dat als sterf- of lijkkamer kan dienen.

HOOFDSTUK 6. — *Boekhouding*

16. Boekhouding

16.1. De boekhouding van de rustoorden waarvan de beheerder een openbare overheid is, wordt vastgesteld overeenkomstig de op deze openbare overheid toepasselijke boekhoudregels.

16.2. De boekhouding van de rustoorden die in punt 16.1. niet bedoeld zijn, wordt vastgesteld overeenkomstig het in bijlage V bedoelde boekhoudplan.

16.3. Voor elke bewoner houden de rustoorden een individuele rekening bij, waarop al de bijzonderheden van de ontvangsten en uitgaven alsmede de leveringen en de ten gunste van de bewoners gepresteerde diensten worden vermeld. Deze individuele rekening kan elk ogenblik worden geraadpleegd door de bewoner of zijn vertegenwoordiger.

16.4. Een uitvoerige maandelijks factuur bepaalt de balans van de verschuldigde bedragen en ontvangsten. Ze wordt met alle bewijsstukken aan de bewoner of zijn vertegenwoordiger afgegeven.

16.5. De boekhouding van de inrichting en van de individuele rekeningen van de bewoners moet ter beschikking van de bestuursafgevaardigden gesteld worden, die er kennis van kunnen nemen zonder zich te verplaatsen.

HOOFDSTUK 7. — *Specifieke normen betreffende de opvang en de huisvesting van gedesorïënteerde bejaarden in een aangepaste eenheid*

Naast de regels voor de organisatie van de rustoorden kunnen de opvang en de huisvesting van de gedesorïënteerde bejaarden georganiseerd worden in een speciaal aangepaste eenheid die een bijzondere erkenning kan krijgen, als het om krankzinnige personen gaat. In dit geval bevordert de eenheid de gemeenschappelijke en individuele autonomie dank zij de creatie van een milieu dat van een familie leefklimaat geïnspireerd wordt.

De gemeenschappelijke autonomie wordt verricht door een afzonderlijke organisatie van de taken van het dagelijkse leven en de individuele autonomie door het bijdragen van de bewoners tot de taken van het dagelijkse leven onder sociale begeleiding van het begeleidingspersoneel.

De bijdrage die zich op de dynamiek van de beperkte groepen baseert, moet de banden met de familie en de omgeving van de bewoners bevorderen en een gemeenschappelijk leven mogelijk maken met minimum 5 en maximum 15 bewoners.

De opvang en de huisvesting worden binnen het rustoord maar in een afzonderlijke plaats georganiseerd. Onder afzonderlijke plaats wordt verstaan een gebouw of een gedeelte van gebouw dat uitsluitende bestemd is voor de eenheid. Dit gebouw bestaat uit een gemeenschappelijke plaats en uit kamers voor de bewoners, die bij voorkeur individueel zijn en die vlak naast de gemeenschappelijke plaats liggen.

De gemeenschappelijke plaats moet een minimale oppervlakte van 60 m² hebben en bestaan uit een toegankelijke en aangepaste keukenruimte, een enige tafel rondom welke de hele gemeenschap zich verenigt, alsmede uit een rustruimte met leunstoelen.

De gemeenschappelijke plaats is voldoende natuurlijk verlicht en heeft zicht op de buitenwereld.

De toegang tot de buitenwereld van de gedesorïënteerde bewoners wordt verzekerd door een aangepast geruimtelijk technisch middel.

Het personeel is voortdurend aanwezig.

De coördinatie van de activiteiten die in de gemeenschappelijke plaats worden uitgeoefend, wordt dagelijks waargenomen door één van de personeelsleden.

Het personeel is ertoe gehouden aan een interne of externe permanente opleiding van twee dagen per jaar deel te nemen.

HOOFDSTUK 8. — *Aanpassing van de huisvestingsprijs*

17. Onverminderd de federale bepalingen die de aanvragen om prijsstijging reglementeren, zoals bepaald in artikel 4 van het ministerieel besluit van 20 april 1993 houdende bijzondere bepalingen inzake prijzen, mag de jaarlijkse verhoging van de huisvestings- of opvangprijs in geen geval 5 % hoger zijn dan de indexering van de consumptieprijzen. Deze bepaling treedt in werking op 1 januari 2000.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van... tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge ».

Namen, 3 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

Bijlage III. — Normen van toepassing op de serviceflats

HOOFDSTUK 1. — *Minimale en maximale huisvestingscapaciteit*

0.1. Geen enkele service-flat mag een erkenning krijgen voor minder dan 5 en meer dan 100 flats.

HOOFDSTUK 2. — *Normen betreffende het gebouw*

1.1. Het gebouw in het algemeen

1.1.1. De serviceflat moet over minimum 5 en maximum 40 individuele woningen beschikken.

1.1.2. De gebouwen worden regelmatig onderhouden en beschermt tegen vocht of doorsijpelingen.

1.2. Ongeacht het aangepaste systeem voor de verwarming van de lokalen, mag dit geen enkele uitwaseming van vlammen, gas of stof veroorzaken.

1.3. In de privatieve partijen en in al de voor de bewoners gemeenschappelijke leefkamers moet de temperatuur steeds 22° bereiken, ongeacht de weersomstandigheden.

1.4. Al de voor de bewoners toegankelijke lokalen worden voorzien van een voldoende verlichting. Deze wordt aan de behoeften aangepast naar gelang van de in de lokalen ontwikkelde activiteiten.

Tijdens de nacht moeten de gemeenschappelijke gangen en sanitaire installaties verlicht worden zodat de bewoners zich veilig kunnen verplaatsen.

1.5. De woon- en slaapkamers moeten kunnen genieten van de natuurlijke helderheid. De vensters van deze lokalen moeten de gelegenheid bieden een normaal zicht op de buitenwereld te hebben.

1.6. Er moet worden voorzien in een lift, of elk ander hefmiddel dat de brandveiligheidsnormen in acht neemt, wanneer het gebouw minstens één verdieping telt voor de bewoners boven of onder de normale ontruimingsetage.

De liften moeten de toegankelijkheid voor de personen met beperkte beweeglijkheid mogelijk maken.

Onder de gemeenschappelijke lokalen en uitrustingen moeten noodzakelijkerwijs de volgende voorkomen :

- een wasserij met wasketel en droger;
- een polyvalente zaal die toegankelijk is voor andere bejaarden van minimum 60 jaar;
- een WC naast de gemeenschappelijke lokalen;
- de aansluiting op de openbare telefoon en op de kabeltelevisie;
- de gemeenschappelijke lokalen die voorzien zijn van een systeem waardoor het dienstdoende personeel opgeroepen kan worden;
- de inrichting en al de voor de bewoners bestemde lokalen die voor de personen met beperkte beweeglijkheid toegankelijk moeten zijn.

1.7. Individuele woningen

Elke individuele woning wordt voor één of twee personen ontworpen en bevat tenminste :

- een woonkamer;
- een keuken met afzuigkap, koelkast en elektrisch fornuis;
- een slaapkamer;
- een badkamer met een lavabo, een douche of een bad;
- een toilet, dat eventueel in de badkamer geïntegreerd kan worden;
- De woningscapaciteit mag het voorwerp uitmaken van een afwijking wat de bezettingsinhoud betreft voor zover de inrichting ervan een bijkomende huisvestingsmogelijkheid biedt;
- De minimale oppervlakte van elke individuele woning is van 35 m²;
- Elke individuele woning is genummerd;
- Een individuele oproepknop wordt bij de ingang van elke woning geplaatst, alsook buiten de serviceflat; de namen van de bewoners worden erop geschreven, behalve dezen het niet wensen;
- Een systeem voor de opening van de deuren en een deurtelefoon worden voorzien in elke individuele woning om de bezoekers te identificeren en de deur van de serviceflat op een afstand te openen;
- Er moet worden voorzien in een systeem om de bewoner in staat te stellen vanaf zijn woning om hulp te roepen en in contact te treden met het dienstdoende personeel;
- Elke woning beschikt over de aansluiting op de telefoon en op de kabeltelevisie;
- Elke woning beschikt over een genummerde brievenbus die gelijkvloers gezet is op een gemakkelijk bereikbare plaats.

HOOFDSTUK 3. — *Permanentie en aangeboden diensten*

Permanentie

2.1. Een permanentie wordt 24u/24 verzekerd en elke oproep van de bewoner wordt onmiddellijk beantwoord.

De organisatie van de permanentie bepaalt de voorwaarden waaronder de tussenkomst van het dienstdoende personeel zo spoedig mogelijk verzekerd kan worden.

Een oproepregister wordt bijgehouden waarin de aard van de oproep, het juiste uur en de tussenkomststermijn voor elke oproep vermeld staan.

Aangeboden diensten

2.2. Diensten die verplicht verleend worden :

- het onderhoud van de gemeenschappelijke lokalen, de buiteninrichtingen en van het materieel waarover de bewoners kunnen beschikken;
- het onderhoud van de vensters binnen en buiten de inrichting;
- een informatie over de in de gemeente georganiseerde activiteiten;
- het bezoek van een afgevaardigde van de inrichtende macht minimum twee keer per jaar.

2.3. Diensten die ter beschikking van de bewoners verplicht gesteld worden :

— de mogelijkheid om drie maaltijden per dag te gebruiken, waaronder noodzakelijkerwijs een volledige warme maaltijd, hetzij in de gemeenschappelijke zaal van de serviceflat die voor de restauratie en de animatie bestemd is, hetzij op het restaurant van het rustoord of van het rust- of verzorgingshuis dat functioneel met de serviceflat verbonden is, hetzij in de privé-woning van de bewoner. Een register vermeldt, per dag, de aan de bewoners opgediende maaltijden met bepaling van de naam van de begunstigde en de aanwijzingen die nodig zijn voor de facturering ervan;

— de mogelijkheid om de privé-woningen minstens één keer per week schoon te maken;

— de mogelijkheid om het persoonlijke linnen van de bewoner te onderhouden.

2.4. Facultatieve diensten :

Elke door de serviceflat georganiseerde dienst moet voor alle bewoners toegankelijk zijn.

HOOFDSTUK 4. — *Overeenkomst tussen de beheerder en de bewoner*

3.1. Een in tweevoud opgemaakte overeenkomst wordt gesloten tussen de beheerder van de serviceflat of de door hem aangewezen directeur en de bewoner en/of zijn vertegenwoordiger; ze moet door de partijen gedateerd en ondertekend worden, iedere partij bewaart één exemplaar ervan.

Het exemplaar moet aan de bewoner of aan zijn vertegenwoordiger tegen ontvangstbewijs worden gestuurd.

Elke wijziging in deze overeenkomst maakt het voorwerp uit van een in tweevoud opgemaakt aanhangsel dat gedateerd, ondertekend en bij de overeenkomst gevoegd wordt.

De overeenkomst moet de volgende punten omvatten :

3.1.1. De algemene en bijzondere huisvestingsvoorwaarden;

3.1.2. Het maximum aantal personen die in de woning toegelaten zijn;

3.1.3. De maandelijkse huisvestingsprijs en de diensten die erdoor worden gedekt;

Deze prijs kan schommelen naar gelang van de bijzondere architecturale elementen en van de kenmerken van de bewoonde woning.

Deze prijs kan slechts verhoogd worden met de toeslagen die overeenstemmen met diensten waarop de bewoner vrij beroep kan doen.

Deze prijs omvat minstens :

— het gebruik van de individuele woning;

— het gebruik van de gemeenschappelijke plaatsen, met inbegrip van de liften, overeenkomstig het huishoudelijk reglement;

— het grote onderhoud van het patrimonium, het algemene onderhoud en het reinigen van de gemeenschappelijke plaatsen, materiaal en produkten inbegrepen;

— de herstellingen van de woningen die uit een gewoon huurgebruik voortvloeien;

— het gebruik van het meubilair van de gemeenschappelijke plaatsen;

— de afvalverwijdering;

— de verwarming van de gemeenschappelijke plaatsen, het onderhoud en alle wijzigingen die aangebracht worden in het verwarmingsapparaat van de gemeenschappelijke of privaatieve plaatsen;

— het gebruik van alle gemeenschappelijke sanitaire installaties;

— de elektrische installaties van de gemeenschappelijke en privaatieve plaatsen, het onderhoud ervan en elke wijziging erin en het elektriciteitsverbruik van de gemeenschappelijke plaatsen;

— de installaties i.v.m. de bewaking, de bescherming tegen brandgevaar en intercom;

— de kosten voor de installatie, het onderhoud en de retributie van een openbaar telefoontoestel dat ter beschikking van de bewoners gesteld wordt in de gemeenschappelijke plaats; dezen betalen slechts de kosten i.v.m. hun persoonlijke communicaties tegen de kostprijs;

— de beschikbaarstelling van een televisie en een radio in de gemeenschappelijke plaatsen;

— de administratieve kosten, ongeacht de aard ervan, die gebonden zijn aan de huisvesting of de opvang van de bewoner of die de werking van de inrichting betreffen;

— de verzekeringen voor burgerlijke aansprakelijkheid, de brandverzekering alsook alle verzekeringen die de beheerder heeft aangegaan overeenkomstig de wetgeving, met uitzondering van elke persoonlijke verzekering van de bewoner;

— de kosten i.v.m. de organisatie van de permanentie.

Tenzij individuele meters het verbruik van elke individuele woning bepalen, omvat de prijs ook :

— de verwarming;

— het stromende koude en warme water;

— het elektriciteitsverbruik.

3.1.4. De voorwaarden i.v.m. de aanpassing van de huisvestingsprijs, overeenkomstig de in hoofdstuk V van deze bijlage bedoelde normen;

3.1.5. De prijs - of het middel om die te berekenen - van elke facultatieve dienst die ter beschikking van de bewoners gesteld wordt.

Elke facultatieve dienst die in de overeenkomst niet bedoeld is, moet het voorwerp uitmaken van een voorafgaande schriftelijke informatie voordat ze aan de bewoner voorgelegd wordt.

3.1.6. Als een waarborg al dan niet vereist wordt, en, wanneer hij vereist wordt, het bedrag en de bestemming ervan; dit bedrag mag niet hoger zijn dan de maandelijkse huisvestingsprijs die in de overeenkomst bepaald is;

3.1.6.1. Wanneer hij wordt vereist, wordt de waarborg door de partijen op een geïndividualiseerde rekening geplaatst, die ten name van de bewoner geopend wordt bij een bank- of kredietinstelling met vermelding van de bestemming;

3.1.6.2. De door de geplaatste som opgebrachte interesten worden bij het kapitaal gevoegd;

3.1.6.3. De ene of andere partij kan slechts over de waarborgrekening, zowel in kapitaal als in interesten, beschikken tegen overlegging hetzij van een schriftelijk akkoord, dat na sluiting van de overeenkomst werd opgesteld, hetzij van een eensluidend afschrift van de uitgifte van een uitvoerbare gerechtelijke beslissing;

3.1.6.4. Op het einde van de overeenkomst wordt de gekapitaliseerde waarborg aan de bewoner of zijn rechthebbenden gegeven, na aftrek van alle kosten en vergoedingen die krachtens de overeenkomst eventueel verschuldigd zijn;

3.1.7. De aan de bewoner toegekende woning die zonder zijn toestemming of die van zijn vertegenwoordiger niet veranderd kan zijn;

3.1.8. De ontbindingsvoorwaarden van de overeenkomst met inachtneming van de volgende voorschriften:

3.1.8.1. De overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten;

3.1.8.2. Beide partijen mogen de overeenkomst ontbinden met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden;

3.1.8.3. De ontbinding geschiedt schriftelijk, hetzij bij ter post aangetekend schrijven, hetzij tegen ontvangstbewijs;

3.1.8.4. In geval van overlijden of van vertrek wegens medische redenen blijft de verplichting om de maandelijkse huisvestingsprijs te betalen bestaan zolang de woning niet vrij is; elke begonnen maand is verschuldigd, zonder splitsing;

3.1.9. De vermelding volgens welke elk geschil betreffende de uitvoering van de overeenkomst tot de bevoegdheid van de burgerlijke rechtbanken behoort.

3.2. De gedetailleerde beschrijving van de door de bewoner bezette woning wordt bij de overeenkomst gevoegd. Ze wordt door de partijen gedateerd en ondertekend. Bij gebrek aan beschrijving vóór de opvang, wordt de bewoner geacht de woning ontvangen te hebben in dezelfde staat als die wanneer hij de woning verlaat en mag hij niet verantwoordelijk gesteld worden voor de eventuele schade.

3.3. Elke met de bovenvermelde voorschriften strijdige bepaling wordt geacht nietig te zijn.

HOOFDSTUK 5. — *Boekhouding*

4.1. De boekhouding van de rustoorden waarvan de beheerder een overheid is, wordt gehouden overeenkomstig de boekhoudkundige regels die van toepassing zijn op die overheid.

4.2. De boekhouding van de service-flats die niet bedoeld zijn onder 4.1. wordt opgemaakt overeenkomstig de normen bedoeld in bijlage V.

4.3. Een uitvoerige maandelijkse factuur wordt voor elke bewoner opgemaakt. Ze wordt met alle bewijsstukken aan de bewoner of zijn vertegenwoordiger afgegeven.

4.4. De boekhouding van de inrichting en van de individuele rekeningen van de bewoners moet ter beschikking van de bestuursafgevaardigden gesteld worden die er kennis van kunnen nemen zonder zich te verplaatsen.

HOOFDSTUK 6. — *Aanpassing van de huisvestingsprijs*

5. Onverminderd de federale bepalingen die de aanvragen om prijsstijging reglementeren, zoals bepaald in artikel 4 van het ministerieel besluit van 20 april 1993 houdende bijzondere bepalingen inzake prijzen voor elk rustoord, elke serviceflat en elk dagcentrum, mag de jaarlijkse verhoging van de huisvestings- of opvangprijs in geen geval 5 % hoger zijn dan de indexering van de consumptieprijzen. Deze bepaling treedt in werking op 1 januari 2000.

HOOFDSTUK 7. — *Huishoudelijk reglement*

6.1. Elke serviceflat voor bejaarden is ertoe gehouden een huishoudelijk reglement op te maken.

6.1.1. Het huishoudelijk reglement bepaalt de rechten en plichten van de bewoners en van de beheerder en voorziet in de verplichting om zich te gedragen naar de bepalingen betreffende de veiligheid. Dat reglement voorziet in de bescherming van het privé-leven van de bewoner.

6.1.2. Elke wijziging aan het huishoudelijk reglement treedt in werking dertig dagen nadat ze werd medegedeeld aan de bewoners en/of hun vertegenwoordigers.

6.2. Een door de beheerder gedateerd en ondertekend exemplaar van dit huishoudelijk reglement wordt afgegeven tegen ondertekend ontvangstbewijs geldend als kennisgeving door elke bewoner en/of zijn vertegenwoordiger vóór de ondertekening van de huisvestingsovereenkomst en, voor zover mogelijk, vóór de datum waarop de opvang van deze bewoner in de serviceflat is voorzien.

6.3. Het huishoudelijk reglement vermeldt de naam van de beheerder en het nummer van de erkenning of van de voorlopige werkingsmachtiging van de serviceflat.

6.4. Het huishoudelijk reglement vermeldt de voorwaarden van toegang tot de verpleegkundige, paramedische of kinesitherapieverzorging die aan de bewoners voorgesteld wordt alsook de vrije toegang van alle medische hulpverleners, en dat in het raam van de vrije keuze van de bewoner.

6.5. In het huishoudelijk reglement wordt voorzien dat de bewoner vrij zijn arts mag kiezen.

6.6. In het huishoudelijk reglement moet vastgelegd worden dat de beheerder geen commerciële, culturele, ideologische, filosofische of religieuze keuze mag opleggen aan de bewoners.

6.7. Bovendien vermeldt het huishoudelijk reglement :

— de naam van de directeur aan wie alle opmerkingen, bezwaren of klachten van de bewoners, hun gezin, hun vertegenwoordiger of van bezoekers medegedeeld kunnen worden; daartoe kan de directeur volgens afspraak geraadpleegd worden minstens vier uur per week, die over minimum twee dagen gespreid worden, waarvan minstens één keer per week 1 uur na 18 uur;

— het recht voor de bewoners de serviceflat binnen te gaan of te verlaten op elk moment van de dag en van de nacht;

— het recht voor de bewoners de bezoekers van hun keuze op elk moment van de dag te ontvangen en de voorwaarden i.v.m. de toegang van deze bezoekers in geval van sluiting van de deuren van de serviceflat;

— het adres en het telefoonnummer van de dienst van het gewestelijke bestuur waaraan de klachten gericht kunnen worden;

— het adres van de burgemeester die bevoegd is om de klachten te ontvangen en het telefoonnummer waarop hij bereikt kan worden.

6.8. Het huishoudelijk reglement bepaalt de voorwaarden waaronder een permanentie verzekerd wordt en elke oproep van de bewoner beantwoord wordt.

6.9. Het huishoudelijk reglement bepaalt ook de voorwaarden waaronder huisdieren in de serviceflats toegelaten zijn.

6.10. Het huishoudelijk reglement bepaalt de voorwaarden waaronder de ter beschikking van de bewoners gestelde gemeenschappelijke lokalen, uitrustingen en diensten toegankelijk kunnen zijn voor andere bejaarden van minimum 60 jaar.

6.11. Het huishoudelijk reglement bepaalt uitdrukkelijk de voorwaarden i.v.m. het gebruik en het genot van de gemeenschappelijke lokalen, uitrustingen en diensten waarover de bewoners kunnen beschikken.

HOOFDSTUK 8. — *Individueel dossier*

7.1. Een individueel dossier betreffende de bewoner die de in hoofdstuk 4 bedoelde overeenkomst aangaat, wordt opgemaakt bij zijn opvang. Een individueel dossier betreffende de andere bewoners wordt ook opgemaakt. De dossiers moeten voortdurend bijgehouden worden.

7.1.1. De verzameling van de in deze dossiers vermelde gegevens en de behandeling ervan worden verricht overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

7.1.2. De door de Regering aangewezen ambtenaren mogen dit dossier permanent raadplegen.

7.1.3. Een lijst van de personeelsleden die overeenkomstig artikel 16, § 1, 4°, van bovenvermelde wet dit dossier mogen raadplegen, wordt bijgehouden.

7.2. Dit dossier omvat met name :

7.2.1. de volledige identiteit van de bewoner (naam, voornamen, geboorteplaats en -datum, burgerlijke stand, nationaliteit, adres).

7.2.2. de naam, het adres en het telefoonnummer van de eventuele vertegenwoordiger van de bewoner;

7.2.3. de naam, het adres en het telefoonnummer van de behandelend geneesheer alsook alle te nemen maatregelen als deze afwezig is, en de eventueel gewenste ziekenhuisinstelling, rustoord of rust- of verzorgingshuis;

7.2.4. de naam, het adres en het telefoonnummer van de in noodgeval op te bellen persoon.

7.2.5. het ontvangbewijs van het huishoudelijk reglement, een exemplaar van de overeenkomst, de beschrijving van de flat en het bankdocument voor het stellen van de waarborg.

HOOFDSTUK 9. — *Mededelingenbord*

8.1. In de hal of in de gemeenschappelijke zaal die voor de vrije tijd en de restauratie bestemd is, wordt een mededelingenbord geplaatst met de informatie over de volgende punten :

— de naam van de beheerder en, als het om een rechtspersoon gaat, zijn rechtsvorm;

de naam van de directeur van de inrichting en zijn aanwezigheidsuren in de serviceflat alsook de naam van zijn plaatsvervanger in geval van afwezigheid;

— elke inlichting betreffende de erkenning of de voorlopige werkingsmachtiging van de inrichting;

— het adres en de telefoonnummers van het bevoegde gewestelijke bestuur en van de Burgemeester;

— de menu's van de lopende week;

— de door de inrichting georganiseerde activiteiten en animaties alsook de inlichtingen betreffende de culturele activiteiten die in de entiteit plaatsvinden.

8.2. De directeur zal elke nodige maatregel treffen opdat dit bord bijzonder leesbaar en voor alle toegankelijk zou zijn.

HOOFDSTUK 10. — *Normen betreffende de hygiëne en de voeding*

9.1. De door de serviceflat georganiseerde algemene diensten, met name de keuken en wasserij, worden zo georganiseerd en ingericht dat ze door hun geur, damp of geluid niet hinderen.

9.2. De voorbereiding van de maaltijden en de verdeling ervan worden verricht volgens de striktste hygiënerregels overeenkomstig de bepalingen van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten en van de desbetreffende besluiten, in het bijzonder het koninklijk besluit van 7 februari 1997 inzake de algemene voedingsmiddelenhygiëne.

9.3. De serviceflat zorgt voor de afvalverwijdering, met inbegrip van de vuilnisbakken van de bewoners die opgehaald worden op de individuele woning, volgens een periodiciteit en onder voorwaarden die in het huishoudelijk reglement bepaald worden.

De vaste afvalstoffen worden afgevoerd in hermetische vuilniszakken met inachtneming van de reglementering over de afvalstoffen.

9.4. Wanneer de serviceflat het onderhoud van het linnen van de bewoners, op hun verzoek, waarneemt, moet hij ervoor zorgen dat de vuile was in hermetische bakken wordt vervoerd, deze ophaaldienst gebeurt vanaf de individuele woning van de bewoner.

HOOFDSTUK 11. — *Normen betreffende het aantal, de classificering, de kwalificatie en de moraliteit van het personeel*

10.1. De serviceflat moet alle nodige maatregelen inzake het personeel nemen om de aangeboden diensten te waarborgen.

10.2. Wanneer de serviceflat, het rustoord of het rust- of verzorgingshuis of elke andere inrichting waarmee de serviceflat functioneel verbonden is het personeel gemeenschappelijk hebben, wordt het personeel dat de dienstverleningen in de serviceflat verzekert, duidelijk geïdentificeerd en wordt de tijd die iedereen aan deze taken besteedt, perfect geschat in voltijds equivalent.

10.3. De serviceflat kan alle of een deel van deze taken verzekeren met de hulp van buitendiensten of zelfstandige hulpverleners, die verplicht bij overeenkomst ermee verbonden zijn.

10.4. Directeur

10.4.1. In elke serviceflat neemt een directeur het dagelijkse beheer waar en is hij rechtstreeks verantwoordelijk vóór de beheerder.

10.4.2. De directeur van de serviceflat mag de directeur van het rustoord of het rust- of verzorgingshuis zijn dat functioneel met de serviceflat verbonden is. In dit geval, voor de beoordeling van zijn dienstverleningen, wordt het aantal bewoners van de serviceflats opgeteld bij het aantal bewoners van het rustoord en van de sites die ervan afhangen. Desnoods kan de directeur teruggeroepen worden. In geval van langdurige afwezigheid wijst hij een personeelslid aan dat met het dagelijkse beheer belast is tijdens zijn afwezigheid.

10.5. Opleiding van de directeur

10.5.1. Elke directeur van een serviceflat moet tenminste houder zijn van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of van ziekenhuis- of psychiatrisch verpleger alsook van een attest van de minimum nodige kennis betreffende het beheer van een serviceflat.

10.5.2. De minimum nodige kennis betreffende het beheer van een serviceflat wordt beschouwd als verworven wanneer de kandidaat-directeur een door de Minister erkende opleidingscyclus heeft gevolgd en aan de toets met goed gevolg heeft voldaan waardoor deze afgesloten wordt. De opleidingscyclus bestaat uit 250 uren als de kandidaat houder is van een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs en 100 uren als de kandidaat houder is van het diploma van het hoger onderwijs. De opleiding tot directeur van rustoorden voldoet van rechtswege aan de voorwaarden voor de opleiding tot directeur van serviceflats. De directeurs van de inrichtingen, die met de definitie van de serviceflats overeenstemmen, die in functie zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, beschikken over een termijn van twee jaar om de vereiste opleiding te verwerven.

De directeur is aanwezig in de serviceflat volgens afspraak en minstens vier uur per week, die over minimum twee dagen gespreid worden, waarvan minstens één keer per week 1 uur na 18 uur.

10.6. Register van de dienstverleningen en tabel van het personeel

De directeur houdt een register dat de kwalificatie van het personeel van de serviceflat vermeldt : statutair, bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen of door overeenkomst verbonden en de data en uren van de dienstverleningen van iedereen.

Wanneer het personeel door de serviceflat in dienst genomen is, worden de lijst van het personeel en het dagelijkse werkrooster aangeplakt. Een andere lijst vermeldt de buiten hulpverleners met wie de serviceflat een aannemingscontract heeft gesloten. De aannemingscontracten worden erbij gevoegd.

Deze documenten, die permanent worden bijgehouden, worden ter beschikking gesteld van het bestuur dat elk ogenblik een afschrift ervan kan vereisen.

10.7. Dossiers van het personeel

10.7.1. Voor elk personeelslid dat met de serviceflat verbonden is bij arbeidsovereenkomst of door een benoemingsakte, de directeur inbegrepen, wordt een dossier opgemaakt dat de volgende stukken bevat :

- het voor de serviceflat bestemde exemplaar van de arbeidsovereenkomst of de benoemingsakte, of een gewaarmerkt afschrift;
- een voor eensluidend verklaard afschrift van het diploma of van de attesten van opleiding en nuttige ervaring;
- een getuigschrift van goed zedelijk gedrag;
- voor het personeel, een jaarlijks attest van de bedrijfsgeneeskunde.

10.7.2. Dit dossier, alsook het afschrift van de R.S.Z.-opgaven voor het statutaire of bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeel, worden ter beschikking gesteld van het bestuur dat de overlegging ervan op elk ogenblik kan eisen.

HOOFDSTUK 12. — Voorwaarden voor een functionele verbinding met een rustoord of een rust- of verzorgingshuis of elke andere dienst of inrichting

De serviceflat moet met een rustoord of een rust- of verzorgingshuis verbonden zijn en kan bovendien met een andere dienst of inrichting verbonden zijn die in dezelfde gemeente of een aangrenzende gemeente gelegen is.

Als het om een serviceflat gaat die op dezelfde plaats gelegen is als het rustoord of het rust- of verzorgingshuis, kunnen alle dienstverleningen verzekerd worden door de verdeling van deze diensten, overeenkomstig de voorschriften van de interne bepalingen.

In alle andere gevallen komt de serviceflat het eens met het rustoord of het rust- of verzorgingshuis waarmee hij verbonden is over gemeenschappelijke verplichtingen waaronder minimum de verplichting voor het rustoord of het rust- of verzorgingshuis om de bewoners van de serviceflat, die het wensen, eerst te huisvesten en de verplichting om gemeenschappelijke activiteiten voor te stellen. Wat de rest betreft, moet de serviceflat zelf zorgen voor alle diensten en verplichtingen die wegens de huisvesting niet gedragen kunnen worden door het rustoord of het rust- of verzorgingshuis.

Wanneer het personeel zijn diensten ook verleent in een rustoord, een rust- of verzorgingshuis of een andere dienst of inrichting die onder dezelfde beheerder vallen, wordt de duur van deze dienstverleningen voor elke dienst duidelijk geïdentificeerd.

Wanneer producten of verzorging verstrekt of verleend worden door een rustoord, een rust- of verzorgingshuis of een andere dienst of inrichting in functionele verbinding met de serviceflat, worden een aparte facturering en een aparte boeking opgemaakt.

De permanentie van een serviceflat kan waargenomen worden door het personeel van een rustoord of een rust- of verzorgingshuis dat onder dezelfde beheerder ressorteert voor zover de minimale norm van het nachtpersoneel van het rustoord of het rust- of verzorgingshuis niet in gevaar wordt gebracht.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge ».

Namen, 3 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

Bijlage IV. — Normen die van toepassing zijn op de dagcentra's

HOOFDSTUK 1. — *Minimale en maximale huisvestingscapaciteit*

0.1. Geen enkel dagcentrum mag voor de opvang van minder dan 5 of meer dan 20 bewoners worden erkend.

HOOFDSTUK 2. — *Normen betreffende de vrijheid van de bewoners, het eerbied voor hun opvattingen en hun deelneming*

1. Huishoudelijk reglement

1.1. Elk dagcentrum is ertoe gehouden een huishoudelijk reglement op te maken.

1.1.1. Het huishoudelijk reglement bepaalt de rechten en plichten van de bewoners en van de beheerder.

1.1.2. De wijzigingen van dit huishoudelijk reglement treden in werking dertig dagen na mededeling aan de bewoners en/of aan hun vertegenwoordigers.

1.2. Een door de beheerder gedateerd en ondertekend exemplaar van dit huishoudelijk reglement wordt tegen ondertekend ontvangstbewijs geldend als kennisneming door elke bewoner en/of door zijn vertegenwoordiger afgegeven vóór de ondertekening van de huisvestingsovereenkomst en, voor zover mogelijk, vóór de datum waarop de opvang van deze bewoner in het dagcentrum is voorzien.

1.3. Het huishoudelijk reglement vermeldt de naam van de beheerder en het erkenningsnummer van het dagcentrum of het nummer van de voorlopige werkingsmachtiging.

1.4. Het huishoudelijk reglement vermeldt uitsluitend :

— de voorwaarden volgens welke de bewoner een beroep kan doen op het verplegende of paramedische personeel van het dagcentrum of van het rustoord of het rust- en verzorgingshuis waarmee het dagcentrum in verbinding staat;

— de voorwaarden volgens welke het dagcentrum voor de continuïteit van het toedienen van de geneesmiddelen aan de bewoners zorgt;

— de voorwaarden volgens welke wordt samengewerkt met de diensten voor gezins- en bejaardenhulp die zorgen voor de tenlasteneming aan huis met het oog op de continuïteit van deze tenlasteneming;

— de vrije keuze van de arts.

1.5. Het huishoudelijk reglement moet geen bepaling inhouden, waarbij verplichtingen met een commerciële, culturele, ideologische, filosofische of religieuze aard aan de bewoners worden opgelegd.

1.6. Bovendien vermeldt het huishoudelijk reglement :

— de naam van de directeur van het rustoord of van het rust- en verzorgingshuis aan wie alle opmerkingen, bezwaren of klachten van de bewoners, van hun familie, hun borg of hun bezoekers medegedeeld kunnen worden, alsmede de aanwezigheidsuren en -plaatsen van de directeur;

— het recht voor de bewoners om de bezoekers van hun keuze te ontvangen alsmede de voor deze bezoeken geplande uren;

— de vrijheid die de bewoners hebben om het dagcentrum te verlaten en dit met inachtneming van de goede werking van het centrum;

— het adres en het telefoonnummer van de dienst van het gewestelijke bestuur waaraan de klachten kunnen worden gericht;

— het adres van de burgemeester die bevoegd is om klachten te ontvangen en het telefoonnummer waarop hij kan worden opgebeld.

1.7. Het vermeldt de regels volgens welke de bewoner kan deelnemen aan het leven van het dagcentrum;

1.8. Het huishoudelijk reglement bepaalt uitdrukkelijk de voorwaarden i.v.m. het gebruik en het genot van de gemeenschappelijke lokalen, uitrustingen en diensten van de dagcentra waarover de bewoners kunnen beschikken;

Het vermeldt ook :

— de openingsdagen en -uren van het centrum : dit moet minimum 5 dagen per week en dit minimum 7 uur 30 per dag verplicht toegankelijk zijn;

— de organisatie van een vervoerdienst voor heen- en terugreis voor de bewoners die het wensen en de voorwaarden van de financiële deelneming van de bewoners in dit vervoer;

— de verdeling van een warme maaltijd per dag om 12 uur en de mogelijkheid om de ochtend- en avondmaaltijden te gebruiken;

— de dagelijkse organisatie van activiteiten en animatie met het oog op het bevorderen van het behoud of van de terugwinning van de zo grote mogelijke autonomie van de bewoners.

1.9. Een ontvangstbewijs geldend als kennisneming gevoegd bij het in punt 3 van deze bijlage bedoelde dossier.

2. Overeenkomst tussen de beheerder en de bewoner

2.1. Een in tweevoud opgemaakte overeenkomst wordt ondertekend tussen de beheerder van het dagcentrum of de directeur en de bewoner en/of zijn vertegenwoordiger; ze moet gedateerd en ondertekend worden door de partijen.

Een exemplaar moet aan de bewoner of aan zijn vertegenwoordiger tegen ontvangstbewijs worden gestuurd.

Het voor het dagcentrum bestemde exemplaar en het ontvangstbewijs moeten bij het in punt 3 van dit hoofdstuk bedoelde individuele dossier gevoegd worden.

Elke wijziging van deze overeenkomst maakt het voorwerp uit van een in tweevoud opgemaakt aanhangsel dat ook gedateerd en ondertekend is, en bij de overeenkomst gevoegd.

De overeenkomst moet de volgende punten omvatten :

2.1.1. de algemene en bijzondere opvangvoorwaarden;

2.1.2. de dagelijkse opvangprijs en de diensten die worden gedekt.

De met de toelage waarvan sprake in artikel 33 van het besluit verhoogde dagelijkse opvangprijs mag in geen geval hoger zijn dan de laagste basishuisvestingsprijs die opgeëist wordt door het rustoord of het rust- en verzorgingshuis waarin het dagcentrum gevestigd is of waarmee het in verbinding staat.

2.1.3. De voorwaarden van de aanpassing van de opvangprijs, overeenkomstig de in hoofdstuk 7 van deze bijlage bedoelde normen;

2.1.4. De volledige en precieze opsomming van alle supplementen die in rekening zouden kunnen worden gebracht tegen de bewoner alsmede hun prijs, het middel om ze te berekenen en elke regel waarmee zijn eventuele verhoging kan worden berekend;

De supplementen die in de in de overeenkomst inbegrepen lijst niet vermeld zijn, zullen niet mogen worden betaald door de bewoner;

2.1.5. De ontbindingsvoorwaarden van de overeenkomst :

2.1.5.1. De overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten, rekening houdende met het feit dat de 30 eerste dagen als proeftijd gelden;

Wanneer het blijkt dat de bewoner minder dan 5 dagen per maand aanwezig is in het dagcentrum kan de overeenkomst ontbonden worden.

2.1.5.2. Tijdens deze proefperiode mogen beide partijen de overeenkomst ontbinden met inachtneming van een opzeggingstermijn van zeven dagen;

2.1.5.3. Na deze proefperiode mag de overeenkomst ontbonden worden mits een vooropzeg die niet korter dan dertig dagen mag zijn in geval van ontbinding door de beheerder en vijftien dagen in geval van ontbinding door de bewoner;

2.1.5.4. De ontbinding geschiedt schriftelijk, hetzij bij ter post aangetekende brief, hetzij tegen ontvangstbewijs twee werkdagen vóór de aanvang van de hierboven vermelde termijn;

2.1.6. De vermelding volgens welke elk geschil betreffende de uitvoering van de overeenkomst tot bevoegdheid van de burgerlijke rechtbanken behoort.

2.2. Elke met de bovenvermelde voorschriften strijdige bepaling wordt geacht nietig te zijn.

3. Individueel dossier van de bewoner

3.1. Een individueel dossier wordt opgemaakt bij de opvang van elke bewoner; dit dossier moet voortdurend bijgehouden worden.

3.1.1. De verzameling van de in dit dossier vermelde gegevens en hun behandeling wordt verricht overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

3.1.2. De door de Regering aangewezen ambtenaren mogen dit dossier permanent raadplegen.

3.1.3. Een lijst van de personeelsleden die overeenkomstig artikel 16, § 1, 4°, van bovenvermelde wet dit dossier mogen raadplegen, wordt bijgehouden.

3.2. Dit dossier vermeldt in zijn inhoud met name :

3.2.1. De volledige identiteit van de bewoner (naam, voornamen, geboorteplaats en -datum, burgerlijke stand, nationaliteit, adres);

3.2.2. De naam, het adres en het telefoonnummer van de eventuele vertegenwoordiger van de bewoner;

3.2.3. De naam van de door de bewoner gekozen behandelend geneesheer, zijn adres en zijn telefoonnummer alsmede alle bepalingen in geval van afwezigheid van deze laatste en de eventueel gewenste ziekenhuisinstelling;

3.2.4. De naam, het adres en het telefoonnummer van de in noodgeval op te bellen persoon;

3.2.5. De godsdienst en/of de filosofische mening van de bewoner als hij het wenst;

3.2.6. De inlichtingen betreffende de betaling (door de bewoner of zijn vertegenwoordiger, in voorkomend geval door het OCMW) van de opvangprijs;

3.2.7. De inlichtingen betreffende het ziekenfonds (naam, adres, categorie, inschrijvingsnummer);

3.2.8. Het exemplaar van het huishoudelijk reglement en van de wijzigingen ervan en het ontvangstbewijs waarvan sprake in punt 1.10. van deze bijlage;

3.2.9. Het voor het rustoord bestemde exemplaar van de overeenkomst en de aanhangsels ervan die bedoeld zijn in punt 2.1. van deze bijlage;

3.2.10. De naam, het adres en het telefoonnummer van de verpleegkundige en paramedische hulpverleners van het rustoord of van het rust- en verzorgingshuis of die aangewezen zijn door de bewoner en die zorgen zouden kunnen verstrekken aan de bewoner gedurende zijn verblijf in het dagcentrum;

3.2.11. De naam, het adres en het telefoonnummer van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp waarvan sprake in punt 1.4., derde streepje, van deze bijlage.

4. Mededelingenbord

4.1. In het onthaalokaal van het dagcentrum is er een mededelingenbord met de informatie over de volgende punten :

— de naam van de beheerder en, als het om een rechtspersoon gaat, zijn rechtsvorm;

— de naam van de directeur van de inrichting en zijn gewone aanwezigheidsuren in het rustoord of in het rust- en verzorgingshuis waarvan het dagcentrum afhangt, alsmede de naam van zijn vervanger in geval van afwezigheid;

— het nummer van de erkenning van het dagcentrum en elke inlichting betreffende zijn erkenning of voorlopige werkingsmachtiging en, in voorkomend geval, elke inlichting een schorsing, een intrekking of een weigering van erkenning of voorlopige werkingsmachtiging alsmede een sluiting;

— het adres en de telefoonnummers van het bevoegde gewestelijke bestuur en van de Burgemeester;

— de menu van de lopende week en van de volgende week;

— de bezoeken;

— de activiteiten en animaties die door de inrichting worden georganiseerd en waaraan de bewoners kunnen deelnemen.

4.2. De directeur van het rustoord zal elke nodige maatregel treffen opdat dit bord leesbaar en voor alle toegankelijk zou zijn.

4.3. Het aanplakken wordt verzekerd in de specifieke lokalen van het dagcentrum zelfs als dit wordt georganiseerd in de lokalen van een rustoord of een rust- en verzorgingshuis.

HOOFDSTUK 3. — Normen betreffende de hygiëne, de voeding en de gezondheidszorgen

5. Hygiëne

5.1. De algemene diensten, met name de keuken en de wasserij, zijn zo ingericht dat ze door hun geur, damp of geluid niet hinderen.

5.2. De overeenkomstig het huishoudelijk reglement behoorlijk toegelaten dieren mogen in geen geval toegang hebben tot de keukens, de lokalen waar voedingsmiddelen worden bewaard, de woonkamer, de verzorgingslokalen en de lokalen voor de voorbereiding van geneesmiddelen.

5.3. De vaste afvalstoffen worden geloosd in hermetisch vuilniszakken met inachtneming van de reglementering over de afvalstoffen.

5.4. Het gebruik van de kamerstoelen is in het dagcentrum verboden.

5.5. Het beddegoed van de rustzaal wordt in een staat van bestendige netheid gehouden en in ieder geval vervangen telkens als de bedden door een verschillende bewoner bezet worden en telkens als het nodig is.

De vuile was wordt geplaatst in hermetische bakken en dagelijks afgevoerd.

5.6. Drinkbaar water moet in alle lokalen van het dagcentrum beschikbaar zijn.

5.7. De baden en douches moeten indien nodig dagelijks kunnen worden gebruikt door de bewoners.

5.8. De nodige hulp wordt verstrekt aan de personen die onbekwaam zijn zich alleen te wassen.

5.9. De directeur moet ervoor zorgen dat geen bejaarde bij gebrek aan zorgen en netheid de andere bewoners misselijk maakt.

6. Voeding

6.1. De bewoners krijgen minstens één volledige warme maaltijd per dag.

De voeding is gezond en gevarieerd; ze is aangepast aan de toestand van de bejaarde.

De door de behandelend geneesheer voorgeschreven diëten worden nageleefd.

6.2. De voorbereiding van de maaltijden en de verdeling ervan worden verricht volgens de striktste hygiëneregels overeenkomstig de bepalingen van wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten en van de desbetreffende besluiten, met name het koninklijk besluit van 7 februari 1997 inzake de algemene voedingsmiddelenhygiëne.

6.3. De menu's van de maaltijden worden minstens één week op voorhand medegedeeld aan de bewoners, met name op het mededelingenbord.

Een register met ten minste de lijst van de menu's van de afgelopen maand wordt bijgehouden. Dit register moet voortdurend kunnen worden geraadpleegd door de afgevaardigden van het bestuur.

6.4. Een register vermeldt dagelijks de aan de bewoners gediende maaltijden met melding van de naam van de begunstigde.

6.5. De nodige hulp wordt verstrekt aan de personen die moeilijkheden ondervinden om alleen te eten of te drinken.

7. Gezondheidszorgen en oproepregister

7.1. Een individueel medisch dossier wordt opgemaakt voor elke bewoner. Dit dossier omvat de voor de continuïteit van de zorgen nodige elementen, de medische, verpleegkundige en paramedische richtlijnen en dagelijks de vermelding van de in het kader van het dagcentrum verstrekte zorgen, de opmerkingen van het personeel dat deze richtlijnen heeft uitgevoerd, alsmede de kennisgeving ervan aan de door de bewoner gekozen hulpverleners.

7.1.1. De verzameling van de erin vermelde gegevens en de behandeling ervan worden overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens verricht.

7.1.2. Het medische dossier wordt gedurende minstens twee jaar na het weggaan of het overlijden van de bewoner in het dagcentrum gehouden.

Als het document na deze termijn in het dagcentrum niet kan worden gehouden, moet het gestuurd worden aan de bevoegde medische provinciecommissie, overeenkomstig de reglementering over het behoud van medische documenten.

7.2. De verantwoordelijke stelt dagelijks een verslag in een daartoe bestemd register op, waarin alle kenmerkende inlichtingen die de continuïteit van de dienst mogelijk maken, worden vermeld; de inlichtingen betreffende de individuele zorgen worden in het medische dossier waarvan sprake in het vorige punt vermeld.

7.3. De voorbereiding van de geneesmiddelen wordt door een verpleger volgens de vigerende regels verricht.

De geneesmiddelen worden in een meubel of een daartoe bestemd lokaal dat op slot afgesloten is, gehouden.

7.4. Het medische dossier, het register alsmede alle technisch-administratieve documenten betreffende de gezondheidszorgen moeten kunnen worden geraadpleegd door de ambtenaren van het bestuur met de vereiste bevoegdheden en die speciaal aangewezen zijn om na te gaan of de normen betreffende de gezondheidszorgen van de bewoners worden nageleefd.

7.5. Telkens als de gezondheidstoestand van de bewoner het vereist, zal hij een beroep moeten doen op een arts van zijn keuze.

Als de bewoner niet in staat is deze keuze te uiten en in afwezigheid van zijn arts of van zijn vervanger, waarvan de personalia worden vermeld in het individuele dossier waarvan sprake in punt 3.1. van deze bijlage, doet de voor de zorgen verantwoordelijke persoon een beroep op de arts van zijn keuze.

7.6. De beheerder moet ervoor zorgen dat de voorkoming van besmettelijke ziekten wordt verzekerd.

7.6.1. In het bijzonder moet hij ervoor zorgen dat alle nodige maatregelen worden getroffen voor de steriele zorgen, bij voorkeur door het gebruik van sets voor enig gebruik.

7.6.2. De inspectie van de hygiëne wordt in alle betwistbare gevallen geraadpleegd. Elke besmettelijke aandoening wordt haar onmiddellijk medegedeeld door de directeur.

8. Animatie van het dagcentrum

8.1. Een programma voor permanente animatie moet voor elk centrum worden vastgesteld.

8.2. Dit programma zal zo uitgewerkt worden dat het dagelijks in de sociale en culturele behoeften van de bewoners voorziet. Voor de organisatie van de activiteiten kan het centrum samenwerken met buiten diensten of instellingen

HOOFDSTUK 4. — Normen betreffende het aantal, de classificatie, de kwalificatie en de moraliteit van het personeel

9. Personeel

9.1. Het dagcentrum beschikt over een voldoende aantal personeelsleden met de vereiste kwalificaties om te zorgen voor de activiteiten van het dagelijkse leven en voor de deelneming aan de in punt 8.2. bedoelde activiteiten.

9.2. Minstens één lid van het personeel moet voortdurend aanwezig zijn.

9.3. Wanneer het dagcentrum en het rustoord of het rust- en verzorgingshuis waarin het gevestigd is of waarmee het verbonden is, het personeel gemeenschappelijk hebben, wordt het personeel dat de dienstverleningen in het dagcentrum verzekert, duidelijk geïdentificeerd en wordt de tijd dat iedereen aan deze dienstverleningen besteedt, perfect geschat in voltijds equivalent.

9.4. Het dagcentrum kan alle of een deel van deze taken verzekeren met de hulp van buitendiensten of zelfstandige hulpverleners, die verplicht bij overeenkomst ermee verbonden zijn.

9.5. De directeur van het dagcentrum is dezelfde als de directeur van het rustoord of het rust- en verzorgingshuis waarin het centrum gevestigd is of waarmee het verbonden is.

9.6. Overeenkomstig de bepalingen van het huishoudelijk reglement en telkens als het nodig is, moet de directeur moet bij afspraak geraadpleegd kunnen worden; indien nodig is hij weer terug te roepen.

HOOFDSTUK 5. — *Normen betreffende het gebouw*

10. Normen betreffende het gebouw

10.1. Het gebouw in het algemeen

10.1.1. Het dagcentrum bestaat minstens uit de volgende lokalen :

— een woonplaats voor de opvang, de recreatie en eventueel voor de restauratie als de maaltijden niet in het restaurant van het rustoord of van het rust- en verzorgingshuis worden gediend; dit lokaal bevat voldoende luie stoelen;

— een afzonderlijke rustzaal met minstens één bed per 5 opgevangen bewoners, waarin de bewoners zich kunnen isoleren en rusten. Bovendien moet elke maatregel worden getroffen opdat de zorgen in de grootste intimiteit zouden kunnen worden verstrekt aan de bewoners;

— een lift als het dagcentrum zich op een andere verdieping bevindt als de toegangsverdieping; deze lift moet voldoen aan de toegankelijkheidsnormen voor de personen met beperkte beweeglijkheid.

10.1.2. Het dagcentrum beschikt over een voor de bewoners toegankelijke telefoon en over een televisietoestel dat aangesloten is op de kabeltelevisie.

10.1.3. Het dagcentrum stelt zoveel vestiaire-kastjes als opgevangen bewoners ter beschikking van de bewoners.

10.2. Onderhoud, verwarming en verlichting

10.2.1. De gebouwen worden regelmatig onderhouden en beschut tegen vocht of doorsijpelingen.

10.2.2. Ongeacht het gekozen systeem voor de verwarming van de lokalen, mag dit geen enkele uitwaseming van vlammen, gas of stof veroorzaken.

10.2.3. In de voor de bewoners toegankelijke lokalen moet de temperatuur, ongeacht de weersomstandigheden, steeds 22° bereiken. Deze lokalen moeten voortdurend geventileerd worden.

10.2.4. Al de voor de bewoners toegankelijke lokalen worden voortdurend voorzien van een voldoende verlichting. Deze wordt aan de behoeften aangepast naar gelang van de in de lokalen ontwikkelde activiteiten. De gangen en sanitair moeten voldoende verlicht worden zodat de bewoners zich veilig kunnen verplaatsen.

10.2.5. De natuurlijke helderheid van de woonplaatsen wordt verzekerd op ten minste één zesde van de netto oppervlakte op de bodem van deze lokalen.

10.3. Oproepsysteem, aanleg van de gangen en trappen

10.3.1. De woonplaatsen alsmede W.C.'s en badkamers zijn voorzien van een oproepsysteem dat elk ogenblik in werking kan worden gesteld.

Dit systeem is bereikbaar vanaf de bedden en voortdurend operationeel. Het moet in werking worden gesteld zonder de anderen te storen.

10.3.2. De gangen en trappen zijn voldoende breed en voorzien van leuningen of steunstaven aan beide kanten.

De eerste en de laatste trede evenals elke afgezonderde trede worden op de rand voorzien van een scherpkleurige band die schril afsteekt tegenover de vloerbedekking.

10.4. Sanitaire installaties

10.4.1. De sanitaire installaties bestaan minimum uit een W.C. voor 8 bewoners, waarvan minstens één dat toegankelijk is voor de bewoners die zich in een rolstoel verplaatsen.

10.4.2. Alle W.C.'s zijn gemakkelijk toegankelijk voor de bewoners. Zij beschikken over een goede rechtstreekse luchtverversing of een goede ventilatie. Hun deur kan niet binnenwaarts worden geopend.

10.4.3. Elk W.C. is voorzien van een vuilnisbak, hellende steunstaven, een klerenhaak en van hygiënisch papier.

10.4.4. Systemen om de toiletzittingen te verhogen en om een gemakkelijk gebruik ervan door gehandicapte personen mogelijk te maken, moeten beschikbaar zijn.

10.4.5. Elk W.C. of elke sanitaire installatie is voorzien van een wasbekken, van een zeeptuimelaar en van een systeem voor het drogen van de handen met inachtneming van de hygiënemaatregelen.

10.4.6. De sanitaire installaties bevatten minstens een douche of een bad, die een maximale autonomie aan de bewoners verzekeren en die toegankelijk zijn voor de bewoners die zich in een rolstoel verplaatsen; deze installaties zijn voorzien van antislipapparatuur en steunstaven.

10.4.7. Het dagcentrum en het rustoord of het rust- en verzorgingshuis kunnen deze sanitaire installaties gemeenschappelijk hebben als ze in hetzelfde gebouw zijn gevestigd.

Ze moeten nochtans voldoende zijn om de samengevoegde normen van deze diensten te vervullen.

HOOFDSTUK 6. — *Boekhouding*

11. Boekhouding

11.1. De boekhouding van het dagcentrum waarvan de beheerder een openbare overheid is, wordt vastgesteld overeenkomstig de op deze openbare overheid toepasselijke boekhoudregels.

11.2. De boekhouding van het dagcentrum dat in punt 11.1. niet bedoeld is, wordt vastgesteld overeenkomstig het in bijlage V bedoelde boekhoudplan.

De dagcentra die geen verschillende rechtspersoonlijkheid als die van het rustoord of van het rust- en verzorgingshuis bezitten, kunnen nochtans het voorwerp uitmaken van een systeem van afzonderlijke rekeningen die in de boekhouding van het rust- en verzorgingshuis overeenkomstig de door de Minister bepaalde subrekeningen worden geïntegreerd.

11.3. Voor elke bewoner houdt de inrichting een individuele rekening bij, waarop al de bijzonderheden van de ontvangsten en uitgaven alsmede de leveringen en de ten gunste van de bewoners gepresteerde diensten worden vermeld. Deze individuele rekening kan elk ogenblik worden geraadpleegd door de bewoner of zijn vertegenwoordiger.

11.4. Een uitvoerige maandelijkse factuur bepaalt de balans van de verschuldigde bedragen en ontvangsten. Ze wordt met alle bewijsstukken aan de bewoner of zijn vertegenwoordiger afgegeven.

11.5. De boekhouding van de inrichting en van de individuele rekeningen van de bewoners moet ter beschikking van de bestuursafgevaardigden gesteld worden, die er kennis van kunnen nemen zonder zich te verplaatsen.

HOOFDSTUK 7. — *Aanpassing van de opvangprijs*

12. Onverminderd de federale bepalingen die de aanvragen om prijsstijging reglementeren, zoals bepaald in artikel 4 van het ministerieel besluit van 20 april 1993 houdende bijzondere bepalingen inzake prijzen, mag de jaarlijkse verhoging van de huisvestings- of opvangprijs in geen geval 5 % hoger zijn dan de indexering van de consumptieprijzen. Deze bepaling treedt in werking op 1 januari 2000.

HOOFDSTUK 8. — *Voorwaarden voor een functionele verbinding met een rustoord of een rust- of verzorgingshuis*

Het dagcentrum moet met een rustoord of een rust- of verzorgingshuis bij overeenkomst verbonden zijn.

Als het om een dagcentrum gaat dat op dezelfde plaats gelegen is als het rustoord of het rust- of verzorgingshuis, kunnen alle dienstverleningen verzekerd worden door de verdeling van deze diensten, overeenkomstig de voorschriften van de interne bepalingen.

In alle andere gevallen komt het dagcentrum het eens met het rustoord of het rust- of verzorgingshuis waarmee het verbonden is over gemeenschappelijke verplichtingen waaronder minimum de verplichting voor het rustoord of het rust- of verzorgingshuis om de bewoners van het dagcentrum, die het wensen, eerst te huisvesten.

Wanneer het personeel zijn diensten ook verleent in een rustoord of een rust- of verzorgingshuis, wordt de duur van deze dienstverleningen voor elke dienst duidelijk geïdentificeerd.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van... tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge ».

Namen, 3 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

Bijlage V. — **Boekhoudplan voor de boekhouding van de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra**

1. Eigen fondsen, voorzieningen voor risico's en kosten en schulden op meer dan een jaar
10. Toevoegingen, inbrengen en giften in kapitaal
100. Geplaatst kapitaal
101. Onopgevraagd kapitaal (-)
- (109. Rekening van de exploitant)
12. Herwaarderingsmeerwaarden
13. Reserves
130. Wettelijke reserve
131. Onbeschikbare reserve
133. Beschikbare reserve
14. Overgedragen resultaat
140. Overgedragen winst
141. Overgedragen verlies (-)
15. Investeringssubsidies
150. Behaalde bedragen
159. Bedragen overgedragen naar het resultaat
16. Voorzieningen voor risico's en kosten
160. Voorzieningen voor pensioenen en soortgelijke verplichtingen
161. Voorzieningen voor belastingen
162. Voorzieningen voor grote herstellings- en onderhoudswerken
- 163-169. Andere voorzieningen voor risico's en kosten
17. Schulden op meer dan een jaar
170. Achtergestelde leningen
171. Niet achtergestelde obligatieleningen
172. Leasingschulden en soortgelijke schulden
173. Kredietinstellingen
174. Andere leningen
175. Schulden betreffende de aankopen van goederen en diensten
178. Borgtochten ontvangen in contanten
179. Overige schulden

- 2. Oprichtingskosten, vaste activa en vorderingen op meer dan een jaar
- 20. Oprichtingskosten
- 200. Kosten van oprichting en kapitaalverhoging
- 202. Overige oprichtingskosten
- 203. Tussenrenten
- 204. Herstructureringskosten
 - 2040 aankopen
 - 2048 meerwaarden
 - 2049 geboekte aflossingen
- 21. Immateriële vaste activa
- 211. Concessies, octrooien, licenties... (softwares)
- 212. Goodwill
 - 2120 aankopen
 - 2128 meerwaarden
 - 2129 geboekte aflossingen
- 22. Terreinen en gebouwen
- 220. Terreinen
- 221. Gebouwen
- 222. Bebouwde terreinen
- 223. Overige zakelijke rechten op onroerende goederen
- 224. Grote herstellings- en onderhoudswerken
- 225. Inrichting van de onroerende gebouwen
 - 2250 aankopen
 - 2258 meerwaarden
 - 2259 geboekte aflossingen
 - 2260 verzorgingsmaterieel
- 23. meerwaarden
- 24. geboekte aflossingen
 - 2261. Overig materieel
- 240. Meubilair
- 241. Materieel
- 242. Rollend materieel
- 243. Informaticamaterieel en -meubilair
 - 2430 aankopen
 - 2438 meerwaarden
 - 2439 geboekte aflossingen
- 25. Vaste activa in leasing
- 252. Terreinen en gebouwen
- 253. Verzorgingsmaterieel
- 254. Overig materieel
- 26. Overige materiële vaste activa
- 260. Reserve-uitrusting
- 261. Overige
- 27. Vaste activa in aanbouw en vooruitbetalingen
- 270. Vaste activa in aanbouw
- 271. Vooruitbetalingen
- 28. Financiële vaste activa
- 280. Deelnemingen
- 281. Vorderingen
- 288. Borgtochten betaald in contanten
- 29. Vorderingen op meer dan een jaar
- 290. Vorderingen voor dienstverleningen
- 291. Overige vorderingen
- 3. Voorraden en bestellingen in uitvoering
- 31. Voorzieningen en hulpstoffen
- 310. Farmaceutische produkten en klein medisch materieel
- 312. Diverse hulpstoffen
- 314. Energie
- 315. Kantoor- of informaticabehoeften
- 316. Linnengoed, beddegoed, wasserij
- 317. Eetwaren en keukenbehoeften
- 319. Geboekte waardeverminderingen
- 36. Vooruitbetalingen op voorraadinkopen
- 37. Bestellingen in uitvoering

- 4. Vorderingen en schulden op ten hoogste een jaar
- 40. Vorderingen voor dienstverleningen
- 400. Ingezetenen
- 402. Verzekeringsinstellingen
- 404. Te innen opbrengsten
- 406. Vooruitbetalingen
- 407. Dubieuze debiteuren
- 409. Geboekte waardeverminderingen
- 41. Overige vorderingen
- 410. Opgevraagd, niet gestort kapitaal
- 411. Terug te vorderen B.T.W.
- 412. Terug te vorderen belastingen en voorheffingen
- 414. Te innen opbrengsten
- 416. Diverse vorderingen
- 417. Dubieuze debiteuren
- 418. Borgtochten betaald in contanten
- 419. Geboekte waardeverminderingen
- 42. Schulden op meer dan een jaar die binnen het jaar vervallen
- 420. Achtergestelde leningen
- 421. Niet achtergestelde obligatieleningen
- 422. Leasingschulden en soortgelijke schulden
- 423. Kredietinstellingen
- 424. Andere leningen
- 425. Schulden betreffende de aankopen van goederen en diensten
- 428. Borgtochten ontvangen in contanten
- 429. Overige schulden
- 43. Financiële schulden
- 430/434. Kredietinstellingen
- 435/439. Overige leningen
- 43. handelsschulden
- 440. Leveranciers
- 441. Te betalen wissels
- 444. Te ontvangen facturen
- 45. Schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten
- 450. Geraamd bedrag der belastingschulden
- 451. Te betalen B.T.W.
- 452. Te betalen belastingen en taksen
- 453. Ingehouden voorheffingen
- 454. R.S.Z.
- 455. Bezoldigingen
- 456. Vakantiegeld
- 459. Andere sociale schulden
- 46. Ontvangen vooruitbetalingen
- 460. Vooruitbetalingen van de ingezetenen
- 461. Overige vooruitbetalingen
- 47. Schulden uit de bestemming van het resultaat
- 470. Dividenden en tantièmes over vorige boekjaren
- 471. Dividenden over het boekjaar
- 472. Tantièmes over het boekjaar
- 473. Andere rechthebbenden
- 48. Diverse schulden
- 480. Deposito's ontvangen in contanten
- 488. Borgtochten
- 489. Andere diverse schulden
- 49. Overlopende rekeningen
- 490. Over te dragen kosten
- 491. Verkregen opbrengsten
- 492. Toe te rekenen kosten
- 493. Over te dragen opbrengsten
- 499. Wachtrekeningen
- 5. Geldbeleggingen en liquide middelen
- 51. Aandelen
- 52. Vastrentende effecten
- 53. Termijndeposito's
- 54. Te incasseren vervallen waarden

- 55. Kredietinstellingen
- 550/558. Kredietinstellingen
- 559. Uitgeschreven giro's en cheques
- 56. Postcheque- en girodienst
- 560. Rekening-courant
- 561. Uitgeschreven giro's en cheques
- 57. Kassen
- 570/577. Kassen-contanten
- 578. Kassen-zegels
- 58. Interne overboekingen
- 0. Niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen
- 030. Deposito's van de ingezetenen
- 031. Ontvangen zekerheden
- 6. Kosten
- 60. Voorzieningen en hulpstoffen
- 600. Aankopen van farmaceutische producten en klein medisch materieel
 - 6000 geneesmiddelen
 - 6001 klein medisch steriel materieel
 - 6009 diverse
- 602. Aankopen van diverse hulpstoffen
 - 6020 eredienskosten
 - 6021 lijkenhuiskosten
 - 6029 diverse
- 603. Aankopen van onderhoudsproducten en -materieel
 - 6030 producten
 - 6031 materieel
 - 6039 diverse
- 604. Aankopen van brandstoffen
 - 6040 stookolie
 - 6041 gas
 - 6049 andere brandstoffen
- 605. Aankopen van kantoor- en informaticabenodigdheden
 - 6050 bureaubenodigdheden
 - 6051 informaticabenodigdheden
 - 6059 diverse
- 606. Aankopen van linnen, beddegoed, wasserij
 - 6060 linnen en beddegoed
 - 6061 disposable
 - 6069 diverse
- 607. Aankopen van eetwaren en keukenbenodigdheden
 - 6070 levensmiddelen
 - 6073 dranken
 - 6074 diëtische producten
 - 6075 vaatwerk en keukenmaterieel
 - 6079 diverse
- 609. Voorraadwijzigingen
(zelfde onderverdeling als 600 à 607)
- 61. Diverse goederen en diensten
- 610. Huur en huurlasten
 - 6100 huur
 - 6101 huurlasten
 - 6109 diverse
- 611. Buitendiensten
 - 6111 medische en paramedische kosten
 - 6112 algemene buitendiensten
 - 6113 onderhoud- en schoonmaakbuitendiensten
 - 6115 buitendiensten op administratief gebied
 - 6116 buitendiensten voor wasserij-linnengoed
 - 6117 buitendiensten voor voeding
- 612. Algemene kosten
 - 6120 animatie
 - 6121 verzekeringen niet i.v.m. het personeel
 - 6122 vervoer- en verplaatsingskosten van het personeel
- 6129 diverse
- 613. Onderhoud en herstellingen
 - 6130 onderhoud en herstellingen van onroerende goederen (terreinen en gebouwen)
 - 6131 onderhoud en herstellingen van materieel en meubilair
 - 6132 onderhoud en herstellingen van rollend materieel
 - 6139 diverse (onderhoud van softwares)

- 614. Energie
 - 6140 water
 - 6141 electriciteit
 - 6142 brandstoffen voor voertuig
- 615. Administratie
 - 6150 kantoor en administratie (telefoon, fotokopieën, expeditie, oproep van personen, wervingskosten)
 - 6151 public relations (congressen, recepties, toetredingen)
 - 6152 kosten voor de invordering van schulden
 - 6159 diverse
- 616. Honoraria
 - 6160 advocaten, deurwaarders
 - 6161 revisors, accountants
 - 6162 architecten, schatters van onroerende goederen
 - 6169 diverse
- 62. Bezoldigingen en sociale lasten
- 620. Bezoldigingen en rechtstreekse sociale voordelen
 - 6200 bestuurders en zaakvoerders
 - 6201 loontrekkend personeel
 - 6202 bezoldigd personeel
- 621. Werkgeversbijdragen voor sociale verzekeringen (zelfde onderverdeling als 620)
 - 6210 bestuurders en zaakvoerders
 - 6211 loontrekkend personeel
 - 6212 bezoldigd personeel
- 623. Andere personeelskosten
 - 6230 bestuurders en zaakvoerders
 - 6231 loontrekkend personeel
 - 6232 bezoldigd personeel
- 624. Ouderdoms- en overlevingspensioenen
 - 6240 bestuurders en zaakvoerders
 - 6241 loontrekkend personeel
 - 6242 bezoldigd personeel
- 625. Voorziening voor vakantiegeld
 - 6250 bestuurders en zaakvoerders
 - 6251 loontrekkend personeel
 - 6252 bezoldigd personeel
- 63. Afschrijvingen, waardeverminderingen en voorzieningen voor risico's en kosten
- 630. Afschrijving en waardeverminderingen op vaste activa
 - 6300 op oprichtingskosten
 - 6301 op immateriële vaste activa
 - 6302 op gebouwen
 - 6303 op het medische uitrustingsmaterieel
 - 6304 op het niet-medische en roerende uitrustingsmaterieel
 - 6305 op vaste activa in leasing
- 631. Waardeverminderingen op voorraden
- 633. Waardeverminderingen op vorderingen op meer dan één jaar
- 634. Waardeverminderingen op vorderingen op ten hoogste één jaar
- 635. Voorzieningen voor pensioenen en soortgelijke verplichtingen
- 636. Voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken
- 637. Voorzieningen voor andere risico's en kosten
- 64. Andere bedrijfskosten
- 640. Belastingen
 - 6400 onroerende voorheffing (eigenaar)
 - 6409 diverse belastingen
- 641. Minderwaarden op de courante realisatie van vaste activa
- 642. Minderwaarden op de realisatie van handelsvorderingen
- 65. Financiële kosten
- 650. Kosten van investeringsschulden
- 656. Kosten van kredieten op korte termijn
- 657/659. Diverse financiële kosten
- 66. Uitzonderlijke kosten
- 660. Uitzonderlijke afschrijvingen en waardeverminderingen
- 661. Waardeverminderingen op financiële vaste activa
- 662. Voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en kosten
- 663. Minderwaarden op de uitzonderlijke realisatie van vaste activa
- 664/668. Andere uitzonderlijke kosten
- 669. Kosten betreffende de vorige boekjaren

- 67. Belastingen op het resultaat
- 670. Belastingen van het boekjaar
- 671. Belastingen van de vorige boekjaren
- 69. Resultaatverwerking
- 690. Overgedragen verlies van het vorige boekjaar
- 691. Toevoeging aan de wettelijke reserve
- 692. Toevoeging aan de overige reserves
- 693. Over te dragen winst
- 694. Vergoeding van het kapitaal
- 695. Bestuurders of zaakvoerders
- 696. Andere rechthebbenden
- 7. Opbrengsten
- 70. Omzet
- 700. Verblijven
 - 7000 gefactureerd aan de patiënten
 - 7009 diverse
- 702. Supplementen (TE BESPREKEN)
- 703. Forfaitaire bedragen van het RIZIV
- 72. Geproduceerde vaste activa
- 74. Andere bedrijfsopbrengsten
- 740. Bedrijfssubsidies
- 741. Meerwaarden op de courante realisatie van vaste activa
- 743. Terugvorderingen van kosten die de ingezetenen niet betreffen
 - 7430 subsidies Interdepartementaal begrotingsfonds/geco's
 - 7431 vergoedingen arbeidsongevallen
- 744. Diverse bedrijfsopbrengsten die de ingezetenen niet betreffen
 - 7440 huur
 - 7441 opbrengsten van animatiekosten
- 75. Financiële opbrengsten
- 750. Opbrengsten uit financiële vaste activa
- 751. Opbrengsten uit vlottende activa
 - 7510 wettelijke intresten op handelsvorderingen
 - 7511 opbrengsten uit geldbeleggingen
 - 7512 opbrengsten uit liquide middelen
- 753. Kapitaal- en interestsubsidies
- 754-759. Diverse financiële opbrengsten
- 76. Uitzonderlijke opbrengsten
- 760. Terugneming van afschrijvingen en waardeverminderingen
 - 7600 op immateriële vaste activa
 - 7601 op materiële vaste activa
- 761. Terugneming van waardeverminderingen op financiële vaste activa
- 762. Terugneming van voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en kosten
- 763. Meerwaarden op de realisatie van vaste activa
- 764-766. Uitzonderlijke opbrengsten
- 769. Opbrengsten van de vorige boekjaren
- 77. Regularisering van belastingen en terugneming van fiscale voorzieningen
- 770. van het boekjaar
- 771. van vorige boekjaren
- 79. Resultaatverwerking
- 790. Overgedragen winst van het vorig boekjaar
- 791. Onttrekking aan de wettelijke reserve
- 792. Onttrekking aan de overige reserves
- 793. Over te dragen verlies
- 794. Tussenkoms van vennoten in het verlies
- 795. Tussenkoms van derden

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van... tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge ».

Namen, 3 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX